

BRUMAIRE

SCÈNES HISTORIQUES DE L'AN VIII

DU MÊME AUTEUR

LES CENT JOURS (1815), scènes historiques. 1 vol. in-8°. Ouvrage couronné par l'Académie française.

LE CAPITAINE LOYS, conte de la Renaissance, en collaboration avec M. Lucien d'Hève, précédé d'une préface de M. Jules Claretie. 1 vol. in-18.

LES FIANCÉS DE THERMIDOR, roman historique. 1 vol. in-18.

ROSIE, roman parisien. 1 vol. in-18.

UNE MÉLODIE DE SCHUBERT, roman avec dessins de Georges Cain, 1 vol. in-16.

L'AMOUREUX DE LA MORTE, roman. 1 vol. in-16.

AVENTURE INCROYABLE ET VÉRIDIQUE DE MODESTE PARAMBAZ DE BEAUCAIRE, avec une préface de Camille Flammarion et 10 dessins originaux de Henri Pille. 1 vol. in-8°.

LES PETITS VERS D'UN JOUEUR DE FLUTE, choses à chanter et à dire, avec un dessin de Ferdinand Bac. 1 vol. in-18.

LES MANŒUVRES DE FORTERESSE, Souvenirs de Vaujours (1894), en collaboration avec M. Henri Mazereau. Préface de M. Jules Claretie. Gravures et cartes. 1 vol. in-18.

LES ANNALES DU THÉATRE ET DE LA MUSIQUE (1875-1895), en collaboration avec M. Edmond Stoullig. Préfaces de MM. Francisque Sarcey, Jules Claretie, Victorien Sardou, Emile Zola, Charles Gounod, etc... 21 vol. in-18.

DEIDAMIE, opéra en 2 actes, musique de M. Henri Maréchal. (Académie nationale de musique.)

PROLOGUE A BÉRÉNICE, comédie en un acte, en vers, en collaboration avec M. Lucien Patè. (Comédie-Française.)

PLUS QU'UN HOMME !... A propos en vers pour l'anniversaire de Corneille. (Comédie-Française.)

DAVID TÉNIERS, comédie en un acte, en vers, en collaboration avec M. Lucien Paté. (Odéon.)

TRAGÉDIE ET COMÉDIE, comédie en un acte, en vers. (Odéon.)

UN MONSIEUR QUI A BIEN DINÉ, comédie en un acte, en vers. (Gymnase.)

ATTENDEZ-MOI SOUS L'ORGUE, comédie en un acte, en vers. (Cercle militaire.)

LE SINGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, opérette en un acte, musique de M. Gaston Serpette. (Bouffes-Parisiens.)

LE ROMAN D'UN JEUNE HOMME CHAUVE, comédie-bouffe en un acte. (Renaissance.)

MAINS LIÉES ! comédie en un acte, en collaboration avec M. J. Derriaz (Variétés.)

COUP DOUBLE ! comédie en un acte. (Théâtre Déjazet.)

MARIANNE, comédie en un acte, en vers, d'après *Le frère et la sœur*, de Goëthe. (Casino de Néris.)

EN PRÉPARATION

LES MÉNAGES FEMELLES, roman parisien.

ÉMILE COLIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

ÉDOUARD NOËL

BRUMAIRE

SCÈNES HISTORIQUES DE L'AN VIII

1799





PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, PRÈS L'ODÉON



A mon éminent et cher Ami

JULES CLARETIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Au Républicain de toujours, à l'ardent et fidèle Historien de la Révolution, j'offre la dédicace de cet ouvrage qu'il a encouragé dès ses premières feuilles, et j'écris, avec joie, en tête de ce livre, l'expression de mon inaltérable gratitude et l'assurance de mon affectueux et sincère attachement.

ÉDOUARD NOEL.

PROLOGUE

LE DIRECTOIRE

DU 1er AU 21 VENDÉMIAIRE

BRUMAIRE

PROLOGUE

LE DIRECTOIRE

DU 1er AU 21 VENDÉMIAIRE

.... Sans la rencontre de l'escadre Anglaise, nous arrivions à Toulon et là nous faisions une bonne et longue quarantaine. Ceux qui redoutaient les projets de Bonaparte auraient eu le temps de se précautionner ; ses ennemis se seraient ralliés et la correspondance accusatrice de Kléber aurait eu le temps d'arriver et de leur donner des armes puissantes.

(*Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse.*)

PREMIÈRE JOURNÉE

UN DINER CHEZ GOHIER

6 vendémiaire.

Au Petit-Luxembourg. La salle à manger, chez le citoyen Gohier, président du Directoire exécutif. Mobilier très simple.

GOHIER, MADAME GOHIER, MADAME BONAPARTE *et* HORTENSE DE BEAUHARNAIS *sont à table.* CORNÉLIE *les sert.*

MADAME GOHIER. — ... Oui, ma chère amie, voilà comment nous avons accepté de dîner chez le citoyen Sieyès que nous avons ensuite emmené au spectacle, à Feydeau, où l'on donnait *Sophie et Moncars*, de

Gaveaux... Mais ne voulez-vous pas reprendre un peu de ces salsifis à la crème... C'est le triomphe d'Ursule, notre cuisinière... (*A la servante.*) Cornélie, offrez à la citoyenne, ma fille.

Joséphine. — Je ne vous cache pas que dans mon entourage, on s'est beaucoup étonné de vous voir en compagnie de ce Sieyès qui est, vous le savez, la bête noire de Bonaparte, et les commentaires allaient leur train.

Madame Gohier, *un peu pincée.* — Il faut rendre cette justice à votre mari qu'il ne peut pas sentir Sieyès... Mais que voulez-vous ? ce diable d'homme, en dépit de ses airs bourrus, est un véritable charmeur. Il a le talent de s'imposer quand il le veut. Je ne sais pas, depuis quelque temps, ce qui le fait rechercher mon mari... Toujours est-il qu'il ne le quitte pas... et qu'il a mis à nous avoir à dîner une si aimable insistance, qu'il nous eût été impossible de refuser... Et pour lui rendre, sans plus tarder, sa politesse, nous l'avons invité à partager notre loge, ou plutôt la loge du Président du Directoire.

Gohier. — Où, du reste, il n'a pas fait un long séjour. Il paraissait mal à son aise.

Joséphine. — En effet, tout le monde l'a remarqué autour de moi... (*A Hortense qui a pris sur ses genoux le petit chien Fidèle.*) Hortense, tu es insupportable avec cette bête... Si tu ne te tiens pas tranquille, je prie qu'on te reconduise tout de suite chez madame Campan.

Hortense. — Oh! maman, je ne fais pas de mal... Vois donc comme il est gentil, Fidèle.

Madame Gohier. — Certainement non... elle ne fait pas de mal, la chère enfant... Vous la grondez aussi trop facilement... Mais, pour en revenir à Sieyès... après le second acte, mon mari avait fait demander le citoyen Gaveaux pour le complimenter... Beaucoup de citoyens, et des plus notables, se trouvaient en ce moment dans notre loge, et tous étaient unanimes à féliciter Gohier, à propos de la journée du 1er vendémiaire.

Gohier, *l'interrompant.* — Oh! bonne amie, tu exagères... pourquoi rappeler tout cela?

Madame Gohier. — Non, mon ami, je n'exagère rien... Tu as été superbe — je ne crains pas de le dire devant la citoyenne, qui est notre amie. — Tu as prononcé, à l'occasion de la Fête de la République, en ta qualité de Président du Directoire, un discours qui a fait sensation... Tout le monde est d'accord là-dessus... (*Se retournant vers Joséphine.*) Il faut croire que les compliments adressés à mon mari n'étaient pas du goût de Sieyès; car, en voyant notre loge envahie par les visiteurs, il est sorti brusquement... et nous ne l'avons plus revu.

Joséphine. — Je reconnais bien là Sieyès... L'éloge de son prochain lui est insupportable... Je ne sais pas d'homme plus envieux... et plus jaloux, si ce n'est pourtant Bernadotte... C'est à mon tour de vous

complimenter, citoyen Président, et je le fais de tout cœur... Je n'étais pas là pour jouir de votre triomphe... car il paraît que vous avez eu les honneurs du triomphe... Mes amis ne s'en sont point cachés avec moi... et j'ai beaucoup regretté la migraine qui m'a retenue chez moi et m'a empêchée d'assister à cette fête...

Madame Gohier. — Et combien j'ai regretté de ne pas vous avoir avec nous... Le Champ-de-Mars offrait un coup d'œil éblouissant... Ah ! si vous aviez vu tous ces uniformes... tous ces costumes... tous ces drapeaux, tous ces étendards... vous auriez été émue comme je l'ai été... depuis le moment où le Conservatoire a exécuté l'hymne sur la fondation de la République, jusqu'aux salves d'artillerie qui ont annoncé la fin des cérémonies... C'était beau, je vous assure, c'était grand.

Gohier. — Certes, il n'était pas au pouvoir de la tyrannie d'offrir au bon peuple de Paris un spectacle aussi imposant, aussi patriotique, que celui de cette mémorable journée du 1er Vendémiaire.

Joséphine. — Tout l'honneur vous en doit être attribué, citoyen Président.

Gohier. — Citoyenne, vous êtes vraiment trop aimable. — Que voulez-vous ? La République est mon idole et quand je parle d'elle... il m'est facile de m'enthousiasmer.

Madame Gohier. — La République a tant d'ennemis...

GOHIER, *s'animant peu à peu.* — J'aurais voulu, citoyenne, que votre mari fût là... que le général Bonaparte pût m'entendre, quand j'ai prononcé mon discours. (*Déclamant.*) Les forces de la République sont dans l'union des Républicains... S'il y a du péril, il n'est pas dans le nombre de ses ennemis... mais dans les passions qui divisent ses amis. Il n'est pas à nos frontières, mais au milieu de nous... Repoussons les torches incendiaires dont on voudrait nous embraser ; mais conservons le feu sacré dont nos cœurs doivent brûler... Dans tous les combats contre le Royalisme, vous avez vu, vous verrez vos magistrats sur la brèche... Rejetez avec un mépris égal et la calomnie qui veut nous désunir et la séduction qui prétend nous captiver.

MADAME GOHIER. — Ah !... Si vous aviez entendu les applaudissements qui ont accueilli ces nobles paroles. C'était du délire !...

GOHIER, *continuant.* — Et quand je me suis adressé aux jeunes conscrits pour leur remettre leur drapeau, en invoquant la Concorde, divinité tutélaire des peuples libres... Brave jeunesse, recevez l'étendard dont la Patrie honore votre courage... Je vous le remets au nom de la République... Entourez-le dans les batailles... Ne le perdez pas des yeux... Il est l'âme de la Patrie... Dites-vous toujours que le pays compte sur vous... et vous vaincrez... Vive la République !...

JOSÉPHINE. — Mais c'est tout votre discours que

vous récitez là, citoyen Président... Vous le savez donc par cœur.

Madame Gohier. — Il a une si belle mémoire !... Tous ses collègues enrageaient... et Barras a trouvé qu'il était allé trop loin — quand il a parlé du Prétendant, contre lequel il n'était pas besoin, disait-il, de prononcer un aussi violent anathème.

Joséphine. — C'est que Barras est un habile homme. Il s'entend à ménager tous les partis.

Madame Gohier. — Croyez-vous sérieusement qu'il conspire, comme beaucoup de nos amis le prétendent ?

Joséphine. — Je ne puis vous renseigner exactement... mais cela ne m'étonnerait pas.

Gohier. — Rassurez-vous, citoyennes. La République n'a rien à redouter... et nous pouvons envisager, avec le dédain d'une fierté républicaine, ce fantôme de Roi qui, du fond des cours étrangères, où il cache sa rage impuissante, prétend nous flétrir de ses pardons.

Joséphine. — Tout cela est très bien dit... mais c'est égal, à votre place, citoyen Président, je me méfierais de Barras.

Madame Gohier, *à Cornélie qui est allée et venue pendant toute cette conversation.* — Cornélie, recommandez à Ursule, je vous prie, de ne pas manquer son soufflé à la vanille — un petit feu — très doux... et surtout ne pas trop le laisser monter.

Cornélie. — Bien, citoyenne... j'y vais.

Hortense. — Oh ! maman... l'entremets que tu adores... (*A madame Gohier.*) Citoyenne, voulez-vous me permettre d'aller demander à Ursule la recette du soufflé à la vanille ?

Madame Gohier répond affirmativement.

Joséphine. — Puisque la citoyenne le permet, va, ma gazelle.

Hortense sort, suivie par Cornélie.

Madame Gohier. — Elle est vraiment charmante, cette enfant... Il va falloir bientôt songer à lui trouver un mari. (*Joséphine laisse échapper un soupir.*) ... Et maintenant que nous voilà entre nous, permettez à votre vieille amie de vous faire un peu de morale.

Joséphine. — A moi, ma chère madame Gohier... Que voulez-vous dire ?

Madame Gohier. — Oui... vous ne prenez pas assez garde à vous. L'autre soir, à Feydeau, si beaucoup de gens se sont étonnés de rencontrer en notre société le citoyen Sieyès, qui est après tout le collègue de mon mari dans le Directoire, il en est aussi beaucoup qui ont été surpris d'apercevoir, pendant toute la soirée, dans votre loge, ce jeune officier qui, depuis trop longtemps déjà, ne vous quitte pas plus que votre ombre... Le monde est méchant, vous le savez ?...

Joséphine. — J'ignore de qui vous voulez parler, citoyenne, à moins que ce ne soit du capitaine Char-

les, qui fut en Italie l'aide de camp de mon mari. — Bonaparte avait même pour lui beaucoup d'estime. — Qu'y a-t-il d'extraordinaire à cela ? Le capitaine Charles est venu dans l'après-midi me rendre visite... je lui ai offert une place dans ma loge — où du reste j'avais avec moi la ci-devant marquise de Résigny et sa nièce, la générale de Brillanne, qui est, après vous, vous le savez, ma meilleure amie.

Madame Gohier. — Ah !... Je sais très bien tout ce que vous pouvez me répondre... Il n'en est pas moins vrai — que vous êtes entourée d'ennemis... prenez garde... De plusieurs points de la salle, j'ai remarqué qu'on vous observait... et tout particulièrement de deux loges occupées par la famille de votre mari. La petite générale Leclerc, cette petite peste de Paulette, paraissait indignée — et à plusieurs reprises, elle vous a désignée publiquement à son frère Joseph.

Joséphine. — Eh !... que voulez-vous que j'y fasse, ma pauvre madame Gohier... Il sied vraiment bien à Pauline de me faire remarquer, lorsqu'il y a tant de choses à dire sur son compte.

Madame Gohier. — Sans doute... et je sais très bien que la citoyenne Leclerc ne passe pas pour un dragon de vertu... mais elle a son mari pour faire taire les méchantes langues... et le vôtre est absent.

Joséphine. — On a même annoncé, du haut de la Tour de Londres, qu'il était mort... qu'il avait été assassiné en Egypte.

Gohier. — Heureusement... ce n'était qu'un bruit qui n'a pas été confirmé et que viendra bientôt démentir, nous l'espérons, l'annonce de ses nouveaux succès.

Madame Gohier. — Il n'en est pas moins vrai, citoyenne, que la famille de votre mari ne vous porte pas dans son cœur et que si Bonaparte revient quelque jour d'Égypte, elle lui en fera entendre de belles sur votre compte.

Joséphine. — Oh !... je sais très bien qu'ils sont gens à ne reculer devant aucune calomnie pour me perdre — mais je ne crains rien d'eux... Je suis sûre du cœur de mon mari... Quand Bonaparte apprendra que ma société a constamment été la vôtre, il sera aussi flatté que reconnaissant de l'accueil que j'ai reçu dans votre maison, et mon intimité avec vous répondra d'avance à toutes les calomnies.

Hortense, *qui vient de rentrer avec Cornélie, apportant l'entremets.* — Maman... maman... je sais faire le soufflé à la vanille... Je t'en ferai un à la maison, quand tu voudras... (*Embrassant sa mère.*) Dis, maman chérie... Oh ! que tu es belle... et que je t'aime...

Madame Gohier. — Cornélie, offrez du soufflé à la citoyenne.

Le repas continue.

DEUXIÈME JOURNÉE

LE CAFÉ FOY — AU PALAIS-ÉGALITÉ

10 vendémiaire.

Le Café Foy au *Palais-Égalité*. Salle particulière communiquant par une porte vitrée, presque constamment ouverte, avec la salle principale, ornée de glaces, où l'on aperçoit le comptoir de la caissière, les tables de marbre devant lesquelles sont assis des citoyens et des citoyennes, les uns en train de déjeuner, les autres en face de consommations diverses. Dans la salle particulière, réservée à des représentants du peuple, plusieurs tables sont préparées et n'attendent plus que les convives. Un escalier conduisant à l'étage au-dessus, qui se trouve dans cette pièce, est l'occasion d'un va-et-vient continuel de clients et de clientes, de garçons et de servantes. Dans tout l'établissement règne une grande animation.

Les citoyens Michel Le Planté et Leblanc ont commencé à déjeuner.

MICHEL LE PLANTÉ. — Non, te dis-je, Laveaux a eu tort d'abandonner son poste au Conseil des Anciens, pour accepter de devenir l'agent du Directoire

à Saint-Domingue... Comment n'a-t-il pas compris que rien n'est au-dessus de l'honneur et du devoir de représenter le peuple. Cela vaut mieux qu'une fonction salariée... Du reste le *Journal des Hommes libres* lui rive son clou ce matin... et je n'en suis pas fâché... (*A une servante qui vient d'entrer.*) Voyons, citoyenne Arthémise, est-ce que Paris est affamé que vous ne vous décidez pas à nous servir?...

Arthémise. — Ne vous impatientez pas, citoyen. Le chef est en train de soigner vos côtelettes à l'exécutif.

Un grand bruit se fait à ce moment dans le café... On entend des cris : *Au voleur!... Arrêtez-le!... C'est un espion!... A la Seine, l'Anglais!*

Michel, *à un garçon qui vient d'entrer.* — Qu'est-ce encore que tout ce tapage, Marullus?...

Marullus. — Ce n'est rien, citoyen, un agioteur qui venait faire ses coups ici... et qui a montré de l'or anglais... Il n'en a pas fallu davantage pour ameuter contre lui toute la salle... Il aura beau jeu, s'il en réchappe.

Le maître d'hôtel Boislaurier vient d'entrer.

Boislaurier, *s'essuyant le front.* — Ouf!... il est parti!...

Michel. — Comment c'est toi, Boislaurier, un patriote, qui héberges les ennemis de la République!

Boislaurier. — Ne m'en parlez pas, citoyen représentant, cela est intolérable... Si la police n'y met

pas bon ordre, le Palais-Égalité deviendra inhabitable.

Michel, *haussant les épaules.* — Les agents de Fouché ont d'autres affaires sur les bras.

Boislaurier. — Nous ne sommes pas protégés, citoyens... Tous les jours, c'est un nouveau scandale... Pas plus tard qu'hier soir, je n'ai pu avoir raison d'une bande de prostituées qui avaient envahi mes salons... Les agents ont refusé de me prêter main-forte... Où allons-nous ? Où allons-nous ?

Leblanc, *montrant une table dressée de quatre couverts.* — Et dis-moi, citoyen maître d'hôtel, pour qui ces tables sont-elles préparées ?

Boislaurier. — Celle-ci, pour le citoyen général Jourdan qui attend ce matin à déjeuner un membre du Directoire... il paraît que c'est un déjeuner de réconciliation ; et celle-là pour le citoyen Hainguerlot.

Arthémise, *rentrant.* — Voilà vos côtelettes à l'exécutif, citoyen... Le chef les a soignées comme pour le Directeur Barras lui-même...

A ce moment, on entend de la salle principale appeler : *Citoyen Boislaurier !... Patron !...*

Boislaurier. — Allons, bon... qu'est-ce encore ?... Voilà !... voilà !

Boislaurier sort suivi de Marullus et d'Arthémise... La porte de communication est fermée... Michel Le Planté et Leblanc continuent de déjeuner tout en causant.

Leblanc. — Y a-t-il longtemps que tu n'as reçu des nouvelles de ton fils ?...

Michel. — Les dernières datent de Fructidor... Il faut croire que le soleil d'Égypte a séché les encriers de l'armée d'Orient. Maxime n'écrit pas souvent... ou plutôt ses lettres prennent une autre direction.

Leblanc. — Celle du faubourg Saint-Germain. A quand le mariage ?

Michel. — Il faut d'abord que Maxime soit de retour... Cela dépend du petit Bonaparte... quand il aura triomphé des Turcs et des Anglais.

Leblanc. — Hum !... alors, ce ne sera pas de sitôt... Dis-moi, Michel, ne trouves-tu pas que le directeur Barras se montre bien assidu auprès de la fiancée de Maxime ?... La décade dernière encore... on l'a aperçu dans une loge, au théâtre des Troubadours, en compagnie de la belle veuve et de sa tante... Et ce n'est pas la première fois que les citoyennes se laissent conduire au spectacle par le pacha du Luxembourg.

Michel. — Quoi d'étonnant à cela ?... Barras, le noble Barras, est une vieille connaissance des citoyennes... Elles lui doivent de n'avoir pas été inquiétées au temps de la Terreur.

Leblanc. — N'importe... Cela m'a toujours étonné que toi, un vieux Jacobin, un ancien membre du Comité de Salut Public, un régicide même, tu aies accepté l'idée d'un mariage entre ton fils, républicain comme toi, et cette ci-devant.

Michel. — Que veux-tu ?... Le cœur n'a pas de préjugés... Et puis, elles me plaisent les citoyennes... la vieille marquise surtout que je m'amuse à effarou-

cher avec mes idées révolutionnaires. Elle s'en venge en me traitant de Jacobin — et nous faisons bon ménage ensemble... Quant à Adrienne, elle est la veuve d'un brave général républicain, emporté dans la tourmente... et elle a hérité des vertus civiques de son mari.

Cris au dehors et dans la salle principale : *Vive le général Jourdan !... Vive le général Bernadotte !... Vive l'armée !*. . Entrent Jourdan et Bernadotte.

Jourdan, *entrant*. — Bonjour, Le Planté !... Bonjour Leblanc !...

Les quatre citoyens échangent des poignées de main... Jourdan et Bernadotte s'installent à la table de quatre couverts. Boislaurier est entré, suivi de son garçon, et les a aidés à se débarrasser de leurs manteaux, de leurs cannes et de leurs chapeaux.

Jourdan. — Moulins n'est pas encore arrivé ?...

Boislaurier. — Nous n'avons pas encore vu le citoyen directeur... (*Au garçon.*) Allons... dépêchons... et que les citoyens soient satisfaits... On s'occupe de vous, citoyens.

Jourdan. — Et quoi de nouveau ce matin, mon brave Michel ?...

Michel. — C'est à toi que je demanderai des nouvelles, citoyen général... Tu dois en savoir, puisque tu fréquentes le pouvoir... à ce que je viens d'entendre.

Jourdan. — Ne nous le reproche pas... J'ai voulu savoir ce qui se tramait au Directoire contre les patriotes... et c'est pourquoi j'ai prié Moulins à déjeu-

ner... Il sera bien fin si je ne lui fais pas vider tout son sac...

BERNADOTTE. — Ce n'est pas la finesse qui l'embarrasse.

Rires des quatre citoyens... Entre Hainguerlot en compagnie d'une dame très élégante, avec laquelle il s'installe à une table, après avoir salué familièrement les autres convives. Va-et-vient de Boislaurier, du garçon et d'Arthémise.

JOURDAN. — Et la Bourse, citoyen Hainguerlot?...

HAINGUERLOT. — Excellente, la Bourse!... Le tiers consolidé se tient ferme. Les bons de l'an VI sont à 77 fr. 88... C'est à ne plus rien comprendre...

La porte s'ouvre... On entend au même moment les cris de : *A bas le Directoire!* accompagnés de sifflets et de huées, comme venant d'une foule attroupée aux abords du café... Entre le Directeur Moulins.

MOULINS, *entrant.* — Salut et fraternité, citoyens!... Je suis en retard.

Même jeu que précédemment... Moulins s'installe.

JOURDAN. — Tu ne me sembles pas jouir d'une bien vive popularité dans ces parages...

MOULINS, *d'un ton de mauvaise humeur.* — Un tas de braillards que Fouché devrait bien mettre à la raison.

BERNADOTTE. — *Vox populi!...*

La porte est demeurée ouverte... Les mêmes cris se font entendre... et les mêmes sifflets.

LA VOIX DE BOISLAURIER. — Voulez-vous bien

vous sauver, vilains drôles, et respecter le Gouvernement...

Voix, *au dehors, entremêlées d'éclats de rires.* — Ah! Ah!... Le Gouvernement!... Il n'est pas respectable.

On entend la porte d'entrée se refermer bruyamment sur les cris et les huées de la foule, que l'on ne perçoit plus que confusément... Entre Boislaurier.

Boislaurier, à *Moulins.* — Excusez-moi, citoyen Directeur... Si j'avais pu prévoir que j'aurais l'honneur...

Bernadotte. — C'est bien... c'est bien !... Trêve de flagorneries. Notre ami Moulins rapportera à ses collègues ce qu'il vient d'entendre. Ce sera pour eux peut-être un avertissement.

Entrent Lucien Bonaparte et Rœderer, qui, après un échange assez réservé de politesses avec les autres personnes présentes, s'installent à une table voisine.

Jourdan, à *Lucien.* — Avez-vous des nouvelles, citoyen ?

Lucien. — On commence à parler d'une victoire remportée par Masséna sur Souvarow.

Bernadotte, à *Moulins.* — Tu dois savoir cela, toi, citoyen Directeur ?

Rœderer, *riant.* — Est-ce qu'on sait quelque chose au Directoire ? Les ministres gardent pour eux les nouvelles, afin d'en trafiquer en Bourse.

Michel. — Le citoyen Hainguerlot le sait mieux que personne... lui... l'ami de Barras.

HAINGUERLOT. — En quoi vous vous trompez, citoyen. Tout le monde sait que je suis trop bon patriote pour spéculer aux dépens du Trésor public.

Cette réponse est accueillie par des exclamations ironiques.

MOULINS, *embarrassé.* — Ah ! çà !... pourquoi ne déjeunons-nous pas ?

BERNADOTTE. — Nous attendons Destrem... qui n'arrive pas. (*Voyant entrer Destrem.*) Ah ! le voici.

DESTREM. — Salut et fraternité, citoyens.

MICHEL, *sentencieusement.* — Liberté ! Égalité !... ou la Mort.

Échange de poignées de main... A partir de ce moment les déjeuners suivent leur cours... Les conversations s'entrecroisent et les gens de service vont et viennent.

HAINGUERLOT. — Ce Beaujolais est délicieux... Boislaurier... Vous voudrez bien en faire envoyer cinquante bouteilles chez madame.

BOISLAURIER. — Il sera fait comme vous le désirez, citoyen Hainguerlot... Je le tiens en réserve pour vous. Il me vient des caves du ci-devant duc d'Orléans.

LEBLANC. — Les petits bénéfices de l'agiotage !...

HAINGUERLOT. — Pas de mauvaises plaisanteries, citoyen.

MICHEL. — A propos, citoyen Destrem, que je te fasse compliment pour ta motion d'ordre... hier, aux Cinq-Cents... Ces billets imprimés par Baudouin sentent terriblement la conspiration des royalistes.

Destrem. — Oui... le coup est paré... mais ils ne se tiendront pas pour battus...

Michel. — Nous les faucherons...

Jourdan. — On n'a pas voulu m'écouter... quand je proposais de déclarer la patrie en danger. C'était pourtant le seul remède.

Michel. — Certainement... il fallait jeter l'épouvante dans le parti des ci-devant.

Hainguerlot. — Il est évident que la Constitution est menacée. Que deviendrons-nous, si l'on porte atteinte à la Constitution ?...

Bernadotte. — Tu nous laisses mourir de soif, citoyen Boislaurier.

Boislaurier. — Voilà... voilà... citoyen général, on vous sert.

Michel. — Le Directoire est d'accord avec les Anglais.

Moulins. — C'est absurde !... Tu ne sais ce que tu dis, Michel Le Planté.

Jourdan. — Pourquoi avez-vous ordonné la fermeture des clubs ?... Parce que vous redoutiez les vérités que l'on vous jetait chaque jour à la face.

Moulins. — Des assemblées de factieux qui prétendaient se substituer à l'État.

Michel. — L'État !... L'État, ce n'est pas toi, peut-être, ni tes acolytes de malheur.

Moulins. — Si vous renversez le Directoire, par quoi le remplacerez-vous ?

Jourdan. — Mettons-le par terre... Nous verrons après.

Moulins. — Tu oublies, citoyen général, qu'une récente résolution du Conseil des Cinq-Cents, dont tu es membre, a déclaré traître à la Patrie tout citoyen qui tenterait de modifier en tout ou en partie la Constitution.

Jourdan. — Renverser le Directoire, ce n'est pas attenter à la Constitution... c'est nettoyer les écuries d'Augias.

Bernadotte. — Les vrais républicains sont proscrits, sous le nom de Terroristes et de Jacobins.

Moulins, *à Jourdan*. — Tu nous compares à des palefreniers, maintenant.

Michel, *éclatant*. — Vous conspirez tous, au Directoire.

Moulins. — On ne conspire pas... on gouverne...

Bernadotte. — Barras est en correspondance continuelle avec le prétendant... C'est clair comme le jour... Il entretient la révolte des Chouans... On connaît ses rapports avec M. de Frotté...

Moulins, *faiblement*. — Je vous abandonne Barras.

Rœderer. — Et Sieyès, qui voulait rétablir la monarchie avec un prince prussien.

Moulins, *balbutiant de plus en plus*. — Passe pour Sieyès...

Jourdan. — Alors... que reste-t-il ?... Tu ne comptes pas Roger-Ducos, je suppose... le clair de

lune de Sieyès?... Toi et Gohier... ce n'est pas assez pour sauver la République.

MOULINS. — Nous avons le peuple avec nous.

JOURDAN. — Tu l'as entendu, le peuple, tout à l'heure.

Des cris et des chants se font entendre au dehors... Tous prêtent l'oreille.

BOISLAURIER, *accourant tout essoufflé.* — Citoyens... le jardin est plein de monde... Il paraît que nous avons remporté une grande victoire... Masséna a battu Souvarow.

Les bruits se rapprochent... On entend distinctement la *Marseillaise*, chantée par une foule en délire et poussant des cris de joie. Tout le monde s'est levé... La scène s'est transportée dans la grande salle du café, dont tous les clients se pressent aux portes... Dans le jardin, on aperçoit des citoyens et des citoyennes en toilette de décadi, des militaires de toutes armes, des officiers... L'enthousiasme déborde... Les cris de victoire retentissent dans l'air... On se presse, on se bouscule joyeusement... Un jeune citoyen reconnaît les généraux sur le seuil du café... Leurs noms circulent de bouche en bouche... Un immense attroupement s'est formé devant l'établissement... Les drapeaux, les étendards... flottent au-dessus des têtes de la foule... Les conversations sont agitées.

UN JEUNE HOMME. — Je vous dis que ce sont les citoyens généraux ! Je les connais bien peut-être !...

CRIS DANS LA FOULE. — Vive le général Jourdan !... Vive le général Bernadotte !... Vive l'armée !

UNE VOIX. — Vive le roi !... à bas le Directoire.

Des cris de menace se font entendre... Le citoyen qui a poussé le cri de : « Vive le roi ! » est entouré, poursuivi... chassé... puis le calme se rétablit.

JOURDAN, *se tournant vers Moulins.* — Attrape ça, Moulins !... Tu as été reconnu. (*Moulins hausse les épaules.*)

CRIS DANS LA FOULE. — Vivent les Jacobins !...

JOURDAN, *se dégageant du groupe et s'avançant vers la foule.* — Non, mes enfants, crions tous : Vive la France, vive la République !...

Ces cris sont accueillis et répétés avec enthousiasme par la foule.

TROISIÈME JOURNÉE

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN

---

12 vendémiaire.

Au faubourg Saint-Germain. Un riche salon chez la marquise de Résigny. Mobilier très élégant. — La marquise est assise dans un grand fauteuil, près de la haute cheminée, et lit la *Gazette de France*.

UN DOMESTIQUE, *annonçant*. — Le citoyen directeur Barras.

Entre Barras. Il s'approche de la marquise, dont il baise la main très cérémonieusement et qui lui fait signe de s'asseoir auprès d'elle. Le domestique sort.

LA MARQUISE. — Eh quoi !... c'est vous, mon cher vicomte ; quelle bonne surprise vous faites à deux pauvres abandonnées comme ma nièce et moi !

BARRAS. — Citoyenne !... je dépose à vos pieds

l'hommage de mon respect le plus tendre et le plus dévoué.

La marquise. — Citoyenne !... Ne pouvez-vous vous défaire de cette habitude de m'appeler citoyenne, moi, la marquise de Résigny... J'ai l'oreille et le cœur écorchés par ces étiquettes que votre Révolution a mises à la mode et qui sentent la canaille d'une lieue.

Barras. — Vous ne pourrez donc jamais vous accommoder du langage du jour, ma pauvre marquise? Je vous compromettrais terriblement, si je ne vous appelais pas, devant vos gens, comme je viens de le faire. N'oubliez pas que les anciens titres sont abolis et que nous vivons sous le régime de la loi des ôtages...

La marquise. — Ce que vous appelez enfin le régime de la liberté... Que voulez-vous, citoyen, puisqu'il faut vous appeler « citoyen »... A mon âge, on ne s'habitue pas facilement à des usages de cet ordre... à des régimes de cette nature... Cela équivaudrait à caresser la bête féroce prête à vous dévorer.

Barras. — Soyez plus équitable, citoyenne... et rendez cette justice à la République qui en a dévoré tant d'autres, qu'elle vous a du moins épargnées, vous et votre aimable nièce.

La marquise. — Ah !... il ne s'en est pas fallu de beaucoup, convenez-en... que nous y passions avec les autres et, sans votre courageuse intervention, au 9 thermidor... encore un barbarisme de

votre langage que je ne puis pas souffrir... je ne sais pas... ou plutôt, je sais trop ce que nous serions devenues... Enfermées toutes deux au Luxembourg, qui est devenu votre palais, ma pauvre nièce devait en sortir veuve, son mari, le général de Brillanne, qui pourtant était, lui, au service de la République, ayant été décrété d'accusation par votre affreux Robespierre... et guillotiné... comme vous dites, vous autres Jacobins.

BARRAS. — Félicitons-nous donc, belle marquise, de nous retrouver sains et saufs après ces temps d'orage... et laissez-moi vous demander des nouvelles de votre charmante nièce.

LA MARQUISE. — Vous la verrez tout à l'heure, — citoyen — puisqu'il faut vous appeler de ce nom barbare, sans quoi vous seriez bien capable de nous envoyer grossir le nombre des ôtages dans les cachots de la République... Adrienne vient de rentrer... Elle a déjeuné ce matin, chez son amie, madame Bonaparte.

BARRAS. — Elle fréquente beaucoup, m'assure-t-on, la citoyenne Bonaparte... Vous me permettrez de ne pas la féliciter de cette intimité que je réprouve.

LA MARQUISE. — Oh! là!... vous ne vous êtes pas toujours montré aussi sévère à l'égard de la belle veuve du général de Beauharnais... à ce qu'on prétend... Savez-vous, Barras, que vous êtes un homme dangereux?...

BARRAS, *légèrement et avec fatuité.* — Eh!...

eh !... il faut reconnaître, marquise, qu'on ne saurait rien vous cacher.

La marquise. — Vous avouez, fi donc !... Vous, le vicomte de Barras... Décidément, vous n'avez plus que les sentiments d'un sans-culotte... Il est temps pour vous de revenir à la foi de vos ancêtres, si vous ne voulez pas pourrir dans la peau de ces gens-là... Causons donc de nos affaires, si toutefois l'on peut, sans trop s'exposer, se fier à vous... Vous avez vu le vicomte de Borelly ?...

Barras, *embarrassé*. — Que ne ferait-on pas pour vous plaire ?... Oui... j'ai vu le vicomte de Borelly... et nous avons échangé une suite de vues politiques... Nous ne sommes malheureusement pas d'accord sur l'opportunité de leur réalisation immédiate...

La marquise. — Vous savez qu'il a tout pouvoir du roi... il me l'a dit... ou plutôt du comte de Lille... Songez, Barras, au rôle glorieux que vous pouvez jouer dans l'histoire de votre temps... N'est-ce donc rien que de contribuer à la restauration du souverain que le pays tout entier appelle de ses vœux les plus ardents ?...

Barras, *avec un soupir*. — Euh !... Ah ! comme je voudrais vous croire, ma pauvre marquise !

La marquise. — Sans compter que le Roi ne se montrerait certainement pas ingrat envers celui qui le replacerait sur le trône de ses pères... Ce pouvoir que vous partagez en ce moment avec quatre hommes

obscurs, sans nom, sans origine, — qui ne vous valent pas en un mot — vous ne le partageriez plus qu'avec Sa Majesté... Vous seriez grand connétable du royaume... Prince, peut-être... le premier dans l'État après elle... Réfléchissez, vicomte de Barras... Ce qu'on vous offre n'est point à dédaigner.

Barras. — Savez-vous, ma chère marquise, que vous n'êtes pas seulement un agent politique très habile, vous êtes encore une plus dangereuse séductrice... Vous compromettriez jusqu'au diable, si le diable se laissait faire.

La marquise. — Soyez bon diable, alors !... Vous pouvez tout... Faites que je ne meure pas sans avoir vu refleurir les lys... Débarrassez-nous de votre horrible République... à qui il m'a encore fallu payer, l'autre décade, plus de la moitié de mes revenus, en vertu de votre loi sur l'emprunt forcé... Encore si mes fermiers me payaient !... Comment voulez-vous que nous vivions ?...

Barras. — Il faut bien acquitter les frais de la guerre que les rois coalisés font à la République !

La marquise. — ... Et qu'ils ne feraient pas à leur bon frère de France, si nous étions en royauté... Allons décidément, vous le voyez, Barras, la Restauration est encore une économie.

Barras, *se levant et allant à Adrienne qui vient d'entrer.* — Mais voici votre charmante nièce... Permettez, aimable citoyenne, au plus fidèle, au plus dévoué de vos adorateurs, de s'humilier à vos pieds.

Adrienne. — J'accepte l'hommage de votre respect, citoyen Directeur ; mais l'humiliation n'est pas une vertu républicaine... et quant à l'adoration, elle était réservée à des divinités que vous avez bannies de vos institutions.

Barras. — Nous n'avons nullement proscrit celle de l'amour... (*Baissant la voix.*) Vous savez celui que je vous ai voué... N'y répondrez-vous jamais ?...

Adrienne. — Vous n'êtes qu'un impertinent, citoyen Barras, et je ne m'attendais pas, après la petite leçon que vous m'avez obligée à vous donner hier publiquement, à vous voir revenir aussi vite à la charge.

Barras. — Vous avez été cruelle... Ne savez-vous pas bien que je vous adore ?

Adrienne. — De quoi causiez-vous lorsque je suis entrée ?

La marquise, *qui avait repris la lecture de la « Gazette »*. — Nous causions politique — et ce vilain homme hésite à se laisser convaincre.

Adrienne, *indifféremment*. — Ah !... Nous apportez-vous au moins des nouvelles de l'armée d'Orient ?... Que devient le général Bonaparte ?

Barras, *avec intention*. — Le citoyen général ne paraît pas très pressé de nous rendre compte de ses actes... Il en prend à son aise avec nous... Tous les jours nous attendons ses rapports, et j'ai de bonnes raisons de croire que s'il n'écrit pas, c'est

qu'il s'est encore une fois laissé battre par les Turcs et les Mamelucks.

Adrienne. — On dirait, à vous entendre, que vous voudriez qu'il en fût ainsi... Ah ! Barras, vous n'aimez pas Bonaparte !

Barras. — Un pareil reproche sur vos lèvres divines est injuste... et je ne saurais l'accepter... Moi, ne pas aimer Bonaparte ? N'est-ce pas moi qui lui ai ouvert le chemin de la gloire en le faisant général en chef de l'armée de l'Intérieur, en vendémiaire ; puis de l'armée d'Italie, où tout le monde sait qu'il a assez bien fait ses affaires ?

La marquise. — C'est que, voyez-vous, Barras, ma nièce est une enthousiaste de Bonaparte ; elle l'adore à l'égal d'un dieu... il est son héros de prédilection. Qui touche à Bonaparte n'est pas son ami.

Barras. — Je m'en suis aperçu... (*A Adrienne.*) On vénérera donc votre idole — pour vous complaire. — Mais je gage qu'en me demandant des nouvelles d'Orient, vous songiez moins au général en chef qu'à certain chef d'escadron que je n'ai pas besoin de nommer.

La marquise. — Et vous avez raison, Barras... Ma nièce est folle de ce petit officier, de ce fils de Jacobin qui n'a que la cape et l'épée... dont Bonaparte n'a pas voulu pour aide de camp, et qui a dû se contenter d'un emploi dans l'état-major de Kléber... Les préparatifs de l'expédition d'Égypte ont

été si précipités, Dieu merci!... que nous n'avons pas eu le temps de les marier... et que nous avons dû nous contenter de fiançailles pour satisfaire à son caprice. Espérons que cette aventure n'ira pas plus loin.

ADRIENNE. — Vous avez tort, ma tante, de parler comme vous le faites de Maxime... Il est mon fiancé... Il sera mon mari.

LA MARQUISE. — S'il revient jamais... Comprenez-vous cela, Barras, la veuve du général de Brillanne épouser le fils du conventionnel Michel Le Planté, qui a voté la mort du roi!... Viendra-t-il seulement nous rendre visite aujourd'hui... ce monstre de Jacobin?

ADRIENNE. — A quoi bon, ma tante? Vous vous disputez toujours lorsque vous vous rencontrez.

BARRAS. — Maxime Le Planté est un brillant officier, un officier d'avenir. Il reviendra d'Égypte colonel... (*Bas, à Adrienne.*) Vous savez, belle citoyenne, que je n'ai qu'un mot à dire à Dubois-Crancé, pour que votre futur mari soit demain le colonel Le Planté?

ADRIENNE. — Je vous remercie de vos offres de service, citoyen Directeur. Vous y mettez un tel prix qu'il n'entre pas dans mes moyens de pouvoir l'accepter... Je ne suis pas assez riche.

LE DOMESTIQUE, *annonçant.* — Le citoyen Cambacérès, ministre de la justice; le citoyen Talleyrand.

Entrent Cambacérès et Talleyrand, qui vont saluer la marquise et s'entretiennent avec elle... A partir de ce moment, le salon est peu à peu envahi par la foule des visiteurs annoncés par un domestique.

Barras, *qui s'est rapproché d'Adrienne.* — Vous êtes divine!... Pourquoi être partie si vite, hier, à Feydeau? J'avais tant de choses à vous dire!

Adrienne, *avec hauteur.* — Il ne me convenait pas de les entendre.

La marquise. — Adrienne, ma chère enfant, veille à ce que le thé soit servi promptement.

Le domestique, *annonçant.* — La citoyenne de Staël, ambassadrice de Suède... Le citoyen Fouché, ministre de la police générale.

Barras. — Mon cher Talleyrand, que je suis aise de vous rencontrer!

Talleyrand. — Moi de même, citoyen Directeur... Je profiterai même de l'occasion qui m'est offerte pour savoir de vous si le Directoire est décidé à ne plus utiliser mes services.

Barras. — Vous n'allez pas me demander, je suppose, de vous réintégrer dans votre évêché d'Autun?

Le domestique, *annonçant.* — Le citoyen Benjamin Constant... Le citoyen général Bernadotte... La citoyenne Bernadotte.

Barras, *à Fouché qui est venu à lui.* — Salut et fraternité, compère Fouché... Que dites-vous de tout ce monde?...

Fouché. — C'est le repaire de la haute chouannerie.

Barras. — A propos de chouannerie... nous venons d'éprouver des revers dans l'Ouest... Ce serait peut-être le moment de mettre en vigueur la loi des otages.

Fouché. — Je vous comprends ! Vous avez besoin d'effrayer quelqu'un.

Barras. — On conspire ici... Ayez les yeux ouverts.

Fouché. — C'est pour cela que je suis venu... Et pour parler d'autre chose, le jeune Maxime Le Planté sera-t-il bientôt colonel ?

Barras lui fait signe de parler plus bas.

Cambacérès, *à Talleyrand.* — Et que vous a répondu Barras ?

Talleyrand. — Toujours insolent et dédaigneux, comme à son habitude.

Le domestique, *annonçant.* — La citoyenne Bonaparte.

Entre Joséphine qui se dirige immédiatement vers la marquise et Adrienne... Il se fait aussitôt un grand mouvement autour d'elle.

La marquise. — Enfin... c'est vous, chère belle. Ma nièce m'avait fait espérer votre visite... et je l'attendais avec impatience.

Elles parlent avec animation.

Barras, *bas à Fouché.* — Je crois que le moment est venu de m'esquiver.

Fouché, *bas à Barras, le retenant.* — A propos, citoyen Directeur, j'ai reçu ce matin certain rapport

secret d'Italie au sujet de la mort du général Joubert... S'il faut en croire ce rapport, qui m'est adressé par un de mes plus fidèles agents, le général n'aurait pas été atteint par une balle ennemie... Oui... le coup serait parti d'un chasseur corse, de nos troupes légères.

BARRAS. — Que m'apprends-tu là, Fouché?...

FOUCHÉ, *continuant.*— La mousqueterie de l'ennemi n'était point à portée du groupe d'état-major, au milieu duquel se trouvait le général en chef, quand il vint encourager l'avant-garde qui pliait... Au rapport est joint un plan du terrain, avec la mince *cassine* où le meurtrier était embusqué, m'est-il assuré.

BARRAS. — Bigre !... Mais, dis donc, voilà une révélation qui a son importance...

Ils continuent à causer.

JOSÉPHINE, *près de la marquise, très entourée.* — ... Ah !... s'il allait nous arriver !... cela ne serait pas impossible !... S'il avait reçu à temps les nouvelles de nos revers, il brûlerait de venir tout réparer... tout sauver.

BARRAS, *qui allait sortir, se rapprochant, après avoir fait un signe d'intelligence à Fouché.* — Vous avez donc reçu des nouvelles de votre mari, belle citoyenne...

JOSÉPHINE, *tendant la main à Barras.* — Bonjour, Barras... Des nouvelles...? Hélas ! non. J'en parle d'après ce que j'entends dire... Pourquoi re-

viendrait-il, du reste, quand il a d'autres lauriers à moissonner?... N'est-il pas parti pour aller conquérir les Indes?...

Barras, *avec un sourire intentionnel.* — C'est juste!... (*Bas.*) Et vous ne me dites pas, citoyenne, si vous êtes satisfaite des mille louis que je vous ai fait adresser avant-hier par Fouché?

Joséphine. — Comment... je ne vous ai pas remercié... Excusez-moi, je suis si préoccupée... Ils ont été les bienvenus, je vous assure... j'étais à bout de ressources. Mon mari me laisse manquer de tout. Ah! Barras, vous êtes un véritable ami... vous.

Barras. — Toujours à votre disposition, citoyenne... Je ne veux pas que vous ayez rien à désirer.

Les conversations continuent dans l'entourage de Joséphine. Le domestique annonce de nouveaux visiteurs. Une grande animation règne dans le salon où Adrienne va de l'un à l'autre, offrant du thé et des gâteaux.

Adrienne, *à plusieurs personnes qui l'entourent.* — Non... mesdames... Bonaparte ne sera pas battu... J'ai foi dans son étoile, moi, et je sens qu'il reviendra victorieux.

Barras, *passant à côté d'elle.* — Quel enthousiasme!... Prenez garde, vous allez vous compromettre.

Cambacérès, *bas à Talleyrand.* — Il y a plus loin du Caire à Calcutta, que d'Alexandrie à Paris... N'est-il pas vrai?

TALLEYRAND, *de même.* — Je pense et j'espère comme vous, citoyen ministre, et si Bonaparte a reçu mes lettres où je lui fais l'exposé de la situation...

CAMBACÉRÈS, *de même.* — La poire est mûre... C'est le moment de la cueillir.

LA MARQUISE. — Adrienne... mon enfant... offre à la citoyenne Bonaparte quelques-uns de ces fruits... confits... Ils lui rappelleront son pays d'origine.

LE DOMESTIQUE, *annonçant.* — Le citoyen, vicomte de Borelly.

Entre Fanche-Borel, sous le nom de vicomte de Borelly. Grand mouvement de curiosité dans l'assistance. Barras se rapproche de Fouché.

BARRAS, *bas à Fouché.* — Et surtout... ne néglige pas d'envoyer, de temps à autre, quelque argent à la citoyenne Bonaparte... Plus que jamais, nous allons avoir besoin d'être renseignés.

Geste d'assentiment de Fouché. Barras sort.

LA MARQUISE, *présentant Borelly à Joséphine.* — Un de nos bons amis, ma chère Joséphine... le vicomte de Borelly, dont vous m'avez souvent entendu parler... (*Baissant la voix pour lui parler confidentiellement, pendant que chacun chuchote et observe autour d'elles.*) ... Et, vous le savez, un fidèle serviteur de Sa Majesté.

QUATRIÈME JOURNÉE

LE DIRECTEUR SIEYÈS

14 vendémiaire.

Le cabinet de travail du directeur Sieyès au Petit-Luxembourg. — Sieyès est assis devant son bureau sur lequel sont entassés, ainsi que sur tous les meubles de la pièce, des livres, des brochures et des journaux. — Entre Roger-Ducos.

ROGER-DUCOS. — Toujours au travail, citoyen Directeur ?

SIEYÈS. — C'est vous, mon cher collègue ? Soyez le bienvenu... Oui, vous le voyez, je travaille, je ne perds pas une minute... Tous mes instants sont consacrés à l'étude des lois, au perfectionnement de nos institutions... basées sur la liberté... Mais il me semble que vous êtes en avance. Quelle heure est-il donc ?...

ROGER-DUCOS. — Excusez-moi si je vous dérange,

citoyen, mais nous sommes aujourd'hui quartidi quatorze vendémiaire — et n'était-il pas convenu que je viendrais vous prendre pour la séance du Directoire, où le citoyen général Massaredo doit nous présenter, au nom de son gouvernement, les lettres de créance par lesquelles il est autorisé à se concerter avec celui de la République ?

SIEYÈS. — Oui... l'Espagne est aujourd'hui notre seule alliée.

ROGER-DUCOS. — Vous oubliez la Prusse et son roi... N'est-ce point grâce à votre habileté, à vos talents diplomatiques, que leur précieuse alliance nous est désormais assurée ?

SIEYÈS. — Sans doute... Ah !... ils ne savent pas ce qu'ils me doivent dans le Directoire, quoique, entre nous, mon cher Roger-Ducos, je ne fais pas un grand cas des peuples qui se laissent encore gouverner par des souverains absolus. Ils ne seront nos amis que parce qu'ils ne pourront pas faire autrement... Ah ! si mon rêve se réalisait... si je pouvais... Non, ce serait trop beau... Voyez-vous, ce qu'il faut à l'Europe, pour qu'elle soit heureuse, c'est l'union de ses différents peuples... régis par une Constitution générale... universelle.

ROGER-DUCOS. — Et c'est sans doute à ce projet de Constitution que vous travailliez lorsque je suis entré ?

SIEYÈS. — Non... pas encore... plus tard. La Constitution qui me préoccupe... c'est la nôtre... non pas celle qui est... mais celle qui doit être.

Roger-Ducos. — N'avons-nous pas la Constitution de l'an III ?... Vous ne voulez pas la renverser, j'imagine ? N'est-elle pas le gage des conquêtes de la Révolution ? Ne renferme-t-elle pas la garantie pour tous les citoyens de leurs droits et de leur liberté ?

Sieyès. — Ou vous n'y entendez rien, mon cher Roger-Ducos, ou vous ne voulez pas y voir clair. D'abord, elle ne tient pas debout votre Constitution de l'an III, et je n'aurais qu'un geste à faire pour la réduire en poussière. Ensuite, elle a été lacérée dans toutes ses pages, mutilée par toutes les factions... Elle n'est plus qu'un objet d'inquiétude ou de mépris pour les peuples étrangers, d'indifférence ou de dérision pour le peuple français lui-même... Elle n'offre plus aucune garantie aux pouvoirs publics, ni aux citoyens eux-mêmes, et ne peut désormais ni procurer la paix à la République, ni la défendre dans l'état de guerre. Tenez-vous-le pour dit.

Roger-Ducos. — Vous me faites frémir à parler de la sorte... Mais alors, si les choses en sont au point que vous dites, aux grands maux les grands remèdes.

Sieyès. — J'y pense.

Roger-Ducos. — Ah !... citoyen Sieyès, vous serez le législateur, le bienfaiteur, le libérateur de votre pays.

Sieyès. — Certes... je n'ai d'autre ambition que la grandeur de mon pays... mais je l'ai bien... C'est que, voyez-vous, mon cher collègue, cette Constitu-

tion que je rêve de lui donner, elle est l'objet de toutes mes préoccupations, le souci de tous mes instants; elle m'absorbe jour et nuit... J'ai beaucoup étudié les peuples, citoyen Roger-Ducos... et je connais tous leurs besoins... Je connais le peuple français comme je connaissais la poche de ma soutane... et ce sera ma plus grande gloire de léguer à mon pays — le pacte social... (*Touchant son front.*) qui est là — et avec lequel il vivra du bonheur universel.

Roger-Ducos. — Jean-Jacques Rousseau avait tenté déjà cette œuvre colossale.

Sieyès. — Jean-Jacques n'avait pas approfondi l'humanité... Il n'était qu'un rêveur... un sophiste dangereux... tandis que moi, j'ai l'expérience des hommes et des peuples... je suis un homme pratique... un politique de gouvernement... Que diable!... Roger-Ducos, vous le savez mieux que personne.

Roger-Ducos. — Sans doute, illustre maître... mais vous savez aussi combien je vous suis dévoué.

Sieyès. — Malheureusement, nous ne sommes que deux, dans le Directoire.

Roger-Ducos. — Tous les bons citoyens marcheront avec nous... Que ne mettez-vous bientôt vos projets à exécution?

Sieyès. — Patience!... Laissez-moi d'abord trouver mon homme.

Roger-Ducos. — Que voulez-vous dire?

Siéyès. — Vous connaissez la fable: « Les mem-

bres et l'estomac... » Je médite une autre fable de circonstance : « La tête et les bras... », la tête qui conçoit, les bras qui exécutent... Je serai la tête... mais pour que le bras soit fort, pour qu'il puisse agir, il faut au bout de ce bras une épée... un sabre.

Roger-Ducos. — Je vous comprends... Il me semble pourtant que vous n'avez que l'embarras du choix... et parmi tous nos généraux...

Sieyès, *brusquement.* — Et lequel ?... Moreau ?... Il manque de décision... Lefebvre ?... Il est trop inféodé à Barras... Bernadotte et Jourdan ne sont pas mes hommes... Le premier ne me pardonne pas de l'avoir chassé du ministère ; le second d'avoir fait fermer le club du Manège... Macdonald ?... Son caractère et ses mérites ressortent trop exclusivement de l'ordre militaire... Et d'ailleurs il n'entend rien à la politique et n'a nul désir de s'y entremettre... Augereau s'est brûlé au soleil de Fructidor... Ah ! pourquoi Joubert s'est-il fait sottement tuer en Italie ?... Il eût été mon homme, — celui que je cherche... Je l'avais d'ailleurs préparé pour cette besogne lorsque je l'ai marié avec la petite de Sémonville.

Roger-Ducos. — Malheureusement, il a été tué à Novi, et la République a rendu à ses mânes les honneurs dus au courage malheureux. Ah !... si le général Bonaparte était ici !

Sieyès. — Bonaparte !... ce petit brouillon de Corse, vous n'y pensez pas... Le remède serait pire que le mal... Je ne lui aurais pas plutôt réclamé le

concours de son bras qu'il ne songerait (*Prenant une chaise et la faisant passer derrière lui.*) qu'à m'écarter comme je fais de cette chaise... et à me reléguer au second plan... Et c'est cet homme-là que vous voudriez que je choisisse, pour qu'après m'avoir fait retirer les marrons du feu, il me force encore à les lui éplucher ?... Et d'ailleurs, il n'est pas ici... Il a voulu aller en Égypte... Qu'il y reste. (*Il sonne. Un valet de chambre paraît.*) Mon chapeau... ma canne... mes gants...

Le valet de chambre lui apporte ce qu'il demande.

Roger-Ducos. — Citoyen... je vous trouve sévère pour le général Bonaparte...

Sieyès, *tout en mettant ses gants.* — Vous voyez ces gants... citoyen Roger-Ducos... Eh bien, l'homme qu'il me faut devra être souple... comme eux... ou bien, il ne sera pas... (*Après un moment de réflexion.*) du reste, nous recauserons de Bonaparte. (*Le prenant par le bras.*) Rappelez-vous, Ducos, que je veux bien encore dire la messe... mais pas pour la canaille... (*L'entraînant.*) Allons au Directoire.

Ils sortent

CINQUIÈME JOURNÉE

LA GARDE DU DIRECTOIRE

15 vendémiaire.

Le carrefour Bussi, au lever du jour. — Beaucoup de boutiques sont déjà ouvertes ; d'autres s'entr'ouvrent. — Une maison en construction où travaillent des ouvriers maçons. — Va-et-vient habituel de la rue. — Un épicier se tient debout sur le seuil de sa boutique ouverte et achalandée. La porte de la boutique voisine, celle d'un marchand drapier, s'entr'ouvre, et le propriétaire commence à enlever les volets.

L'ÉPICIER. — Enfin, c'est vous, citoyen Prudent... A voir votre boutique fermée à cette heure, je pensais que vous n'ouvririez pas aujourd'hui.

LE DRAPIER. — Ce n'est pas décadi, que je sache... quoique pour ce que nous débitons depuis quelque temps, ça ne vaut pas la peine de changer les volets de place.

L'ÉPICIER. — Alors... le commerce... ça ne marche pas ?

LE DRAPIER, *tout en enlevant les volets de sa devanture.* — Comment voulez-vous que ça marche, je vous le demande ? Avec un gouvernement comme celui que nous avons, qui laisse tout faire, tout piller, tout détruire... L'autre décade, j'attendais une voiture de draps de Roubaix, et j'ai appris hier que mon roulier s'était laissé dévaliser en route.

L'ÉPICIER. — Vous n'avez pas réclamé auprès de la police du Directoire ?

LE DRAPIER. — Le Directoire se moque bien de nous... Toute la nuit vous les avez entendues rouler les voitures qui conduisaient les invités de Barras... et quels invités !... quel monde... Quand je me suis présenté au bureau de police, on m'a grossièrement éconduit sous le prétexte qu'on n'avait pas le temps de s'occuper de mon affaire... Non, voyez vous, ça ne peut pas durer comme ça... Il est temps que ça finisse.

L'ÉPICIER. — A qui le dites-vous ?... Ne le sais-je pas tout comme vous ?... J'ai pourtant été un des enthousiastes de la première heure... je me suis battu au 14 juillet, au 10 août, au 13 vendémiaire, avec Bonaparte, pour la République... Mais aujourd'hui je crois que je me mettrais volontiers du côté de celui qui essaierait de la renverser.

LE DRAPIER. — Après tout... on n'était pas si malheureux, sous les Bourbons.

L'ÉPICIER. — Ils avaient du bon... quoi qu'en disent quelques-uns.

LE DRAPIER. — On les appelait les tyrans... il n'y en avait, en tout cas, toujours qu'un à la fois... tandis qu'à présent, nous en avons cinq... sans compter les autres.

L'ÉPICIER. — Et les charges qui pèsent sur nos épaules de pauvres diables... vous n'en parlez pas, citoyen drapier ?

LE DRAPIER. — Je n'en parle pas... mais je les sens tout comme vous et elles sont lourdes...

L'ÉPICIER. — Savons-nous pourquoi et pour qui nous travaillons... J'avais deux fils que j'avais élevés dans l'espoir qu'ils me succéderaient dans mon commerce. La conscription me les a pris... L'un s'est fait tuer, dans l'ouest, contre les Chouans... l'autre est resté sur les bords du Rhin et ma pauvre femme et moi nous sommes vieux.

LE DRAPIER. — Et les Chouans !... citoyen... ce sont des Français... s'ils se battent... c'est qu'ils ont leurs raisons pour se battre contre ce gouvernement... Si c'était de leur côté qu'est la vérité tout de même ?

L'ÉPICIER. — En attendant la pratique ne vient pa svite. Encore une journée qui ne sera pas chaude.

Depuis un moment l'animation s'accentue à travers le carrefour. Toutes les boutiques et les échoppes se sont ouvertes. Le pavé est sillonné de marchands et de passants.

LE DRAPIER, *à un cordonnier qui, dans son échoppe, cogne à bras raccourcis sur le cuir, tout en chantonnant.* — Comme vous cognez dur, citoyen !... C'est donc que l'ouvrage marche à votre gré, que vous chantonnez tout en travaillant ?

LE CORDONNIER. — Euh !... je cognerais plus volontiers sur la peau de Barras... si je l'avais là étalée sous mon marteau.

Passe un chiffonnier, sa hotte au dos, son crochet dans la main droite et une lanterne dans la main gauche. Il furette dans les tas d'ordures amoncelées devant les maisons.

L'ÉPICIER. — Que cherches-tu donc, citoyen ?...

LE CHIFFONNIER, *la pipe à la bouche.* — Je cherche un homme... et je ne le trouve pas.

Il s'éloigne tout en grommelant.

L'ÉPICIER. — Eh ! va donc !... Diogène !...

UN PORTEUR D'EAU, *poussant devant lui son tonneau.* — Eau... au... au... D'la belle eau de Seine.

UNE MARCHANDE DES QUATRE-SAISONS, *traînant sa voiture.* — Demandez les belles carottes, les panais, les choux-fleurs. Demandez les légumes nouveaux.

L'ÉPICIER, *à la marchande qui s'avance.* — Eh bien... ma brave femme, ça va-t-il un peu le petit commerce ?

LA MARCHANDE. — Ne m'en parlez pas, citoyen bourgeois... depuis ce matin je n'ai encore vendu qu'une paire de choux-fleurs, et à crédit encore... C'est à se désespérer, savez-vous bien ?

LE DRAPIER, *arrêtant un vieux petit bourgeois, aux habits râpés, qui sort de la maison, après s'être assuré, en tendant le bras au dehors, qu'il ne pleut pas.* — Tiens, voilà le citoyen Rabourdin qui se rend à son bureau... Eh bien, citoyen, vous ne vous arrêtez donc plus, comme tous les matins, pour prendre votre petit verre de rhum au café d'en face ?

LE CITOYEN RABOURDIN. — Il y a longtemps que je n'en prends plus, citoyen, de petits verres de rhum, et pour cause... A la fin du mois dernier, nous n'avons pas encore été payés de nos appointements... et je vois le moment approcher où nous crèverons tous de faim, si le Gouvernement ne se décide pas à faire un emprunt pour payer ses employés.

L'ÉPICIER. — Pour emprunter, il faut avoir du crédit.

UN MARCHAND D'HABITS. — Chand d'habits !... Vieux chapeaux à vendre.

Une fenêtre, à ce cri, s'ouvre au premier étage de la maison, au-dessus de l'épicerie. Une jeune femme paraît, en déshabillé du matin.

LA JEUNE FEMME, *de la fenêtre, appelant le marchand.* — Psst !... psst !... par ici, montez au premier étage, citoyen.

LE MARCHAND, *se dirigeant vers la porte cochère, tout en grommelant.* — C'est bon... c'est bon... on y va... On va t'en fourrer des assignats pour tes nippes... Attends un peu ma belle.

UN MARCHAND DE LÉGUMES. — Pommes de terre

au boisseau... au... chicorée fraîche... à la salade... la belle salade !...

Le drapier, *à Rabourdin.* — Et dites-moi, citoyen, vous qui êtes premier commis au Ministère de l'Intérieur, vous devez savoir bien des choses... Est-il vrai que le général Masséna ait remporté, en Suisse, une grande victoire sur les Russes.

Rabourdin. — On le dit, citoyen... Je gagerais pourtant que c'est peut-être bien là encore une de ces fausses nouvelles au moyen desquelles le Directoire va chercher à rattraper sa popularité.

L'épicier. — Et le général Brune... à Bergen...

Rabourdin. — Est-ce qu'on sait?... Ce qui est certain, c'est qu'en Italie les affaires ne vont pas du tout... Ah!... Où est le général Bonaparte?...

Le drapier. — Oui... Où est-il?... Que fait-il?

Rabourdin. — Eh! parbleu... ils s'en sont débarrassés en l'envoyant en Égypte, et sans doute qu'il a été dévoré par les sables. Allons, citoyens, au revoir... (*Grelottant.*) Brr... il ne fait pas chaud... ce matin... Qui donc nous réchauffera ?

Il s'éloigne, tout en se pelotonnant dans ses vêtements, comme un homme qui cherche à se réchauffer.

Un marchand. — Du mouron pour les p'tits z'oisieaux... (*A une vieille dame qui passe un cabas à la main.*) Il ne vous faut donc plus de mouron, la petite mère?...

La vieille dame. — Hélas ! mon pauvre monsieur,

j'ai été obligée de vendre mes petits oiseaux pour ne pas mourir de faim.

UN MARCHAND DE POISSONS. — Hareng qui glace!... Hareng nouveau!... Merlan à frire... à frire!... (*Après avoir regardé en l'air, au marchand de mouron.*) Si ça va de ce train-là, tout mon poisson aura tourné avant que j'en aie seulement vendu la queue d'un.

Passe une patrouille de la garde à cheval du Directoire, en armes, conduite par un officier, et remontant vers le Luxembourg; quelques enfants la suivent en chantant la *Marseillaise*.

L'ÉPICIER. — Où vont-ils encore ceux-là?

LE DRAPIER. — C'est le Directoire qui a peur d'être enlevé par les Jacobins. Alors il fait faire des patrouilles dans le quartier tout autour de son palais. Ah! il est bien gardé, le Directoire.

L'ÉPICIER. — Toute la nuit dernière les fenêtres du Luxembourg ont flambé... comme si tout le sabbat était en danse.

LE DRAPIER. — Oui... on dansait chez Barras... En est-il passé de ces équipages... au point que je n'ai pu fermer l'œil.

L'ÉPICIER. — Et quel monde!... Des agioteurs et des filles!... Toute la lie de la société officielle.

UN BOUCHER, *qui est intervenu depuis un instant.* — Ah!... si vous aviez été hier soir au Temple de la Paix... Il s'en est dit de belles sur le Directoire.

L'ÉPICIER. — On n'en dira jamais assez, voisin.

LE BOUCHER. — Si vous aviez entendu le citoyen général Jourdan — en voilà un crâne celui-là... J'ai vu le moment où il entraînait toute l'assemblée à l'assaut du Luxembourg.

LE DRAPIER. — Oui... mais c'est un Jacobin... et les Jacobins veulent nous ramener au régime de la Terreur.

LE BOUCHER. — La Terreur !... Ça vous fait peur... Après tout, ça n'était pas nous autres qu'on guillotinait.

Passe une vieille femme tout en larmes, dont les vêtements indiquent une certaine aisance bourgeoise.

LE BOUCHER. — Eh ! quoi... la mère, vous pleurez ?

LA VIEILLE FEMME, *très entourée.* — Il y a de quoi, citoyens... ils m'ont pris ma fille... Elle travaillait au Luxembourg... et depuis huit jours, je n'ai plus entendu parler d'elle...

LE BOUCHER, *bas aux autres.* — C'est encore un coup de Barras. (*Murmures dans la foule.*)

LA VIEILLE FEMME. — Mais, je crierai si fort... qu'ils me la rendront... les misérables !... Laissez-moi, citoyens... je cours au Directoire.

Elle s'éloigne en courant, dans la direction du Luxembourg.

LE DRAPIER. — La pauvre femme !... C'est une honte. On se croirait revenu au temps de la Régence. (*Avec un geste menaçant du côté du Luxembourg.*) Ah ! les bandits !...

Une bande d'étudiants débouche de la rue du Colombier.

LES ÉTUDIANTS, *chantant :*

Le Directoire a deux conseils
Qui ne l'écoutent guère,
Tous trois ils n'ont pas leurs parcils
Pour se faire la guerre,
Et le bon peuple de Paris,
Qui se serre la panse,
A beau dans l'air pousser des cris...
Le Directoire danse!

UN AGENT, *intervenant.* — Holà! vous autres... je vais vous apprendre à respecter le Gouvernement..

UN ÉTUDIANT. — Et la liberté, citoyen agent, qu'est-ce que vous en faites de la liberté ?

La foule entoure les étudiants et l'agent.

VOIX DANS LA FOULE. — Il a raison !... Vivent les étudiants !... A bas le Directoire.

Une bagarre s'ensuit. D'autres agents accourent pour secourir leur camarade.

UNE VOIX, *isolée dans la foule.* — A bas la République ! Vive le Roi.

LES ÉTUDIANTS. — Non... non... plus de tyrans !... A bas les tyrans !... Vive la République !

La bagarre est devenue générale. Les boutiquiers ont abandonné leurs boutiques et se sont mêlés à la foule. Leurs femmes apparaissent sur le seuil des magasins et manifestent un violent désespoir de voir leurs maris dans la mêlée. Des têtes de citoyens et de citoyennes apparaissent aux fenêtres du carrefour.

La femme du boucher. — Ah ! bon !... Voilà encore mon homme qui s'occupe de politique — comme s'il ne ferait pas mieux de songer à ses affaires...

Les soldats de la garde du Directoire ont reparu, précédés de leur officier, et cherchent à disperser la foule qui résiste.

Un ouvrier. — Citoyens, la Patrie est en danger... Vivent les Jacobins !

Voix diverses, *dans la foule.* — Non... non... point de Jacobins !... Vive la République ! A bas les Jacobins !... Vive l'armée !

La situation est devenue critique... Un maréchal des logis s'est approché de son officier.

Le maréchal des logis. — Mon capitaine, nous allons être débordés... Que faut-il faire ?

L'officier. — Voici votre consigne, si vous entendez quelqu'un crier : A bas la République !... passez-lui sur-le-champ votre sabre au travers du corps... sans autre formalité... Il n'en sera rien.

L'ouvrier, *qui a entendu l'officier.* — Il le ferait comme il le dit... En avant vous autres, on veut nous égorger.

Les cris éclatent de tous les côtés. Deux camps se sont formés, les uns prenant parti pour les soldats, les autres pour les ouvriers et les étudiants. On se mesure, on se menace, on se brave.

L'officier, *à ses hommes.* — Attention, cavaliers !... Sabre au clair !... Chargez !...

La bousculade est générale, au milieu des cris les plus divers... Les boutiquiers sont rentrés prudemment

chez eux, et du seuil de leurs magasins regardent ce qui se passe... La foule finit par avoir raison des soldats, qui, sur un ordre de leur chef, disparaissent, après s'être ralliés, par la rue du Four. Un vieillard, habillé à la mode de l'ancien régime est apparu depuis un instant et a assisté au spectacle de la bagarre.

Le vieillard, *tout en humant une prise de tabac et époussetant son jabot.* — Bravo ! voilà qui me rappelle ma jeunesse... c'est ce que nous appelions..., nous autres : rosser le guet.

SIXIÈME JOURNÉE

UNE SÉANCE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF

---

17 vendémiaire.

La salle ordinaire des séances du Directoire exécutif, à l'hôtel du Petit Luxembourg. — Les cinq Directeurs, Gohier, président, Barras, Sieyès, Moulins et Roger-Ducos sont réunis autour d'une table oblongue recouverte d'un tapis vert et encombrée de livres, de papiers et de dossiers. A l'une des extrémités de la table, Lagarde, secrétaire général du Directoire, écrit et prend des notes ; à l'autre extrémité est assis Reinhardt, ministre des Relations Extérieures. Pendant toute cette scène, des secrétaires, des attachés, des huissiers entrent et sortent remettant, soit aux membres du Gouvernement, soit aux ministres présents, des plis cachetés.

Reinhardt, *achevant la lecture de son rapport.* — ... C'est dans ce but que je présente ce rapport au Pouvoir exécutif.

Mouvements divers.

Roger-Ducos. — Je demande la parole...

Gohier, *président*. — Le citoyen Roger-Ducos a la parole...

Roger-Ducos. — Citoyens, vous venez d'entendre le remarquable rapport de notre ministre des Relations extérieures. J'ose dire, d'après mes renseignements, qu'il est encore au-dessous de la vérité... Le gouvernement français ne doit plus se flatter de voir réaliser les vues grandes et sublimes qui avaient fait entreprendre l'expédition d'Egypte... Repoussé de la Syrie, privé de forces navales imposantes, renfermé en Egypte, où il sera attaqué par les Turcs, les Russes, les Arabes, les Anglais et peut-être les peuples de la Barbarie, privé de communications avec la mère-patrie, qui ne saurait lui envoyer des secours, ayant à combattre sans cesse le climat et les maladies, le général Bonaparte ne peut que succomber tôt ou tard sous tant d'ennemis qui, d'ailleurs, ont la faculté de réparer leurs pertes. Il serait donc digne de la sagesse du Pouvoir exécutif d'user de tous les moyens possibles pour tirer d'Égypte le général et ses illustres compagnons et les ramener dans leur patrie, à laquelle ils peuvent encore être utiles dans les circonstances où elle se trouve. C'est pourquoi je déclare me rallier aux conclusions du rapport de notre ministre des Relations extérieures.

Gohier. — J'approuve pour ma part le langage de notre collègue... Je ferai même remarquer que vers l'an 462 avant l'ère vulgaire, les Athéniens

firent une pareille expédition contre les Perses dans la même contrée. Dans cet intervalle, la guerre du Péloponèse s'alluma ; la République ne put envoyer des secours à ses citoyens en Egypte et ils périrent presque tous.

SIEYÈS, *légèrement ironique.* — Je rends hommage à l'érudition du citoyen président... L'histoire est un perpétuel enseignement. Evitons, s'il est possible, un sort aussi déplorable à nos concitoyens.

MOULINS. — Si le Directoire exécutif veut tenter d'obtenir le retour de l'armée d'Egypte, il devra recourir à autrui, c'est-à-dire aux ennemis de la République.

SIEYÈS. — Je me permettrai de vous dire, mon cher collègue, que je ne comprends pas bien où vous voulez en venir... et je vous serai reconnaissant de vous expliquer...

MOULINS. — Sans doute... Les Turcs et les Anglais sont les seuls qu'on doive juger disposés à se prêter aux vues du Directoire. Les uns et les autres ont intérêt de voir les Français évacuer l'Égypte, les Turcs pour délivrer leur territoire d'un ennemi, les Anglais parce que cette évacuation les rassurera sur leurs établissements dans l'Inde.

REINHART. — C'est précisément pourquoi, citoyen Directeur, je crois devoir proposer au Directoire d'entrer en négociations sur l'objet dont il s'agit avec la Porte et les Anglais en même temps.

GOHIER. — Citoyens, il ne me reste plus qu'à

vous consulter sur la suite à donner à la proposition du citoyen ministre. Quel est votre avis, Roger-Ducos ?

ROGER-DUCOS. — Il faut se hâter, par tous les moyens, de rappeler d'Égypte le général Bonaparte.

GOHIER. — Et vous, citoyen Sieyès ?

SIEYÈS. — Je partage pleinement la manière de voir de l'honorable préopinant.

Gohier se tourne vers Barras, pour l'inviter à parler.

BARRAS. — Vous voulez rappeler d'Égypte le général Bonaparte? A quoi bon ?... N'avons-nous pas assez de généraux qui voudraient usurper l'autorité sans avoir besoin de leur adjoindre encore celui-là ?... Le général Bonaparte est bien où il est, et notre plus grand intérêt politique est de l'y laisser.

Même jeu de Gohier pour Moulins.

MOULINS. — Barras a cent fois raison... Nous n'avons que faire de Bonaparte... Et d'ailleurs, il n'est pas au bout de son entreprise... Il était parti pour conquérir l'Inde... Il n'est encore qu'à moitié chemin.

SIEYÈS. — Prenez garde, citoyens; la résolution que vous allez prendre est grosse de conséquences. L'histoire vous reprochera d'avoir abandonné l'armée d'Égypte.

BARRAS. — Encore un coup... nous ne saurions employer utilement l'épée de Bonaparte aujourd'hui que nos armes sont partout victorieuses... Brune ne

vient-il pas de rejeter les Anglais dans la mer du Nord, et, en Suisse, les victoires de Masséna ont obligé Souwarow à regagner la Russie où Paul Ier semble devoir se détacher de la coalition... Croyez-moi, mes chers collègues, l'ambition de Bonaparte nous serait un embarras, un danger même pour la République.

Gohier. — Barras dit vrai, citoyens, sauf cependant quand il parle de l'ambition du général qui ne me paraît pas absolument justifiée.

Roger-Ducos, *à qui Sieyès vient de parler bas.* — Je prendrai la liberté de faire remarquer au Directoire que Barras n'a pas toujours été de cet avis... Il n'y a pas six mois, en floréal, qu'il négociait secrètement le retour de Bonaparte par l'intermédiaire du citoyen Talleyrand et de l'amiral Bruix... Quelles étaient alors ses intentions? Pourquoi a-t-il changé de manière de voir?

Barras. — Que voulez-vous insinuer par là, citoyen Roger-Ducos?

Roger-Ducos. — Ce que tout le monde commence à dire tout haut... que vous n'avez plus besoin de l'épée de Bonaparte pour la réalisation de vos projets...

Barras. — Je n'ai d'autres projets que la grandeur et la prospérité de la République.

Roger-Ducos. — Et vous conspirez contre elle... Nierez-vous que vous soyez en ce moment en rapport constant avec un certain Borelly, représentant du

Prétendant, que vous rencontrez dans les salons du faubourg Saint-Germain... où il est de notoriété publique que vous fréquentez?... Vous ne voulez pas le retour de Bonaparte... mais vous nous avez fait rappeler à Paris le général Moreau, dont la présence était pourtant nécessaire à l'armée du Rhin...

BARRAS. — De pareilles insinuations ne sont dignes que de mon mépris... Mes actes en thermidor et en vendémiaire y répondent mieux que je ne pourrais le faire.

ROGER-DUCOS. — Dédaignerez-vous aussi de nous donner des renseignements au sujet de certains marchés passés avec les fournisseurs des armées?

BARRAS. — Encore des calomnies, qu'il me serait facile de réduire à néant.

GOHIER. — Citoyens, nous nous écartons de la question; permettez-moi d'y revenir pour mettre aux voix les conclusions du rapport de notre ministre des Relations extérieures. Que ceux d'entre nous qui sont d'avis de les adopter lèvent la main. (*Sieyès et Roger-Ducos exécutent le mouvement.*) Bien!... Que ceux qui sont de l'avis contraire... (*Les trois autres directeurs lèvent la main.*) Il n'y a pas lieu de donner suite pour le moment à la proposition.

Un huissier est entré et a parlé bas à Gohier.

GOHIER. — Citoyens, notre ministre de la guerre demande à être introduit auprès de nous pour une communication urgente.

Assentiment général. Entre Dubois-Crancé, ministre de la guerre.

Dubois-Crancé. — Salut et fraternité, citoyens Directeurs. Des nouvelles tellement importantes me sont parvenues que je n'ai pas hésité à venir moi-même en faire part au Gouvernement.

Gohier. — Vous avez la parole, citoyen ministre.

Dubois-Crancé. — Apprenez que le général Bonaparte a remporté à Aboukir une grande victoire. Les Turcs sont complètement défaits !... Nous sommes désormais maîtres de l'Égypte.

Grand mouvement parmi les membres du Directoire.

Gohier. — Vous êtes bien certain de ce que vous avancez ?

Dubois-Crancé. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Directoire, en même temps que les dépêches, le rapport officiel du général en chef...

Il dépose sur la table, devant le Président, plusieurs plis décachetés .. Les Directeurs se sont levés et sont venus se ranger derrière le fauteuil de Gohier, et parcourent, par-dessus son épaule, les pages du rapport avec une certaine fébrilité.

Gohier. — Il n'y a pas à nier, citoyens... c'est une grande victoire...

Sieyès. — Ne conviendrait-il pas d'adresser un message aux Conseils... pour les informer ?

Gohier. — Certainement... Il faut que cette grande nouvelle se répande... Nous demanderons en même temps aux Conseils de déclarer que l'armée

d'Orient et son illustre chef ont bien mérité de la patrie.

Barras. — Il serait juste, il me semble, de faire décerner par la même occasion pareil hommage aux armées de Batavie et d'Helvétie.

Gohier. — Votre observation est tout à fait légitime, citoyen Barras... (*Au secrétaire.*) Citoyen Lagarde, veuillez préparer le message aux Conseils... Ils doivent être en séance... Nous le leur adresserons aussitôt qu'il sera rédigé.

La séance est interrompue. Les membres du Directoire sont debout et causent, les uns avec le ministre de la guerre, les autres avec le ministre des Relations extérieures, pendant que Gohier surveille la rédaction du message.

Moulins, *au ministre de la guerre.* — J'espère qu'il ne sera plus maintenant question du retour de Bonaparte... Se rendre directement dans l'Inde est le seul parti qu'il puisse prendre dans la situation avantageuse où la victoire vient de placer ce général.

Dubois-Crancé s'incline en souriant.

Sieyès. — S'il ne l'a pas déjà tenté, il faut croire qu'il trouve dans cette expédition des obstacles insurmontables...

Barrras, *prenant à part Dubois-Crancé.* — Dites-moi, mon cher ministre, vous ferez sans doute des promotions à l'occasion de cette grande victoire... Je me permets de vous rappeler mon protégé, le jeune chef d'escadron Maxime Le Planté... Il serait temps, il me semble, de le faire passer colonel.

DUBOIS-CRANCÉ. — J'ai compris, citoyen Directeur; vous en remettrez vous-même le brevet à la belle citoyenne Adrienne de Brillanne.

Scène muette entre Dubois-Crancé et Barras.

GOHIER. — Citoyens, veuillez reprendre vos places pour écouter la lecture du message que nous adressons aux Conseils.

Tous ont repris leurs sièges. Le Président fait signe au secrétaire qu'il peut lire.

LAGARDE, *lisant*. — « Citoyens représentants, les destinées de la République flottaient, il n'y a que quelques instants encore, vacillantes et incertaines... Elles viennent d'être fixées par la victoire... »

MOULINS. — Et la bataille de Bergen... et la victoire de Masséna à Zurich... Qu'en faites-vous?...

Gohier, d'un geste, prie son collègue de ne pas s'impatienter et d'attendre.

LAGARDE, *continuant*. — « O patrie! couronne de tes palmes triomphales le front de tes invincibles guerriers... »

Entre un huissier qui s'approche du Président.

L'HUISSIER. — Citoyen Président... un homme est là qui demande d'urgence à entretenir le Directoire d'une affaire de la plus haute importance... Il se nomme Vitalis et est agent secret du ministère de la guerre...

GOHIER, *contrarié*. — Tout à l'heure... Nous ne pouvons le recevoir en ce moment.

L'HUISSIER. — Il insiste... prétextant que l'affaire

en question ne souffre pas de retard... Il y va, dit-il, du salut de la République.

Gohier consulte du regard ses collègues qui, silencieusement, paraissent s'en remettre à sa décision. L'huissier sort et rentre presque aussitôt, suivi de Vitalis, botté, éperonné, et tout couvert de poussière.

GOHIER. — C'est vous, citoyen, qui demandez à parler au Directoire ?

VITALIS. — Excusez-moi, citoyens... j'ai tant couru depuis Marseille, que je suis quasi mort de faim, de soif... et de fatigue... (*Les Directeurs paraissent s'impatienter.*) Soyez tranquilles... je ne vous ferai pas languir... Le général Bonaparte est débarqué à Ajaccio, le 9 de ce mois de vendémiaire. Il était accompagné des généraux Berthier, Lannes, Marmont, Murat, Andréossy et des citoyens Monge et Berthollet... Ils sont arrivés sur deux frégates : la *Muiron* et la *Carrère*, et deux avisos : la *Revanche* et l'*Indépendant*... Ils ont été reçus avec enthousiasme par la population corse.

Les Directeurs semblent consternés et se regardent, muets, en se consultant des yeux.

GOHIER. — D'où tenez-vous ces renseignements, citoyen ?

VITALIS. — J'étais en Corse, où j'avais été envoyé par le ministre de la Guerre... J'ai cru de mon devoir de quitter mon poste pour venir avertir le Gouvernement de ce qui se passait.

MOULINS. — Cela n'est pas possible... Le général

Bonaparte n'aurait pas eu la témérité d'abandonner l'armée que la République lui a confiée!...

VITALIS. — Cela est pourtant comme je vous le dis... J'ai profité de l'occasion d'un bâtiment marchand en partance pour Marseille et je suis accouru. Je crois même pouvoir ajouter que le général et ses compagnons ne sont pas dans l'intention de faire un long séjour en Corse... Ils profiteront du premier vent favorable pour mettre à la voile et gagner les côtes de France... sur quel point ?... à Collioure... ou à Port-Vendre ?... c'est ce que je n'ai pu savoir exactement, et sans doute qu'à l'heure où je vous parle, ils doivent être débarqués.

SIEYÈS. — S'ils n'ont pas été pris par les croisières anglaises.

GOHIER, à *Vitalis*. — C'est bien... vous pouvez vous retirer... On va s'occuper de vous.

Vitalis sort après avoir salué les membres du Directoire.

GOHIER. — Citoyens, la séance continue.

MOULINS. — Citoyens... la nouvelle est grave... Si cet homme a dit vrai, nous avons un grand devoir à remplir... En vertu de quels ordres le général a-t-il quitté l'Égypte ?... Pourquoi revient-il ?... Dans quel but ?

SIEYÈS. — C'est ce qu'il vous dira lui-même, citoyens, si vous voulez bien prendre la peine d'attendre ses explications.

MOULINS, *éclatant*. — Attendre ! Il serait trop

tard... Il faut le faire arrêter comme déserteur, traduire en Conseil de guerre, juger et condamner... et ne pas laisser à ce général factieux le temps de se découvrir et d'agir.

Gohier. — Du calme, je vous en prie. Ce serait aller un peu vite en besogne, citoyen général... Je suis aussi surpris que vous de la nouvelle... mais ne me déclare pas partisan des moyens extrêmes que vous proposez...

Moulins. — Si nous ne tuons pas cet homme... il nous tuera.

Gohier. — Citoyens, la situation est grave en effet... Il importe que cette nouvelle ne soit pas ébruitée avant que nous ayons pris une résolution... et cette résolution demande réflexion... Je vous propose, en conséquence, de vous réunir cette après-midi en conseil secret, afin de prendre les dispositions que l'événement comporte.

Tous adhèrent en silence à la proposition du Président.

Gohier. — Citoyens, la séance est levée.

Les Directeurs quittent leurs sièges en proie à la plus vive agitation.

Barras, *à lui-même.* — Que va faire Bonaparte?... Nous verrons bien... (*A Bottot, son secrétaire, qui vient d'entrer.*) Ah ! c'est toi, Bottot? Cours à la Bourse et fais-moi acheter tout ce que tu pourras trouver en fait de tiers consolidé... (*Bottot va pour sortir, Barras le rappelle.*) Puis tu passeras

chez la citoyenne Bonaparte et tu l'informeras discrètement de ma part du retour prochain de son mari.

Bottot manifeste une certaine surprise à cette nouvelle. Ils sortent tous les deux en causant.

Moulins, à *Dubois-Crancé.* — A votre place, citoyen ministre, j'enverrais un peloton de gendarmerie à la rencontre de Bonaparte... pour lui servir d'escorte.

Sieyès, *bas à Roger-Ducos en affectant l'accent provençal qui lui est familier.* — Té, mon bon, il est fini, le Directoire ! Le fossoyeur est arrivé qui va creuser sa tombe.

Les membres du Directoire se retirent les uns après les autres en donnant des signes de la plus grande irritation.

FIN DU PROLOGUE

PREMIÈRE PARTIE

LE RETOUR D'ÉGYPTE

DU 22 AU 29 VENDÉMIAIRE

PREMIÈRE PARTIE

LE RETOUR D'ÉGYPTE

22-29 VENDÉMIAIRE

SEPTIÈME JOURNÉE

L'ESPRIT PUBLIC

---

22 vendémiaire.

La rue Honoré, à la hauteur de la place Vendôme, vers quatre heures de l'après-midi. — Va-et-vient continuel de passants, de cabriolets et de voitures de toute espèce. C'est le jour de duodi. Un soleil splendide éclaire Paris.

Deux citoyens, d'âge mûr, très élégamment vêtus, se promènent, tout en causant, entre la rue de Luxembourg et l'ouverture de la place, s'arrêtant de temps à autre, au cours de leur conversation.

Premier citoyen, *poursuivant la conversation commencée.* — ... De bonnes lois !... Voilà, mon ami, le germe de l'esprit public.

DEUXIÈME CITOYEN. — L'esprit public est mort en France.

PREMIER CITOYEN. — S'il n'existe plus, c'est à l'imperfection de quelques-unes de nos lois et à l'infraction des autres que nous devons plus particulièrement sa destruction.

DEUXIÈME CITOYEN. — Quels sont, à votre avis, les moyens de le faire renaître parmi nous ?

PREMIER CITOYEN. — Les mêmes que ceux qui l'y créèrent autrefois... Cet esprit est fait de sentiment, d'amour, de volonté... Faites sentir, aimer, et par conséquent vouloir... et vous aurez un esprit public... Faites aimer au peuple le gouvernement sous lequel il doit vivre ; donnez-lui une idée avantageuse des lois qui le régissent ; qu'il trouve, dans leur application, son repos, son intérêt, sa gloire, et il estimera sa Constitution, il la chérira, il la défendra jusqu'à la mort... Vous aurez créé l'esprit public.

DEUXIÈME CITOYEN. — Le ciel vous entende !

PREMIER CITOYEN. — Que les hommes s'entendent plutôt entre eux !... et, parmi les hommes, ceux qui nous gouvernent... Ce ne sont pas les lois fondamentales de la République qu'on peut accuser de cet état de choses... Elles sont basées sur les principes les plus exacts de la justice et de l'égalité... Ce sont les lois de circonstance que je réprouve, et il est de l'intérêt de la liberté elle-même que les lois de cette espèce soient rapportées.

Tout en parlant, ils sont arrivés au coin de la rue de la

Révolution. Ils se sont arrêtés et le premier citoyen continue déclamatoirement, tout comme un orateur à la tribune, et semblant envoyer ses paroles dans la direction du Palais des Cinq-Cents. Tout en parlant il brandit sa canne.

Législateurs ! vous qui parlez sans cesse de l'esprit public, vous qui gémissez continuellement sur son refroidissement, vous qui vous occupez des moyens de le ranimer, songez que ces moyens sont entre vos mains. Point de vœux stériles ! point de plaintes inutiles ! point de déclamations ! Des lois ! de bonnes lois qui assurent notre bonheur.

A ce moment des cris d'allégresse, partis de différents côtés, interrompent cette allocution. Un grand rassemblement se forme aux abords de la place Vendôme. On voit des citoyens, des citoyennes, des enfants, courir à toutes jambes vers la place. La circulation est interrompue dans la rue Honoré où la foule grossit de minute en minute. — Les voitures sont arrêtées.

Deuxième citoyen, *à un gamin qui passe en courant.* — Que se passe-t-il donc, jeune citoyen ?

Le gamin, *sans cesser de courir.* — Il y a, citoyen, que le général Bonaparte vient de débarquer à Fréjus.

Il s'éloigne. Les deux amis se regardent stupéfaits, pendant que de toutes les rues, de toutes les portes des maisons, les habitants se précipitent vers la place Vendôme... Les fenêtres s'ouvrent... Les boutiquiers apparaissent sur le seuil de leurs boutiques et se questionnent... L'animation se propage. On entend dans le lointain des musiques militaires et des chants de réjouissance mêlés à des cris populaires.

PREMIER CITOYEN. — Le général Bonaparte en France!... Voilà qui est grave... il faut aller aux nouvelles.

DEUXIÈME CITOYEN. — Ce retour inattendu ne sera sans doute pas du goût du Directoire.

PREMIER CITOYEN. — Hum !... Il faudra voir.

Un officier de la garde nationale les dépasse en courant.

DEUXIÈME CITOYEN, *à l'officier.* — Comme vous courez, capitaine... Savez-vous quelque chose ?... Qu'y a-t-il de vrai dans ce que nous venons d'apprendre ?

L'OFFICIER. — J'étais aux Cinq-Cents lorsqu'un messager du Directoire a apporté au Conseil la grande nouvelle. Réjouissons-nous, citoyens... Bonaparte revient. La France est sauvée.

Il s'éloigne.

PREMIER CITOYEN. — La France est sauvée!... Il me semble pourtant qu'après les victoires de Brune et de Masséna... la France était à l'abri de tout péril extérieur... Enfin !...

Tout en parlant, ils ont atteint le rassemblement qui obstrue la rue Honoré et s'étend sur toute la place Vendôme... Des cris de : « GLOIRE AU GÉNÉRAL BONAPARTE », s'élèvent de la foule... Un jeune homme est monté sur une borne et harangue la foule.

LE JEUNE HOMME. — ... Il revient, cet homme que l'Italie a vu tant de fois victorieux ; il a touché le sol de la République ; il revient fidèle à sa destinée. Son épée brille déjà aux yeux des peuples qu'il

délivra et qu'il doit affranchir encore Cette épée menaçante et terrible sera tirée. Bonaparte est debout. Il paraît sur la tombe de Joubert et c'est de là, Italiens, qu'il vous promet de nouveau le secours de son bras. Il vous appelle à la liberté et l'Europe à la paix. Celui qui rédigea le traité de Campo-Formio, celui qui, dans Mantoue, honora, dans la personne du vieux Wurmser, la valeur survivant à l'âge et la fidélité suppléant à la force, celui-là proclamera de nouveau le droit des peuples à la liberté, celui-là assurera, par la toute-puissance de son génie, la paix du monde... Vive le général Bonaparte !

CRIS, *dans la foule.* — Vive le général Bonaparte !

UN ROULIER, *du haut du siège de sa voiture, arrêtée par la foule.* — Citoyens, j'arrive de Lyon... Ce n'est pas de l'enthousiasme... c'est du délire... J'ai vu le grand homme... je lui ai parlé et il m'a parlé... et j'ai entendu un vieillard lui dire, les larmes aux yeux : « Allez, général, allez battre et chasser l'ennemi... et ensuite, nous vous ferons roi, si vous voulez ! » ... Le soir, toute la ville a illuminé...

CRIS DIVERS, *dans la foule.* — Bravo !... Honneur au général Bonaparte !... Vive la République ! Vive la liberté !... Pas de roi !... Par où vient-il ?... Quel chemin a-t-il pris ?... Courons au-devant de lui !... Il arrivera par la barrière d'Italie !... Non, par la barrière du Trône !...

DEUXIÈME CITOYEN. — Que dites-vous de cet enthousiasme, mon cher ami ?

Premier citoyen. — Peuh !... Cela durera-t-il ?...

Une chaise de poste traverse la place Vendôme et cherche à se frayer un passage à travers la foule.

Le postillon, *claquant son fouet.* — Place donc !... faites place à la citoyenne Bonaparte.

Cris *dans la foule.* — C'est la générale Bonaparte ! Elle va rejoindre son mari... Vive le général Bonaparte !...

Un citoyen, *à la portière de la voiture, où se montre Joséphine rayonnante et qui sourit à la foule.* — Citoyenne, dites bien au général que tout le peuple de Paris est de cœur avec lui... Nous attendons le héros !...

Cris divers. — Vive le général Bonaparte !... Vive la citoyenne !....

Peu à peu, la voiture a traversé la foule et tourné à gauche dans la rue Honoré, et s'est éloignée au grand galop.

Une vieille femme. — La pauvre chère dame !... Comme elle doit être heureuse ! Ah !... si mon pauvre mari était encore de ce monde...

Un bourgeois, *à son voisin.* — Vous savez que les citoyens Joseph et Lucien Bonaparte sont partis ce matin pour aller recevoir leur grand frère.

Deuxième bourgeois. — Oui... mais ils ont pris la route du Bourbonnais... Ils arriveront avant Joséphine...

La concierge d'une maison voisine de la rue Honoré accourt tout en larmes. On s'empresse autour d'elle.

La concierge.— Ah! citoyens... quel malheur !... quel grand malheur!... En apprenant le retour du général Bonaparte, le citoyen Baudin, représentant du peuple, est mort de joie...

Sentiments de tristesse dans la foule.

Cris *dans la foule.* — Honneur au citoyen Bau din!... C'était un ami du peuple !... Il fut un de nos guides vers la liberté!... Citoyens, honorons sa mémoire !...

Autres cris. — Oui... oui... Honneur aux mânes du citoyen Baudin...

Une musique militaire arrive par la rue Honoré, venant du Palais-Égalité. Elle joue la *Marseillaise*. Une autre musique militaire, cette dernière de la garde nationale, sur la place Vendôme, joue les airs nationaux. La foule les accompagne de ses chants.

La foule :

Courage, enfants de la patrie!
Le général est arrivé.
Il revient, de la tyrannie,
Briser l'étendard abhorré.

Vive le général Bonaparte !... Citoyens, mar chons au-devant du héros !...

Dans la foule, qui est de plus en plus compacte, au milieu des transports populaires et des chants patriotiques, on voit des citoyens s'aborder, se serrer les mains et se jeter dans les bras des uns des autres, en pleurant de joie et d'enthousiasme.

Le jeune homme, *toujours sur la borne.* — Ci-

toyens, ce jour est grand... Que tout Paris témoigne sa joie du retour du héros... Que les maisons se pavoisent en signe de réjouissance... Que les lampions de la liberté brillent aux fenêtres des patriotes !...

La foule. — Oui... oui... des lampions !... des lampions !...

Le jeune homme. — Hurrah pour le général Bonaparte !... au Palais des Cinq-Cents !... au Luxembourg !

Les musiques militaires se sont réunies et se mettent en marche, en jouant la *Marseillaise*, dans la direction du Palais des Cinq-Cents, escortées par la foule qui les accompagne de ses chants d'allégresse... La nuit est venue peu à peu. Les fenêtres des maisons d'alentour commencent à se garnir de lumières et de drapeaux.

La foule, *s'éloignant.* — Vive le général Bonaparte !... (*Chantant.*)

Allons, enfants de la patrie
Le jour de gloire est arrivé.

(*Les voix se perdent dans le lointain.*)

Premier citoyen, *au second.* — J'en suis pour ce que j'ai dit, mon cher ami... Il faudra voir... (*Tout en s'éloignant.*) ... C'est égal ! Je ne serais pas fâché de savoir ce qu'ils pensent de tout cela au Directoire !...

HUITIÈME JOURNÉE

LE DÉSERTEUR BONAPARTE

---

24 vendémiaire.

Chez Bonaparte. Un grand salon à l'hôtel de la rue de la Victoire, anciennement rue Chantereine. Un grand désordre y règne. Ça et là des objets divers sont jetés négligemment sur les meubles, indication à la fois d'un départ précipité et d'une arrivée. Des malles, des valises, des armes et différents objets de voyage. — Dans les pièces avoisinantes, on entend des conversations animées, faisant contraste avec le vide du salon, dont la porte s'ouvre au moment où la scène commence. Constant, valet de chambre d'Eugène de Beauharnais, introduit aussitôt deux visiteurs : le poète Arnault et le citoyen Lemercier, membres du conseil des Anciens. Il est dix heures du matin.

CONSTANT. — Entrez par ici, citoyens... Vous pourrez y attendre tout à votre aise le général, qui ne tardera sans doute pas à revenir... Arrivé ce matin à six heures, il n'a pris que le temps de secouer la poussière dont il était couvert et il a couru

au Directoire, où, accompagné du citoyen Monge, il désirait rendre visite au Président.

Lemercier. — Et dites-moi, mon brave, il n'y a pas longtemps que vous êtes au service de la citoyenne Bonaparte... Il me semble que c'est la première fois que je vous vois dans cette maison.

Constant. — Le citoyen ne se trompe pas... Je m'appelle Constant. Je ne suis ici que depuis Thermidor. J'ai eu l'honneur d'être placé auprès de la citoyenne par un riche négociant du Marais, son compatriote.

Lemercier, *se laissant tomber dans un fauteuil.* — Vraiment, mon cher Arnault, ce retour tient du prodige... Depuis deux jours, Paris n'est préoccupé que de cet événement. Les fonds publics n'avaient pas depuis longtemps connu une pareille faveur.

Arnault. — La France demandait un Sauveur... elle croit l'avoir trouvé... et sa joie ne connaît pas de bornes.

Lemercier. — Dites qu'on ne vit jamais un enthousiasme pareil... S'il faut en croire les rumeurs qui circulent, le voyage de Bonaparte, des côtes de Provence à Paris, n'a été qu'une promenade triomphale. Ce n'est pas un général victorieux qui revient, c'est un souverain bien-aimé qui rentre dans sa capitale.

Arnault. — La foule était telle, même sur les routes, que les voitures avaient peine à avancer... Partout, dans les villes, dans les villages, on allait à

sa rencontre et on l'accompagnait encore au delà des communes. Tous les endroits par lesquels le général a passé, depuis Fréjus jusqu'à Paris, étaient illuminés le soir.

Lemercier. — J'étais avant-hier à la Comédie-Française, et vous ne pouvez vous imaginer la joie qu'a éprouvée toute la salle lorsque le comédien La Rochelle, sous l'habit de Sganarelle du *Médecin malgré lui*, est venu annoncer cette grande nouvelle. Des cris de : Vive la République ! Vive Bonaparte ! ont éclaté. — Tout le monde était dans l'ivresse. — Et quand je suis sorti du spectacle, j'ai trouvé toute la ville pavoisée et illuminée.

Arnault. — Ah ! M. Pitt, quelle terrible nouvelle à joindre à celle de la défaite des Anglo-Russes en Hollande. Mieux eût valu pour vous la perte de trois autres batailles que l'arrivée foudroyante de Bonaparte.

Lemercier. — Bon !... pour les ennemis du dehors ! Je gagerais plûtôt que ce sont les ennemis de l'intérieur que ce retour va jeter dans la consternation.

Arnault. — Puissiez-vous dire vrai... La situation ne peut durer plus longtemps telle qu'elle est... C'est l'anarchie gouvernementale... Il n'y a plus de direction, plus d'orientation... plus rien !

Constant, *qui s'était tenu jusqu'ici à l'écart, se montrant*. — Les citoyens n'ont plus besoin de mes services ?

Lemercier. — Ah ! pardon, citoyen Constant... nous vous oubliions... Eh ! dites-moi, votre maître n'a-t-il pas été surpris de ne rencontrer personne chez lui à son arrivée ?

Constant. — Le général a paru, en effet, éprouver une vive contrariété en apprenant que la citoyenne Bonaparte avait pris pour le rejoindre la route de Bourgogne, tandis qu'il arrivait par celle du Bourbonnais... puis je l'ai entendu murmurer entre ses dents que, toute réflexion faite, il valait mieux qu'il en fût ainsi. Il m'a prié, alors, de le suivre dans son appartement... Il est entré dans la chambre de sa femme... En apercevant sur un meuble la miniature de la citoyenne, il l'a prise et longtemps contemplée. Il paraissait fort irrité, et j'ai même vu le moment où il brisait le cadre entre ses doigts crispés. On eût dit qu'il ressentait une violente douleur... Tout à coup, ses yeux se sont radoucis. Il m'a semblé à ce moment qu'il pleurait... Il a approché le verre de ses lèvres et l'a embrassé...

Arnault. — Son beau-fils, Eugène de Beauharnais, n'est-il pas revenu avec lui ?

Constant. — Excusez-moi, citoyens, en apprenant que sa mère était partie, le jeune citoyen a d'abord voulu la rejoindre. — Mais sur l'observation que lui en a faite le général, qu'il valait mieux attendre son retour, il y a renoncé et lui a demandé la permission d'aller embrasser sa sœur chez la citoyenne Campan.

Arnault, *bas.* — L'affection de ces deux enfants détournera bien des colères de la tête de l'imprudente Joséphine.

Lemercier, *après un geste d'assentiment.* — Mais, il devait y avoir d'autres personnes...

Constant. — Le général n'était accompagné que que des citoyens Monge et Berthollet, ses collègues de l'Institut, et du général Berthier... Mais je sais qu'il compte retrouver ici ce matin plusieurs des officiers qu'il a ramenés d'Égypte et pour lesquels il a commandé à déjeuner.

Entrent successivement les généraux Lannes, Murat, Andréossy, Marmont, Berthier. Leur entrée est accompagnée de rumeurs que l'on distingue dans l'intérieur, et au dehors de cris des *vivent les généraux! vive Bonaparte!* qui indiquent un grand rassemblement, aux approches de l'hôtel.

Lemercier, *s'approchant d'une fenêtre.* — Approchez donc, Arnault... et voyez, la rue est remplie de citoyens et de citoyennes.

Arnault. — Chacun veut être le premier à contempler le héros.

Murat, *qui vient d'entrer, et allant droit à Arnault.* — O jour trois fois heureux, comme on dit dans les tragédies, puisque la première main que je serre est celle d'un poète.

Arnault. — Je suis moi-même bien heureux de vous revoir, mon cher général... Il paraît que vous vous êtes couvert de gloire en Égypte.

Murat. — Grâce à Bonaparte qui nous a conduits à la victoire au pas de charge, comme, il y a deux ans, en Italie... Vive Dieu! mon cher poète, les Anglais et les Turcs nous ont taillé des croupières... Mais nous avons eu raison d'eux... Nous les avons battus, rossés... à Aboukir... Kléber achèvera la besogne. Nous lui avons laissé une belle partie... A propos, je vous rapporte de là-bas un superbe sujet de tragédie... car vous en faites toujours des tragédies... Ah!... ah!... Monsieur l'auteur, vous avez aussi remporté votre victoire avec *Les Vénitiens*, à ce qu'on nous a conté.

Arnault. — Général... vous me comblez!... Et comment se porte le général?... Il doit être bien changé.

Murat, *gaîment*. — Un peu noirci... peut-être... mais toujours bon enfant... quand on sait le prendre... Du reste vous allez le voir... nous l'attendons... Ah! cependant, je vous préviens qu'il ne porte plus les cheveux longs que vous lui avez connus et qui lui donnaient un air de fille... Il les a coupés... Si vous voulez lui faire plaisir, vous lui parlerez du Coran. Il ne jure plus que par Mahomet... C'est son idole.

Marmont. — Attention, Murat... Voici le général.

Des cris ont éclaté au dehors, annonçant la présence de Bonaparte. L'hôtel est tout en rumeurs. Les portes du salon sont ouvertes, laissant voir l'antichambre remplie de monde et principalement d'officiers de toutes armes

et de tous grades... La foule des visiteurs est séparée en deux, formant la haie. Bonaparte paraît avec Cambacérès. — Il salue à droite et à gauche, prenant les mains qui se tendent vers lui. — Il pénètre dans le salon et va s'adosser à la cheminée, tout en continuant à causer avec le ministre de la justice, tandis que les autres personnes, qu'il a saluées d'un geste familier de la tête, se tiennent respectueusement à distance. Les portes du salon sont demeurées ouvertes. Les visiteurs se pressent sur le seuil sans oser entrer.

Bonaparte, *à Cambacérès*. — ... A quoi cela servirait-il?... Il n'y a rien à faire avec ces gens-là... Après avoir exécuté des prodiges, nous ne pourrions compter sur aucun appui. — Quand la maison croule, est-ce le moment de s'occuper du terrain qui l'environne?... Un changement ici est indispensable... Du reste nous en reparlerons... (*A Lemercier, qui vient à lui.*) Bonjour, mon cher Lemercier, enchanté de vous revoir. (*A Arnault.*)... et vous aussi, mon cher poète, vous savez que j'ai lu *Les Vénitiens* en route. Tous mes compliments!

Lemercier. — C'est vous qu'il faut complimenter, général. La victoire qui vous accompagne toujours vous a, cette fois, devancé... Êtes-vous satisfait de l'accueil qui vous a été fait au Directoire?

Bonaparte. — Peuh!... Je n'ai vu ce matin que Gohier, et un certain général Moulins, dont le nom ne se rattache à aucune de nos victoires... et que j'ai été fort surpris de trouver là... Enfin, Gohier doit me faire connaître le jour où le Directoire sera en mesure de me recevoir. Monge vous contera tout cela.

Entrent Adrienne de Brillanne et la marquise de Résigny... Adrienne saute au cou de Bonaparte et l'embrasse.

ADRIENNE. — Ah !... général, je ne veux pas être la dernière à vous embrasser.

BONAPARTE. — Et je vous le rends de grand cœur, ma chère Adrienne, pour moi et aussi pour un autre... que, vous du moins, vous n'avez pas oublié...

ADRIENNE. — Comment se fait-il que Joséphine ne m'ait pas avertie de votre arrivée... Je serais partie avec elle pour aller au-devant de vous.

BONAPARTE. — Toujours étourdie, Joséphine, ma pauvre amie ; nous ne la changerons pas...

On entend dans le vestibule des voix de femmes : « Mon frère !... Où est mon frère !... Je veux embrasser mon frère !... » Entrent les sœurs de Bonaparte : Élisa, Pauline et Caroline, les deux premières, accompagnées de leurs maris, le citoyen Bacciochi et le général Leclerc. Scène d'effusion affectueuse.

BONAPARTE, *à Caroline.* — Comme te voilà grandie... ma petite Marie Annonciade... (*Attirant Murat à lui et le présentant à sa jeune sœur.*) Tu sais que je te ramène un héros.

Dans le vestibule la foule s'écarte pour laisser passer Eugène de Beauharnais et sa sœur Hortense, qui se précipitent dans les bras du général.

MURAT, *s'approchant de Caroline, très embarrassé.* — Mademoiselle... citoyenne... permettez...

HORTENSE. — Oh !... père... cher père !...

Élisa, *au général Leclerc, avec intention.* — Comment!... Joséphine n'est pas là !... Elle a bien choisi son moment pour courir les grands chemins...

Bonaparte, *tenant Eugène et Hortense dans ses bras.* — Mes chers enfants, je suis heureux de vous avoir réunis.

Les sœurs de Napoléon manifestent visiblement leur dépit... Entrent les citoyens Monge et Berthollet et Bourrienne, secrétaire de Bonaparte.

Monge, *à Bonaparte, qui est venu au-devant de lui.* — Eh bien... mon cher général, êtes-vous content de mon ami Gohier... Je vous ai laissé avec lui ce matin...

Bonaparte. — Votre Gohier n'est qu'un maladroit... Croyez-vous qu'il n'a pas craint de me faire un reproche de n'avoir pas observé les lois sanitaires... et d'avoir débarqué au mépris de la quarantaine imposée.

Monge. — Un brave homme, mon cher général, mais un peu lourd... On doit lui avoir soufflé cela.

Bonaparte. — Cela... et bien d'autres choses encore... J'ai vu le moment où il me demandait des explications sur les motifs qui m'avaient fait quitter mon armée sans en avoir reçu l'ordre du gouvernement, comme si j'étais à la discrétion de ces fantoches de souverains.

Entre un officier de la garde du Directoire, qui remet un pli cacheté au général, après avoir salué militairement.

L'officier. — Mon général, le président du Directoire exécutif m'a chargé de vous remettre ce message.

Bonaparte prend le papier qui lui est tendu, et, nerveusement, en brise le cachet. Tout le monde est anxieux autour de lui.

Bonaparte, *après avoir lu.* — Messieurs, le président Gohier me fait connaître que le Directoire recevra demain, en audience solennelle, le général Bonaparte... (*Murmures de satisfaction dans l'assistance. A Bourrienne qui s'est approché.*) Bourrienne, veuillez répondre que je me rendrai à la convocation du gouvernement... Le citoyen lieutenant me permettra de lui confier ma missive.

L'officier s'incline et va pour se retirer.

Bonaparte, *le retenant.* — Et dites-moi, lieutenant, est-on satisfait dans votre corps de troupe ?

L'officier. — Tous les hommes ont témoigné leur joie à la nouvelle de votre retour, mon général.

Bonaparte. — Je les verrai demain sous les armes... Dites à votre général, à mon vieil ami Jubé, que j'aurai également grand plaisir à lui serrer la main.

L'officier porte la main à sa coiffure et se retire... Dans l'antichambre, il se croise, au milieu de la foule, avec Fouché.

Lemercier, *bas à Arnault.* — Un peu sec... ce message du Directoire !

Constant, *annonçant.* — Le citoyen Fouché, ministre de la police.

Bonaparte, *bas à Monge.* — Fouché vient à moi... c'est bon signe. (*Allant au-devant de Fouché qui est entré dans le salon, au milieu de la curiosité qu'a excitée son arrivée.*) Mon cher monsieur Fouché, je ne saurais trop vous exprimer ma satisfaction de vous trouver à la tête de la Police... Ce choix honore du moins le Directoire... Vous ne sauriez croire à quel point j'en suis ravi.

Fouché. — Vous me voyez prêt à vous servir, général. Le directeur Barras m'attendait ce matin. J'ai pensé qu'il m'excuserait d'avoir considéré comme un devoir de venir vous apporter mes hommages et mes félicitations.

Bonaparte, *quelque peu embarrassé.* — Barras!... je ne l'ai pas vu ce matin au Directoire... Il avait veillé très tard, m'a-t-il été assuré. Dites-lui, je vous en prie, mon cher Fouché, que je lui suis inviolablement attaché, et que, tant que je vivrai, je m'opposerai aux attaques dont je sais qu'il est l'objet et le défendrai contre elles.

Fouché. — De telles paroles me seront agréables à lui rapporter.

Les cris de *Vive le général Bonaparte !... Bonaparte !... Bonaparte !...* mille fois répétés, éclatent sous les fenêtres de l'hôtel.

Lemercier, *s'approchant du général.* — Général, vous entendez l'expression de l'enthousiasme popu-

laire... Vous ne pouvez vous y soustraire. Donnez à ces braves gens la joie de contempler les traits de leur idole.

On a ouvert une fenêtre... Les acclamations pénètrent plus distinctement dans le salon... Bonaparte paraît très contrarié... Il réfléchit un instant; — puis, résolument, s'avance vers la fenêtre. — A sa vue, les acclamations redoublent d'intensité, mêlées à d'autres cris: *Silence! Taisez-vous!... Le général va parler .. Vive le général!..*. Puis le silence se fait.

BONAPARTE, *s'adressant de la fenêtre à la foule.* — Citoyens, ma joie est grande de me retrouver au milieu de vous... Nos armes ont semé la terreur et l'épouvante dans les rangs ennemis... La coalition cherche ses phalanges barbares et ne les trouve plus. Elle nous préparait des fers, nous lui donnerons des lois. Nous la forcerons à reconnaître une puissance supérieure à sa gigantesque croisade, la toute-puissance de la liberté, secondée par le courage et l'amour de la Patrie... Français, que de toutes vos poitrines s'exhale le cri vainqueur de : *Vive la République triomphante !*

Bonaparte quitte la fenêtre, après avoir adressé des remerciements à la foule, d'où s'élèvent les cris de : VIVE LE VAINQUEUR DE L'ITALIE! GLOIRE AU DÉFENSEUR DE LA LIBERTÉ! AU LIBÉRATEUR DE LA PATRIE !

BONAPARTE, *avec humeur.* — Qu'on ferme cette fenêtre !...

La fenêtre est refermée. Les acclamations continuent au dehors, et les rumeurs dans tout l'hôtel. Constant paraît à une porte latérale — celle de la salle à manger, qu'il ouvre à deux battants.

CONSTANT. — Le citoyen général est servi.

BONAPARTE. — Messieurs, vous déjeunez avec moi... en famille... (*A Hortense.*) Hortense, mon enfant, tu feras les honneurs à la place de ta mère... (*A Constant.*) Citoyen Constant, congédiez tout ce monde... Dites que je ne recevrai plus personne aujourd'hui... J'ai besoin de me reposer... Demain, quintidi, je me rendrai au Directoire.

Il offre le bras à la marquise de Résigny qu'il conduit dans la salle à manger... suivi de tous ses invités, qui se cherchent entre eux, heureux de se retrouver les uns les autres. Cambacérès et Fouché demeurent les derniers.

FOUCHÉ, *s'approchant de Cambacérès.* — Bonaparte est allé vous voir, ce matin, au ministère ?... Vous a-t-il dit quelque chose de ses intentions ?

Cambacérès se dérobe à cette interrogation par le geste d'un homme qui ne sait rien ou plutôt qui ne veut rien dire... Ils entrent à leur tour dans la salle à manger.

NEUVIÈME JOURNÉE

AU LUXEMBOURG !

---

25 vendémiaire, midi.

La rue de Tournon, au croisement de la rue des Aveugles... Tout le quartier offre un aspect de fête nationale... Les fenêtres des maisons sont pavoisées de drapeaux, ornées de fleurs et de guirlandes, ainsi que les échoppes, les boutiques et les magasins. A toutes les fenêtres se montrent des têtes de curieux. La rue de Tournon, sablée jusqu'au palais du Luxembourg, est remplie de monde. La foule, rangée des deux côtés, forme à droite et à gauche une haie compacte. On se presse, on se bouscule, on s'injurie. Des agents vont et viennent, admonestant de temps à autre les citoyens ou les citoyennes trop bruyants, les obligeant à se ranger et à se tenir tranquilles. Des enfants sillonnent la chaussée, pourchassés par les agents ou par leurs parents. Dans un cabaret situé au coin de la rue, on boit et on chante les refrains nationaux, avec accompagnement de musique... Des échelles sont apposées contre les maisons et garnies d'hommes, de femmes et d'enfants, formant des grappes humaines. D'autres sont montés sur des tables, sur des chaises, ou suspendus aux réverbères. Des voitures passent constamment sur la chaussée, se dirigeant vers le palais du Directoire, dont les abords sont gardés par de la cavalerie et de l'infanterie. La foule accueille le passage des voitures par des acclamations plus ou moins chaleureuses, suivant qu'elle reconnaît, dans les personnages qu'elles transportent et qui pour la plupart montrent leurs têtes aux portières, des favoris ou des indifférents. Il est environ midi... Temps superbe. Soleil d'automne.

Une voix, *dans le cabaret.* — Mes enfants, je vous invite à boire à la santé du général Bonaparte.

Voix nombreuses. — A la santé du général !...

Premier bourgeois. — Il y en a du mouvement, ce matin, dans le quartier du Directoire... En voilà du monde.

Deuxième bourgeois. — Ce retour du général est vraiment extraordinaire... On dit que les Anglais l'ont favorisé... Croyez-vous que ce bruit soit fondé ?

Premier bourgeois. — Qu'il ait été ramené par les Anglais ou qu'il soit revenu de lui-même, ce qui est certain, c'est que la nouvelle a ranimé la confiance... Le tiers consolidé a monté hier, en Bourse, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Un boutiquier. — Qu'est-ce que ça me fait à moi que Bonaparte soit revenu!... Ce n'est pas lui qui m'achètera ma marchandise.

Un ouvrier. — Vous n'êtes qu'un mauvais citoyen. Bonaparte est le père de la patrie.

Le boutiquier. — Je suis tout aussi bon patriote que vous... ce n'est pas vous qui m'apprendrez à aimer la patrie.

L'ouvrier. — Tais-toi... ou je te casse le museau.

On va faire un mauvais parti au boutiquier, lorsqu'un gamin accourt à toutes jambes et attire sur lui l'attention.

Le gamin. — Citoyens, le général Bonaparte vient de traverser le Pont-Neuf... Il est entré dans la rue de Thionville à la tête de ses officiers et de ses Egyptiens.

Un citoyen, *pérorant au milieu d'un groupe.* — C'est comme je vous le dis, citoyens, je sais peut-être bien ce que parler veut dire... (*Murmures de dénégations.*) Ma sœur est couturière et c'est elle qui habille la citoyenne Gohier... Elle était ce matin dans la chambre de la citoyenne, en train de lui essayer sa robe de gala... la porte du salon était demeurée entr'ouverte... et elle les a entendus qui juraient, qui tempêtaient contre Bonaparte... Ils lui reprochaient un tas de choses. Ils l'accusaient d'avoir transgressé les lois militaires... Il y en avait un surtout qui criait d'une grosse voix enrouée qu'il fallait le faire arrêter, traduire en conseil de guerre, condamner et fusiller comme déserteur.

Voix diverses. — Ce n'est pas possible !... Ils ne feraient pas cela !... Ils n'oseraient pas... Le petit général est plus fort qu'eux.

Premier bourgeois, *au second.* — Si la réception de tantôt était un piège...

Il se produit un grand mouvement dans la foule. La boutique d'un marchand de marrons est bousculée.

Le marchand de marrons. — Faites donc attention, vous autres... vous allez renverser mes fourneaux.

L'ouvrier. — Pourquoi as-tu ouvert ta boutique... C'est comme si c'était décadi... aujourd'hui.

Une jeune fille, à *une vieille dame.* — Grand'-mère, est-il vrai que le général Bonaparte a ramené douze des plus beaux Égyptiens qu'il veut

marier avec les plus jolies filles de chaque quartier.

La vieille dame. — Oui, ma fille... Aussi, fais-toi bien voir... si tu allais être une de celles-là... notre fortune serait faite.

Un convoi de prisonniers russes, escorté par un piquet de fantassins et commandé par un officier, traverse la rue de Tournon.

Une voix. — Qu'est-ce qui passe là ?... On dirait une mascarade.

Plusieurs voix. — Silence... respect au malheur... Ce sont les cosaques faits prisonniers par Masséna... Ils n'ont pas l'air méchants... Sont-ils drôles avec leurs bonnets pointus... on dirait des mîtres d'évêque... On les conduit à Rueil.

Premier bourgeois. — Ils précèdent le char du vainqueur.

Deuxième bourgeois, *après que les prisonniers sont passés.* — Mais ce n'est pas lui qui les a faits prisonniers.

Premier bourgeois. — Est-ce que vous croyez à une révolution, vous, citoyen ?

Deuxième bourgeois. — On ne parle que de ça aux Halles... En tous cas, si elle arrive, nous n'aurons pas à nous en mêler... ça ne sera pas comme en 89... Un autre se chargera de la besogne.

Troisième bourgeois. — Le négociateur de Campo-Formio n'est pas venu ici pour des prunes.

Deuxième bourgeois, *montrant le Luxem-*

bourg. — Qu'il nous fasse donc un grand branle-bas là-dedans.

Premier bourgeois *haussant les épaules*. — Laissez donc... il n'en fera pas plus qu'à son retour d'Italie... Qui nous tirera du bourbier où nous sommes... (*S'adressant à un marmiton avec une manne sur la tête qui cherche à se frayer un passage*). — Doucement donc, polisson, je ne veux pas perdre ma place.

Le marmiton. — Laissez-moi passer... je vais chez la citoyenne Arthémise.

Le boutiquier. — C'est le directeur Moulins qui envoie à déjeuner à sa particulière... Elle demeure là...

Il continue à donner autour de lui des renseignements qui excitent les rires et les moqueries de la foule.

Voix diverses. — Les voilà!... Silence!... Silence!... On aperçoit les chevaux... Rangez-vous, que diable!... Laissez-moi voir. Vous m'étouffez... Au secours!... Silence.

Bonaparte paraît à la tête d'un Etat-major de généraux... Il est en redingote, sans uniforme. Il porte un cimeterre turc attaché avec un cordon de soie. Les cris de : « Vive Bonaparte!... Vive le général!... » éclatent sur son passage... Le cortège est fermé par un escadron de guides, que précèdent des Egyptiens.

Une femme, *pendant que passe le cortège*. — Comment?... C'est ce petit-là... qui est le général?... Comme il est noir et tout fluet... Avec son habit gris

on dirait un bonhomme en sucre... Il n'est pas aussi bien que les autres.

Le boutiquier. — A-t-il un beau sabre, avec des diamants... Bien sûr qu'il l'aura pris à un chef de là-bas.

La jeune fille. — Grand'mère... montre-moi les Egyptiens.

Le boutiquier. — Et ces deux-là... ont-ils de bonnes figures !... Est-ce que ce sont aussi des Egyptiens ?

Deuxième bourgeois. — Vous ne voyez donc pas que ce sont des membres de l'Institut, les citoyens Monge et Bertholet.

Le boutiquier. — Puisque je te dis que celui-là qui nous regarde... c'est Murat... je le connais bien peut-être... Et cet autre, c'est Berthier... voilà Marmont... Vivent les généraux !

Premier bourgeois, *au second*. — Il a l'air de méditer une révolution. Pour sûr, il se passera quelque chose d'ici peu... Les autres n'ont qu'à bien se tenir.

Le cortège défile, acclamé par les cris les plus divers : « Vive la liberté !... Vive la République !... Vive le commerce !... Vive la Constitution !... » Cris dominés par d'autres plus retentissants : « Vive Bonaparte ! Vive le Général ! Vive l'armée d'Egypte !... Vive le grand homme ! » Bonaparte entre dans la cour du Palais, où les soldats de la Garde du Directoire, cavaliers et fantassins, l'ont précédé, au milieu des acclamations générales.

L'ÉCHAPPÉ D'ÉGYPTE

Même jour, 2 heures de l'après-midi.

La grande salle des séances du Directoire Exécutif au Palais du Luxembourg. — Les cinq directeurs, en grands costumes de cérémonie : habit, manteau bleu et pardessus, manteau nacarat : veste blanche brodée, écharpe bleue à frange d'or, épée, chapeau rond à panache tricolore ; culotte blanche enfoncée dans de petites bottes à glands. Ils sont debout, devant des fauteuils, le président Gohier un peu en avant de ses quatre collègues. En face de lui, le général Bonaparte, debout, seul au milieu de la salle... Tout autour, les ministres, les représentants du peuple, des membres de l'Institut, également en costume de cérémonie. A la foule, sont mêlés des officiers en grand uniforme. Des fauteuils et des chaises sont disposés autour du groupe directorial, où des dames, en grande toilette, sont assises. Madame Gohier, à droite, a auprès d'elle Hortense de Beauharnais et la sœur de Bonaparte. La mise simple de ce dernier contraste avec la pompe des toilettes et l'éclat des autres costumes.

Toutes les portes de la salle sont ouvertes.

Une foule de personnes qui n'ont pu trouver place dans la salle de réception, se pressent dans les pièces voisines, et jusque sur le seuil des portes. Dans l'une d'elles, une musique militaire est installée qui, déjà, à l'arrivée du général, a fait entendre l'hymne de la *Marseillaise*...

La séance de réception continue.

Gohier tient un rouleau de papier dans sa main droite.

Deux heures sonnent, à ce moment, à l'horloge du palais.

BONAPARTE, *la main droite sur le pommeau de son épée.* — ... Citoyens directeurs, je jure que cette épée victorieuse ne sera jamais tirée que pour la dé-

fense de la République et celle de son gouvernement... Vive la République !

Cris divers. — Vive la République !... Vive la Constitution !... Vive le général Bonaparte !... Vive la liberté !... Vive l'armée !

Un huissier. — Silence, citoyens, silence !...

Le silence se fait dans la salle. Pendant ce temps, Gohier a déroulé le papier qu'il tient à la main et s'apprête à le lire.

Voix diverses. — Écoutez !... Silence !... Écoutez !

Gohier, *après que le silence est rétabli, lisant.* — Citoyen Général, le Directoire Exécutif a vu votre retour inopiné avec le plaisir mêlé de surprise qu'il a dû causer à toute la France !... Les ennemis de votre gloire, que nous regarderons toujours comme les nôtres, pourraient seuls donner une interprétation contraire aux motifs patriotiques qui vous ont déterminé à quitter momentanément vos drapeaux et que vous nous avez si énergiquement exprimés... Vous veniez, nous n'en pouvons douter, pour partager nos périls, et vous trouvez la France victorieuse... Et ce qui vous charme, sans doute plus encore, votre présence ranime dans tous les cœurs Français le sentiment glorieux de la Liberté !... Elles sont aussi flatteuses que méritées, ces acclamations qui se sont fait entendre à votre arrivée et sur votre passage. C'est aux cris de : « *Vive la République !* » que Bonaparte a été et devait être reçu... Méditez la voix

de la foule !... Les triomphes que viennent de remporter vos anciens compagnons d'armes ont sauvé la République, mais laissent encore des lauriers à moissonner dans les champs qu'ont illustrés vos mémorables exploits. Le vainqueur de l'Italie ne se bornera pas à pleurer avec nous le jeune héros qu'il jugea lui-même digne de le remplacer. Ce n'est que dans la perspective d'une paix honorable que le Directoire fait la guerre, qu'il ambitionne de nouveaux succès. Et il sait trop, citoyen général, ce qu'il doit à vos anciens services, aux sentiments républicains qui vous animent, pour ne pas s'empresser d'associer vos talents à l'entier accomplissement de ses généreux projets... Approchez, général, que je vous donne l'accolade fraternelle...

Sur un signe du maître de cérémonies, la musique, installée dans une pièce voisine, joue la *Marseillaise*... Bonaparte s'est approché du président Gohier, qui l'a embrassé avec une grande affectation. Il passe ensuite à Barras et à Moulins, placés à droite du Président. Sieyès, suivi de Roger-Ducos, va s'avancer vers lui... Bonaparte l'évite ostensiblement et se dirige vers madame Gohier avec qui il affecte de causer, tandis que ces deux directeurs semblent attendre du général une réunion à laquelle celui-ci se refuse... Sieyès est furieux... Ses collègues cherchent à le calmer. La séance est considérée comme levée... Les personnages de la cérémonie se confondent en groupes divers... La salle est envahie... De tous les côtés, des conversations très animées.

SIEYÈS, *à Gohier*. — Avez-vous remarqué la conduite de ce petit insolent envers le membre d'un gou-

vernement qui serait en droit de le faire fusiller?

GOHIER. — Du calme, mon cher collègue... du calme!

MURAT, *au général Andréossy, qui se trouve auprès de lui.* — Connais-tu rien de plus disgracieux que ce costume des Directeurs, avec leurs manteaux rouges et leurs cols de chemise garnis de dentelles... On se croirait en carnaval.

ANDRÉOSSY. — Et leurs plumes sur leurs chapeaux relevés à la Henri IV... Les Égyptiens étaient mieux habillés.

TALLEYRAND, *à Lemercier.* — Que dites-vous du discours du Président, mon cher Lemercier?

LEMERCIER. — Hum!... c'est le lapin qui discute avec le cuisinier à quelle sauce il sera mangé.

TALLEYRAND. — Vous croyez donc Bonaparte disposé...

MADAME GOHIER, *à Bonaparte.* — Ah!... mon cher général, c'est notre pauvre Joséphine qui sera désolée de ne vous avoir pas attendu...

REINHARDT, *dans un groupe.* — Il y a loin de cette réception à celle de l'an VI, après le traité de Campo-Formio... n'est-il pas vrai?

FOUCHÉ. — Oui, tout le monde semblait mal à l'aise.

REINHARDT. — On s'est embrassé... mais sans conviction... Il est évident que le Directoire se montre ombrageux à l'endroit de Bonaparte.

SIEYÈS, *revenant à ses collègues, avec lesquels*

il semble entrer en délibération. — Vous avez entendu ces acclamations ?... c'est scandaleux !... Si un homme est indispensable dans une République, on doit l'en regarder comme le plus dangereux ennemi, et s'en défaire par tous les moyens...

Barras. — Ce n'est pas l'avis que vous émettiez il n'y a que quelques jours, quand vous nous proposiez de rappeler d'Égypte le général.

Sieyès. — Vous démontrez vous-même sa culpabilité, mon cher collègue : si nous songions à le rappeler, c'est donc qu'il ne pouvait revenir sans notre autorisation.

Moulins. — Il faut à tout prix l'écarter... Donnons-lui le commandement de l'armée d'Italie.

Sieyès. — Pour lui fournir encore des prétextes de popularité. Loin de mettre des armes entre les mains d'un homme dont les intentions sont aussi suspectes, loin de vouloir le replacer sur un nouveau théâtre de gloire, cessons de nous occuper de lui davantage... et tâchons, s'il est possible, de le faire oublier...

Fouché, *qui est intervenu.* — Faire oublier Bonaparte !... Ce ne sera pas facile... Prenez-y garde !...

Sieyès se retire, de mauvaise humeur, et entraîne avec lui Roger-Ducos, qui cherche à lui faire entendre raison... Pendant ce temps, Fouché a attiré Gohier du côté du groupe où se trouve Bonaparte... Celui-ci s'approche du Président et l'entraîne dans l'embrasure d'une fenêtre.

Gohier. — Vous ne vous êtes pas montré tendre pour ce pauvre Sieyès, général, et vous avez tout fait pour l'éviter... Avez-vous quelque chose à lui reprocher ?

Bonaparte. — C'est un homme à systèmes, que je n'aime pas... J'ai été presque aussi étonné de rencontrer Sieyès dans votre intimité, que je le fus, en entrant en France, d'apprendre qu'il faisait partie du Directoire... En refusant d'y entrer lors de son organisation, il s'était rendu justice... Quels motifs ont pu déterminer les Conseils à le nommer une seconde fois ?...

Gohier, *embarrassé*. — Ses prétendues liaisons avec le souverain de la Prusse ont beaucoup influé sur son élection... Le Corps législatif a pensé que sa nomination pourrait elle seule nous procurer la paix...

Bonaparte. — Que me dites-vous là ?... Ce sont les liaisons de Sieyès avec la maison de Brunswick qui ont pu le porter au Directoire !... C'était au contraire ce qui devait à jamais l'en éloigner.

Gohier. — Je ne puis m'empêcher de vous avouer qu'on en convient aujourd'hui... et je sais des républicains ombrageux qui en tirent les conséquences les plus fâcheuses... Que voulez-vous ?... Le mal est fait... Il est trop tard !

Bonaparte, *vivement*. — Ces républicains ont raison... Si vous n'y prenez garde, président, ce prêtre artificieux vous livrera à l'étranger... (*Obser-*

vant Gohier tout en parlant.) Hier, toute la journée, une foule de bons citoyens m'ont assuré qu'à la retraite de Rewbell, on a regretté que je ne fusse pas en France... Mais si ce fut un malheur, il serait facile à réparer...

Gohier. — Sans doute... si un article précis de la Constitution n'avait pas mis obstacle à votre élection... Notre pacte social exige impérieusement quarante ans... et vous avez encore d'heureuses années acquises à la défense de la République, avant que vous puissiez être appelé à la gouverner.

Bonaparte. — Et vous tiendriez vous-même rigoureusement à cette disposition qui pourrait priver la République d'hommes aussi capables de la gouverner que de la défendre ?

Gohier. — Rien, à mes yeux, général, ne pourrait excuser l'atteinte qui y serait portée.

Bonaparte, *haussant les épaules.* — Président, c'est vous attacher à la lettre qui tue... Réfléchissez-y !

Murat, *qui vient de rentrer.* — Général !... Où est le général Bonaparte ?

Bonaparte. — Qu'y a-t-il, Murat ?

Murat. — Mon général, les soldats de la garde du Directoire demandent que vous les passiez en revue... Ils sont réunis sous les armes, dans la cour du Luxembourg, et leur général m'a prié de venir vous exprimer le vœu de ses hommes...

Bonaparte paraît hésiter... Il réfléchit un instant, puis,

faisant signe aux généraux qui l'entourent de le suivre, il se dirige vers la porte qui conduit au grand escalier.

BONAPARTE. — Mon brave Jubé!... Allons, messieurs, à cheval!... Laissons les avocats et les discoureurs, pour aller retrouver les soldats.

Il sort, pendant que toutes les personnes présentes se précipitent à sa suite ou courent prendre place aux fenêtres du côté de la cour du Luxembourg... La musique militaire joue la *Marseillaise*... Les cris de : *Vive le général Bonaparte!* retentissent dans l'escalier, puis dans la cour, au moment où il paraît sur le perron... Les cinq Directeurs, demeurés pour ainsi dire seuls au milieu de la pièce, toutes les personnes qui sont restées se pressant aux fenêtres et leur tournant le dos, les cinq Directeurs semblent se consulter.

GOHIER, *finement*. — Soyez rassurés, mes chers collègues, Bonaparte n'est plus à craindre... Je l'ai mâté!

DIXIÈME JOURNÉE

LA FAMILLE BONAPARTE

28 vendémiaire.

A l'hôtel de la rue de la Victoire, un petit salon communiquant par deux portes toutes grandes ouvertes, avec le grand salon de la huitième journée. C'est le soir, après le dîner. Tout l'hôtel est brillamment éclairé. Dans le grand salon, où se pressent les familiers de Bonaparte, on perçoit confusément les rumeurs des conversations que domine de temps à autre la voix du général. Beaucoup moins de monde dans le petit salon où se réfugient ceux qui veulent causer dans l'intimité.

Entrent Marmont et Lemercier, puis plusieurs autres personnages : Rœderer, Talleyrand, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, et enfin Bourrienne.

Marmont. — Non... vous dis-je ; on se trompe, quand on prétend que le retour de Bonaparte a été prémédité. Lorsqu'il prit la résolution de revenir en Europe, il ne confia son dessein qu'au général Berthier. Il donna ordre au vice-amiral Ganteaume d'armer les frégates et les avisos, sans lui faire connaître

son projet qu'il n'a exécuté qu'après avoir assuré la possession de la haute et basse Égypte et la solde de l'armée pendant un an. Cela fait, Bonaparte adressa un billet cacheté à tous ceux qu'il voulait emmener, avec recommandation de ne l'ouvrir que tel jour, à telle heure, sur le bord de la mer. Le 5 fructidor était le jour fixé... Tous ceux qui avaient reçu le billet se rendirent au lieu indiqué, ouvrirent le papier et y trouvèrent l'ordre de s'embarquer immédiatement. Nous ne perdîmes pas un instant, et laissant nos effets dans nos logements et nos chevaux sur le rivage, nous montâmes sur les bâtiments préparés pour le voyage. L'ancre fut aussitôt levée, mais les vents contraires ne nous permirent de sortir d'Aboukir que le surlendemain... Voilà toute l'histoire.

Lemercier. — Vous ne nierez pas cependant que le général ait été informé des désordres de France et de la gloire que quelques-uns lui offraient d'y porter remède, par un bâtiment neutre qui aurait débarqué en Égypte et lui aurait porté les pressants appels de Talleyrand et de ses frères. Tout le monde le dit autour de nous.

Marmont. — Si cela est, il ne nous en a point fait part... C'est invraisemblable... Je lui ai, au contraire, entendu exprimer à plusieurs reprises le regret de n'être informé des événements d'Europe que par les agents plus ou moins avérés de Sidney-Smith dont il se défiait comme de la peste devant Saint-Jean-d'Acre... Ce qui me donne à supposer que l'his-

toire de ce bâtiment est une autre fable inventée comme à plaisir.

Lemercier. — Certes... je vous crois. Il n'en est pas moins vrai que les circonstances de ce retour inattendu ont été déjà et seront encore exploitées contre le général... par ses ennemis... On l'accuse d'avoir abandonné son armée, d'abord parce que l'expédition d'Égypte ne pouvait plus avoir une issue heureuse ; ensuite parce qu'il prévoyait que cette armée devait finir par succomber; et très haut, de tous ces chefs, on le taxe de lâcheté, de désobéissance et de trahison.

Marmont. — C'est absurde!... Lâche!... lui!... quand il lui a fallu déployer un courage et une énergie au-dessus des forces humaines pour faire face à tous les dangers auxquels nous avons été exposés pendant la traversée... Quant à avoir abandonné son armée, on ne saurait lui en faire reproche, après qu'il en avait laissé le commandement en chef au général Kléber.

Lemercier. — N'importe!... Vous aurez beau dire... Beaucoup ne se cachent pas qui prétendent que par son retour même il a arboré l'étendard de la révolte.

Marmont. — Vous ne croyez pas un mot de toutes ces sornettes, je l'espère. Je lui ai entendu dire à lui-même, sur le pont de la frégate *La Muiron*, qu'il partait en vertu des ordres secrets du gouvernement, pour voler au secours de la France attaquée

Rœderer et Regnault sont entrés depuis un instant.

Rœderer. — Qui oserait d'ailleurs se servir d'aussi misérables imputations pour sévir contre un homme dont le voyage de Fréjus à Paris a été une marche triomphale ?

Regnault. — Vous le voyez... On vient à lui de tous les partis... C'est à qui lui fera les avances les plus pressantes... Les Jacobins le caressent... Les patriotes l'exaltent... De toutes parts, on sollicite ses conseils, son appui... Il ne dit rien — c'est vrai... mais il écoute, il observe — en un mot, il ne veut pas se livrer.

Talleyrand, *entrant.* — Ah !... Messieurs, le général est, ce soir, d'une humeur délicieuse. Il taquine toutes les femmes qui l'entourent.

Marmont. — Croyez-moi, rien ne l'arrêtera... L'Orient lui a mis au cœur un peu de la fatalité musulmane... Il a foi en son étoile, comme Mahomet... N'offre-t-il pas d'ailleurs le spectacle d'un homme soumis à une puissance irrésistible, — conduit, par la main, en aveugle, par une destinée toute-puissante ?... Si vous l'aviez vu, comme je l'ai vu, sur la Méditerranée, à l'approche des croisières anglaises, plus calme que les eaux qui nous portaient, vous ne douteriez pas de ce que je vous avance. Je ne sais pas quels projets il médite. Mais malheur à celui qui tenterait d'y mettre obstacle... Il serait brisé comme verre... Il y a dans cet homme une force et une volonté que vous ne soupçonnez pas.

Ces paroles sont accueillies par des murmures de satisfaction par les personnes présentes.

Lemercier. — Hum !... enfin !... nous verrons bien... Mais, ici, comment tout s'est-il passé au retour de Joséphine ? Cela n'a pas dû aller tout seul ?

Bourrienne, *qui est intervenu depuis un moment.* — Je puis vous en parler savamment, car il n'a pas fallu moins que mes talents de conciliateur pour tout arranger... La citoyenne Bonaparte est rentrée à Paris, avant-hier, dans la soirée... Ses beaux-frères, Joseph et Lucien, l'avaient devancée de quelques heures. Ils ont eu tout le temps nécessaire pour achever de perdre la pauvre femme dans l'esprit de son mari, qui a refusé de la voir à son arrivée et s'est enfermé dans sa chambre où les larmes et les supplications d'Eugène et d'Hortense, après deux jours de résistance opiniâtre, ont fini par avoir raison d'une attitude qui commençait à faire jaser... La réconciliation s'est faite ce matin... Elle a été complète... Il n'est plus question de divorce... Combien de temps cela durera-t-il ?

Rœderer. — Il n'y a qu'à voir la mine déconfite de Joseph et de Lucien.

Talleyrand. — Oui... mais les trois sœurs sont plus adroites... Il n'est pas de prévenances dont elles n'accablent la femme de leur frère, qu'elles prétendent écarter à tout prix.

Adrienne de Brillanne entre au bras de Bonaparte.

Bonaparte. — Ah !... ah !... on conspire ici, à ce

que je vois... Messieurs, méfiez-vous de Bourrienne... il n'a pas son pareil pour mentir.

Bourrienne, *vexé*. — Général, je disais précisément que vous aviez accompli des prodiges en Égypte... et qu'il n'y avait pas au monde de meilleur homme que vous.

Bonaparte, *le prenant familièrement par l'oreille*. — Tu vois bien que tu mens, scélérat... Monsieur de Bourrienne, vous me paierez cette insolence... Pour le moment, je vous engage à aller prendre du repos... Vous savez que nous avons à travailler demain, à la première heure... Le Directeur Moulins doit venir... (*Étonnement général dans l'assistance.*) Oui, messieurs, le général Moulins daigne m'ouvrir son portefeuille... et me demander des conseils...

Bourrienne, *aux autres personnes qui croient devoir regagner le grand salon par un sentiment de discrétion*. — Cet homme-là me mettra sur les dents... Avant dix ans, je serai mort.

Bonaparte est demeuré seul avec Adrienne... Il l'attire vers un divan sur lequel il la fait asseoir auprès de lui.

Adrienne. — Oui, mon cher général, le ministre de la guerre m'a envoyé ce matin, par un de ses aides de camp, la nouvelle de la nomination de Maxime au grade de colonel... Vous jugez si ma joie a été grande... Aussi, ai-je tenu à vous en remercier de tout mon cœur.

Bonaparte. — Je ne suis pour rien, ma chère Adrienne, dans cette nomination que j'approuve du reste pleinement et que j'aurais été heureux de faire moi-même... Rapportez-en tout le mérite à Dubois-Crancé qui aura sans doute trouvé là un moyen agréable de me faire sa cour.

Adrienne. — Pourquoi n'avoir pas ramené Maxime avec vous ?... J'aurais été si heureuse de le revoir !

Bonaparte, *continuant.* — Et de consacrer les liens de l'hymen... Il ne dépendait pas de moi... Son général tient à lui et n'aurait pas consenti à s'en séparer.

Adrienne, *après un long soupir.* — Quand sera-t-elle terminée cette éternelle expédition d'Egypte ?... Savez-vous que c'est une situation cruelle que la mienne ?... A propos, répondez-moi, général : on disait ce matin chez ma tante que vous vous prépariez à renverser la République et à rétablir la Royauté.

Bonaparte, *riant.* — Et qui disait cela ?... Le citoyen Le Planté peut-être, votre futur beau-père, un farouche Jacobin, un terroriste... un buveur de sang ?

Adrienne. — Non... pas lui... que nous ne voyons que de loin en loin... Ma tante et lui ne peuvent pas s'entendre. Enfin... qu'y a-t-il de vrai ?

Bonaparte. — Curieuse !... Vous rêvez donc une place à la Cour ?... A ceux qui vous poseraient cette question, ma chère Adrienne, vous pourrez répondre

que le général Bonaparte n'entend pas plus jouer le rôle de Monck que celui de Cromwell.

Il se lève, laissant Adrienne tout interdite.

CAROLINE, *paraissant à l'une des portes du petit salon, dont elle soulève la tapisserie.* — Eh bien, grand frère, c'est comme cela que tu nous abandonnes ?

JOSÉPHINE, *entrant à son tour.* — Comment, c'est toi, Adrienne, qui accapares mon mari ! Tu mériterais que je te fasse une scène de jalousie. (*Très câline et très coquette, après avoir pris le bras de son mari.*) Alors... vous ne m'en voulez plus, bien sûr?...

BONAPARTE, *tendrement.* — Est-ce que je puis vous en vouloir, sirène... que vous êtes... enchanteresse... Circé ?... (*Changeant de ton.*) Mais vous savez ce que vous m'avez promis... il faut voir plus souvent vos amis du noble faubourg. Vous les avez trop négligés pendant mon absence.

JOSÉPHINE. — Je ferai tout ce qu'il vous plaira, mon ami.

CAROLINE, *pendue au bras gauche de son frère.* — Dis-moi, Napoléon, est-ce vrai ce que disait maman tout à l'heure, que nous descendons des ducs de Toscane ? Elle citait...

Bonaparte hausse les épaules et lui donne en riant une petite tape familière sur la joue, après avoir quitté le bras de Joséphine. Entre Bourrienne.

BOURRIENNE. — Général, les quarante adjudants

de la garde nationale font demander quel jour il vous plaira de les recevoir.

Bonaparte. — En politique, vois-tu, Bourrienne... il faut surtout se faire désirer. Les hommes sont d'autant plus impatients à venir à vous qu'on met moins d'empressement à les rechercher... Dis-leur que je suis très touché de leur démarche et que je les aviserai ultérieurement. (*A Arnault qui vient à lui.*) Quoi de nouveau, monsieur le poète ?

Arnault. — Rien de nouveau... Toujours mêmes plaintes, mêmes reproches... On compte beaucoup sur vous... et, dans toutes les classes de la société, on ne croit pas que vous ayez pu revenir en France pour autre chose que pour nous délivrer d'un Gouvernement dont nous avons plus de honte que d'horreur.

Bonaparte. — Vraiment !... (*Fredonnant.*) *Nel cor più non mi sento.* Vous ne connaissez pas la *Molinara*, Arnault ? Ah ! à propos... Vous savez que nous dînons demain soir chez Gohier... N'y manquez pas.

Le petit salon s'est peu à peu garni de monde... Entre Constant qui vient parler bas à Bonaparte.

Constant. — Mon général... Le concierge est monté tout à l'heure tout effaré à l'office... Il prétend que des gens à mine suspecte rôdent autour de l'hôtel.

Bonaparte. — Ah ! ah !... des agents de Fouché, sans doute... Eh bien... envoie-leur Roustan... il les pourchassera.

Entre la marquise de Résigny et plusieurs autres personnes.

La marquise. — Ah !... Général, j'espère que ma nièce vous a dit tout le plaisir que nous avons éprouvé à vous revoir... Je veux donner prochainement une grande fête en votre honneur. J'inviterai tout ce que la Révolution nous a laissé du faubourg Saint-Germain.

Bonaparte. — Et cette fête, madame la marquise, j'espère avoir l'occasion de vous la rendre bientôt... (*A son frère qui vient d'entrer.*) Eh bien, Joseph, comment ne m'as-tu pas amené Bernadotte et sa femme?

Joseph. — Mon beau-frère te prie de l'excuser... il est souffrant.

Ils continuent de parler bas... Bonaparte manifeste une visible contrariété.

Lemercier, *entrant avec Lucien.* — Vous savez que Sieyès a eu aujourd'hui un long entretien avec le général Jourdan ?

Le général Lefebvre, *aux personnes qui l'entourent.* — Oui... il nous a tous reçus hier... pas un ne manquait, pas un officier des états-majors de la 17e division militaire... Ce bougre-là !... quand il veut être aimable, il n'y en a pas deux comme lui.

Talleyrand, *à Réal.* — Eh bien, le général se décide-t-il ?

Réal. — Je ne parviens à rien tirer de lui... C'est un véritable sphinx... Jourdan m'a chargé de

lui demander un entretien... Il se récuse... il se dérobe.

Talleyrand. — Jourdan!... Vous n'allez pas, je l'espère, le lancer dans le parti des Jacobins... S'il ne se presse pas d'agir, il sera devancé. Vous savez que Sieyès ne lui pardonne pas le dédain qu'il lui a publiquement témoigné... et Sieyès est pourtant un homme à ménager.

Réal. — Eh !... que voulez-vous que je vous dise... Quand on met la conversation sur ce terrain... il ne répond pas ou il affecte de parler d'autres choses... Je le vois avec regret rechercher Barras qui, lui, ne se montre pas très empressé...

Bonaparte, *adossé à la cheminée au milieu d'un groupe d'hommes politiques qui s'est formé autour de lui. Le silence s'est fait dans le petit salon où avait régné jusqu'ici le murmure confus des conversations.* — ... Quant à moi... j'aimerais mieux vivre au milieu des forêts que de rentrer dans une société qui ne me donnerait pas de sécurité... Une nation est toujours ce qu'on sait la faire... Les factions, les partis, les divisions triomphantes n'incriminent que le pouvoir... Il n'est pas de mauvais peuple pour un bon gouvernement, comme il n'y a pas de mauvaises troupes sous de bons chefs !... Mais, qu'espérer de gens qui ne connaissent ni leur pays, ni ses besoins, qui ne comprennent ni leur temps, ni les hommes, et qui ne trouvent que des résistances où ils devraient trouver des secours ?...

Et que peuvent espérer des généraux avec un gouvernement d'avocats ?...

Mouvements divers dans l'assistance... Bonaparte arpente fiévreusement la pièce au milieu des réflexions animées.

PLUSIEURS VOIX. — Le général a raison... Cette situation ne peut pas durer... Il faut au gouvernement un homme d'action... On conspire au Directoire... Il faut à tout prix sauver la République !... Les Jacobins ne peuvent prétendre à diriger les affaires du pays... Ils veulent nous ramener au régime de la terreur... Tout pour la République !...

Au milieu de cette agitation qu'il a causée, Bonaparte se dirige vers une des portes, l'ouvre et disparaît après l'avoir refermée brusquement.

LA MARQUISE, *à Joséphine.* — Où est donc votre mari, ma chère Joséphine ?... Je n'aurais pas voulu partir sans prendre congé de lui.

JOSÉPHINE. — Excusez Bonaparte, ma chère marquise... et vous aussi, messieurs. Il était ce soir très fatigué.

Tout le monde sort, en proie à un certain désappointement... tout en prenant congé de la maîtresse de la maison... qui donne à chacun l'explication qu'il désire.

TALLEYRAND, *à Réal, en s'en allant.* — Allons !... ce ne sera pas encore pour ce soir... Moi qui aurais tant voulu lui parler...

LA POLICE DU DIRECTOIRE

Même jour, 10 heures du soir.

La rue de la Victoire, devant l'hôtel habité par le général Bonaparte... Des fiacres, des voitures particulières stationnent tout le long de l'hôtel, dont la porte cochère est toute grande ouverte. Tandis que deux agents se promènent en causant, les invités du général sortent et se séparent, après un échange de politesses. Les uns s'en vont à pied, les autres montent en voiture. On entend les appels des valets de pied : *La voiture du général Lefebvre !... La voiture du citoyen Joseph Bonaparte !...* La rue offre pendant un moment un aspect très animé. Grand mouvement de sortie aux abords de l'hôtel.

Premier agent, *regardant sortir les invités.* — Dis donc, Cadet, j'arrive du ministère de l'Intérieur. Sais-tu qu'il n'y avait pas autant de monde chez le citoyen Quinette qui recevait l'amiral Massaredo ?

Deuxième agent. — Il n'y en avait pas surtout d'aussi huppé !...

Premier agent. — Ou je me trompe fort... ou ce petit coin de Paris fera bientôt parler de lui...

Deuxième agent. — Tu crois ?... Silence !... observons la consigne.

Passe une famille composée du père, de la mère et de deux jeunes filles, sortant de l'hôtel et qui croise les deux agents.

Une jeune fille, *tout en marchant à côté de sa mère.* — J'espère bien, maman, que maintenant que le général Bonaparte est de retour, il nous fera danser cet hiver.

Tous quatre s'éloignent... La rue est peu à peu rentrée dans le silence de la nuit. La porte cochère est refermée... La façade de l'hôtel ne laisse plus apercevoir qu'une fenêtre éclairée.

Deuxième agent, *à son camarade.* — Tu as entendu, citoyen ? Quand on parle de danser... c'est qu'on ne songe pas à conspirer... Nous perdons notre temps.

Premier agent, *montrant la fenêtre éclairée.* — Qui sait?... Vois-tu cette fenêtre, Cadet... C'est là qu'il faudrait être pour apprendre quelque chose... si toutefois on pouvait lire dans sa pensée... Bonsoir, je vais faire mon rapport à Fouché.

Deuxième agent. — Et moi, le mien au citoyen Quinette... A bientôt...

Ils se séparent et s'éloignent.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

LES POURRIS

30 VENDÉMIAIRE — 6 BRUMAIRE

DEUXIÈME PARTIE

LES POURRIS

30 VENDÉMIAIRE — 6 BRUMAIRE

ONZIÈME JOURNÉE

UN SOUPER CHEZ BARRAS

30 vendémiaire.

La salle à manger chez le Directeur Barras. Grande pièce rectangulaire, ornée, décorée et meublée à la grecque. Lustre, lampadaires, hautes torchères. Çà et là, sur des socles, des statuettes représentant des divinités antiques, la plupart nues. — Une table, longue et large, est dressée au milieu de la pièce, présentant le désordre d'une fin de souper, et couverte d'une riche vaisselle d'argent. Les fleurs des vases, des corbeilles, sont effeuillées sur la nappe, garnie de dentelles. Sur la cheminée, devant une glace, une haute pendule. La salle est brillamment éclairée... La plupart des convives, au nombre de quatorze, ont

quitté la table, autour de laquelle les fauteuils et les chaises sont entremêlés, quelques-uns même retournés. — Les dames sont habillées à l'antique : robes *à la Flore*, robes *à la Diane ;* tuniques *à la Minerve ;* redingotes *à la Galathée ;* robes *au lever de l'Aurore ;* robes *à l'Omphale...* Scènes de coquetterie aux abords de la table et sur les divans rangés le long des murailles. Va-et-vient de domestiques en livrées du Directoire. Au nombre des convives, deux officiers, aides de camp de Barras, dont l'un, Victor Grant.

MADAME TALLIEN, *debout derrière Mirande, renversé nonchalamment dans un fauteuil, tenant un verre dans sa main droite.* — Encore une larme de ce vin de Chypre, Mirande ?

MIRANDE, *légèrement ivre.* — Grand merci, citoyenne... J'ai la tête échauffée au point de croire qu'elle va éclater.

MADAME TALLIEN, *effeuillant sur la tête de Mirande la rose qu'elle tient à la main.* — Alors, vous ne voulez pas me dire le nom de la jeune fille que Barras a fait enlever... et qu'il cache dans ses appartements ?...

MIRANDE. — Quelle jeune fille ?... J'ignore, citoyenne, de qui vous voulez parler...

MADAME TALLIEN. — Décidément, Mirande, vous n'êtes qu'un sot. Prenez-y garde... Vous serez cause que je me brouillerai avec Barras.

MIRANDE. — Ce serait grand dommage.

MADAME TALLIEN. — Pour vous peut-être... songez-y... Mais du moins est-il un point sur lequel vous pouvez me répondre... (*Mirande prête l'oreille.*) Voyons, mon petit Mirande, dites-moi franchement

s'il est vrai que Barras soit amoureux d'Adrienne de Brillanne.

Mirande hausse les épaules et ne répond pas. Madame Tallien, dépitée, le quitte, après lui avoir donné un léger coup de son éventail sur le front.

BOTTOT, *à madame de Château-Regnault.* — Savez-vous que vous êtes divine... et que cette robe *au lever de l'Aurore* vous sied à ravir ?... Ce déshabillé est tout ce qu'il y a au monde de plus délicieux.

MADAME DE CHATEAU-REGNAULT, *coquetant.* — Vraiment !... Alors, ce n'est pas ici qu'il faut me le dire.

BOTTOT. — Au lever ou au coucher de l'aurore ?...

MARET. — Pourquoi Fouché n'est-il pas venu ?

BOTTOT. — Il ne quitte plus la maison de la rue de la Victoire.

BARRAS, *assis sur un divan, entre madame Récamier et madame de Carency.* — Grand bien lui fasse !... Qu'il y reste !... Et puisqu'il m'assure constamment de son attachement... qu'il prétend n'être entré au ministère de la Police que pour me servir... qu'il me place là de bons mouchards afin de surveiller « le Général », l'Agamemnon de la République, comme ils l'appellent tous.

BOTTOT. — Ma foi !... citoyen Directeur, à votre place... je ne me fierais pas plus que cela au dévouement de Fouché.

BARRAS. — Si tu crois que je m'y fie...

Madame de Carency. — Bottot est dans le vrai... Les anciens Jacobins ne sont pas pour faire bon ménage avec le Directoire.

Barras. — Pas plus qu'avec les aristocrates de l'armée.

Madame de Stael. — Pourquoi parler ainsi du général Bonaparte ?... Cet homme est vraiment grand. — Barras le voit sans doute comme moi, mais il ne veut pas en convenir. Ces victoires remportées sur la rive africaine, cette terre étrangère, ce sol brûlant devenu une patrie forcée le jour où sa flotte est détruite ; et malgré combien de revers, tous les obstacles opposés par la ruse égyptienne et l'inclémence d'un ciel de feu, malgré les hommes et la nature unis contre lui, cet homme est triomphant. Il est vainqueur devant les Pyramides comme sur le champ de bataille où vainquit Annibal.

Barras. — Peste !... Ma belle ambassadrice... je ne vous savais pas tant d'enthousiasme pour Bonaparte... Vous savez comment il nous traite... de corrompus... et même de pourris... Il faut convenir que Bonaparte, Sieyès, Talleyrand et les autres ont bien le droit d'être difficiles en morale et d'accuser les autres d'en manquer... C'est amusant, n'est-il pas vrai ?...

Tout le monde rit... Mirande, en absorbant un verre de champagne, manque de s'étrangler... Les dames se précipitent vers lui et l'entourent.

Mirande, *toujours légèrement ivre.* — Pourris !...

nous... Ah ! citoyen Directeur, comme le petit général vous connaît mal !...

Maret. — La citoyenne ambassadrice a raison... Cet homme est grand. Quel sera son sort ?... Qui peut le prévoir ?... Qui peut dire où il s'arrêtera ?

Chénier, *bas*, *à Bottot*. — On a bien arrêté Robespierre !...

Barras. — Mais que peut-il espérer de plus ?... Sa carrière est toute tracée... c'est celle des Turenne, des Condé, des Annibal.

Chénier. — Et de César même peut-être.

Bottot. — Je le soupçonne de méditer quelque méchant tour contre le Directoire.

Barras. — Y penses-tu sérieusement, Bottot ?... Le petit Corse est bien fin... mais je le roulerai.

Hainguerlot. — C'est bien le moment, en vérité, de traiter de politique quand nous avons près de nous d'aussi aimables citoyennes... Il faut laisser la politique à Sieyès.

Mirande, *un verre en main*. — Le citoyen Hainguerlot a raison... La vérité est au fond des verres remplis par la main des Grâces... C'est là qu'il faut aller la chercher... Foin des esprits soupçonneux ! Je bois à la santé des séduisantes citoyennes dont Barras a fait sa cour, une cour de volupté et d'amour.

Madame Tallien, *prenant un verre sur la table*. — Moi, je bois à la santé de la belle Adrienne de Brillanne.

Barras, *feignant de n'avoir pas entendu.* — Prends garde, Mirande, tu vas la noyer... la vérité !

Mirande. — *In vino veritas !*

Madame Tallien, *qui s'est approchée de Barras.* — Allons, Barras, faisons la paix... voulez-vous ? Je confesse que c'est moi qui ai eu tort.

Madame Récamier, *à Hainguerlot.* — Finissez, Hainguerlot, vous devenez trop galant... Nous allons nous fâcher.

Hainguerlot, *d'une voix attendrie.* — Il y a toute une âme, tout un esprit, tout un cœur dans vos yeux et dans votre sourire... Vous êtes faite pour l'adoration... Je vous ai aperçue hier aux Champs-Élysées... vous étiez délicieuse dans votre robe de gaze, *à la Vestale.*

Madame Récamier. — Pourquoi alors n'êtes-vous pas accouru à mon secours ?... J'étais environnée de plus de trois cents personnes... et il a fallu positivement me délivrer d'une admiration qui devenait importune.

Barras, *à Bottot.* — As-tu fait au moins de bonnes affaires avec la nouvelle dont je t'ai fait cadeau ?

Bottot. — Cent cinquante mille francs, tout au plus... Ce boiteux de Talleyrand, avec son compte à demi, m'a écorché d'une façon indigne.

Barras. — Pourquoi aussi agiotes-tu avec ce défroqué ?.. Je t'avais donné cette nouvelle pour toi seul... A propos, dis-moi, qu'as-tu fait de notre jeune vestale ?

Bottot. — Je l'ai expédiée secrètement sur votre petite maison du boulevard Montparnasse.

Barras. — Et je t'en sais gré... Cette Tallien est jalouse comme une tigresse... Si elle découvrait...

Bottot. — Cela ferait un joli scandale au Directoire... Prenez garde... Elle vient à vous.

Madame Tallien. — Comment se fait-il, Barras, que vous n'ayez pas invité votre collègue Gohier ?... Vous me l'aviez promis...

Barras. — L'austère Gohier vous tient au cœur, ma belle Athénienne. Ou je me trompe fort, ou je vous vois toute disposée à entrer en coquetterie avec notre président... Voudriez-vous le séduire et gouverner l'Empire comme une autre Aspasie... ou bien encore comme Messaline?

Madame Tallien. — La comparaison manque de galanterie. Il faudrait pour cela qu'il pût être Périclès... ou César.

Rire général.

Mirande. — Bien répondu, citoyenne... Le citoyen Directeur est gai ce soir... Non... voyez-vous Gohier en empereur romain ? Je bois à César Gohier.

Barras. — La santé que tu portes ne rencontre pas d'échos.

Mirande. — Elle en rencontrerait davantage si je portais celle du roi Barras !

Tous, *riant*. — A la santé du roi Barras.

Barras. — Voulez-vous bien vous taire !... Quelle

mauvaise plaisanterie !... Que diraient mes collègues du Directoire, s'ils vous entendaient ?

Mirande. — Eh ! parbleu !... Ils diraient ce que tout le monde dit.

Madame de Stael. — Comment, vous ne savez pas que cet affreux représentant Mouquet a parlé contre moi et contre mon pauvre boiteux de Talleyrand à la société de la rue du Bac ?... Il nous a dénoncés comme ayant des intrigues avec les royalistes et le club de Clichy.

Barras. — Bigre !... Mais si cela est, citoyenne, je vais être terriblement compromis de vous avoir reçue à souper.

Madame de Stael. — Ce sont de pareilles extravagances, de pareilles folies qui perdent la France !...

Madame Tallien. — Bah !... il y a longtemps, mon cher Barras, que les Conseils prétendent que vous conspirez pour les Bourbons et que vous êtes au moment de proclamer le roi dans Paris... On m'a raconté cette belle nouvelle hier soir au bal... et si je ne vous en ai pas fait part en arrivant... c'est que je craignais de vous attrister.

Barras. — Votre nouvelle, en effet, n'est pas gaie.

Madame Tallien, *riant*. — Ah ! mon Dieu ! Barras... comme vous prenez la chose tragiquement !... Mais c'est absurde... Riez-en donc au contraire, comme le doit faire un vrai « roi de festin ».

Une heure sonne à la pendule.

Madame de Chateau-Regnault, *bas à Bottot.* — Je vous attendrai demain à deux heures chez moi... Nous prendrons une tasse de chocolat et nous causerons de nos affaires.

Mirande. — Une heure !... N'oubliez pas, citoyen Directeur, que le citoyen ministre de la justice sera ce matin à vos ordres, à sept heures.

Barras. — A sept heures !... Es-tu fou, Mirande, d'avoir convoqué Cambacérès à une heure aussi matinale ?

Mirande. — Que voulez-vous ?... Le citoyen ministre m'a répondu qu'il lui fallait être au travail dès l'aurore... Vous savez qu'il est l'homme du devoir...

Madame Tallien. — A sept heures !... Mais, citoyen secrétaire, vous voulez donc tuer Barras ?

Madame de Carency. — Et d'une triste mort encore !... par le travail !...

Toutes les dames, *se pressant autour de Barras.* — Ce pauvre Directeur !... On le surmène !...

Barras. — Vous êtes toutes des enchanteresses !... Au diable Cambacérès !... La nuit nous appartient... Divertissons-nous... A demain les affaires sérieuses !...

DOUZIÈME JOURNÉE

LES COULISSES DES CINQ-CENTS

2 brumaire.

La salle des Pas-Perdus, au palais du Conseil des Cinq-Cents. Une foule de représentants du peuple, membres des deux Conseils, principalement du Conseil des Cinq-Cents, des ministres, des hommes politiques, vont et viennent dans cette salle, en attendant la séance. Des groupes divers sont formés çà et là. Conversations très animées.

BOULAY, *allant au-devant de Lucien Bonaparte qui vient d'entrer, un portefeuille sous le bras, et qui, en traversant la foule, donne des poignées de main à droite et à gauche.* — Salut et fraternité, citoyen président... et permettez-moi de vous féliciter de votre nomination. En vous choisissant pour son président, notre Conseil n'a pas seulement voulu honorer le général en votre personne, il a rendu hommage à vos talents.

LUCIEN. — Merci, mon cher Boulay... Et quoi de nouveau aujourd'hui ?... Que dit-on ? Aurons-nous une bonne séance ?

BOULAY. — Vous savez qu'une opposition est en train de se former parmi nos collègues, pour empêcher le banquet civique que nous avons résolu de donner à votre frère.

LUCIEN. — Eh quoi ?... Refuserait-on aux bons citoyens le droit de rendre au vainqueur d'Aboukir ce témoignage de la reconnaissance nationale ?

BOULAY. — Non, sans doute... Mais quelques-uns se sont mis en tête de diminuer la portée de cette manifestation patriotique, en la lui faisant partager avec Moreau.

LUCIEN. — Mon frère n'y mettrait pas obstacle... Vous savez qu'ils se sont rencontrés, après dîner, chez Gohier. Bonaparte est allé au-devant de Moreau et lui a fait présent d'un damas garni de diamants qu'il a rapporté d'Égypte... La glace a tout de suite été rompue, et, entre nous, mon cher Boulay, je crois Moreau tout prêt à être des nôtres... Vous savez qu'il n'a pas précisément à se louer du Directoire... Il est mécontent et vaniteux, double raison pour qu'il soit facilement acquis à notre cause.

BOULAY. — C'est son caractère hésitant qui m'inquiète...

LUCIEN. — Bonaparte a déjà réussi à se l'attacher... Il le gagnera tout à fait, soyez-en sûr.

BERNADOTTE, *éclatant, au milieu d'un groupe.* — Non, vous dis-je... j'estime que ce dîner doit être différé jusqu'à ce que Bonaparte ait expliqué d'une manière satisfaisante les raisons qui lui ont fait abandonner son armée... Un homme d'ailleurs qui a violé la quarantaine, peut très bien avoir rapporté la peste... et je ne me soucie point de dîner en compagnie d'un pestiféré.

VOIX DIVERSES. — Bernadotte a raison... Il ne faut pas que ce banquet ait lieu... Nous saurons bien l'empêcher... La popularité croissante du général devient un scandale public... Se croit-il donc déjà le maître... D'ailleurs les résultats de la bataille d'Aboukir ont été exagérés...

A l'approche de Joseph Bonaparte, les députés font silence et se dispersent. Joseph prend Bernadotte par le bras et l'entraîne.

JOSEPH. — Crois-tu donc que je ne t'aie pas entendu... Te voilà bien toujours avec tes exagérations de langage... Au lieu de récriminer sans cesse contre mon frère, tu ferais bien mieux de lui rendre la visite que tu lui dois... Tu n'as pas oublié, je suppose, qu'il fut ton général en chef.

BERNADOTTE. — N'ai-je pas depuis commandé en chef tout comme lui... Tu oublies, toi, Joseph, que je fus aussi ministre de la guerre... Je n'ai donc aucune raison de voir en lui un supérieur... et je puis traiter avec lui d'égal à égal...

JOURDAN, *dans un groupe où se trouve Auge*

reau. — Quant à moi, je déclare que je n'assisterai pas à ce banquet.

AUGEREAU. — Ni moi... On veut escamoter la République... Nous ne nous y prêterons pas...

Murmures divers dans le groupe... Lemercier vient d'entrer et va au-devant de Joseph qui, en l'apercevant, se dirige vers lui comme s'il l'avait impatiemment attendu.

LEMERCIER, *à Joseph.* — Tout est convenu... La date du banquet civique est fixée au 15 brumaire... Il aura lieu par souscription, au Temple de la Victoire, ci-devant église Saint-Sulpice, et il nous a fallu, sous peine de tout compromettre, accepter que le général Moreau fût adjoint au général Bonaparte dans cet hommage rendu au patriotisme de votre frère. Mais, on ne s'y trompera pas dans le peuple.

Joseph fait un geste comme s'il voulait dire : « Puisqu'il n'y a pas moyen de faire autrement ». La nouvelle circule de bouche en bouche et produit dans les groupes des sentiments divers, les uns favorables, les autres défavorables à la combinaison.

MICHEL LE PLANTÉ, *éclatant, au milieu d'un groupe.* — Ce n'est là qu'une duperie de plus... Ils n'auront pas ma souscription.

Des protestations se manifestent parmi les députés... Beaucoup s'approchent de Lemercier.

VOIX DIVERSES. — Vous pouvez compter sur nous, citoyen président... Nous devons bien cet honneur à Bonaparte... Oui... oui... Non.... non...

Pendant ce temps, Joseph entraîne Lucien et Lemercier dans l'embrasure d'une fenêtre.

Joseph. — Et dites-moi, Lemercier, vous avez vu Gohier ?

Lemercier. — Moulins et Gohier sont irréductibles… A toutes mes représentations qu'il faut un gouvernement ferme et qui ait la confiance de tous ceux qui sont intéressés à maintenir la République, ils ripostent que mettre Bonaparte à la place de Sieyès serait une atteinte portée à la Constitution, laquelle exige quarante ans, vous le savez, pour entrer au Directoire. Ils ne voient pas en outre de motif suffisant pour se débarrasser de Sieyès, dont l'exclusion pourrait créer des embarras au gouvernement… Quant à Barras, il ne se prononce pas… Mais je ne le crois pas favorable à Bonaparte. Le mieux serait que Bonaparte se réconciliât avec Sieyès.

Joseph. — Certainement… Comment y arriver ? L'entêtement du général est incompréhensible.

Lucien. — Il y viendra… C'est ce qu'il a de mieux à faire.

Michel Le Planté, *désignant le groupe de Joseph à son entourage.* — Citoyens, je vous dénonce des conspirateurs.

Dubois-Crancé, *qui vient d'entrer, s'approchant de Michel.* — Citoyen représentant, j'ai une bonne nouvelle à vous annoncer… Votre fils Maxime a quitté l'Égypte. Il a débarqué à Naples le 23 vendémiaire et revient à Paris, par voie de terre…

Michel Le Planté. — Voilà qui me comble de

joie... Mais quel motif le ramène à la suite de Bonaparte... et comment avez-vous su ?...

DUBOIS-CRANCÉ. — Aussitôt débarqué, il m'a expédié un courrier par ordre de son général en chef... Je l'attends d'un jour à l'autre

MICHEL LE PLANTÉ. — Vous permettez, citoyen ministre, qu'avant la reprise de la séance j'aille en informer la citoyenne marquise de Résigny et sa nièce...

Il s'éloigne, tout en répandant autour de lui, dans les groupes, la nouvelle du retour de son fils.

FOUCHÉ, *entrant, escorté par plusieurs personnes*. — Oui... je sais que ce banquet rencontre de l'opposition parmi les représentants... Mais il aura lieu... il faut qu'il ait lieu... J'ai besoin de cette manifestation pour connaître exactement l'état de l'opinion publique.

PLUSIEURS VOIX. — Du moment que le citoyen ministre de la police est de cet avis... nous n'avons plus qu'à nous incliner.

UN JOURNALISTE. — Est-il vrai que le général Moreau doive être associé à Bonaparte dans cette manifestation ?

FOUCHÉ. — C'est moi qui en ai donné l'idée... Il était nécessaire de contrebalancer la popularité de Bonaparte pour calmer certaines susceptibilités.

LE JOURNALISTE. — On prétend que, dans ces conditions, Bonaparte refuserait.

FOUCHÉ. — N'en croyez rien... Il ne négligera au-

cune occasion de se montrer à la population parisienne.

Le journaliste. — Telle n'a pourtant pas été son attitude hier soir à l'Opéra où, gêné par les cris de : Vive le général Bonaparte qui éclataient dans toute la salle, il a fermé la grille de sa loge pour se dérober aux regards des spectateurs... et il est parti aussitôt que le rideau se fut relevé sur le second acte d'*Ariodant*...

Fouché. — Mes rapports me l'ont fait connaître en effet... Il n'y a pas à dire, l'ascendant de cet homme est indéniable. Et voyez-vous, mon jeune ami, il ne faut jamais aller à l'encontre de la popularité ou de l'impopularité d'un homme... On s'y briserait la tête comme sur un rocher.

Le journaliste. — Le citoyen Lucien Bonaparte vient à vous... Je puis compter sur vous, citoyen ministre ?...

Fouché. — Parfaitement. (*A Lucien.*) Salut au frère du grand homme... Dites-moi, vous savez que je vois avec peine votre frère s'éloigner de plus en plus de Barras. Barras est homme à ménager dans les circonstances où nous nous trouvons placés. Je crains qu'il ne s'aperçoive de l'indifférence calculée du général.

Lucien. — Rétablissons les choses, citoyen ministre... Ce n'est pas Bonaparte qui s'éloigne systématiquement de Barras, il lui a fait assez d'avances... mais plutôt Barras qui affecte de méconnaître l'en-

traînement de la population vers Bonaparte... Mon frère connaît les méchants propos que le Directeur fait courir sur son compte... et il ne saurait les lui pardonner. — Barras ne s'est-il pas avisé de dire, lorsque le gouvernement a proposé de le placer à la tête d'une armée en Italie, que Bonaparte y avait assez bien fait ses affaires pour n'avoir pas l'envie d'y retourner.

FOUCHÉ. — La calomnie était indigne, en effet... Ça n'a pas été en tous cas aux dépens de la République.

LUCIEN. — La vérité, c'est que mon frère est fatigué, malade à la suite d'une campagne de dix-huit mois sous le climat meurtrier de l'Egypte... Il n'aspire pour le moment qu'à se reposer et à se tenir en dehors de nos luttes politiques... Au revoir, citoyen Fouché, je vous quitte... Mon devoir de Président me réclame.

FOUCHÉ, *d'abord interdit, puis se remettant peu à peu, retenant Lucien.* — Ah !... j'aurais cru plutôt... Enfin, vous pouvez assurer votre frère de mon inaltérable dévouement à sa personne.

JOSEPH, *arrêtant Lucien au passage.* — Que diable te disait Fouché ?

LUCIEN. — Toujours obséquieux... En ce moment, il comprend, je crois, que Barras est discrédité et ne serait pas fâché d'échanger son protecteur usé contre un protecteur neuf et puissant... Il pressent les projets de Bonaparte, sans les connaître.

JOSEPH. — Il convient de le laisser dans le vague...

Napoléon nous l'a expressément recommandé... (*Lucien quitte Joseph et se dirige vers la salle des séances. — A Bernadotte, qu'il rencontre.*) Allons, c'est entendu, tu viendras après-demain déjeuner à Mortefontaine et tu feras ta paix avec Bonaparte.

Bernadotte, *brusquement.* — Non, te dis-je... Tout ce qui se répète ne me donne pas l'envie de me rencontrer avec ton frère... S'il est vrai qu'il médite quelque projet criminel contre la Constitution, n'attends pas que je me range de votre côté... Je resterai du côté de la loi...

Joseph. — Alors, tu ne viendras pas au banquet ?... Lorsque le Gouvernement tout entier doit y assister... je ne vois pas ce qui t'empêche...

Bernadotte. — Non... non... ne compte pas sur moi.

Il quitte brusquement Joseph et s'éloigne.

Un huissier. — En séance, citoyens représentants... en séance... Le Président a pris place au fauteuil... Le citoyen Membrède vient de monter à la tribune...

Tous les représentants se précipitent vers les issues de la salle des séances. Il ne reste plus que quelques personnes dans la salle des Pas-Perdus.

Le journaliste, *dans l'embrasure d'une fenêtre, prenant son carnet et écrivant :* — ... « Le général Bonaparte visitera demain matin les Invalides... Il assistera dans l'après-midi à la séance de l'Institut.

Le général a eu une longue conférence avec l'amiral Bruix... La plus grande harmonie règne parmi les membres du Gouvernement... Le général n'a pas encore reçu les corps d'officiers de la 17e division... qui s'en montrent fort mécontents... »

TREIZIÈME JOURNÉE

LES LETTRES DE KLÉBER

3 brumaire.

Le salon de la marquise de Résigny. La marquise et sa nièce, Adrienne, toutes deux en toilette de soirée, sont assises et écoutent le récit que leur fait Maxime Le Planté, adossé à la cheminée, de la campagne d'Egypte. Maxime porte la grande tenue d'officier supérieur des chasseurs à cheval.

La marquise. — Tout ce que vous venez de nous conter, mon cher enfant, tient du prodige... Ces marches à travers le désert, cette nuit passée au pied des Pyramides conquises, ces batailles continuelles, livrées sous un ciel de feu, à des ennemis toujours debout... Certes, il y a de quoi enthousiasmer les imaginations les plus rebelles.

Maxime. — Et je suis encore au-dessous de la vérité, madame la marquise... Il faudrait une voix plus autorisée que la mienne pour vous dépeindre

l'éclat de nos victoires... Ces pays d'Orient conserveront longtemps le souvenir des héroïsmes de l'armée française.

La marquise. — Quant à vous, Maxime, vous vous êtes noblement conduit. Nous le savions déjà par votre général en chef... Aussi n'avez-vous pas dû être étonné de trouver à votre arrivée votre brevet de colonel ?

Maxime. — J'en ai été aussi heureux que surpris... parce qu'il ne me semblait pas que j'eusse mérité ce grade et que, malgré moi, ma pensée se reportait vers les compagnons d'armes que j'ai laissés sur la terre d'Egypte, qui n'ont pas, comme moi, le bonheur de revoir leur pays, après dix-huit mois d'absence, et qui pensent toujours de loin aux êtres qui leur sont chers.

La marquise, *à sa nièce.* — Voilà un compliment à ton adresse, ma chère Adrienne. On ne saurait le tourner plus galamment.

Adrienne. — Alors, c'est une mission secrète de votre général en chef auprès du Gouvernement qui vous a ramené en France ?

Maxime. — Parfaitement, ma chère Adrienne...

Adrienne. — Et vous n'en connaissez pas l'objet ?... C'est singulier.

Maxime. — Il n'y avait pas trois décades que le général Bonaparte s'était embarqué pour la France ; le général Kléber me fit appeler dans sa tente et me dit ces simples mots : « Commandant, j'ai besoin

d'un officier pour porter au Directoire des papiers de la plus haute importance... Il faut à tout prix que cet officier arrive à Paris... Puis-je compter sur vous ?... » Vous devinez quelle fut ma réponse et combien grande ma joie... Deux jours après, je faisais voile pour la France, sur un bateau marchand, et les vents ne pouvaient m'être défavorables, puisqu'ils me ramenaient auprès de vous, vers qui sont allées toutes mes pensées durant ces longs mois de séparation.

Adrienne. — Et ces papiers... vous ne savez pas ce qu'ils renferment ?

Maxime. — Je l'ignore... Je sais seulement que le citoyen Tallien, qui dirige au Caire un journal français, y a joint un long mémoire à l'adresse du ministre de la guerre.

Adrienne se lève et se promène fiévreusement à travers le salon.

La marquise. — Qu'as-tu donc, Adrienne ?... Tu ne tiens pas en place. Je te trouve bien nerveuse, bien agitée.

Adrienne. — Je le suis, en effet, ma tante... Je ne sais ce que j'éprouve en ce moment... l'effet de ce temps d'orage, sans doute.

La marquise. — De l'orage, au mois d'octobre !... Il faut la République pour avoir ainsi tout bouleversé... On dirait à te voir que tu n'es pas heureuse du retour de Maxime... Depuis hier, je remarque en toi un notable changement.

Adrienne. — Maxime n'attend pas de moi de vaines démonstrations... ma tante... Il sait que je ne pouvais que me montrer joyeuse à l'idée de le revoir.. L'absence n'a pas altéré les sentiments que je lui ai voués, et s'il m'aime toujours, comme j'en suis sûre, c'est la main d'une fiancée que je lui tends dans toute la confiance de mon cœur fidèle et constant.

Maxime. — Si je vous aime, Adrienne!... Dites que je vous adore, et que je n'espère pas en ma vie de plus grand bonheur que celui de vous nommer bientôt ma femme.

La marquise. — Savez-vous, mon cher Maxime, que vous me rappelez les paladins des temps passés?... Mais dites-moi encore... Quel effet a produit... là-bas, le brusque départ de Bonaparte ?...

Maxime. — Il a excité d'abord beaucoup de mécontentement dans l'armée qui, habituée à vaincre sous lui, le voyait à regret s'éloigner de la terre conquise où elle comprenait qu'il restait encore de grands efforts à faire... Mais, après les premiers moments de mauvaise humeur passés, on s'est dit que Bonaparte n'était parti sans doute que pour négocier de la paix avec les Ottomans et les Anglais... et on n'a plus songé qu'à dormir sur ses lauriers en attendant l'heure d'en moissonner de nouveaux.

Adrienne, *qui s'est levée et, debout devant un guéridon, feuillette un livre.* — Alors, vous ne retournerez pas en Égypte ?...

Maxime. — Je suis aux ordres du Directoire.

Adrienne, tout en feuilletant le livre, pousse tout à coup un cri de surprise.

La marquise. — Qu'est-ce donc encore, Adrienne ?... Te voilà toute bouleversée.

Adrienne, *mettant le livre ouvert sous les yeux de sa tante.* — Voyez, ma tante, ces quelques lignes de mon Plutarque, soulignées au crayon, « au chapitre de *la Vie de César*... « Lorsque le jeune César fut conduit devant Sylla par son précepteur, Sylla dit : Vous n'êtes pas sage de ne pas voir, en cet enfant, beaucoup de Marius... » et en marge, cette réflexion : « *Serons-nous donc plus aveugles que le dictateur de Rome ?... Quant à vous, Joseph et Lucien, ne nous contraignez pas à vous envoyer une pierre vengeresse...* » Qu'est-ce que cela veut dire ?...

La marquise, *repoussant le livre avec humeur.* — Un de nos invités qui se sera amusé à vouloir nous mystifier... Au fait, Joseph et Lucien Bonaparte étaient des nôtres, hier soir... S'ils ont ouvert ce livre, ils n'ont pas dû être satisfaits... Quelque réflexion saugrenue de Jacobin.

Adrienne. — A moins qu'elle ne soit l'œuvre de M. de Lauraguais, notre parent... Il a de l'esprit, au fond. Il pourrait bien avoir deviné la position des Bonaparte vis-à-vis du Directoire et aura pensé nous faire sa cour par cette belle prouesse... En attendant, il a fort abîmé mon livre.

LE DOMESTIQUE, *annonçant.* — Le citoyen Michel Le Planté, représentant du peuple.

Entre Michel le Planté, en toilette de cérémonie. Il se précipite vers Adrienne et la marquise.

LA MARQUISE, *qui ne s'est pas levée de son fauteuil.* — Vous arrivez à propos, citoyen, pour faire diversion à notre surprise... Tenez... regardez... et jugez... (*Elle lui montre le livre tout ouvert... Il paraît quelque peu embarrassé...*) Nous déchiffrerez-vous cette énigme ?...

MICHEL. — Eh bien... mais je ne vois rien là de bien extraordinaire. Un avertissement tout au plus, dont feront bien de tenir compte ceux à qui il est adressé.

LA MARQUISE. — Et c'est tout ce que vous trouvez à dire ?... Vous avouez donc que de graves événements se préparent ?

MICHEL. — Et vous n'en seriez pas fâchée, n'est-il pas vrai ?... Mais, tranquillisez-vous... La République ne court aucun danger. Téméraire celui qui aurait l'audace d'y attenter.

LA MARQUISE. — La République !... Vous y tenez toujours à votre République ?... Ah ! fi !...

MICHEL. — Si j'y tiens!... Et vous, ma chère marquise, faut-il perdre l'espoir de vous apprivoiser jamais ?... Il ne s'agit pas de cela... (*A Maxime.* Je sors du Directoire et j'ai demandé pour toi une audience au citoyen Président... Elle ne se fera pas attendre... (*A la marquise.*) Vous savez que je vous

emmène ce soir à l'Opéra... où l'on donne *Ariodant* du citoyen Méhul... Lays chante... Je ne suis pas fâché au surplus de vous chaperonner à mon tour à la place de ce corrompu de Barras... (*Mouvement de surprise de Maxime.*) Et puis, le général Bonaparte, votre idole, votre Dieu, y sera... m'a-t-il été assuré... Ce gaillard-là ne manque pas une occasion de se montrer à la foule... Il entretient sa popularité...

Adrienne. — Pouvez-vous tenir un pareil propos, quand tout au contraire il affecte de se soustraire aux empressements dont il est l'objet ! Il ne sort pas, il se refuse à voir beaucoup de gens qui le recherchent... et, s'il va au spectacle, c'est toujours dans une loge grillée...

Michel. — Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille... A propos, tu sais, Maxime, que le grand diable de mameluck que tu nous as ramené d'Égypte... Morali, comme tu l'appelles... fait un vacarme d'enfer dans toute la maison... Il bouleverse tout ce qui lui tombe sous la main... rien ne lui est sacré... Cet enfant du désert est vraiment insupportable.

Maxime. — Morali a besoin de se façonner aux habitudes européennes, père... Il est étonné de tout ce qu'il voit.

Michel. — Passe encore qu'il soit étonné... Mais qu'il fouille, qu'il furette dans tous les meubles, comme il le fait, c'est ce que je ne puis admettre...

L'Afrique et l'Asie n'ont jamais produit rien de plus curieux que cet animal.

Le domestique, *ouvrant toutes grandes les portes de la salle à manger.* — Madame la marquise est servie...

Michel. — L'ancien régime, toujours !...

La marquise. — Offrez-moi votre bras, monstre de Jacobin... A table, nous causerons de la suite à donner aux projets de nos jeunes gens... Au moins ne me ferez-vous pas enrager avec votre satanée République qui représente pour moi l'enfer sur la terre.

Michel *riant galamment.* — Trop heureux, marquise, d'être damné en votre compagnie !

Adrienne, *prenant le bras que lui offre Maxime.* — Je vous trouve triste et soucieux. Maxime... Vous aurais-je fâché ?

Maxime. — Est-ce à vous de me dire de pareilles choses ?... Adrienne. Ah !... comme je vous aime...

Il l'entraîne vers la salle à manger où les ont précédés la marquise et Michel Le Planté.

QUATORZIÈME JOURNÉE

LE CABARET DE LA TOUR D'ARGENT

4 brumaire.

Au cabaret de la Tour-d'Argent, quai de la Tournelle, en face de l'île Saint-Louis. Une grande salle enfumée d'estaminet au milieu de laquelle s'élève un haut poêle en fonte, dont les tuyaux longent le plafond. Le comptoir est placé à droite de la porte d'entrée. Les carreaux de la porte et ceux des fenêtres sont garnis de rideaux en cotonnade rouge. Derrière le comptoir un buste de la République, orné d'un bonnet phrygien et décoré de rubans tricolores. Tables, chaises et billard. Des gravures populaires coloriées sont placées çà et là sur les murs, représentant divers événements des dernières années... Auprès du comptoir et au fond de la salle, portes de communication avec l'intérieur.

Des citoyens sont attablés, boivent et fument. Une femme aux cheveux blancs, modestement vêtue, est assise près du poêle, la tête dans ses mains et poussant par moments des soupirs étouffés. La patronne est installée au comptoir, masquée par une rangée de flacons et de verres. Hautecœur et Borelly sont assis devant une table près de la fenêtre, en face du comptoir. Le patron va d'une table à l'autre, causant avec ses clients. Les conversations s'entremêlent dans une confusion générale.

Hautecœur. — Je te répète que le dieu tutélaire que j'invoque pour ma patrie, c'est le despote, pourvu

qu'il soit homme de génie. La France ne peut être recomposée en corps de nation qu'après avoir été courbée en silence sous la verge d'airain d'un maître farouche et intraitable. C'est pourquoi je reproche à notre chef, M. de Frotté, de n'avoir pas répondu aux avances de Bonaparte.

Borelly. — Ta cervelle se trouve-t-elle à l'étroit dans ton crâne de chouan?... Crois-moi, j'ai observé Bonaparte depuis son retour. L'ambition de cet homme est immense... Elle absorberait tout. Je lui préfère Barras qui du moins est un instrument entre nos mains.

Hautecœur. — Ton Barras n'est qu'un parjure vulgaire, qui voit la République sombrer et ne cherche qu'à conspirer avec ses ennemis... Prends-y garde.

Borelly. — La promesse du gouvernement de l'île Bourbon et d'une dotation de douze millions l'a gagné à la cause du Roi.

Hautecœur. — Tout est donc entendu?...

Borelly. — Je me tue à te le crier depuis une heure et tu ne veux pas comprendre. Barras a rappelé de l'Ouest le général Hédouville et M. de Frotté lui-même est dans le complot.

Hautecœur. — A quand, alors ?

Borelly. — Ce mois de brumaire ne se passera pas sans qu'il y ait du nouveau à Paris... En attendant, buvons à la santé du Roi... (*Appelant.*) Patron, apporte-nous une autre bouteille de ton vin de Saumur.

Entrent Aréna et Maxime Le Planté. Ils vont s'installer à une table, au fond de la salle.

Un client, *au patron, lui désignant Hautecœur et Borelly.* — Toujours des muscadins chez toi.

Un second client. — Il n'en est pas moins vrai que l'autre jour encore, tu as laissé jeter à la Seine un bon républicain par ces gredins de royalistes... qui fréquentent ton établissement.

Le patron proteste par gestes... Il est interrompu.

Le premier client. — Tu n'es qu'un mauvais citoyen... tu mériterais d'être dénoncé à la police du Directoire.

Le patron, *cherchant à les rassurer.* — Le Directoire n'est pas le comité de Salut public... Grâce à lui nous ne vivons plus sous la tyrannie de ce gueux de Robespierre.

Le client. — Tant pis !... Le citoyen Maximilien avait du bon.

Aréna. — Vous dites vrai, citoyen... La justice populaire était expéditive avec lui... (*Murmures dans la salle... on se regarde en méfiance de table à table.*)... Ecoute-moi, Maxime, j'ai consenti à t'accompagner dans cet estaminet qui passe pour être le repaire des derniers royalistes et où nous ferons bien de ne pas nous attarder, parce que tu m'en as prié. Mais à ta place, j'aurais dédaigné l'avertissement qui t'était donné.

Le patron, *s'approchant d'eux.* — Les citoyens désirent prendre quelque chose ?

Aréna. — Sers-nous de ta bière flamande, et fais vite... On n'est pas en sûreté chez toi, à ce qu'il paraît... On y massacre les patriotes.

Le patron. — Une simple baignade, citoyen, je vous assure. Que voulez-vous ?... la rivière est si proche... Quand mes clients ne sont pas d'accord sur la politique...

Il fait le geste d'un homme qu'on jette à l'eau et s'éloigne pour revenir quelques instants après apporter deux chopes de bière.

Maxime, *à Aréna*. — N'ai-je pas lieu de redouter quelque piège dans le billet anonyme que j'ai reçu et que je t'ai montré ? Non, vois-tu, je ne puis croire à la trahison d'Adrienne.

Aréna. — Nous verrons bien, puisqu'on t'a promis de t'apporter des preuves... Ces ci-devant sont toutes les mêmes et celle-là est bien la plus rouée coquette que je connaisse.

Maxime. — Ne parle pas ainsi de la femme que j'aime, Aréna, je t'en prie.

Aréna. — Oh ! parbleu... je n'essaierai même pas de te convaincre. Et dis-moi, Maxime, as-tu enfin été reçu par le Directoire ? (*Le colonel fait signe que non.*) Je ne sais pas pourquoi j'ai dans l'idée que, dans ces papiers mystérieux dont tu es chargé pour le Gouvernement, se trouve le mot de l'énigme du retour de Bonaparte.

Maxime. — A te dire vrai, je crois plutôt qu'ils renferment des propositions de paix... émanant de

la Porte... (*Après avoir regardé autour de lui.*) Mais, mon homme tarde bien à paraître.

BORELLY, *les désignant à Hautecœur.* — Celui-ci est le député Aréna... cet autre est le colonel Le Planté.

HAUTECŒUR, *les observant.* — Le fiancé de ma cousine de Brillanne?... Ah! ah! je ne serais pas fâché de faire la connaissance... de cette graine de jacobin.

ARÉNA, *continuant.* — Quoi que tu en dises, il est étrange que ce soit à l'intervention de Barras que tu doives ton nouveau grade.

Ils continuent de parler bas.

Entrent Malortic et Cornette. En apercevant Borelly, ils lui font signe de n'avoir pas à les reconnaître et vont s'asseoir à une table près de celle occupée par Maxime et Aréna.

MALORTIC, *frappant sur la table.* — Du vin, citoyen patron... je veux vider une chopine à la santé du Directeur Barras.

A ce nom, Maxime lève la tête et considère les nouveaux arrivants... La femme, qui se trouve près du poêle, s'est dressée tout debout et promène sur l'assistance des yeux emplis d'une colère muette.

LA FEMME. — Barras!... Qu'est-ce qui a parlé de ce gueux de Barras?... Il n'y a donc pas de juges, pas de bourreau pour ce scélérat?

MAXIME, *au patron.* — Qu'a donc cette femme?...

LE PATRON. — Ne faites pas attention, citoyen... C'est une folle!... Elle s'imagine que Barras a enlevé

sa fille et l'a fait enfermer à la Salpétrière. (*Il lui parle bas à l'oreille.*)

LA FEMME... *qui a entendu.* — Une folle !... moi... Regarde donc dans mes yeux... si je suis folle ! Je te dis qu'il me l'a volée... l'infâme... Mais, j'irai trouver le général Bonaparte et il me la fera rendre, lui... parce qu'il est juste, parce qu'il est tout-puissant...

Elle sort en promenant sur les personnes présentes un regard de défi.

ARÉNA, à *son entourage.* — Toujours ce Bonaparte de malheur... Son nom exerce une véritable magie sur les imaginations populaires. Il est temps que les patriotes ouvrent les yeux... s'ils ne veulent pas que la liberté soit confisquée.

Pendant ce temps, Malortic a parlé bas à Maxime.

MAXIME, à *Malortic.* — Alors c'est vous qui m'avez écrit, citoyen ?

MALORTIC. — Pour vous servir, mon officier... (*Tirant un objet de la poche de sa veste et le montrant à Maxime.*) Connaissez-vous ce portrait ?...

MAXIME, *prenant Aréna par le bras et le faisant approcher, de façon que tous trois forment groupe.* — Le portrait de la générale de Brillanne !... Comment est-il entre vos mains ?

MALORTIC. — C'est ce qu'il serait trop long de vous expliquer. Qu'il vous suffise de savoir que la citoyenne en a fait hommage à Barras en l'accompagnant de ce billet dont vous pouvez prendre connaissance.

Il lui tend une lettre. Maxime la prend et la lit fiévreusement. Moment de silence.

Maxime, *laissant tomber sur la table la lettre dont s'empare aussitôt Malortic.* — Je n'en reviens pas... Vous me permettrez de vous dire, citoyen, que je ne comprends pas quel intérêt vous a porté à me faire ces révélations... Car, enfin, vous ne me connaissez pas.

Malortic. — Aussi, n'est-ce pas moi qui agis... je ne suis qu'un intermédiaire obligeant... Vos amis, les patriotes, ont voulu vous ouvrir les yeux... et ils m'ont chargé de ce soin... Vous ne douterez plus à cette heure que la ci-devant ne soit ou n'ait été la maîtresse de Barras.

Maxime, *se levant.* — Vous en avez menti. (*Grand mouvement dans la salle, où tout le monde s'est levé. Contenu par Aréna, Maxime est parvenu à se maîtriser. Il se rasseoit.*) A quel prix estimez-vous cette lettre et ce médaillon ?

Malortic. — Ni l'un ni l'autre ne sont à vendre, mon officier. J'ai juré de les rapporter à ceux qui ont eu le souci de votre honneur... et je tiendrai parole.

Maxime, *ne pouvant se contenir.* — Ces gens-là sont, comme vous, d'infâmes calomniateurs. Vous me rendrez ces objets ou vous ne sortirez pas vivant de cette taverne.

Maxime a tiré son épée. Malortic et Cornette s'esquivent et se réfugient derrière la table occupée par Hautecœur et Borelly qui font mine de les protéger. Les uns prennent parti pour Maxime, les autres pour Malortic.

Malortic. — Tout beau ! mon officier, si vous avez votre sabre, j'ai mon gourdin. Ils sont dignes de se croiser l'un et l'autre.

Un client. — Citoyens, nous ne laisserons pas massacrer un soldat de la République.

Maxime s'est précipité sur Malortic. Tous les assistants se sont armés, menaçants... Il s'ensuit une bagarre...des chaises, des tables sont renversées. Le patron essaie vainement d'intervenir. Il est repoussé. La patronne se désespère dans son comptoir. A la faveur du tumulte, Malortic et Cornette sont parvenus à gagner la porte vitrée donnant sur la cour. Ils sortent... Maxime se trouve en face de Hautecœur.

Hautecœur. — Félicitez-vous, mon colonel, que je me sois trouvé là pour vous épargner le meurtre inutile de cet honnête citoyen.

Maxime, *après un moment.* — Qui donc êtes-vous et de quel droit m'empêchez-vous de châtier un drôle ?

Hautecœur. — Georges Le Sergent de Hautecœur... cousin de la générale de Brillanne... trop heureux de l'occasion qui m'est donnée de vous être présenté...

Maxime demeure interdit. On entend des murmures dans l'assistance... Ce sont des royalistes !... Les canailles ! A l'eau, les ci-devant ! Ils ne nous échapperont pas !... Maxime s'interpose entre la foule menaçante et Hautecœur qui sort à son tour suivi de Borelly.

QUINZIÈME JOURNÉE

LE CHATEAU DE MORTEFONTAINE

5 brumaire.

Au château de Mortefontaine. Devant le château auquel on accède par un large perron de pierre, une vaste pelouse, ombragée par de grands arbres, dont les feuilles jaunies marquent la saison d'automne. A l'extrémité de la pelouse, on aperçoit la grille d'entrée et la maison du garde. Deux allées carrossables se détachent de la grille et en contournant la pelouse, conduisent au perron du château. Sous les arbres, bancs, tables et chaises de jardin. Scène très animée. Groupes divers d'officiers en uniforme, de représentants du peuple, de parents et d'amis de la famille Bonaparte. Les groupes se forment, se disloquent et se reforment à différentes reprises au cours de la scène. Le jeune Jérôme Bonaparte joue à la raquette, sur la pelouse, avec Hortense, sous l'œil d'Eugène de Beauharnais et de ses sœurs... Joseph Bonaparte descend les marches du perron, avec le poète Arnault.

JOSEPH, *à Arnault, sur le perron.* — Le général a compris enfin le cri public. Il voit que le Directoire est rejeté par la nation tout entière. Il a résolu

d'agir. Il n'est venu du reste que pour arrêter définitivement ce qu'il faut faire. Bernadotte a promis d'être des nôtres... ça n'a pas été sans peine... et il est bon que vous en soyez aussi, ne fût-ce que pour qu'on sache qu'on peut compter sur vous.

ARNAULT. — Vous savez, citoyen, toute mon admiration pour le général Bonaparte. Mon dévouement ne lui fera pas défaut.

JOSEPH, *qui a descendu les marches du perron allant aux différents groupes.* — Soyez les bienvenus, citoyens, à Mortefontaine.

LEMERCIER. — Comment se porte le général ce matin ?... N'est-il point encore arrivé ?

JOSEPH. — Il était ici dès l'aurore... Il est allé, en compagnie de Regnault, faire une promenade dans les environs... Je suis même étonné qu'il ne soit pas encore rentré... Ah ! le voici peut-être.

Coup de cloche à l'entrée. La grille est ouverte et livre passage à une voiture qui franchit au grand trot l'une des allées et vient s'arrêter devant le perron où Joséphine et Julie Bonaparte sont apparues, rejointes presque aussitôt par Elisa, Pauline et Caroline. Hortense et Jérôme ont couru au-devant de la voiture et l'escortent en courant, jusqu'au perron, en poussant des cris de joie.

MURAT, *au milieu d'un groupe.* — C'est Bernadotte... et sa femme !... J'aurais parié qu'ils ne seraient pas venus.

Bernadotte a sauté lestement de la voiture. Il est en costume civil. Il aide sa femme, Désirée, à descendre, et

tend la main à Joséphine en jetant curieusement les yeux sur les groupes formés sur la pelouse et qui se sont rapprochés.

BERNADOTTE, *à Joseph.* — Que de monde !... Joseph... Tu ne m'avais pas prévenu d'une aussi imposante réunion.

Il entre dans le château où sa femme l'a précédé et où le suivent plusieurs personnes avec lesquelles il reparaît quelques instants après pour se mêler aux groupes.

MARMONT, *à Murat.* — Je puis t'assurer que la paix est faite... Le général me l'a conté lui-même... Ils se sont rencontrés avant-hier au spectacle... Bonaparte a reconduit Bernadotte jusqu'à sa maison de la rue Cisalpine. Et quand ils se sont séparés, ils étaient enchantés l'un de l'autre.

LEMERCIER, *dans un groupe.* — Ce n'en est pas moins un coup de maître d'avoir réussi à amener Bernadotte dont la sévérité républicaine semblait devoir s'effaroucher de tous les projets qui nous sont prêtés.

ARNAULT. — Cela le compromettra auprès de Gohier.

LEMERCIER. — Il faut toujours aller au-devant de ses ennemis, et leur faire bonne figure, sans quoi, ils s'imaginent qu'on les redoute... et il n'en faut pas davantage pour leur donner de l'audace.

ARNAULT. — J'ai vu le moment où tout allait se gâter l'autre soir... Un mot de plus et Bonaparte éclatait... Il est vrai que c'est un peu sa faute... Car, c'est lui qui avait amené la conversation sur la poli-

tique et Bernadotte, en lui présentant l'état de la France en beau, n'a fait que répondre au général qui lui en avait offert un tableau tout différent. Vous savez que notre ami n'est pas toujours très discret... J'ai peur qu'il n'en ait trop dit à Bernadotte sur la nécessité d'amener des changements dans le gouvernement...

Nouveau coup de cloche. Deux cavaliers, suivis d'un piqueur, paraissent à la grille qui s'est ouverte pour les laisser passer. Bonaparte et Regnault sont aussitôt reconnus et, de tous les côtés de la pelouse, on se précipite au-devant d'eux... sauf un petit groupe au milieu duquel se trouve Bernadotte qui se dirige lentement vers le perron.

Jérome. — Voilà mon frère Napoléon... Viens, Hortense.

Bonaparte et Regnault sont descendus de cheval devant le perron. Ils sont très entourés... Bonaparte est couvert de poussière et ses vêtements sont légèrement en désordre.

Joséphine, *affectant l'inquiétude.* — Que vous est-il donc arrivé ?... On dirait que tu es blessé, mon ami.

Bonaparte.— Rassure-toi, ma chère Joséphine, et ne va pas me gronder... Rassurez-vous aussi, mes amis... En revenant à toute bride le long des étangs, à travers les rochers, mon cheval a rencontré une pierre que le sable recouvrait... Il s'est abattu... Grâce aux soins empressés de Regnault, j'en ai été quitte pour la peur...

Chuchotements divers.

Bernadotte, *dans son entourage.* — Voilà pourtant une petite pierre contre laquelle ont failli se briser bien des projets.

Bonaparte. — Ah!... vous voilà, Bernadotte?... Je vous sais gré d'être venu... Comment se porte Désirée ce matin?

Il le prend par le bras et tous deux s'éloignent par l'une des allées pendant que les groupes se reforment sur la pelouse, et que les conversations reprennent leur cours... les uns se promenant, les autres stationnaires.

Lemercier, *adossé contre un tilleul gigantesque, pérorant au milieu de diverses personnes.* ... Lorsqu'une déplorable faiblesse, une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir, lorsque cédant tour à tour à l'influence des partis, il a donné la mesure de son insuffisance, lorsqu'enfin, à sa nullité au dedans, l'administration joint l'avilissement au dehors, les citoyens les plus modérés sont forcés de reconnaître qu'ils ne sont plus gouvernés, une inquiétude vague se répand dans la société; le besoin de sa conservation l'agite, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver... Cet homme, une nation le renferme toujours dans son sein... Il n'a qu'à paraître pour que tout un grand peuple vole sur son passage.

Talleyrand. — Eh! parbleu!... c'est le cri général qui a éclaté au passage de Bonaparte, quand il a traversé la France.

MURAT. — Le sauveur !... c'est Bonaparte.

RÉAL. — Le malheur, c'est que chaque parti croit trouver en lui l'homme qui lui manquait.

LUCIEN. — En quoi les partis se trompent.

ARNAULT. — Comment cela ?

LUCIEN. — Bonaparte compte bien se servir de l'un d'eux — ou d'eux tous peut-être... Mais il n'en suivra aucun.

MARMONT. — Il reçoit leurs secrets... il garde les siens.

TALLEYRAND. — Les royalistes se flattent de l'avoir gagné à leur cause. Vous n'avez qu'à écouter la marquise de Résigny et ses amis.

LUCIEN. — Folie !... Bonaparte a combattu les royalistes au 13 vendémiaire, il ne les secondera pas davantage aujourd'hui qu'il est le maître... Il marchera avec les républicains, non avec les royalistes... je puis vous l'affirmer.

MURAT. — L'armée d'ailleurs est républicaine et toute pensée de contre-révolution lui serait odieuse.

BEURNONVILLE. — Prenez garde à ce que vous allez tenter... C'est grave !.... Pas un officier, pas un soldat, si attaché qu'il soit au général Bonaparte, ne le suivra s'il se met en rébellion contre le gouvernement.

JOSEPH, *qui est intervenu depuis un instant.* — Soyez rassuré, général... Tout se passera régulièrement !... Je vous en donne l'assurance. (*Murmures de satisfaction parmi les personnes présentes,*

qui se dispersent... Apercevant sa femme qui vient à lui.) Mais pourquoi ne déjeune-t-on pas, Julie ?

JULIE. — Nous n'attendons plus que la marquise de Résigny et sa nièce qui ne sont pas encore arrivées.

JOSEPH, *d'un ton de mauvaise humeur.* — Pourquoi avoir invité ces femmes ?... Ah ! (*Prenant Lemercier par le bras et l'entraînant.*) Voyez-vous, mon cher Lemercier, je suis déjà parvenu à vaincre les répugnances de Napoléon à l'endroit de Sieyès et ça n'a pas été chose facile... Sieyès, en outre d'une Constitution toute faite, nous apporte la majorité du Conseil des Anciens, sans laquelle nous ne pouvons rien et qui a toujours opposé une résistance énergique au parti anarchiste, le seul qui soit à redouter.

LEMERCIER. — Et Barras ?... Que fait-il dans tout cela ?

JOSEPH. — Barras est un Épicurien qui ne songe qu'à ses plaisirs... Mon frère a acquis la certitude que les accusations dont il est l'objet sont malheureusement fondées... Il ne lui pardonne pas d'avoir cherché et de chercher encore à compromettre la jeune Adrienne de Brillanne, dans un but trop facile à comprendre... Tout cela tend à l'éloigner de plus en plus de Barras pour lequel il avait conservé un reste d'affection reconnaissante... malgré cela, Barras marchera avec nous, n'en doutez pas... ou bien, il sera mis en état de ne pas nuire. Vous savez les côtés de véna-

lité par lesquels il est facile de se l'attacher... Mais, voici mon frère.

Bonaparte et Bernadotte se rapprochent tout en causant.

Bonaparte, *à Bernadotte.* — Non, vous dis-je, la France n'a pas de gouvernement. Je ne suppose pas, Bernadotte, que vous considériez comme des gouvernants sérieux les avocats qui trônent au Directoire... Des idéologues tout au plus épris d'une chimère de République qui passera avec tant d'autres. La République ! La liberté !... Des mots creux !... Le peuple français n'entend rien à toutes ces fadaises... Croyez-moi, ce qu'il lui faut, c'est de la gloire, et, avec la gloire, les satisfactions de la vanité... Que le Directoire essaie de vouloir me supprimer, ou seulement me mettre au rancart, et il verra s'il est le maître.

Bernadotte. — Je ne pense pas comme vous... J'estime que la République est le seul gouvernement qui convienne à la France et, loin de désespérer de son salut, je la crois assez forte pour avoir raison de ses ennemis tant extérieurs qu'intérieurs...

A ce moment, le volant de la raquette de Jérôme vient frapper Bernadotte en pleine poitrine. Jérôme s'approche de Bernadotte, et très confus s'avance auprès du général qui a attrapé le volant et le remet au jeune homme avec lequel il cause un instant.

Bonaparte, *entraînant Joseph.* — Il n'y a rien à faire avec cet homme-là... C'est un entêté qui ne comprend rien ou ne veut rien comprendre... Il

serait un perpétuel obstacle. Gardons-nous de lui.

Bonaparte quitte Joseph et se dirige vers les divers groupes auxquels il se mêle.

BERNADOTTE, *à Joseph.* — Ah ça... Joseph.. qu'est-ce que tout cela veut dire? Tu m'as attiré dans un véritable piège... Me voilà compromis aux yeux de mes amis... Ton château me fait l'effet d'un foyer de conspiration.

JOSEPH, *se récriant.* — Conspiration!... Conspiration! Te voilà bien toujours avec tes idées ombrageuses. Tu as tout intérêt à écouter mon frère.

Coup de cloche à la grille ouverte. Une voiture la franchit et arrive à bride abattue devant le perron, où se forme aussitôt un rassemblement pour recevoir la marquise de Résigny et sa nièce Adrienne de Brillanne.

BONAPARTE, *qui s'est précipité à la portière.* — Arrivez donc, citoyennes... Qui diable a pu vous mettre en retard de la sorte... On n'attendait plus que vous.

ADRIENNE, *descendant de voiture, très agitée.* — Général, il faut que je vous parle à l'instant...

Elle s'empare du bras de Bonaparte et l'entraîne, pendant que la marquise entourée par plusieurs personnes pénètre dans le château.

BONAPARTE. — Que se passe-t-il, ma belle citoyenne, et qui peut vous mettre dans l'état d'émotion où je vous vois?

ADRIENNE. — Apprenez, général, que Maxime est arrivé hier à Paris, sans être attendu.

BONAPARTE. — Le colonel Le Planté a quitté

l'Egypte !... De quel droit ?... Par quel ordre ?... Voilà qui est inconcevable... (*Appelant son frère à lui.*) Ecoute cela, toi, Joseph... (*A Adrienne.*) Mais ce retour que vous qualifiez vous-même d'inattendu, est fait pour vous avoir causé une surprise mêlée de joie... Je ne m'explique pas alors...

Adrienne. — Maxime a passé avec nous une partie de la journée d'hier.

Bonaparte. Comment n'a-t-il pas pensé que sa première visite devait être pour moi, son général, son chef.

Adrienne. — Excusez-le, général... Maxime s'est présenté à l'hôtel de la rue de la Victoire où il lui a été répondu que vous assistiez à la séance de l'Institut.

Bonaparte. — Il pouvait... il devait revenir. Mais enfin, quel motif si puissant l'a ramené en France, quand il n'y a pas deux décades que j'y suis moi-même revenu.

Adrienne. — Un rapport confidentiel dont l'a chargé le général Kléber, auprès du Directoire, nous a-t-il dit... et des rapports secrets qu'il ne doit remettre qu'au Ministre de la Guerre de la part du citoyen Tallien.

Bonaparte. — J'entrevois là quelque nouvelle perfidie de Kléber... toujours envieux et jaloux... quelque trahison de ce Tallien indigne que j'ai eu la faiblesse de supporter en Egypte... Et vous êtes assurée, me dites-vous, que Maxime ne sait rien de ce que renferment ce rapport... ces papiers...

ADRIENNE. — J'en ai la certitude... Il n'en est pas moins vrai qu'hier, en l'écoutant, j'avais comme le pressentiment de quelque danger... Je lui ai proposé de l'amener ce matin à Mortefontaine, où il aurait pu vous présenter ses devoirs... Son père l'en a dissuadé.

BONAPARTE. — Je reconnais bien là mon vieux Jacobin irréconciliable. — Encore un qu'il faudra mettre à la raison.

ADRIENNE, *avec beaucoup de volubilité.* — Ce matin, je ne pensais plus à mon inquiétude d'hier... j'étais à ma toilette... La voiture nous attendait à la porte de l'hôtel... On m'annonce une visite... celle d'un Egyptien qui insiste et ne veut parler qu'à moi seule... J'étais intriguée comme bien vous pensez... Quelques instants après, je me trouvais en présence d'un grand diable de Mameluck ramené d'Orient par Maxime comme vous avez ramené Roustan. Il se répand d'abord, dans un langage que j'ai beaucoup de peine à comprendre, en protestations de dévouement à votre personne. Vous avez, à ce qu'il m'a dit, sauvé de la mort son père que des soldats de Kléber voulaient fusiller comme espion... Aussi, vous a-t-il voué sa vie... Et il fallait l'entendre me débiter tout cela, prenant à témoin le Coran et le Prophète... Il sait qu'un grand danger vous menace... que Kléber et Tallien ont juré votre perte... Il se trouvait, la veille de son départ d'Egypte, dans la tente du général en chef, où on le croyait endormi

et où il a pu entendre toute leur conversation. Il assure que les papiers dont Maxime est porteur, vous accusent d'avoir déserté votre poste, abandonné l'armée dans le plus complet dénûment, enfin, de n'être parti d'Egypte que pour venir renverser le gouvernement de la France et cela de complicité avec les Anglais qui auraient favorisé votre départ.

Bonaparte. — Les imbéciles!... N'importe, ces papiers pourraient devenir contre moi des armes entre les mains du Directoire... Il ne faut pas qu'ils lui parviennent.

Joseph. — Je comprends comme toi tout ce que ces papiers peuvent avoir d'importance. Mais comment empêcher qu'ils arrivent à leur destination?

Bonaparte. —Laisse-moi faire. (*Joseph s'éloigne. Bonaparte demeure seul avec Adrienne qu'il entraîne vers l'extrémité de la pelouse.*) Ecoutez-moi bien, ma chère Adrienne — vous êtes femme — et femme d'esprit autant que femme de cœur. — Je me confie tout entier à vous, parce que je sais que je puis compter sur votre discrétion. Eh bien, oui, la situation du Gouvernement ne peut se prolonger davantage dans l'état de désorganisation politique et morale où il est tombé... Il est devenu odieux à tous — et vous me voyez tout disposé à seconder les projets de ceux qui ont entrepris d'en débarrasser le pays... (*Adrienne va parler. — Il l'arrête et continue.*) Laissez-moi aller jusqu'au bout... Par quoi remplacerons-nous le Directoire après que nous

l'aurons renversé? C'est ce que nous ne savons pas encore... Mais vous êtes trop intelligente et trop bonne patriote, je n'ajouterai pas trop ardente royaliste, pour ne pas comprendre que les espérances de vos amis, les vôtres, vont pouvoir se donner carrière. — Il dépend de vous de les favoriser... de les faire triompher.

ADRIENNE, *sautant au cou de Bonaparte.* — Ah! général, que je vous embrasse pour ces bonnes paroles?... Que faut-il faire?... Je suis prête.

BONAPARTE. — Il vous faut obtenir de Maxime qu'il ne remette ces papiers qu'à moi, son général, après tout. Et s'il s'y refuse, s'il ne croit pas pouvoir transgresser les ordres qu'il a reçus, vous en emparer, même par la ruse. — Le succès est à ce prix, ne l'oubliez pas, et que votre mari, car il sera bientôt votre mari, je l'espère, sache que, de toute manière, il peut compter sur moi.

ADRIENNE. — Je verrai Maxime, général; je lui parlerai, je vous le promets... Et à ce propos, laissez-moi encore vous demander un conseil... car c'est la matinée aux événements... Au moment où nous montions en voiture, un homme s'est approché et m'a remis mystérieusement ce billet que je n'ai lu qu'après que nous avons eu passé la barrière et pendant que ma tante dormait dans un coin de la voiture.

BONAPARTE, *prenant le billet qu'Adrienne a tiré de son corsage, et l'examinant.* — Ecriture de femme... pas de signature... Oh! oh!... (*Lisant.*)

« Citoyenne, permettez à quelqu'un qui ne peut se faire connaître, mais qui vous est dévoué, de vous dire que vous n'avez pas assez le souci de votre réputation. — Si, comme tout le monde le croit et le dit, il est vrai que vous soyez la maîtresse de Barras, qui du reste ne s'en cache pas, prenez garde que le colonel ne soit averti tôt ou tard de relations qui ruineraient vos plus chères espérances... » Et signé : « Une amie. »

ADRIENNE. — Qu'est-ce que cela veut dire? Vous jugez de mon indignation... Si de pareils bruits allaient venir aux oreilles de Maxime?... Il est ombrageux et jaloux...

BONAPARTE. — Puisque vous me demandez un conseil, ma chère Adrienne, je vous dirai tout franc qu'il n'y a pas autre chose à faire qu'à mépriser ces infamies, nées dans l'entourage de Barras, très certainement — où vous vous serez un peu trop compromise. Elles sont le fruit de notre société corrompue et malade. — Barras est l'expression même de cette société. — Cet homme-là est pourri jusqu'à la moelle des os et il a pourri tous ceux qui l'ont approché. (*A ce moment on entend la cloche du château sonner l'appel du déjeuner.*) Mais le déjeuner nous appelle — et je ne vous cache pas que le grand air et la politique m'ont mis en appétit... (*Tous deux ont rejoint le groupe, où leur arrivée provoque des murmures de satisfaction.*) A table, citoyen Bernadotte, nous causerons de l'avenir de la République...

JOSEPH, *prenant Bonaparte par le bras.* — Et comment trouves-tu ma maison de campagne, Napoléon ?

BONAPARTE. — Oui... tu veux faire le seigneur avec les écus d'autrui ; mais, c'est sur moi que tombera tout le poids de l'usure... (*Joseph va pour protester.*) Eh ! parbleu, ne sais-je pas que c'est le banquier Collot qui t'a prêté tout cet argent ?... et à quel taux ?...

Tout le monde disparaît dans le château.

SEIZIÈME JOURNÉE

LA TOILETTE DE BARRAS

---

6 brumaire.

Le cabinet de travail de Barras, dont les hautes fenêtres donnent sur le jardin du Luxembourg.

Le citoyen Porcher achève de coiffer Barras, assis dans un fauteuil, en face de l'une des fenêtres... et enveloppé d'un long peignoir. Mirande, son secrétaire, va et vient dans la pièce, rangeant des papiers sur la table, pendant que l'officieux de Barras dispose sur une chaise l'habit, le gilet et la cravate du Directeur.

Barras. — Fais donc attention, citoyen Porcher, tu me brûles l'oreille avec ton fer de Satan.

Porcher. — Ce n'est pas ma faute... Votre Excellence est ce matin d'une nervosité extraordinaire, comme jamais je ne l'ai vue depuis que j'ai l'honneur de coiffer le citoyen Directeur.

Barras. — Il fut un temps, Porcher, où je t'aurais fait couper la tête, pour me donner ce titre d'un

régime déchu... et aussi pour m'avoir endommagé.

PORCHER. — Ces temps ne sont plus... citoyen Directeur... Vous avez dompté la Révolution...

BARRAS. — Là... encore un peu de ton eau des Grâces... de la poudre pour effacer le contact de tes doigts de sans-culotte... et sauve-toi si tu ne veux pas essuyer la colère de Jupiter-Barras... A propos, Mirande, as-tu vu le citoyen Borelly ?

MIRANDE. — Il doit venir ce matin... Mais je ne suppose pas que ce soit pour le citoyen que vous vous êtes mis en frais de toilette.

Porcher est sorti. Barras, avec l'aide de son officieux, a endossé ses vêtements et il est en train de nouer sa cravate devant une glace. Sur un signe de Barras, l'officieux sort.

BARRAS, *devant la glace.* — Comment trouvez-vous votre maître... citoyen Mirande ?...

MIRANDE. — Beau comme Don Juan... plus séduisant que Buckingham... moins imposant pourtant que sous le costume officiel. Le manteau et les plumes vous donnent grand air...

BARRAS. — Tu me flattes, Mirande... Tu dois avoir besoin de quelque secret d'État... pour agioter au Perron... (*O entend sous les fenêtres des cris entremêlés de coups de fouet.*) Oh ! là... que se passe-t-il donc ?

MIRANDE, *à l'une des fenêtres, accompagnant chacune de ses paroles d'un geste de circonstance.* — C'est le citoyen Sieyès qui prend sa leçon d'équi-

tation... Il monte comme un curé... Venez voir, citoyen Directeur, ça vous amusera... Ce n'est pas l'assiette qui l'embarrasse... au contraire... Bon!... J'ai cru qu'il allait tomber... Aussi quelle idée à lui de monter une bête aussi élevée!... Il va avoir le vertige... Et le sauteur encore!... Aïe... Il pâlit à chaque coup de la chambrière... Non... est-il gauche!... Il se remet en selle... Oh! que c'est drôle un abbé à cheval!... Savez-vous pourquoi, patron, le Directeur Sieyès apprend à monter à cheval?

BARRAS. — Que t'importe!... Tu me vois là agité par de graves préoccupations et tu ne m'en demandes seulement pas la raison.

MIRANDE. — Qui peut vous préoccuper, citoyen Directeur, sinon le salut de la République?...

BARRAS. — Eh!... je me moque de la République... aujourd'hui surtout... (*Prenant un médaillon dans un tiroir et le mettant sous les yeux de son secrétaire.*)... Contemple cette miniature, Mirande, et dis-moi si cette femme n'est pas adorable.

MIRANDE. — La citoyenne de Brillanne!... Elle est adorable tant que vous voudrez... mais elle n'est pas pour vos beaux yeux.

BARRAS. — C'est ce qui te trompe, Mirande... Je suis parvenu à toucher le cœur de cette indomptable aristocrate... Sans s'en douter, Murat est venu à mon secours... N'a-t-il pas eu l'étourderie de raconter, en présence de la citoyenne, certaine aventure d'Égypte?... Elle en a rougi, mon cher. Vois-tu,

il n'y a pas au monde de plus grande jouissance que la possession de la femme qui vous résiste et il n'y a rien de tel pour l'amener à composition que de la compromettre.

MIRANDE. — Comment ce médaillon est-il entre vos mains ?

BARRAS. — Je pourrais te répondre que cela ne te regarde pas... Je préfère te dire qu'il m'est venu par un de mes agents qui a su capter la confiance d'un bijoutier du Palais-Égalité... J'ai feint de croire qu'elle-même me l'avait adressé... Je lui ai écrit pour la remercier... j'y ai joint l'aveu de ma passion brûlante... et aussi un collier de perles rares, ayant soi-disant appartenu à Marie-Antoinette et que je l'ai prié d'accepter en souvenir de la défunte reine... et voilà !...

MIRANDE. — Ah !... Citoyen Directeur, vous êtes un grand séducteur.

BARRAS. — Un roué, Mirande, tout simplement... Un roué de la Régence transporté dans le nouveau régime... Bref, la belle citoyenne va venir... Je l'attends.

MIRANDE. — Et s'il prenait au colonel Le Planté la fantaisie de se fâcher ?

BARRAS. — Bah !... Nous le ferions général... A propos, n'oublie pas que je reçois le général Bonaparte à dîner après-demain, 8 Brumaire, octidi. C'est Fouché qui m'en a donné le conseil... et c'est toi qui régleras l'ordre et la marche du festin... Je veux

l'éblouir de mon luxe... Ah ! mon pauvre Mirande, je suis bien blasé, bien ennuyé des affaires... Le fardeau du pouvoir me pèse. Depuis quelque temps, le vent est à la fronde... On dénigre le Directoire en ma personne. Toutes les lunettes sont braquées sur ma vie privée. On s'attend à une révolution... Mais, pourvu que je m'amuse... Après nous le déluge, Mirande !...

Mirande. — Et le citoyen Borelly ?...

Barras. — — C'est toi qui le recevras... Tu l'écouteras... Ah !... le prétendant nous fait des propositions alléchantes !... (*Lui donnant une tape sur la joue.*) Tu en auras ta part, garnement... Faut-il que j'aie confiance en toi pour t'avoir mis dans la confidence de mes projets !

Mirande. — Et votre confiance ne pouvait être mieux placée... à cent pour cent.

Barras, *riant.* — Mes niais de collègues ne se doutent de rien... Comme il fallait me ménager une ligne de retraite, je leur ai donné à penser que je n'entretenais des pourparlers avec les royalistes que pour mieux me tenir au courant des secrets des conspirations monarchiques... Avalez muscades !

Mirande. — Ah ! patron, vous êtes un profond politique.

L'officieux entre et fait un signe à Barras qui congédie Mirande. Entre Adrienne de Brillanne. Barras va au-devant d'elle et l'entraîne vers un fauteuil où il veut la faire asseoir. Adrienne demeure obstinément debout.

Barras. — Entrez, belle citoyenne... Je vous attendais... et vous n'avez qu'à paraître pour que le soleil pénètre avec vous dans mon obscure retraite que vous embellissez de tous vos charmes... Ah! ma chère Adrienne... que vous êtes belle et que je vous adore!

Adrienne. — Alors, citoyen Barras, vous vous êtes dit que si je vous avais demandé un entretien particulier, c'est que j'étais prête à écouter vos insolentes fadaises. Faut-il que vous soyez assez corrompu, assez vil, pour avoir pensé que je consentirais à descendre jusqu'à vous.

Barras. — Citoyenne, en vérité, je ne vous comprends pas...

Adrienne. — Vous allez me comprendre... Vous avez montré partout une lettre que je vous ai écrite et où, dans ma confiante crédulité, je vous témoignais ma reconnaissance pour l'intérêt que vous aviez pris à la nomination de Maxime... Vous m'avez enveloppée dans je ne sais quelle machination infernale, d'où il résulte, pour mes amis comme pour mes ennemis, que je suis votre maîtresse... En un mot, vous avez voulu me compromettre et vous y avez réussi. Mais vous ne saviez pas à qui vous aviez affaire. Vous allez me restituer ce médaillon que vous avez dérobé, j'ignore par quel artifice — et je vous rapporte ce collier dont l'envoi seul était un outrage. (*Elle jette le collier sur la table. Mouvement de Barras.*) Rendez-moi ce médaillon Barras; sinon, je crierai

tout haut dût-il m'en coûter la vie, que je vous ai souffleté de mon gant, comme un lâche et que vous avez accepté l'injure.

Barras. — Savez-vous, citoyenne, que vous me bravez et que je n'aurais qu'un mot à dire...

Adrienne. — Dites-le, ce mot... Ah ! je vous en défie bien... Vous ne savez donc pas que vous êtes tombé si bas dans l'estime publique qu'entre l'honnête femme que je suis et le corrompu que tout le monde vous sait être, personne n'hésiterait ?... Vous êtes tout-puissant... vous pouvez me faire arrêter, enfermer au Temple, comme ôtage, pour outrage à la magistrature suprême que vous avez souillée d'ignominie... Je ne vous crains pas... Rendez-moi ce médaillon.

Barras. — Il ne peut y avoir qu'un malentendu que je déplore. J'avais reçu mystérieusement le médaillon presque en même temps que votre lettre si chaleureuse... et il m'était permis de penser... (*Geste d'indignation d'Adrienne.*) J'ai cru aussi que ce collier, dans votre foi ardente de royaliste, vous serait un souvenir précieux... il me venait du prétendant, du comte de Lille — qui a mis en moi, vous le savez, ses dernières espérances.

Adrienne. — Je plains le roi, s'il a compté sur vous... Mais voilà trop longtemps que je demeure en votre compagnie... Pour la dernière fois... je vous demande de me restituer ce que vous avez volé.

Barras, *allant à un meuble.* — Là... là... citoyenne, ne vous emportez pas... bien que vous

soyez plus belle encore,... s'il est possible, dans la colère... (*Lui remettant le médaillon.*) Et croyez que je ne m'en sépare qu'avec le plus sincère regret.

Adrienne. — Et maintenant, adieu, Barras... Si nous nous rencontrons jamais, je vous ordonne de ne pas me reconnaître... Quant à moi je ne vous saluerais même pas... Un bon conseil pourtant... Prenez garde à vous, Barras, les jours de votre pouvoir sont comptés... C'est moi qui vous le dis... A votre place je redouterais le châtiment.

Elle sort fièrement... Barras reste un moment confondu... puis il revient s'asseoir devant sa table de travail et écrit.

Barras. — Ouf!... Ce n'est pas une royaliste que cette femme... C'est une véritable républicaine... Qu'a-t-elle voulu me dire?... Bah!... Menace de femme, autant en emporte le vent... N'importe!... Tenons-nous sur nos gardes... (*Appelant.*) Mirande!... Me voilà une ennemie de plus auprès de Bonaparte... Il n'y a pas de temps à perdre... (*Mirande est entré.*) ... Citoyen Mirande, cette lettre à Fouché, très pressée...

Mirande, *à lui-même.* — Hum!... Le patron n'a pas l'air content... Il paraît que ça n'a pas marché...

Barras. — Le citoyen Borelly est toujours là?

Mirande. — Il n'a pas voulu partir avant de vous avoir vu... Ce qu'il a à vous dire est de la dernière importance.

Barras. — Faites-le entrer... Vois-tu, Mirande, il

n'y a décidément de salut pour nous que dans la restauration du roi légitime... Allons-y... et à ce sujet tu me feras le plaisir d'aller trouver Dubois-Crancé et de savoir de lui si le général Hédouville est enfin arrivé à Paris... Que diable !... la Vendée n'est pas si loin !

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE

TROISIÈME PARTIE

LES CONSPIRATIONS

7-17 BRUMAIRE

TROISIÈME PARTIE

LES CONSPIRATIONS

7-17 BRUMAIRE

DIX-SEPTIÈME JOURNÉE

LES FIANCÉS

---

7 brumaire.

Rue de la Loi. — L'appartement du citoyen Michel Le Planté, représentant du peuple.

Entre Maxime Le Planté, suivi de Firmin, domestique. Il est en petite tenue de colonel de chasseurs à cheval, une cravache à la main, qu'il dépose sur un meuble.

Maxime, *tout en ôtant ses gants.* — Mon père n'est pas encore rentré, Firmin ?

Firmin. — Le citoyen représentant doit être en ce

moment à l'hôtel de Salms où se réunissent aujourd'hui les membres de l'ancien club du Manège. — Le citoyen paraissait même fort en colère... Il ne parlait rien moins que d'exterminer le général Bonaparte.

Maxime, *riant*. — Ah!... Ah!... — C'est vrai, je l'avais oublié... Et, dis-moi, Firmin... il n'est venu personne en mon absence? En descendant de cheval, j'ai aperçu une voiture qui stationnait devant la porte de l'hôtel.

Firmin. — La voiture de la citoyenne de Brillanne qui attend mon colonel dans le grand salon.

Maxime. — Adrienne!... ici... Comment ne me l'as-tu pas dit tout de suite?...

Firmin, *tendant un pli cacheté à Maxime*. — Je voulais auparavant informer mon colonel qu'un planton de la garde du Directoire lui avait apporté ce message.

Maxime, *prenant le pli et l'ouvrant*. — Donne... (*Lisant*.) « Le Président du Directoire a l'honneur de porter à la connaissance du citoyen colonel Le Planté qu'il le recevra après-demain nonidi en audience particulière... » Ce n'est vraiment pas trop tôt... C'est bien, Firmin, je répondrai... (*Allant à la porte du salon et l'ouvrant après que le domestique est sorti.*) Entrez, ma chère Adrienne, et pardonnez-moi de vous avoir fait attendre... Me direz-vous ce qui me vaut, d'aussi grand matin, l'honneur de votre visite?...

Adrienne. — Répondez-moi franchement, Maxime... Depuis votre retour, y a-t-il eu un seul

moment où vous ayez cessé d'avoir en moi toute confiance ?

Maxime. — Pourquoi cette question ?... Je n'ai qu'un mot à vous répondre... J'ai vu ce matin le ministre de la guerre qui donne son autorisation à notre mariage et m'a promis d'être mon témoin... Votre tante en a fixé elle-même la date, celle du 18 brumaire. Nous n'avons plus que quelques jours à attendre pour que le rêve de notre bonheur soit réalisé.

Adrienne. — Bien, Maxime ; je n'attendais pas moins de votre loyauté. Mais, écoutez-moi jusqu'au bout... Vous avez fait bonne justice de calomnies qui ne m'avaient pas atteinte... Vous avez été juste et bon... Vous pouvez l'être encore... Il est un homme que j'affectionne, que j'admire... Mon mari, le général de Brillanne, le tenait en la plus haute estime... Cet homme est, lui aussi, en ce moment, l'objet des plus basses, des plus odieuses calomnies. Il n'est pas de crimes, pas de trahisons, que ses ennemis n'imaginent pour le perdre dans l'esprit du Gouvernement. Il en est d'assez osés pour demander qu'il soit traduit en conseil de guerre, condamné, fusillé comme déserteur... Que sais-je encore ? — Et c'est cet homme de bien, ce soldat patriote, sur qui toute la France a jeté les yeux pour sa délivrance, que le pays tout entier acclame, que, sans vous en douter, vous allez sacrifier à la haine, à la peur de quelques misérables, si vous vous refusez à faire ce que je suis venue vous demander...

Maxime. — En vérité, Adrienne, je ne vous comprends pas.

Adrienne. — Vous allez me comprendre... Les papiers que vous avez la mission de remettre au président du Directoire renferment des accusations aussi odieuses que mensongères contre le général Bonaparte.

Maxime. — Vous vous exagérez l'importance de ces papiers... et, du reste, comment pourriez-vous savoir ce qu'ils contiennent quand moi-même...

Adrienne. — Le général en a été informé secrètement par un soldat arrivé d'Égypte presque en même temps que vous.

Maxime. — Et il vous a chargée de me les réclamer ?... (*Geste d'assentiment d'Adrienne.*) Avez-vous réfléchi, Adrienne, qu'en me plaçant comme vous le faites entre mon devoir de soldat et mon affection pour vous, vous pouviez me mettre dans la nécessité de sacrifier l'une à l'autre ?

Adrienne. — C'est ce sacrifice que je vous demande au nom de notre amour... Le général Bonaparte n'est-il pas votre chef et n'est-il pas en droit de vous réclamer ces papiers ?...

Maxime. — Le général Bonaparte n'est pas mon chef... Le général Kléber, qui les a confiés à mon honneur, à ma discrétion, aurait seul le droit de m'obliger à les lui remettre.

Adrienne. — Ecoutez-moi, Maxime... je vous en supplie... De grands événements se préparent qui

amèneront en France bien des changements... Il ne m'appartient pas de vous les révéler... Songez que vous pourriez un jour vous repentir de n'avoir pas cédé à ma sollicitation... à ma prière.

Maxime. — Je n'aurai jamais à me repentir d'avoir fait mon devoir. — Quant aux événements auxquels vous venez de faire allusion, et que je veux ignorer, je n'en suis pas autrement surpris... Depuis mon retour, je n'entends parler que de complots ourdis par Bonaparte contre le gouvernement de la République. — Je n'y crois pas... je ne puis croire que le héros d'Italie et d'Egypte, que j'admire non moins que vous, consente à ternir toute une carrière de gloire et d'honneur par un attentat criminel... Fils de républicain, je suis républicain dans l'âme, vous ne l'ignorez pas... et s'il est vrai que Bonaparte conspire, comme beaucoup le disent et ont sans doute intérêt à le faire croire, ce m'est une raison de plus pour que je remette sans délai au Directoire des documents qui lui seront une garantie contre des projets séditieux que prêtent au général les mécontents et les ambitieux qui le compromettent.

Adrienne. — Maxime, vous ne ferez pas cela.

Elle va continuer à parler... et s'arrête, tout interdite, en apercevant Morali qui a entr'ouvert une des portes du salon et qui, sans être aperçu de Maxime, met un doigt sur ses lèvres comme pour lui faire signe de ne pas insister... Morali disparaît.

Maxime, *se méprenant sur le mouvement*

d'Adrienne. — Vous le voyez, Adrienne... c'est vous-même à présent qui reculez devant le crime de trahison que vous étiez venue me proposer...

Adrienne. — Pardonnez-moi... j'étais folle... je n'avais pas envisagé les choses à ce point de vue...

Maxime. — Vous voilà raisonnable.... Et maintenant, si vous voulez me permettre de changer de costume, je vous reconduirai chez votre tante... Ah! ma chère Adrienne, que je suis heureux de vous aimer!... Pourquoi me demandez-vous la seule chose que je sois forcé de vous refuser?... (*Lui prenant les mains, qu'il embrasse.*) Je vous adore...

Il sort... Adrienne se laisse tomber sur un fauteuil, comme anéantie... Elle regarde fixement la porte où a paru Morali... Au bout de quelques instants la porte s'ouvre de nouveau... discrètement... Morali reparaît... Il fait signe à Adrienne de ne pas parler et tend l'oreille, comme pour s'assurer que son maître s'est bien éloigné... Puis, il s'approche d'un secrétaire dont il montre la clef avec une joie enfantine... Il l'ouvre... Son visage s'épanouit en apercevant les papiers... Il s'en saisit et va les remettre à Adrienne, après avoir refermé le meuble... et sans avoir proféré un seul mot... lorsqu'en entendant du bruit il disparaît par la même porte que celle par laquelle il est entré, sans avoir eu le temps de remettre les papiers à Adrienne... Maxime rentre au même instant.

Maxime. — Et maintenant, ma chère Adrienne, je suis tout à vous. Citoyenne, voulez-vous me permettre de vous offrir mon bras?

Adrienne. — Je ne sais vraiment si cela est dans les convenances... Bah!... en République!... Et

puis, je me sens toute joyeuse depuis un instant... Si vous voulez, Maxime, avant de rentrer au faubourg, nous passerons rue de la Victoire... J'ai deux mots à dire à ma chère Joséphine... Vous pourrez en profiter pour faire votre cour au général.

Ils sortent bras dessus, bras dessous.

DIX-HUITIÈME JOURNÉE

BARRAS, SIEYÈS ET BONAPARTE

---

8 brumaire.

Un salon, au palais du Luxembourg, dans les appartements occupés par le Directeur Barras. C'est le soir, après le dîner offert par Barras au général Bonaparte. Portes toutes grandes ouvertes sur la salle à manger.

Les invités sortent de la salle à manger par groupes.

LEMERCIER. — Eh bien, messieurs, nous ne sommes pas plus avancés qu'avant ce dîner qui semblait ne devoir jamais finir.

REGNAULT. — En effet, on a causé de tout, de mécanique, de botanique, de théophilanthropie, hormis de nos affaires.

TALLEYRAND. — J'ai vu le moment où le citoyen Volney nous faisait un cours d'histoire rétrospective sur les momies d'Égypte.

Regnault. — Avez-vous remarqué l'air d'indifférence affecté par Barras ?....

Réal. — Oui... Il n'a pas cessé d'observer Bonaparte qui de son côté a gardé la plus prudente réserve.

Lemercier. — Le général hésite à se prononcer... Il a voulu avoir le dernier mot de Barras... Il doit pourtant savoir à quoi s'en tenir.

Talleyrand. — Et pendant ce temps, l'opinion publique s'inquiète de ne pas le voir agir.

Lemercier. — Voilà plus de quinze jours qu'il est arrivé et rien n'est encore fini... Qu'attend-il ?

Regnault. — Ce n'est pas sans dessein prémédité que Barras a rappelé de la Vendée le général Hédouville.

Les Directeurs Moulins et Gohier, puis le général Moreau et Sieyès et ensuite Fouché, suivis de Bottot, Mirande et Victor Grant, sortent de la salle à manger.

Moulins, à *Gohier*. — Il ne tient qu'à nous évidemment, mon cher Président, de nous débarrasser de notre mauvais prêtre... Mais il faudrait l'échanger avec Bonaparte... et croyez-vous que la République gagnerait au change ?

Gohier. — Son désir extrême de la gouverner décèle une ambition qui n'est pas propre à nous inspirer une grande confiance.

Moulins. — Dès notre première entrevue, je ne lui ai point dissimulé la conduite plus qu'équivoque de Sieyès et les jugements que portent sur lui les amis de la Liberté.

Moreau, à *Sieyès*. — Oui, mon cher Directeur, je vous l'ai dit et je vous le répète, Bonaparte est tout à fait l'homme qu'il vous faut... Vous serez la tête... il sera le bras.

Sieyès. — Oh ! le bras !... le bras !... Il ne manque pas de bras... tandis qu'il n'y a qu'une tête... A-t-il fait seulement attention à moi ?... Il n'a d'empressement, de caresses, de flatteries que pour Barras.

Moreau. — Pas tant que cela, citoyen Directeur. Je le trouve plutôt réservé vis-à-vis de Barras... L'opinion publique et les acclamations de la foule semblent avoir donné à Bonaparte la mission de sauver la France... Associez-vous à lui pour cette entreprise patriotique... Vous savez qu'il a reçu des propositions des Jacobins ?... Il pourrait se servir d'eux.

Sieyès. — Eh !... parbleu !... Il se servirait du diable !... Les Jacobins ne me font pas peur... Je les redoute moins que l'ambition de votre petit général... Tenez, le voici qui sort de table avec Barras... Qu'ont-ils pu se dire ?

Il s'éloigne intentionnellement de Moreau pour éviter Bonaparte.

Barras, *poursuivant une conversation commencée*. — ... Que voulez-vous, mon pauvre général, il faut vous résigner... il vous faut être philosophe... Si l'on a un malheur domestique le plus réel, il faut, à plus forte raison, le savoir supporter avec plus de

courage... C'est une garantie de plus qu'on donne à la société... Et puis, vous étiez en Égypte, séparé par plus de six cents lieues de Joséphine, et celui qui est à plus de six pouces de sa femme... doit prendre son parti.... des infortunes conjugales qui sont la conséquence forcée de la séparation... En attendant... sachez-moi gré, mon cher général, d'avoir réuni autour de vous les meilleurs de vos amis.

Bonaparte. — Et je vous en remercie, citoyen Directeur. (*A Moreau, pendant que Barras s'éloigne pour causer avec Bottot, Mirande et Victor Grant.*) Vous étiez en compagnie de Sieyès, il me semble... Que vous disait le prophète ?

Moreau. — Sieyès est très affecté de l'indifférence que vous lui témoignez... Il prétend que vous auriez tout intérêt à agir de concert avec lui et à unir vos efforts aux siens.

Bonaparte. — Vous êtes d'avis, vous aussi, Moreau, qu'il y a quelque chose à faire ?... Et s'i devait y avoir un changement prochain dans la forme du gouvernement, que feriez-vous ?

Moreau. — Je suis, comme vous, fatigué du joug des avocats qui perdent la République et je vous offre mon bras pour la sauver... Disposez de moi et de mes officiers.

Bonaparte. — C'est bon à savoir... (*A Volney qui vient au-devant d'eux.*) Et que pensez-vous de l'Égypte, citoyen Volney ?

Volney. — L'Égypte !... Pays merveilleux et qui

renferme, dans ses ruines, les traces de la plus puissante civilisation humaine.

Bonaparte, *très enjoué.* — Vous rappelez-vous l'enthousiasme de mes soldats en apercevant les Pyramides... Il semblait que leurs imaginations s'éveillassent au spectacle de ces vestiges du passé...

Sieyès, *à Réal et à quelques autres.* — Il s'agit bien de Pyramides !... Croit-il donc être de taille à les faire tenir en équilibre sur leurs pointes ?

Réal. — Vous voilà de bien méchante humeur, citoyen Directeur. Pourquoi tant d'acrimonie quand le général ne demande au contraire qu'à s'entendre avec vous ?

Sieyès. — Pourquoi alors a-t-il affecté de ne pas m'adresser la parole durant tout le dîner ?... Pensez vous que je ne l'aie pas remarqué ? Et son attitude n'a pas varié à mon égard depuis son retour.

Réal. — Vous vous trompez, vous dis-je. Vous savez bien qu'il méprise Barras et qu'il n'a accepté son invitation que pour ne pas éveiller en lui des soupçons...

Sieyès. — Alors pourquoi ne vient-il pas à moi ?... Je ne demande qu'à marcher avec lui, parce que de tous les militaires, il est encore le plus civil... quoique je sache d'avance à quoi m'en tenir sur le sort qui m'attend après le succès.

Lemercier, *à Bonaparte, au milieu d'un groupe que Barras et Fouché, adossés à la cheminée du salon, observent de loin.* — Que demande la

France ? A être délivrée des anarchistes qui nous menacent du retour de la Terreur. Sieyès est depuis quatre mois leur adversaire déclaré... Ils le détestent et les honnêtes gens se sont rattachés à lui. Avant votre retour, ils comptaient sur lui pour faire le coup d'État qu'on attend maintenant de vous... Vous ne pouvez, vous, général, vous entendre avec les Jacobins. Vous seriez forcé de les écraser, après vous être servi d'eux — ce qui serait indigne de votre caractère... Plus que personne, vous devez être convaincu qu'on ne peut rien faire de bon et de solide qu'avec les gens raisonnables.

Talleyrand. — La chose est aux trois quarts faite.

Bonaparte. — Vous prêchez un converti, messieurs... Un peu de patience, que diable !...

Fouché, *à Barras.* — Que n'abordez-vous franchement la question ?... Vous sauriez à quoi vous en tenir.

Barras. — Oui... ils ne craignent pas de conspirer jusque dans mon salon... S'ils s'imaginent que je suis la dupe de leurs petits manèges !... Et le général !... Ne dirait-on pas, à la façon dont il reçoit leurs hommages, qu'il est déjà le maître de la maison ?

Sieyès, *qui depuis un moment ne dissimule pas son mécontentement.* — Non, vous dis-je, Réal, vous ne me convaincrez pas. Je ne sais pas pourquoi Barras m'a convié à ce dîner où tout le monde semble vouloir me tenir à l'écart... Je m'en vais... Adieu... Il n'y a rien à faire ici pour moi.

Il sort de très méchante humeur, malgré Réal qui cherche à le retenir.

BONAPARTE. — Que se passe-t-il?... Sieyès est parti de fort méchante humeur.

FOUCHÉ, *bas, à Barras.* — C'est le moment de le sonder.

BARRAS, *après avoir ramené à lui toutes les personnes présentes.* — Eh! mon Dieu!... général, Sieyès est mécontent, comme moi, comme vous, comme nous tous... Vous ne connaissez, vous, que les caresses de la gloire, tandis que nous, nous sommes tous les jours abreuvés des amertumes et des dégoûts du pouvoir.

BONAPARTE, *le fixant.* — Que voulez-vous dire?...

BARRAS. — Croyez-vous, mon cher général, que je ne sache pas tout le discrédit dans lequel est tombé le Directoire?... Il n'est plus possible de marcher avec la Constitution de l'an III. — Vous le voyez vous-même... tout périt... Tout appelle un nouvel ordre de choses.—La République a besoin d'hommes nouveaux. Ce qu'il lui faut, c'est le gouvernement d'un seul... uue seule volonté substituée à cinq volontés divisées.

GOHIER. — Mais alors, mon cher collègue, que devenons-nous, nous autres?...

BARRAS. — Nous ne sommes pas en jeu, mon cher président... et vous seriez le premier à vous effacer, j'en suis sûr, devant le dictateur ou le président qui serait désigné pour sauver la République de la ruine où l'entraînent les partis...

Bonaparte, *impassible devant Barras.* — Et ce dictateur... ce président que la France réclame, ce serait vous, probablement ?

Barras. — Oh !... moi, général... je suis trop usé dans l'opinion. Je suis fatigué, malade... Je ne demande qu'à me reposer et à passer en des mains plus habiles que les miennes les rênes du gouvernement.

Bonaparte. — Mais enfin, quel homme, à votre avis, serait digne de la magistrature suprême ?

Barras. — Il n'en manque pas... Pour moi, je n'en vois pas de plus digne que votre collègue, le général Hédouville.

Moment de silence — auquel succèdent des murmures confus.

Bonaparte, *haussant les épaules.* — Hédouville !... Quoi !... une pareille médiocrité !

Barras, *feignant de n'avoir pas entendu.* — Quant à vous, général, le repos ne convient pas à votre âge et j'applaudis à votre intention de vous rendre à l'armée. De nouveaux lauriers vous attendent sur les champs de bataille.

Bonaparte s'éloigne de Barras. Il paraît furieux. Ses amis l'entourent et cherchent à le calmer, tandis que Moulins, Gohier et Fouché semblent faire des représentations à Barras.

Bonaparte, *à ses amis qui l'entourent.* — Le fourbe !... Eh bien, vous l'avez entendu ?... Hédouville ! Sa créature !... Cette seule indication ne vous prouve-t-elle pas bien que c'est sur lui-même qu'il veut appeler l'attention ? Quelle folie !... Vous con-

naissez désormais ses sentiments. Allons, décidément, Réal, vous aviez raison... Il n'y a que Sieyès..

Il entraîne Réal et sort avec lui... Les amis de Bonaparte se regardent, surpris et inquiets.

FOUCHÉ, *à Barras*. — Qu'avez-vous fait, Barras?... Le général est parti furieux. Vous voilà brouillés tous les deux... maintenant.

BARRAS. — Eh!... je me moque bien du général.

FOUCHÉ. — Il n'était pas nécessaire de l'attaquer de front, comme vous l'avez fait... (*Venant au groupe des amis de Bonaparte.*) Messieurs, si vous voulez m'en croire... dites au général qu'il se dépêche ou tout sera perdu.

DIX-NEUVIÈME JOURNÉE

LES JACOBINS

---

10 brumaire.

A l'hôtel de Salms. Une grande salle préparée pour une réunion politique. Les fenêtres sont hermétiquement closes. La salle, entièrement dénudée, a conservé des vestiges, dans ses boiseries et dans ses dorures, d'une ancienne splendeur. — Les tapisseries sont lacérées, les marbres de la haute cheminée presque en morceaux. Un buste en plâtre de la République, coiffée du bonnet phrygien, est placé sur la cheminée, devant une glace brisée. Des lampes fumeuses, disposées çà et là, éclairent la pièce. Une table et des chaises sont préparées pour le bureau. Les Patriotes ou Jacobins, membres de la Société dissoute du Manège, sont assemblés. Ils causent entre eux, par petits groupes, en attendant l'ouverture de la séance. De temps à autre, de nouveaux personnages sont introduits, avec une infinité de précautions, dévisagés, reconnus et admis sur la présentation d'une carte.

Le régulateur, ou président, prend place au bureau, assisté des autres membres, et invite les patriotes au silence par quelques coups secs frappés sur la table, au moyen d'une longue règle plate.

Le régulateur. — Citoyens, la séance est ouverte... Mais avant de commencer la discussion,

l'assemblée me permettra de remercier, en son nom, les courageux patriotes qui sont venus se joindre à nous, des départements les plus éloignés de la France, pour sauver la République menacée.

VOIX NOMBREUSES. — Vive la République !... Vive la Constitution !... Vive la liberté !

UN PATRIOTE MARSEILLAIS, *se levant.* — Citoyen régulateur, les patriotes de la vieille cité phocéenne ont entendu la voix de leurs frères de la capitale... Ils accourent en foule des bords de la Méditerranée, pour combattre et vaincre au nom de la liberté.

PLUSIEURS VOIX, *au milieu du plus grand tumulte.* — Nous aussi... citoyen... Toute la France républicaine marchera derrière vous... Nous sauverons la République.

SALICETTI, *après que le silence s'est rétabli.* — Citoyen régulateur... avons-nous l'assurance de n'être pas surveillés par la police de Fouché ?

LE RÉGULATEUR. — Je réponds de tout... Nos précautions sont prises pour échapper aux investigations des policiers... La parole est au citoyen général Jourdan.

JOURDAN, *se levant et venant se placer devant le bureau, face à l'assistance.* — Citoyens, les dangers de la patrie républicaine sont si imminents qu'il n'est plus permis de demeurer dans l'inaction. Ceux qui s'obstineraient à garder le silence se rendraient coupables de complicité des maux qui pèsent sur la République et des audacieux qui la menacent.

Quant à moi, j'emploierai tous mes efforts pour déchirer le voile perfide de l'illusion placé avec art sur l'ouverture du gouffre qui doit engloutir la République. Je tenterai d'arracher le bandeau de mort qui couvre déjà les yeux des républicains... Je briserai les bâillons destinés à museler le peuple... Qu'est-on prêt à faire de la liberté que la Constitution garantit à chacun de nous ?

Plusieurs voix. — Oui, la liberté est menacée !... — On veut renverser la Constitution de l'an III... — Vous l'avez bien vu au conseil des Cinq-Cents, dans la séance du 28 fructidor, où vous avez proposé de déclarer la patrie en danger... — Il y a des traîtres dans les deux Conseils... jusque dans le Directoire...

Jourdan, *continuant.* — Oui .. la liberté est menacée... Une vaste conspiration royale étend ses ramifications sur tous les points de la République... Les conspirateurs sont armés... Ils sont organisés... Ils ont des chefs...

Voix diverses. — Barras !... Sieyès !... Bonaparte !...

Jourdan. — Leur quartier général est installé dans Paris... Des départements entiers sont infestés de hordes de brigands dirigés par des émigrés... Les républicains proscrits sous la dénomination de terroristes, de Jacobins, tombent journellement sous le fer des assassins et si nos armées n'avaient été victorieuses sur nos frontières, le tocsin de la royauté sonnerait à cette heure sur toute la surface de la

France, comme celui de la Liberté sonna au 14 juillet, d'immortelle mémoire.

VOIX DIVERSES. — Le Directoire conspire avec l'étranger !... Sieyès est vendu à la Prusse !... Barras nous vendra aux Bourbons !... Il faut renverser les Directeurs.

JOURDAN. — Armons-nous donc et faisons rentrer dans le néant les téméraires qui méditent notre destruction... Citoyens, les dangers de la patrie sont grands, mais les ressources de la nation sont immenses... Des serments réitérés d'attachement et de fidélité à la Constitution ne suffisent plus... Il faut trouver en elle et dans notre énergie les moyens d'arracher la République aux mains des incapables et des fripons qui la gouvernent — et de la préserver contre les menées des ambitieux qui ne la convoitent que pour nous asservir. Êtes-vous prêts ?

VOIX NOMBREUSES. — Oui... oui... jurons de sauver la République. — Il faut que le peuple français connaisse ses amis et ses ennemis... — Nous ne voulons pas être vendus comme à Venise... — Chassons les traîtres !... — Le torrent de la tyrannie est prêt à déborder sur le sol de la grande nation... — Créons un comité de Salut public... des comités révolutionnaires... — On médite dans l'ombre l'assassinat de la République.

JOURDAN, *au milieu de l'agitation.* — C'est en proscrivant les patriotes, c'est en étouffant l'énergie républicaine, qu'on est parvenu à rendre la nation

immobile... que dis-je ?... insensible aux dangers qui la menacent. C'est par l'impunité, et même par la protection accordée aux traîtres, aux conspirateurs et aux voleurs, qu'on a provoqué la désobéissance aux lois et propagé l'immoralité, source certaine de la chute de toutes les républiques... Les républicains demandent-ils la punition des traîtres ?... Ils sont des buveurs de sang !... Demandent-ils que les dilapidateurs de la fortune publique soient poursuivis ?... Ils veulent rétablir le gouvernement révolutionnaire... Dénoncent-ils une vaste conspiration royale ?... Ils veulent relever les échafauds de 93 !... Et c'est ainsi que les sentinelles, chargées par la Constitution de veiller à sa sûreté, repoussent le concours des patriotes et gardent un silence criminel... On croirait qu'elles sont endormies ou intimidées par le danger... ou complices elles-mêmes des conspirateurs.

Voix nombreuses. — Tout le Directoire est vendu à l'étranger... Fouché est un traître !...

Jourdan. — Dans cette situation critique, nous avions sollicité le concours du général Bonaparte.

Voix nombreuses. — Non... non... pas de Bonaparte... A bas le dictateur !... A mort, l'échappé d'Égypte !...

Salicetti. — Je demande la parole.

Jourdan. — Citoyens, écoutez-moi jusqu'au bout... Nous avions offert la dictature militaire au général Bonaparte, lui proposant de le reconnaître

pour chef et de lui confier les destinées de la République, à la condition qu'il secondât les principes de notre société et qu'il admît la convocation immédiate d'une Convention nationale... Le général Bonaparte a repoussé dédaigneusement nos propositions patriotiques... S'il n'est pas avec nous... il est contre nous.

VOIX NOMBREUSES. — On ne peut se confier à Bonaparte !... C'est un Robespierre à cheval... — Il est acheté par les Bourbons... — Il conspire pour la restauration de la monarchie !... — Il est d'accord avec Sieyès... — Il serait un dictateur !... un despote !... — Pas de dictature ! — A mort les tyrans !...

SALICETTI, *de sa place.* — J'ai demandé la parole... Je tiens à vous dire, citoyens, que vous n'avez rien tant à craindre que de l'échappé d'Égypte... Je connais Bonaparte depuis sa naissance... Je l'ai soutenu, protégé, défendu, vous le savez, avant et après le 9 thermidor, avant le 13 vendémiaire. Je le connais entre cuir et chair... Il est machinateur, conspirateur... il est tout ce qu'il y a de mauvais au monde... Si nous ne le tuons pas... il nous tuera. Nous avons le choix.

ARÉNA. — Le général Bernadotte sait à quoi s'en tenir sur les agissements de Bonaparte... Consultez-le.

VOIX DIVERSES. — On conspire, rue Chantereine.. chez Lucien Bonaparte... chez Joseph... Le président des Cinq-Cents est l'âme damnée de son frère...

Jourdan. — Oui... on conspire,.. Nous le savons... C'est pour cela que nous avons réuni les patriotes de tous les points de la France... Les dangers qui menacent la Constitution sont dénoncés au peuple français !... Jurons fidélité à la République, à la Constitution de l'an III... Jurons de nous opposer de tout notre pouvoir à la restauration de la royauté en France, à l'établissement de toute espèce de tyrannie...

Tous. — Nous le jurons !...

Une voix. — La liberté ou la mort !...

Tous, *répétant.* — La liberté ou la mort !...

Jourdan. — Si nous sommes menacés d'un coup d'État, armons-nous de poignards et défendons jusqu'à la mort ce que nous avons de plus cher... la liberté.

Tous. — Oui... oui... Vive la République !... Vive la liberté !... Vive la constitution de l'an III.

Jourdan. — Et maintenant, citoyens..., patriotes... mes frères... séparons-nous... Jurons de nous retrouver à l'heure du danger... Quand cette heure sonnera, je serai debout pour vous crier : Aux armes.

Mouvements divers.

Le régulateur. — La séance est levée... Citoyens, je vous recommande de ne sortir que par petits groupes, afin de ne pas donner l'éveil.

Les patriotes se séparent au milieu des agitations les plus diverses.

VINGTIÈME JOURNÉE

PREMIÈRE ENTREVUE

---

11 brumaire.

Un salon chez le citoyen Lucien Bonaparte, rue Verte.

Le général Bonaparte arpente la pièce à grands pas... Lucien et Sieyès sont assis, le premier devant la cheminée, tisonnant le feu; le second devant une table où sont étalés des papiers sur la première page desquels on peut lire en gros caractères : *Projet de Constitution pour le peuple français.*

Bonaparte. — Est-ce que vous ne voudriez pas soumettre à une commission votre plan de constitution?... Est-ce que vous croyez pouvoir rien faire sans un consulat provisoire?... Quant à moi je vous déclare franchement qu'en ce cas, vous ne devez pas compter sur moi.

Sieyès. — Que diable!... Général, vous semblez ici sur votre terrain comme sur un champ de ba-

taille... Il faut toujours être de votre avis sans quoi vous menacez de tout abandonner.

Bonaparte. — Il ne manque pas de généraux pour faire exécuter le décret des Anciens.

Sieyès. — Il n'en manque pas, c'est certain... Mais vous seul, général, vous pouvez présenter une garantie à la France, vous seul pouvez persuader que ce que vous ferez ne sera point pour vous, parce que vous seul avez jusqu'à ce jour fait fléchir votre ambition, votre volonté personnelle devant les grands intérêts de la Patrie.

Bonaparte, *s'arrêtant devant Sieyès et le fixant.* — Pensez-vous bien ce que vous venez de dire, monsieur l'abbé ?

Sieyès. — En douteriez-vous, général ?... Tout est perdu si vous nous abandonnez, et Dieu sait ce qui arrivera... Général, je fais appel à votre patriotisme.

Bonaparte, *qui a repris sa marche à travers le salon.* — Dès le moment de mon arrivée, vous n'avez pu ignorer mes sentiments... Je crois le moment venu d'agir... et je suis prêt à vous seconder si vous voulez vous rendre aux bonnes et saines raisons que je viens de vous exposer.

Sieyès. — Eh ! parbleu !... vous me tenez... Je suis votre prisonnier... Dictez donc vos conditions.

Bonaparte, *qui est venu s'asseoir en face de Sieyès et accompagnant ses paroles de la charge qu'il bat nerveusement et bruyamment de ses doigts sur la table.* — Je ne veux rien qui ne soit

librement discuté d'abord et approuvé ensuite par une votation universelle bien constatée... C'est pourquoi il nous faut un gouvernement provisoire qui prenne immédiatement en main l'autorité et une commission législative pour préparer une Constitution raisonnable. Après cette votation, que les royalistes et les jacobins osent se montrer, et nous aurons vite fait de les mettre à la raison.

Le général s'est levé.

Lucien. — Tu comptes donc, pour cette nouvelle revolution, employer la force militaire ?

Bonaparte. — Non. Les moyens qui se présentent seront purement civils. Sans doute la force militaire viendrait à l'appui.

Lucien. — Je redoute que le peuple ne soit avec le parti qui a voulu déclarer la patrie en danger, et qui n'hésiterait pas à employer les moyens extrêmes.

Bonaparte. — Le peuple de Paris !... Il regardera faire et ne bougera pas... Il n'y a plus d'agitation que parmi les gouvernants... Il y a aujourd'hui à Paris moins de populace qu'on ne le croit. Il n'y en a jamais eu moins. Beaucoup de petites fortunes se sont faites à Paris pendant la Révolution, — ce qui a considérablement étendu la classe de la petite bourgeoisie... Et cette classe, qui est le vrai peuple, ne se réunira ni aux Jacobins, ni aux royalistes... Elle regardera les gouvernants ou les meneurs se déchirer entre eux... et se rangera du côté du plus fort.

Lucien. — Il s'agit donc d'être le plus fort...

SIEYÈS, *qui depuis un moment a paru inquiet.* — Mais quels seront les membres du gouvernement provisoire?... les trois consuls?

BONAPARTE. — Moi... vous... Roger-Ducos... ou l'un de mes frères.

Lucien fait un geste de dénégation.

SIEYÈS. — Et dans tout cela qu'adviendra-t-il de ma constitution? Une œuvre qui m'a coûté tant de peines!

BONAPARTE. — Vous la défendrez devant la commission... J'appuierai vos propositions autant qu'elles me paraîtront raisonnables. Mais je me réserve de la discuter article par article. Je vous ai déjà signalé nombre de points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec vous et dont je vous démontrerai toute l'inanité... Vous êtes un profond métaphysicien, monsieur l'abbé Sieyès... mais la métaphysique n'a rien à voir dans la politique.

SIEYÈS, *très vexé.* — Il me semblait pourtant... avoir acquis assez d'expérience dans la conduite des affaires de l'Etat... et je ne vois pas quels points vous pouvez incriminer.

BONAPARTE. — Pour ne vous en citer qu'un... qu'est-ce que ce grand Electeur qui n'aurait aucune part au Gouvernement et pourrait, par un simple caprice de son autorité, révoquer l'un ou l'autre des consuls?... Un rouage inutile... Et vous le logez à Versailles!... dans le palais de Louis XIV!... — Que voulez-vous faire de ce pourceau à l'en-

grais dans le palais de Versailles, citoyen Sieyès... ?

SIEYÈS. — La commission décidera alors !... Mais ne pensez-vous pas, général, que pour mettre un frein aux ambitions, aux convoitises qui pourraient se produire, il serait de bonne politique de laisser percer les noms des membres du futur gouvernement définitif ?... Ce pourraît être une manière de consulter l'opinion publique...

BONAPARTE. — Je vous vois venir, monsieur Sieyès... Rien ne presse... Quand nous en serons là, nous aviserons... Pour moi, je me réserve de faire partie du pouvoir exécutif ou de préférer le commandement d'une armée. Cela dépendra de ce que vous réglerez...

SIEYÈS. — Que me reste-t-il à faire ?

BONAPARTE. — Vous assurer du concours des Anciens pour qu'aux termes même de l'article 102 de la Constitution, ils décrètent la translation des pouvoirs législatifs dans telle commune du département qu'il vous plaira de fixer... Qu'ils me donnent ensuite la mission de veiller sur l'exécution de leur décret... et je me charge du reste.

SIEYÈS, *résigné*. — Il faut bien en passer par tout ce que vous voulez, général.

BONAPARTE. — Alors, nous pouvons nous revoir ici quand vous voudrez. Mais il est tard ; j'ai promis à Joséphine de la conduire ce soir au bal chez Cambacérès.

SIEYÈS. — Un mot encore, général... Vous con-

naissez mes relations avec la cour de Prusse... Je l'ai endormie avec des promesses, afin de nous assurer son alliance — ou tout au moins sa neutralité... Elle est très ombrageuse, vous le savez... Ne pensez-vous pas qu'il serait nécessaire d'informer le roi... que nous avons abandonné l'idée de placer un d'Orléans sur le trône de France et qu'on ouvrirait ultérieurement des négociations pour y placer un prince de Prusse?... Une fois maîtres de la situation... nous ferons ce que nous voudrons.

Bonaparte, *après avoir écouté froidement Sieyès, réprime aussitôt un mouvement de joie triomphante.* — Je reconnais là votre prévoyance politique, citoyen directeur... Mais cette communication doit être l'objet d'un rapport secret... Je ne suis pas assez bon écrivain pour m'en charger... Rédigez vous-même ce rapport, remettez-le-moi... et je l'enverrai à Berlin par Duroc qui ne sera du reste pas mis dans la confidence.

Lucien. — A propos, Napoléon, tu ne m'as pas dit ce que contenaient les papiers confiés au colonel Le Planté — et qu'il avait la mission de remettre au Directoire.

Bonaparte. — Eh!... je n'en sais là-dessus pas plus que toi... Ce qui est certain, c'est qu'ils ne sont plus entre ses mains... Adrienne me l'a assuré... Au surplus, je n'en suis pas autrement inquiet... Que peuvent-ils contenir?... Des accusations écloses dans les cervelles de ce jaloux de Kléber ou de ce fou de

Tallien... Ah! citoyen Sieyès!... c'est égal!... si vous les teniez, ces papiers accusateurs, je ne pèserais pas lourd entre vos mains...

Sieyès, *après avoir ri de la plaisanterie.* — Avez-vous aussi songé, général, qu'il nous faudra de l'argent, beaucoup d'argent? Nous ne saurions nous embarquer dans cette aventure sans munitions... Le nerf de la guerre, général!

Bonaparte, *railleur.* — Vous êtes un homme prévoyant, citoyen Sieyès... Vous pensez à tout... Soyez rassuré. Nous y avons songé... Les banquiers Collot et Perregaux pourvoiront à tous nos besoins... (*Sieyès pousse un soupir comme s'il était soulagé d'un grand poids.*) Au revoir, citoyens...

Il sort, reconduit jusqu'à la porte du salon par son frère et par Sieyès.

Sieyès. — Ouf!... Diable d'homme!... Il croit toujours parler à ses colonels ou à ses généraux. Il n'en est pas moins vrai que me voilà relégué au second plan.

Lucien. — Réfléchissez, citoyen Sieyès, que le projet d'un consulat provisoire assure le succès de l'entreprise... Mon frère ne m'en avait pas parlé, mais j'ai été frappé, comme vous devez l'être vous-même, par la logique de son argumentation.

Sieyès. — Qui vivra verra!... Après tout, mieux vaut encore s'entendre avec lui... Car s'il ne faisait pas le coup avec nous, il le ferait avec les Jacobins... il le ferait avec le diable!... (*Comme à lui-même.*)

C'est égal!... s'il croit que c'est pour l'élever au premier rang de la République que j'ai purgé l'administration de tous ces Jacobins de malheur!... Allons!... allons!... le dernier mot de tout cela n'est pas encore dit... (*Il se frotte les mains, tout en regardant Lucien d'un air de triomphe.*)

VINGT-ET-UNIÈME JOURNÉE

LES ROYALISTES

12 brumaire.

Le Directeur Barras est en conférence avec Borelly et le comte Georges Le Sergent de Hautecœur, représentants du comte de Lille.

Barras. — Vos chouans!... vous me parlez toujours de vos chouans! Ils sont constamment battus par nos généraux républicains. Ah! s'ils avaient seulement quelques succès, on viendrait facilement à bout de la population parisienne. Mais les généraux, à Paris, sont tous républicains... quelques-uns sont des Jacobins enragés... des démagogues forcenés qui ne songent qu'au retour du régime des Comités de Salut public et de la loi des suspects...

Hautecœur. — Depuis notre entrevue, citoyen Directeur, j'ai pu m'entretenir avec le général Bona-

parte... et, malgré les répugnances de M. de Frotté, j'ai maintenant l'assurance que nous pourrions nous entendre.

Barras. — Eh!... parbleu!... je sais bien que ce démon de Bonaparte est prêt à seconder tout le monde. Il n'y a qu'avec moi qu'il ne veut pas s'entendre, parce que j'ai vu clair dans son jeu, et il ne me le pardonne pas... S'il a pu s'échapper d'Égypte, c'est avec l'assentiment secret du Gouvernement anglais envers lequel il a pris le formel engagement de restaurer la royauté en France au profit des Bourbons. Le malheur, avec ce diable d'homme, c'est qu'on ne le tient jamais.

Hautecœur. — Eh bien, moi, je le tiens, citoyen Directeur... Je me réserve de le lui prouver au moment opportun.

Barras. — Comment cela ?

Hautecœur.— Ces papiers rapportés par le colonel Le Planté... et qui lui ont été dérobés... ces papiers sont entre mes mains.

Barras. — Qui a pu vous les remettre ?... Vous n'ignorez pas que depuis quelques jours, il n'est question, au Directoire, que de la disparition de ces papiers... que le colonel a été sur le point d'être compromis... Mais enfin, que contiennent-ils ?...

Hautecœur. — Peu importe la façon dont je me les suis procurés... L'essentiel, c'est que je les tiens... et je saurai en tirer meilleur profit que votre Directoire... Quant à ce qu'ils contiennent ?... Oh!

des accusations nettes et précises... Conspiration préparée en Égypte pour renverser le Gouvernement... intelligences avec l'ennemi... désertion... et toute la liste des atrocités commises par Buonaparte et que le *Courrier d'Égypte*, rédigé par le citoyen Tallien, a déjà portées à la connaissance de l'armée.

BARRAS. — Et vous n'en avez rien laissé soupçonner à Bonaparte, citoyen ?

HAUTECŒUR. — Je m'en serais bien gardé... Le moment n'était pas venu... Le général a demandé quelques jours, jusqu'au 18, pour faire ses réflexions.

BARRAS. — Jusqu'au 18 !... Pourquoi cette date... plutôt qu'une autre ?

HAUTECŒUR. — Je l'ignore... Ce jour-là doit avoir lieu le mariage de ma cousine, Adrienne de Brillanne, à qui il a promis d'être son témoin, avec le colonel Le Planté... et ma cousine n'est certainement pas étrangère aux bonnes dispositions dans lesquelles j'ai trouvé le général à notre égard.

BARRAS. — Ne vous fiez pas trop au colonel... Graine de Jacobin ne saurait germer en terre royale.

BORELLY. — Alors... citoyen Directeur, tout est convenu... Vous acceptez... et je puis, en votre nom, informer le prétendant...

BOTTOT, *qui vient d'entrer*. — Citoyen Directeur, vos collègues, les citoyens Gohier et Moulins, insistent pour vous entretenir sans retard... Ils sont accompagnés du ministre de la guerre.

BARRAS. — Diable !... Il ne ferait pas bon qu'ils

vous rencontrassent ici. Venez me voir demain... Nous reprendrons cette conversation au point où nous l'avons laissée... Du reste, rien ne presse et nous avons devant nous tout le temps pour nous préparer.

Barras les reconduit jusqu'à la porte de ses appartements privés par laquelle ils disparaissent... Au même moment, le général Moulins entre comme un furieux et regarde, très intrigué, tout autour de lui. Il est suivi de Gohier, qui prend tranquillement une prise de tabac, et de Dubois-Crancé.

MOULINS, *éclatant.* — Il faut en finir !... Barras... Nous sommes venus vous trouver parce qu'un pareil état de choses est intolérable, et que si nous ne nous décidons pas à prendre des mesures énergiques, nous nous réveillerons, un de ces beaux matins, entre les mains et prisonniers des conspirateurs.

BARRAS. — Vous voilà fort en colère... Mais, après être entré chez moi comme un coup de tempête, me ferez-vous au moins l'honneur de me dire ce qui a bien pu vous mettre dans l'état d'agitation où je vous vois ?

MOULINS. — Vous allez le savoir... Dubois-Crancé a surpris les fils d'une vaste conspiration militaire, dont Bonaparte est le chef... On conspire chez Sieyès, chez Murat, chez Lannes, chez Berthier... On conspire tout haut dans les salons des inspecteurs des Anciens... et chez les principaux membres des commissions... Je ne sais même pas si je ne dois pas avouer que l'on conspire jusque chez vous, Barras...

Barras. — L'accusation est plaisante, en vérité… La colère vous aveugle, citoyen collègue… et je ne vois, dans tout ce que vous me dites, rien dont la République puisse avoir à craindre.

Gohier, *sa tabatière à la main.* — Il ne veut rien entendre… Voilà une heure que je m'évertue à le lui démontrer…

Dubois-Crancé. — Je puis vous assurer, citoyens Directeurs, que le péril n'est point imaginaire, que des conciliabules sont tenus tous les jours chez Lucien Bonaparte, et je pourrais vous citer les noms des généraux acquis à la conspiration.

Barras et Gohier haussent les épaules en riant.

Moulins. — Ainsi, vous doutez encore… Nous serons bien avancés quand il ne sera plus temps… Où est ton courage, Barras ?… N'es-tu plus l'homme de Thermidor, de Vendémiaire et de Fructidor ?… N'as-tu plus assez de volonté pour mettre la main sur les conspirateurs qui nous entourent, les déporter ou les fusiller… Il faut savoir ce que deviennent nos collègues Sieyès et Roger-Ducos… (*A Gohier.*) J'insiste pour que le Directoire soit immédiatement réuni et se déclare en permanence.

Un huissier, *ouvrant la porte et annonçant.* — Le citoyen Fouché, ministre de la police.

Barras. — Il arrive à propos.

Moulins, *bas à Gohier, pendant que Barras va au-devant de Fouché.* — Il n'était pas seul quand nous nous sommes fait annoncer.

Gohier, *de même*. — Qu'allez-vous encore vous mettre en tête ?... Quelque bonne fortune !... La Tallien, probablement... Ah çà ! Moulins, vous ne connaissez donc pas Barras ?

Moulins, *à Fouché*. — Nous expliquerez-vous, citoyen ministre, comment des conspirateurs peuvent impunément menacer tous les jours la République sans que nous en soyons informés ? Vos agents ne vous renseignent-ils pas ?

Fouché, *tranquillement*. — Ils me renseignent si bien, citoyen Directeur, que j'ai appris par eux que, vous-même, vous assistiez, avant-hier, en compagnie du citoyen Dubois-Crancé, à une réunion de soi-disant patriotes, où il a été beaucoup question de renverser le Directoire et de substituer aux deux Conseils une Convention nationale.

Rires de Barras et de Gohier.

Moulins, *embarrassé*. — Il ne s'agit pas des Patriotes... des Jacobins qui sont, eux du moins, des républicains avérés... et tous ne sauraient être rendus responsables de la motion inconsidérée de quelques-uns. Il s'agit des menées de Bonaparte et de ses généraux.

Fouché. — Avez-vous des preuves ?

Moulins. — Demandez à Dubois-Crancé.

Dubois-Crancé. — Le citoyen ministre ne peut ignorer que, sous le prétexte d'une revue, des mouvements de troupe sont préparés dans Paris pour un jour prochain ?

FOUCHÉ. — Alors, je vous répondrai, citoyen collègue, que cela ne me regarde pas... et qu'il ne rentre pas dans mes attributions de consigner les troupes dans leurs casernes.

DUBOIS-CRANCÉ, *s'asseyant au bureau de Barras et écrivant.* — Aussi, est-ce le parti que je vais prendre... « Défense à tous les chefs de corps de faire aucun mouvement, sans autorisation du ministre de la guerre, sous peine de mort. »

MOULINS. — Cela ne suffit pas... Je réclame que Bonaparte soit arrêté...

FOUCHÉ. — Y pensez-vous ?... Et comment vous y prendriez-vous, au milieu de l'enthousiasme dont le général est l'objet ? Croyez-vous qu'il ne se tienne pas sur ses gardes ?...

MOULINS. — On peut, pendant la nuit, cerner sa maison et l'enlever avec l'aide de quelques cavaliers décidés.

FOUCHÉ. — Le lendemain, la foule vous arracherait votre prisonnier, et vous ne gagneriez rien à un attentat qui tournerait contre vous... La mesure serait impolitique... et, d'ailleurs, vous vous méprenez sur les intentions de Bonaparte... Il ne pense pas plus à culbuter la République, que vous ne songez, vous, à renverser le Directoire.

Moulins balbutie quelques mots embarrassés, auxquels ses collègues ripostent par des plaisanteries. — Un huissier entre et s'approche de Moulins.

L'HUISSIER. — Citoyen Directeur, la citoyenne

Arthémise prétend que vous lui avez donné rendez-vous.

Moulins fait un geste, comme pour dire que c'est bien et qu'il va la rejoindre... Il sort, en compagnie de Gohier et de Dubois-Crancé, qui, avec Barras, emploient tous leurs efforts à le calmer.

Barras. — Diable d'homme !... Si on l'écoutait, on ne ferait que des sottises... Ah ! à propos, Fouché, j'ai découvert que les papiers dérobés au colonel Le Planté sont en la possession du jeune Le Sergent de Hautecœur.

Fouché. — Le Sergent de Hautecœur !... Un chouan ! Un conspirateur royaliste... C'est bon à savoir.

Ils se sont assis et continuent leur conversation.

VINGT-DEUXIÈME JOURNÉE

UNE FÊTE CHEZ FOUCHÉ

13 brumaire.

A l'Hôtel du Ministère de la Police. Un salon brillamment éclairé, communiquant avec d'autres salons, dont les portes sont toutes grandes ouvertes. Grande fête donnée par Fouché, en l'honneur du général Bonaparte, après un dîner de vingt-quatre couverts auquel étaient conviés les amis de l'entourage direct du général. — Beaucoup de dames en toilettes de gala. La fête bat son plein. — Le citoyen Laïs, pensionnaire de l'Opéra, chante, accompagné au piano par le compositeur Grange de Fontenelle. Bonaparte, entouré d'une véritable cour de dames, parmi lesquelles Adrienne de Brillanne et sa tante, est assis dans un fauteuil près du piano. — Fouché est debout, en face de lui, semblant l'observer.

LAÏS, *chantant :*

Depuis cette nuit désolante,
Dès qu'aux bords du couchant le jour vient d'expirer
Sur la roche insulaire, encor rouge et sanglante,
Je reviens m'asseoir et pleurer.

On applaudit. — Bonaparte se lève et s'approche du piano.

Bonaparte, *à Laïs*. — Citoyen Laïs, vous chantez ces vers avec l'âme d'Ossian. (*A Fontenelle, qui s'est levé.*) Tous mes compliments, jeune homme ; vous les avez divinement rendus... Que ne travaillez-vous pour le théâtre... comme Méhul ?

Fontenelle, *timidement, gauche.* — J'ai précisément une *Hécube* toute prête que les directeurs de l'Opéra se refusent à monter.

Bonaparte. — Ils vous refusent!... Ils la joueront, monsieur Fontenelle, je vous en donne ma parole de général.

Arnault, *à Regnault.* — Si ce n'est pas un fait exprès que ceci... avouez que c'est l'effet d'un singulier hasard.

Regnault. — Oui... Des vingt-quatre convives de ce dîner, il n'y avait guère que le maître de la maison qui ne fût pas des nôtres.

Arnault. — Quel beau coup de filet il pourrait encore faire, rien qu'en fermant seulement les portes.

Regnault. — Il s'en garderait bien!... Vous ne connaissez pas Fouché, mon cher poète... Il arrêterait plutôt le Directoire que Bonaparte dont il a deviné le soleil levant... Il flaire mieux d'où vient le vent... Voyez-le plutôt faire sa cour au général, en véritable Oratorien.

Bonaparte, *répondant à Fouché.* — Et je vous suis reconnaissant de la galanterie, mon cher mi-

nistre... J'ai éprouvé le plus vif plaisir à entendre ces chants d'Ossian par les belles voix de Laïs et de Chéron.

Arnault, à *Regnault.* — Réal nous a fort divertis par sa verve si spirituelle et si originale. Avez-vous remarqué comme il a plaisanté Fouché pendant tout le dîner au sujet des conspirations ?

Regnault. — Il a même été très imprudent... Le ministre est méfiant en diable, et s'il se doutait de ce qui se trame...

Bonaparte, *s'approchant d'eux.* — Eh bien, monsieur le poète, ne vous avais-je pas dit que vous ne rencontreriez ici que des amis ?... Avez-vous préparé votre chanson ?

Arnault. — Une chanson pour un dénouement de tragédie ?... C'est trop piquant pour que j'y manque.

Bonaparte. — Ne perdez pas de temps... Nous n'avons plus que quatre jours devant nous... Une chanson est de circonstance... Il est bon d'employer toutes les formes d'expression pour se mettre à la portée de toutes les intelligences.

Il le quitte brusquement et se dirige vers un groupe de dames où se trouve Adrienne de Brillanne qu'il attire à lui. — Au milieu des conversations dont la tonalité s'éteint progressivement, le jeune compositeur Fontenelle s'est remis au piano et exécute diverses variations sur des airs classiques.

Arnault. — Le général est ce soir d'une humeur charmante... A l'entendre rire et plaisanter, on ne se

douterait pas qu'il est à cette heure engagé dans une entreprise aussi périlleuse.

Regnault. — Il faut bien donner le change à Fouché.

Bonaparte, *à Adrienne.* — Comment se fait-il, ma chère Adrienne, que nous n'ayons pas vu, ce soir, le colonel Maxime ? A ma sollicitation, pourtant, Fouché lui avait adressé une invitation. Vous bouderait-il, par hasard ?

Adrienne. — Excusez-le, général... Depuis la disparition de ces papiers, Maxime est comme un fou. Il a dénoncé le vol au ministre de la police, et s'en est expliqué avec le Président du Directoire. Peu s'en est fallu qu'il ne fût arrêté. Barras trouvait là une occasion d'exercer sa rancune, et sans l'intervention de Gohier et de Moulins, la décision allait être prise... Il n'en est pas moins vrai que si ces papiers ne se retrouvent pas, Maxime devra rendre compte de sa conduite devant un conseil de guerre. Vous me voyez, général, dans une horrible situation d'esprit.

Bonaparte. — Bah !... vous serez mariés... car, c'est bien toujours pour le 18, n'est-ce pas ?... D'ici là, il y aura alors du changement... Et vous ne soupçonnez personne de ce vol ?... Quant à celui qui détient ces papiers, ce ne peut être en tous cas un de mes ennemis, sans quoi on en aurait entendu parler.

Adrienne. — Personne !... C'est-à-dire... Mais je ne sais encore si, dans l'intérêt de Maxime, je ne dois pas, par prudence...

Fontenelle termine ses variations par un trait brillant qui excite des applaudissements enthousiastes, dont Bonaparte, tout en causant, donne le signal. — Fouché vient à lui.

Fouché. — Merci, général, pour l'intérêt que vous témoignez à mon jeune protégé... Il marche sur les traces de Gluck et de Mozart.

Bonaparte. — Nous le pousserons, mon cher ministre... Mais dites-moi, vous avez fait une enquête au sujet de ces papiers dérobés chez le citoyen Le Planté ?

Fouché. — J'ai mis mes meilleurs agents en campagne et je dois avouer que, jusqu'ici, je n'ai encore abouti à rien.

Bonaparte, *fixant Fouché*. — C'est singulier!...

A ce moment, on entend très distinctement dans la cour de l'hôtel des piétinements de chevaux sur le pavé... comme le mouvement d'une troupe de cavaliers prenant position. — Les conversations s'éteignent peu à peu... Tout le monde se regarde, semblant se demander l'explication de ce qui se passe... Un grand silence règne dans le salon durant quelques secondes... Bonaparte, très souriant, interroge du regard le ministre de la police qui est devenu tout pâle... L'anxiété et l'inquiétude augmentent encore quand, après que les piétinements ont cessé, on distingue des commandements militaires à haute voix : Cavaliers!... En carré, rangez-vous!... Fixe!... — Quelques amis du général viennent se ranger à ses côtés. — Fouché se dirige vers l'une des fenêtres et l'ouvre toute grande.

Fouché, *à Turot, tout en se dirigeant vers la fenêtre*. — Turot... descendez. . et revenez aussitôt pour me dire ce qui se passe.

ARNAULT, *bas à Regnault.* — Ah çà !... est-ce que Fouché voudrait plaisanter avec nous?

REGNAULT, *de même.* — Mais rassurez-vous donc, timoré que vous êtes... et regardez Fouché... il est plus intrigué que nous tous.

Une fanfare éclate presque aussitôt dans la cour et pendant un moment on entend les airs nationaux monter par bouffées dans le salon, où tout le monde paraît maintenant rassuré et ne cache pas ses sentiments de satisfaction... Bonaparte a rejoint Fouché près de la fenêtre.

TUROT, *rentrant.* — Citoyen ministre... la fanfare du 26e régiment de chasseurs à cheval a voulu donner une sérénade au général Bonaparte... qu'elle savait que vous receviez ce soir... Elle est accompagnée de tous les officiers, colonel en tête...

FOUCHÉ. — Général, je ne suis pour rien dans cette manifestation qui n'est qu'une surprise ajoutée à celles que je vous avais réservées. Voulez-vous me permettre d'inviter les officiers à monter?

BONAPARTE. — Je vous en prie, citoyen ministre.

Des cris de : VIVE BONAPARTE, VIVE LE GÉNÉRAL! éclatent dans la cour... Fouché a fait signe à Turot qui est sorti aussitôt du salon. Bonaparte, penché à la fenêtre, répond par des gestes de remercîment aux acclamations des cavaliers qui ne discontinuent pas.

ARNAULT, *à Regnault.* — N'empêche qu'ils nous ont fait une belle peur...

REGNAULT, *à Rœderer et à Arnault.* — N'oubliez pas que nous devons nous retrouver demain soir rue Taitbout, chez Talleyrand... Là, nous nous rendrons

compte de ce que nous aurons appris et nous conviendrons de ce que nous aurons à faire... Et maintenant, si vous m'en croyez, mes amis, avant de nous coucher, nous irons revoir, chez Demonville, les épreuves des proclamations.

Arnault. — Croyez-vous qu'il soit très prudent de notre part de laisser le général entre les mains de Fouché?

Rœderer, *voyant entrer les officiers au-devant de qui se dirige Bonaparte.* — Il est maintenant sous bonne garde... Du reste, rassurez-vous... Fouché le reconduirait plutôt en palanquin rue de la Victoire.

Ils sortent.

Bonaparte. — Soyez les bienvenus... messieurs les officiers... (*A Laïs et à Chéron.*) Citoyens, ces messieurs à leur tour seront charmés de vous entendre...

Fontenelle a repris place au piano... Laïs et Chéron se disposent à chanter... La soirée suit son cours, pendant qu'au dehors, les éclats de la fanfare continuent au milieu des cris de : Vive le général Bonaparte!

VINGT-TROISIÈME JOURNÉE

LES CONJURÉS

14 brumaire.

Le salon de Lucien Bonaparte, rue Verte, où sont réunis les conjurés. — Le général Bonaparte est assis devant une table, en face de Sieyès. — Autour d'eux, répartis dans le salon, debout ou assis, les hommes politiques de l'entourage du général et plusieurs officiers en uniforme. Bourrienne et Eugène de Beauharnais sont au nombre des conjurés.

Sieyès. — Tout, général, est arrêté, suivant vos désirs. Tout est convenu pour le 18... et peut-être eût-il mieux valu que ce fût pour demain... Car les faubourgs sont prêts à se lever à la voix de Jourdan et d'Augereau... Voici la minute du décret qui vous confie le commandement suprême de toutes les troupes... Voici la résolution des Anciens qui vous propose comme consul provisoire, avec Roger-Ducos et moi... Nous préférons deux commissions législa-

tives au lieu d'une ; chaque Conseil nommera des commissions et s'ajournera pour trois mois... Les Conseils sont chargés de travailler avec les deux commissions à la Constitution consulaire, qui sera aussitôt présentée à l'acceptation du peuple.

Bonaparte. — Mais, monsieur Sieyès, vous parlez de tout cela comme si c'était chose faite... Êtes-vous certain que les Anciens voteront vos propositions ?

Sieyès. — Les articles 102 et suivants de la Constitution leur en donnent le pouvoir... Ils seraient fous, après le tableau qui leur sera fait de la situation, de ne pas user de ce droit constitutionnel.

Bonaparte. — Qu'en pensez-vous, citoyen Lemercier... vous, le président des Anciens ?

Lemercier. — Nous sommes assurés de la majorité dans le Conseil.

Bonaparte. — Et toi, Lucien ?... Que se passera-t-il aux Cinq-Cents ?

Lucien. — Du moment où les Anciens se seront prononcés pour la translation des conseils à Saint-Cloud, les Cinq-Cents seront bien obligés de les suivre, la Constitution ne leur reconnaissant pas le droit de discuter leur décret.

Bonaparte. — C'est parfait !... La prévoyance de l'homme a moins d'étendue encore que sa malice... Il n'est pas d'organisation sociale, si bien combinée, qui ne porte en elle-même le principe de sa destruction... Mais, n'avez-vous pas craint, monsieur Sieyès,

d'alarmer les Parisiens, de les mécontenter en éloignant d'eux les autorités ? Ne faites-vous pas naître le trouble par la précaution que vous prenez pour l'éviter ?

Sieyès. — A Dieu ne plaise que je fasse l'injure aux citoyens de Paris de les croire capables d'attenter à la représentation nationale. Je ne doute pas au contraire qu'ils ne lui feraient au besoin un rempart de leurs corps... Mais cette ville immense renferme dans son sein une foule de brigands audacieux et de scélérats désespérés, vomis et jetés parmi nous de tous les points du globe, qui attendent avec impatience un moment de surprise ou d'effroi, pour frapper au cœur la République. Du reste, cette translation sera tout au plus de quelques jours, et ne peut pas être plus longue. (*Murmure d'assentiment dans toute l'assistance.*)

Joseph Bonaparte. — Il faut nous hâter, si nous ne voulons pas être prévenus par les chefs des Jacobins...

Réal. — Chaque jour, les rapports les plus alarmants nous mettent dans la nécessité d'agir au plus vite... Nous sommes avisés, au Département, que les anarchistes ont des conciliabules secrets... Il se fait depuis quelque temps dans Paris des distributions d'armes et de cartouches... Déjà même, ils se sont donné le mot d'ordre et le mot de ralliement. Je le tiens de Salicetti lui-même.

Bonaparte. — Il n'y a donc pas à hésiter. Il n'est

qu'un point sur lequel je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur Sieyès... C'est quand vous voulez exclure des délibérations des deux Conseils certains représentants, dont vous redoutez l'opposition systématique.

Plusieurs voix. — Le citoyen Directeur a raison... On ne saurait trop prendre de précautions contre les Jacobins.

Sieyès. — Croyez-en, général, ceux qui ont une longue expérience de nos assemblées... La violence et l'exaltation sont contagieuses. Vous seriez désolé d'avoir à tirer l'épée... Il serait affreux qu'avec une unanimité nationale, telle qu'on n'en vit pas une pareille depuis 89, l'obstination de quelques hommes fît répandre du sang... Et bien, si vous les admettez, vous serez peut-être forcé d'en venir là...

Par ses murmures, l'assistance semble donner raison à Sieyès... On attend avec anxiété la décision du général.

Bonaparte, *se levant.* — Eh bien, non !.. je ne veux pas qu'on m'accuse d'avoir eu peur d'Augereau et de Jourdan... N'avons-nous pas pour nous le peuple, les Anciens, une partie des Cinq-Cents... et la majorité du Directoire ?... car je vous garantis que Barras ne marchera pas, ne votera pas contre moi.

Murat. — Nous avons, Eugène et moi, déjeuné ce matin chez Barras. Il nous a accablés de protestations de dévouement au général et à sa fortune.

Bonaparte. — Je ne puis consentir à une mesure d'exclusion. Tous les représentants seront admis...

Je ne veux pas de consigne. Je réponds de tout...

SIEYÈS. — Puissent les événements ne pas me donner raison !...

Moment de silence... Entre Regnault de Saint-Jean-d'Angely.

BONAPARTE. — Eh bien, Regnault, vous avez vu Cambacérès et Lebrun ?...

REGNAULT. — Le citoyen ministre de la justice s'est entretenu aujourd'hui avec plusieurs de ses collègues des Anciens... Ils ont des scrupules et demandent vingt-quatre heures pour faire leurs réflexions et se décider.

BONAPARTE. — Qu'est-ce à dire ?... De la résistance à présent que tout est prêt ?... Je ne veux pas de tergiversations. Les imbéciles !... Ils ont eu le temps de se convaincre pourtant que je puis faire sans eux ce que je veux bien faire avec eux... Qu'ils se décident aujourd'hui même, sinon il sera trop tard... Avez-vous les proclamations ?...

REGNAULT. — Elles sont composées et seront tirées demain, et affichées dans Paris aussitôt que le décret des Anciens aura été rendu.

BONAPARTE. — Bien !... Il ne s'agit plus que de distribuer les rôles. Messieurs, prenez des notes. (*S'adressant à Sébastiani.*) C'est vous, colonel, qui imprimerez le mouvement, toute la garnison vous suivra... Vous ferez prendre les armes à vos dragons sous prétexte d'une revue à la pointe du jour, et vous occuperez les positions suivantes : Cinq

cents hommes à pied se rendront sur la place de la Révolution où ils se formeront en colonnes par division pour y attendre de nouveaux ordres ; cent hommes à cheval se mettront en bataille aux Champs-Élysées ; cent autres occuperont l'entrée du pont de la Révolution... et vous, à la tête de trois cents hommes à cheval, vous viendrez vous mettre en bataille dans la rue de la Victoire. Je vous donnerai des ordres aussitôt que vous serez rendu. Il est essentiel que vos troupes ne communiquent avec personne, ni pendant leur marche, ni sur les points où elles seront placées, et qu'elles n'exécutent que les ordres que vous leur donnerez vous-même verbalement. Le général Lannes prendra le commandement des troupes réunies aux Tuileries... (*A Marmont.*) Toi, Marmont, tu occuperas l'École Militaire, avec l'artillerie ; Murat se rendra à Saint-Cloud, et vous, Macdonald, à Versailles.

Marmont. — Ne serait-il pas prudent, général, d'obtenir auparavant l'ordre écrit du gouverneur ?

Bonaparte. — Quand mes fidèles troupes d'Italie me sollicitent de les passer en revue, il ferait beau voir que Lefebvre s'y opposât. Du reste, Lefebvre marchera avec nous... (*A Bourrienne.*) Bourrienne, vous ferez connaître à tous les officiers généraux présents à Paris, et aux adjudants de la garde nationale, que je les recevrai le 18 à six heures du matin. Pour donner le change sur cette convocation matinale, vous répandrez habilement le bruit d'un

voyage que je dois faire… N'oubliez ni Bernadotte, ni Jourdan, ni Augereau… Quant à Moreau, je m'en charge.

Sieyès. — Et nos trois collègues du Directoire ?

Bonaparte, *faisant de la main droite le geste de donner un tour de clef.* — Jubé me répond d'eux… (*A Réal.*) Réal, en votre qualité d'administrateur du Département, vous voudrez bien mettre votre hôtel de la place Vendôme à la disposition de nos amis… qui attendront chez vous les événements et des ordres… Regnault et Arnault iront communiquer à Fouché le décret des Anciens aussitôt qu'il aura été rendu… La disgrâce du Directoire nous assure le concours de ce ministre. Il ne voudra pas la partager. Et maintenant, messieurs, êtes-vous prêts à agir, résolus à marcher ? Songez que c'est notre vie ou notre mort que nous jouons… Quand nous voulons sauver la France, notre devoir est d'être forts… Pour moi, j'ai pleine confiance ; ma destinée n'est pas de finir place de la Révolution. En avant !…

Tous. — Oui, nous sommes prêts….

Bonaparte. — *Alea jacta est*… Dans trois jours, nous franchirons le Rubicon !…

L'assistance se confond en conversations particulières.

VINGT-QUATRIÈME JOURNÉE

LE BANQUET DE SAINT-SULPICE

15 brumaire.

Le temple de la Victoire, ci-devant église Saint-Sulpice. Le temple est décoré à profusion de riches tapisseries, de drapeaux et de trophées d'armes. Une immense table est dressée en fer à cheval au milieu de la nef, qu'elle occupe tout entière. Dans le fond de la nef, sur l'emplacement du maître-autel, la statue de la Liberté, est dressée sur un socle, entourée de drapeaux, de sabres, de fusils et de casques, disposés en écussons. Sur le socle de la statue, on peut lire cette inscription : « *Soyez unis, vous serez vainqueurs.* »

C'est le banquet offert par souscription, sur la proposition du Conseil des Anciens, aux généraux Bonaparte et Moreau. Les convives sont à table, le général Bonaparte à la gauche du président du Directoire, le général Moreau à la droite. Les autres convives, représentants, hommes politiques, officiers en uniforme, sont indifféremment répartis autour des tables. Le repas suit son cours, au milieu du plus profond silence, troublé seulement par les chuchotements des conversations entre voisins. Les grandes orgues, tenues par le citoyen Couperin, lancent dans l'Eglise les chants patriotiques de l'époque. Les servants et les maîtres d'hôtel, vont et viennent autour des tables.

Le sacristain. — Un banquet républicain !... dans une église !... Quel scandale !... Et c'est pour cela, monsieur Chasselet, que vous avez revêtu votre uniforme des grandes cérémonies !...

Le suisse. — Que voulez-vous..., citoyen Verdure, je suis citoyen français avant d'être suisse... et je m'estime trop heureux de l'occasion que les républicains m'ont offerte de rentrer dans ma charge.

Le sacristain, *grommelant*. — C'est égal... celui qui m'aurait dit que je préparerais, dans ma sacristie, des vins pour un autre usage que celui du saint sacrifice de la messe !... Ah ! les temps sont bien changés... Vous rappelez-vous la dernière procession de la Fête-Dieu, en 1788, monsieur Chasselet ?

Le suisse. — Si je me la rappelle !... citoyen Verdure... Que voulez-vous ?... les temps sont changés, comme vous dites, les fêtes républicaines ont remplacé les fêtes de la superstition.

Le sacristain. — Fi ! monsieur Chasselet... Pouvez-vous parler ainsi, vous,... un homme d'église...

Le suisse, *montrant ses chausses*. — Pas un sansculotte, en tous cas...

Le sacristain. — Et ces orgues !... Elles n'en finissent pas de jouer les airs nationaux, au lieu des chants sacrés de Bach qui vous remuaient l'âme.

Le suisse. — La *Marseillaise* vaut bien le *Veni Creator*.

Le sacristain. — Alors, c'est ce petit homme, avec un habit garni de palmes vertes, qui est le général Bonaparte... Il n'a pas l'air content... Avez-vous remarqué, monsieur Chasselet, qu'il n'a touché à aucun des mets qu'on lui a servis... Aurait-il peur d'être empoisonné ?

Le suisse. — Dam !... il en est certainement parmi ces gaillards à qui sa gloire porte ombrage et qui ne demanderaient pas mieux que d'être débarrassés du petit général.

Le sacristain. — C'est donc cela que j'ai vu le général Duroc lui apporter un pain et une demi-bouteille de vin qu'il était allé chercher dans sa voiture... Et dites-moi, est-ce vrai ce qu'on dit depuis quelques jours que Bonaparte va culbuter le Directoire et ramener les Bourbons ?

Le suisse. — Les Bourbons !... Je crois plutôt que Bonaparte est en route pour rétablir la Convention... Mais voici le président du Directoire qui se lève... Le citoyen Gohier va parler...

Sur un signe du maître des cérémonies, les orgues cessent de jouer... Les regards de tous les convives sont tournés vers Gohier...

Gohier, *se levant.* — Citoyens, en ce jour solennel où nous honorons la gloire et le courage, je porte un toast qui sera entendu de tous les rois coalisés contre la République, je bois à la paix...

Applaudissements. Cris divers.

Lemercier, *debout, levant son verre.* — Citoyens... à la gloire, à la prospérité de la République française.... (*Applaudissements.*)

Lucien Bonaparte, *de même.* — Aux armées de terre et de mer de la République... (*Applaudissements.*)

Le général Moreau, *de même.* — A tous les fidèles alliés de la République.

Chaque toast est accompagné d'applaudissements et de bravos.

Le général Bonaparte, *se levant à son tour, au milieu du plus profond silence.* — Moi, citoyens, je bois à l'union de tous les Français.

Ce toast est accueilli par les applaudissements de tous les convives, auxquels se mêlent quelques cris de : Vive Bonaparte.

Le sacristain. — Vous direz tout ce que vous voudrez monsieur Chasselet... mais ça manque de gaîté... d'enthousiasme... Quelle différence quand nous chantions l'*alleluia* le jour de Pâques... Je n'ai jamais vu un repas aussi lugubre... Ils ont tous l'air de se défier les uns des autres.

Le suisse, *riant.* — Vous trouvez, citoyen... En politique, c'est ainsi que cela se passe... Les partis s'observent... Mais voilà Bonaparte qui se lève...

Le général s'est levé et suivi par Berthier, Duroc et Bourienne. Il fait le tour des tables... s'entretenant avec plusieurs convives... Un moment auparavant, plusieurs personnes venant du dehors sont entrées et se sont approchées de Fouché, de Lemercier et de Lucien Bonaparte... et leur ont parlé bas... Des rumeurs circulent de bouche en bouche et paraissent jeter de l'effarement dans l'assistance. Fouché a quitté la table et a abordé plusieurs agents qui attendent dans un coin de l'église... Les orgues, à ce moment, jouent le *Chant du départ*, de Méhul.

Fouché, *à ses agents.* — Citoyens, on m'assure que Jourdan et Augereau dînent en ce moment au

faubourg Saint-Antoine, en compagnie de Santerre.. Allez... Je compte sur vous pour connaître leurs intentions...

Le suisse. — Vous avez entendu, citoyen ?... Augereau et Jourdan vont soulever les faubourgs...

Pendant ce temps, Bonaparte s'est dirigé vers une porte latérale.

Bonaparte, *à Duroc.* — Duroc, allez dire à monsieur Sieyès que je l'attends rue de la Victoire... Il faut que tout soit prêt après-demain. (*Prenant le bras de Bourrienne.*) Je m'ennuie ici... Allons nous-en.

Ils sortent.

Le sacristain, *levant les bras au ciel.* — Saints du paradis!... Comment tout cela finira-t-il?

Le suisse. — Taisez-vous, citoyen Verdure... vous m'empêchez d'entendre le citoyen représentant Courtois qui récite des vers en l'honneur du général Moreau.

Courtois, *au milieu des rumeurs confuses, est debout... Il tient un papier à la main et lit :*

Toi, jeune Fabius qu'a deviné Voltaire
Dans un de ses plus beaux portraits...

Il continue.

Le sacristain, *scandalisé.* — Voltaire!... Quelle impiété!... Un nom de païen... à Saint-Sulpice... Décidément, monsieur Chasselet, j'ai trop vécu...

VINGT-CINQUIÈME JOURNÉE

LA CONSPIRATION

16 brumaire.

Le grand salon de l'hôtel de la rue Chantereine. Réception, après le dîner offert par le général Bonaparte en l'honneur du président du Directoire et de madame Gohier... Beaucoup de monde, des dames en grande toilette, des officiers de tous grades en uniformes, des hommes politiques; en un mot, la réunion de tout l'entourage du général. Le président Gohier est assis sur un canapé, au milieu d'un cercle de dames. Bonaparte va de l'un à l'autre, très empressé auprès de chacun... Une grande animation règne dans le salon.

BONAPARTE, *au milieu d'un groupe de généraux.* — Nous avons servi la République sur les champs de bataille... Nous la servirons encore plus utilement à Paris... J'ai besoin de votre appui et j'y compte. Soyez tous rendus après-demain matin chez moi à huit heures avec vos états-majors... Plus un mot, voici des oreilles de Jacobins indiscrets...

Bonaparte se répand à travers les groupes.

Maxime, *entraînant son père.* — Enfin, mon père, qu'est-ce qui vous étonne dans tout ce qui nous entoure ?...

Michel. — Ce qui m'étonne, c'est de me voir ici... Tous ces gens me font l'effet de conspirer... On dirait, à les entendre, que la République est discréditée, pourrie, vendue... Jour de Dieu !... si ton petit général s'avisait de vouloir y toucher !...

Maxime. — Calmez-vous, mon père... vous allez attirer l'attention sur vous... Que diable, aussi !... vous ne voyez partout que des conspirations et des conspirateurs.

Michel. — Je vois ce que je vois... j'entends ce que j'entends... Cela devrait te crever les yeux... et étourdir les oreilles... Il faut que tu sois aveuglé par l'amour, pour ne voir pas plus clair dans ce qui se passe. — A propos, as-tu revu le ministre de la police ?... Tu sais qu'il y va de ton honneur de patriote et de soldat.

Maxime. — Je le sais, mon père... Fouché m'a fait informer aujourd'hui même qu'il tenait enfin la bonne piste et qu'il comptait pouvoir me remettre après-demain les papiers qui m'ont été volés.

Michel. — Le jour de ton mariage ?... Ce sera un plaisant cadeau de noces qu'il te fera là...

Adrienne, *entraînant Michel.* — Vous permettrez, citoyen représentant, que je vous enlève mon mari... (*S'avançant vers Maxime.*) Alors, vous ne m'en voulez plus, bien vrai ?

Maxime. — Pourquoi vous en voudrais-je, Adrienne ?... C'est à vous de me pardonner un soupçon dont je n'ai pu me défendre... et dont je m'excuse humblement... Vous m'aviez demandé ces papiers avec tant de chaleur, qu'il m'était permis de supposer que vous étiez pour quelque chose dans leur enlèvement... Pardon... oh ! pardon — je me trompais... Mais vous devez comprendre la situation dans laquelle je suis placé. — Je suis déshonoré s'ils ne sont pas retrouvés... et c'est parce que vous êtes tout pour moi, c'est parce que mon honneur doit vous être plus cher que ma vie, que je vous supplie, Adrienne, de m'aider à rentrer en possession des papiers qui m'ont été volés et dont je dois compte à mes chefs aussi bien qu'au Directoire.

Adrienne. — Je vous y aiderai, Maxime, et de tout mon pouvoir. — Patientez seulement quelques jours encore... Vous savez que Fouché nous l'a promis...

Ils se perdent dans la foule.

Bonaparte, *s'approchant de Joséphine.* — Vous n'avez donc pas su retenir Bernadotte ?

Joséphine. — Le général est parti, en prétextant une indisposition de Désirée. Mais, d'après ce que j'ai appris, il ne peut vous être bon à rien.

Bonaparte. — Je le crois... En tous cas, il ne peut plus me nuire... C'est tout ce qu'il me faut... (*S'approchant de Gohier, pendant que Joséphine, aidée d'Hortense et de ses belles-sœurs, offre le*

thé à ses invités.) Eh bien, mon cher Gohier, êtes-vous satisfait de votre soirée ?... Quant à moi, je ne saurais trop me féliciter de mes relations avec vous... et je vous demande la permission de m'inviter à dîner chez vous, en famille, après-demain 18 Brumaire.

GOHIER. — Comment donc, citoyen général... Le président du Directoire sera toujours très honoré de recevoir chez lui le héros d'Italie et d'Égypte.

MADAME GOHIER, à *Joséphine, qui lui offre une tasse de thé.* — Ma chère Joséphine, que vous êtes aimable!... Mais regardez donc mon fils... On dirait qu'il fait la cour à Hortense.

JOSÉPHINE. — Ils sont charmants tous les deux!... Ils sont en âge d'être mariés, et nous serions très flattés, Bonaparte et moi, de l'union de nos deux familles.

BONAPARTE, à *Réal, qui vient d'entrer.* — Je vous attendais avec impatience, Réal!

RÉAL. — Tout marche à merveille, citoyen général... Je sors de la commission des Inspecteurs... Les convocations pour les séances extraordinaires des deux Conseils seront expédiées demain soir... Nous sommes obligés d'oublier quelques représentants... C'est l'avis de la commission.

Bonaparte paraît mécontent... On annonce : *Le citoyen Fouché, ministre de la police...* Entre Fouché... Son entrée provoque des rumeurs diverses... Il s'avance vers Joséphine, laquelle est en ce moment assise sur un canapé, auprès de Gohier, et lui baise respectueusement la main.

Gohier, *une tasse de thé à la main, s'adressant à Fouché.* — Quoi de nouveau aujourd'hui, citoyen ministre ?...

Fouché. — Rien de nouveau, en vérité... Toujours les mêmes bavardages... Toujours la conspiration !...

Mouvements divers dans le salon où l'on se rapproche du groupe formé par Fouché, Gohier et Joséphine.

Bonaparte, *riant.* — Quelle conspiration ?...

Joséphine. — Une conspiration, citoyen ministre ?...

Gohier, *haussant les épaules, tout en humant son thé.* — La conspiration !...

Fouché, *riant.* — Oui... la conspiration... Mais je sais à quoi m'en tenir... J'y vois clair, citoyen Directeur... Fiez-vous à moi... ce n'est pas moi qu'on attrape. — S'il y avait conspiration, depuis qu'on en parle, on en aurait eu la preuve sur la place de la Révolution ou dans la plaine de Grenelle.

Joséphine. — Fi donc !... citoyen ministre, pouvez-vous rire de ces choses-là ?

Gohier, *à Joséphine.* — Ma chère amie, le ministre parle en homme qui sait son affaire. Mais tranquillisez-vous, citoyenne... Dire ces choses-là devant les dames, c'est prouver qu'il n'y a pas lieu de les faire... Faites comme le Gouvernement... ne vous inquiétez pas de ces bruits-là... dormez tranquille.

Bonaparte, *à Michel Le Planté, très gaiement.*

— Et vous, citoyen représentant, vous y croyez... à la grande conspiration ?...

Il pirouette sur ses talons, et tourne le dos à Michel Le Planté, au moment où celui-ci va lui répondre.

Michel, *à lui-même.* — Se moquerait-il de moi ?... (*A Gohier, qui vient de se lever.*) A votre place, citoyen président, je redoublerais de vigilance... (*La physionomie de Gohier manifeste une forte surprise.*) Oui, à quelques mots que j'ai pu entendre, il est question d'un grand mouvement de troupes pour le 18.

Gohier. — Bah... Laissez-moi donc tranquille... citoyen... le général vient précisément de s'inviter à dîner chez moi pour après-demain.

La marquise, *à Arnault.* — Comment !... citoyen Arnault, vous ne nous ferez pas l'honneur, après-demain, d'assister au mariage de ma nièce ?...

Arnault. — Excusez-moi, madame la marquise... j'ai ce matin-là même un engagement auquel je ne puis manquer... affaire d'honneur... affaire de cœur... affaire qui fera du bruit.

La marquise. — Adrienne ne vous le pardonnera pas. (*A Joséphine.*) Comprenez-vous, ma chère Joséphine, ce méchant poète ?...

Arnault, *à Bonaparte, qui est venu à lui et l'a pris par le bras.* — Ah ça !... général, qui trompe-t-on ici ?... comme dirait Basile. — Ils sont tous dans la confidence. (*Le général le regarde en riant.*) Vous riez ?... il n'y a pourtant pas de quoi... J'étais venu de la part de vos amis, en ce moment réunis chez

Talleyrand, savoir si la chose tient toujours pour après-demain, et prendre vos instructions.

BONAPARTE. — Et pourquoi ne tiendrait-elle pas ?

ARNAULT. — C'est qu'elle me paraît éventée ; tout le monde en parle.

BONAPARTE. — Tout le monde en parle et personne n'y croit... Vous l'avez bien vu tout à l'heure... Venez demain soir prendre le thé — s'il y a quelque chose de changé... je vous le dirai... En attendant, courez rassurer nos amis...

Il le reconduit jusqu'à la porte du salon et se rapproche d'Adrienne qui prend en ce moment, avec sa tante, congé de Joséphine, observé de près par Maxime et par son père.

ADRIENNE. — A mon tour de prendre congé de vous, général... et n'oubliez pas que c'est après-demain le grand jour. — Nous comptons sur vous et sur Joséphine. (*A Maxime.*) Maxime, vous voudrez bien nous reconduire, ma tante et moi.

BONAPARTE. — Je n'y manquerai pas... Je tiens trop à donner au colonel Le Planté cette marque de mon estime... (*A Maxime.*) Car, moi aussi, je compte sur vous, colonel... Donc, à après-demain, octidi... (*Maxime prend la main que lui tend le général...*) Ouf !... je suis fatigué... j'ai besoin de repos... je vais me coucher... (*A Bourrienne.*) Venez-vous, Bourrienne ?...

Il quitte le salon avec Bourrienne, pendant que les invités, dans un mouvement général, prennent congé de la maîtresse de la maison.

VINGT-SIXIÈME JOURNÉE

LA VEILLÉE DES ARMES

17 brumaire.

Devant la porte d'entrée du palais des Tuileries, donnant du côté de la rue Honoré. C'est le soir, vers onze heures. Il fait un clair de lune splendide... Quelques chevaux, tenus en main par des Guides, stationnent devant la porte. Un astronome en plein vent a installé sa lunette et invite les rares passants à venir contempler le ciel qui se détache en pleine lumière lunaire audessus du jardin, tandis que la façade du Palais profile sa haute masse noire. Au premier étage, dont les volets des fenêtres sont fermés, une de ces fenêtres laisse apercevoir du haut en bas une longue raie lumineuse. Des citoyens attardés s'arrêtent devant l'entrée du palais, contemplent les chevaux, se montrent la fenêtre éclairée et passent en échangeant les réflexions que leur inspirent le filet de lumière et la présence insolite des cavaliers, à cette heure, aux abords des Tuileries. Un réverbère, suspendu à une corde tranversale, jette sur la rue des lueurs blafardes.

L'astronome. — Approchez, citoyens... Vous pourrez contempler dans ma lunette la comète découverte par le citoyen Méchain... Elle continue

d'avancer vers le midi... Dans quelques jours, on ne la verra plus à Paris. Approchez, ça ne coûte que deux sols....

Premier citoyen. — Je t'en donnerais bien dix... si tu pouvais me faire voir ce qui se passe, à cette heure, derrière ces volets à travers lesquels filtre une lumière indiscrète qui pourrait bien être celle d'une aurore nouvelle.

Deuxième citoyen. — Te voilà bien curieux... Ne sais-tu pas que c'est là... la salle réservée à la commission des Inspecteurs du Conseil des Anciens... Ils travaillent au bonheur du peuple.

Premier citoyen. — Hum !... je ne m'y fierais pas... Il se passe d'étranges choses depuis quelques jours... Ma femme a rêvé l'autre nuit d'un soleil immense qui se levait sur le monde, et quand elle s'est réveillée, elle en était comme éblouie...

Deuxième citoyen, *moqueur*. — Ta femme te prenait sans doute pour Apollon... vieux nigaud... (*A l'astronome.*) Citoyen, montre-nous le soleil levant.

L'astronome. — Le soleil est couché à cette heure. Mais je puis vous faire voir la conjonction de Vénus, phénomène qui n'apparaît que tous les neuf mois et que le citoyen Lalande a signalé à ses collègues de l'Institut.

Deuxième citoyen. — Vénus !... Ça doit être amusant... Fais-nous voir la citoyenne Vénus.

Il regarde dans la lunette, tandis que deux autres

citoyens se sont arrêtés en discutant, tout en contemplant la façade du palais et en se montrant les chevaux et les cavaliers.

Troisième citoyen. — Quand je vous le disais, citoyen... Regardez plutôt... je ne me trompais pas. C'est fini... Voyez-vous bien, les poignards sont levés sur les représentants du peuple. La constitution de l'an III est condamnée... La liberté va périr...

Le quatrième citoyen hoche de la tête, en grommelant. Des jeunes gens et des jeunes femmes passent en chantant et se croisent avec une patrouille.

les jeunes gens, *chantant.*

Ça ira! ça ira! ça ira!
Aux cris de la France entière,
Ça ira! ça ira! ça ira!
Le Directoire à la rivière!
Vive la République, ô gué.
Mais Barras est bien fatigué!...
Vive le général Bonaparte!... Vive l'armée!...

Le chef de la patrouille. — Voulez-vous bien vous taire... braillards... Vous allez réveiller tout Paris...

Un jeune homme, *déclamant comiquement :*

Paris, de Bonaparte, attend sa délivrance,
Et bientôt son génie embrasera la France!...

Hein... qu'est-ce que tu dis de ce distique, honnête prétorien!... Je te préviens qu'il n'est pas du citoyen Chénier.

Les jeunes gens et les jeunes femmes entourent les soldats de la patrouille et organisent une ronde, tout en

chantant et en riant... Pendant ce temps, plusieurs sous-officiers des Guides apparaissent à la porte d'entrée du Palais, accompagnés par un officier qui leur donne des instructions.

TROISIÈME CITOYEN. — Hein!... vous les entendez... Voilà pourtant l'esprit de la jeunesse d'aujourd'hui...

QUATRIÈME CITOYEN. — Ils chantent et ils rient!... Aimeriez-vous mieux les voir pleurer ?

TROISIÈME CITOYEN. — Quand le despotisme menace de tous côtés la République !...

QUATRIÈME CITOYEN, *haussant les épaules.*— Vous ne savez pas ce que vous dites.

UN MARÉCHAL DES LOGIS. — Excusez-moi, mon capitaine, mais il faut que je remonte. Je m'aperçois que j'ai oublié plusieurs convocations de représentants qui sont portés sur ma liste.

L'OFFICIER, *après avoir examiné la liste.* — Ne vous inquiétez pas de celles-là... Le président les a mises de côté... Elles arriveront toujours assez tôt... A cheval...

Les sous-officiers des Guides montent à cheval et s'éloignent dans des directions différentes, tandis que les jeunes gens poussent des cris de : « VIVE L'ARMÉE! VIVENT LES GUIDES DE BESSIÈRES ! »

LE JEUNE HOMME. — Camarades... Je vous emmène souper chez Méot, au Palais-Égalité... (*Au chef de la patrouille.*) Citoyen, si le cœur vous en dit...

Ils se dirigent, en chantant, vers le Palais-Égalité.

LE CHEF DE LA PATROUILLE, *après avoir rassemblé*

ses hommes, les regardant s'éloigner. — Bah !... ils ne sont pas méchants... (*A ses hommes.*) En avant, vous autres... par file à droite, marche !...

Lavalette et Eugène de Beauharnais, tous deux en tenue de soirée, descendent les marches du palais.

Lavalette, *à Eugène.* — Et maintenant, mon cher Eugène, allons rendre compte de notre mission au général... puis, nous irons faire une apparition au bal de la citoyenne Récamier.

Ils s'engagent dans la rue Honoré et s'éloignent. — Un ivrogne passe en psalmodiant, sur le ton des veilleurs de nuit... Les passants sont devenus de plus en plus rares... L'astronome est en train de plier bagage... Le quartier est presque désert.

L'ivrogne :

Dormez, citoyens de Paris.
Gardez vos femmes au logis...

L'astronome, *se dirigeant vers la place de la Révolution.* — Et nous... allons faire notre rapport au citoyen Fouché.

FIN DE LA TROISIÈME PARTIE

QUATRIÈME PARTIE

LES DEUX JOURNÉES

18 ET 19 BRUMAIRE

QUATRIÈME PARTIE

LES DEUX JOURNÉES

18 ET 19 BRUMAIRE

VINGT-SEPTIÈME JOURNÉE

18 BRUMAIRE

LA RUE DU MONT-BLANC

---

6 heures du matin.

La rue du Mont-Blanc, au point où aboutit la rue de la Victoire, ancienne rue Chantereine. Grand mouvement de population et de militaires, d'un bout à l'autre de ces deux rues. Des dragons du régiment de Sébastiani sont échelonnés de distance en distance, les uns en groupe, les autres isolés. Des estafettes, des officiers et des sous-officiers, à cheval, passent à chaque instant, se dirigeant vers la rue de la Victoire ou en revenant. Des voitures arrivent difficilement à se frayer un passage au milieu de la foule, que les dragons rejettent le long des maisons pour dé-

gager le milieu de la chaussée. Les boutiquiers, sur le seuil de leurs magasins, achèvent de s'habiller, tout en s'interrogeant de porte à porte. Des citoyens et des citoyennes, encore en toilette de nuit, apparaissent aux fenêtres. Il est environ six heures du matin. Petit jour.

Un officier. — Place donc !. . bourgeois... rangez-vous, que diable ! Vous allez vous faire écraser... Dragons, quatre hommes au coin de la rue de la Victoire, et que personne n'y puisse pénétrer... Ordre du colonel.

Premier bourgeois. — Cette soldatesque est plus insolente que le Directoire... (*A l'officier qui le pousse du poitrail de son cheval vers les maisons.*) Laissez-moi au moins ramasser ma canne que ce gamin vient de faire tomber dans le ruisseau.

Deuxième bourgeois. — Ah çà !... que se passe-t-il ?... Et pourquoi tout ce vacarme depuis ce matin ? L'ennemi est-il aux portes de Paris que toute la troupe est sur le pied de guerre ?

Troisième bourgeois. — Le général Bonaparte reçoit les officiers de la garnison avant d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie.

Deuxième bourgeois. — Comment !... Est-ce qu'il va encore s'éloigner ?... J'espérais si bien le voir mettre le Directoire à la débandade.

Un boutiquier, *à l'officier.* — Mon capitaine... y a-t-il de l'indiscrétion à vous demander la raison de cette prise d'armes ?... Depuis ce matin, le jardin des Tuileries et les Champs-Élysées sont remplis de soldats.

L'OFFICIER. — Vous êtes plus curieux que moi, citoyen. Je vous le dirai ce soir quand moi-même je l'aurai appris.

UNE CUISINIÈRE, *avec un panier de provisions sous le bras, à un maréchal des logis.* — Citoyen officier... vos hommes ne veulent pas me laisser passer... il faut pourtant que je rentre rue Chantereine... Je suis la cuisinière du citoyen Talma.

LE MARÉCHAL DES LOGIS. — Ne sais-tu pas, vénérable citoyenne, qu'il n'y a plus de rue Chantereine?... On dit maintenant rue de la Victoire, en l'honneur du général Bonaparte... (*A ses hommes.*) Laissez passer la citoyenne.

QUATRIÈME BOURGEOIS, *venant de la rue des Mathurins.* — Citoyen... je sais tout... Le général Lefebvre va passer une grande revue pour présenter les troupes au général Bonaparte.

UN CITOYEN, *qu'un dragon force à reculer en poussant devant lui son cheval.* — Méchant dragon!... il a failli m'écraser le pied du sabot de son cheval.

L'OFFICIER, *à ses hommes.* — Attention, vous autres... rangez-vous; voici le colonel.

Sébastiani, à cheval, vient de la rue Chantereine. Au même moment, une voiture conduite par un soldat d'artillerie se présente à l'entrée de la rue.

LE GÉNÉRAL LEFEBVRE, *se penchant à la portière de la voiture.* — Ah çà!... se moque-t-on de moi?... Colonel, voulez-vous me faire connaître en

vertu de quels ordres vous avez quitté votre caserne, et pourquoi vous êtes ici ?...

Sébastiani, *qui a poussé son cheval en avant et se tient près de la portière.* — Le général Bonaparte vous l'apprendra, mon général... Il est impatient de vous voir.

Le général Lefebvre. — Vous saurez, colonel, que Bonaparte n'est rien où je commande en chef... Ce mâtin-là arrive-t-il d'Égypte pour nous faire la loi ?...

Sur un signe de Sébastiani, la voiture du gouverneur pénètre dans la rue de la Victoire, où elle est escortée par une partie de la population, criant à tue-tête : Vive le Gouverneur! Vive le général Lefebvre!... Sébastiani la suit. Les généraux Morand et Milhaud, en grand uniforme, arrivent, à pied derrière la voiture.

Le général Morand. — Savez-vous quelque chose, vous, Milhaud, de cette convocation matinale ?...

Le général Milhaud. — Elle m'a paru, comme à vous, extraordinaire et contraire au règlement... Mais vous connaissez mon admiration pour Bonaparte... je me ferais tuer pour lui.

Le général Morand. — Il était temps qu'il consentît à nous recevoir... Son obstination à différer cette faveur commençait à faire des mécontents...

Ils s'engagent dans la rue de la Victoire. Au même moment, une voiture aux armes du Directoire se présente pour passer. Un maréchal des logis l'arrête.

Le maréchal des logis. — On ne passe pas!

LE COCHER. — Pardon, maréchal des logis... Je suis le cocher du Président du Directoire, et je conduis la citoyenne Gohier qui déjeune ce matin chez le général Bonaparte.

MADAME GOHIER, *la tête à la portière.* — On dirait une ville prise d'assaut... (*A l'officier.*) Il ne peut y avoir de consigne pour moi, capitaine... La citoyenne Bonaparte m'attend et vous ne pouvez m'empêcher de me rendre à son invitation...

L'OFFICIER. — Laissez passer la voiture du Président du Directoire.

La voiture disparaît dans la rue de la Victoire.

PREMIER BOURGEOIS. — Le Président du Directoire... Hum ! je ne sais pas pourquoi j'ai dans l'idée qu'il ne l'est plus pour longtemps.

DEUXIÈME BOURGEOIS. — Ça va chauffer, citoyen... Vous m'en direz des nouvelles, ce soir.

TROISIÈME BOURGEOIS, *grommelant.* — Pour moi, je rentre à la maison... Ma femme serait trop inquiète... Je n'ai pas oublié que le petit général Corse nous a canonnés, au 13 vendémiaire, du haut des marches de Saint-Roch.

Un peloton de cuirassiers, commandé par un capitaine, et venant du boulevard, s'engage dans la rue de la Victoire, aux cris de : « Vive l'armée! Vive la République! »

LE SALON DE BONAPARTE

8 heures du matin.

Le grand salon de l'hôtel du général Bonaparte, rue de la Victoire. Les portes sont toutes grandes ouvertes, et par la porte principale on aperçoit la cour de l'hôtel, au delà d'un perron surélevé. La cour, comme le salon, est pleine de monde, principalement d'officiers en uniforme. Dans le salon, un grand nombre de généraux, les adjudants des divisions de la garde nationale entourent Bonaparte qui, debout au milieu du salon, la main droite derrière le dos et la main gauche engagée dans le revers de son uniforme, répond tranquillement aux questions de tous. — Les bruits de la rue et de la cour arrivent, par bouffées, dans le salon où tout le monde observe le plus profond silence autour du général.

BONAPARTE, *tout en manifestant quelque impatience* — Non, messieurs... Ce serait une pensée sacrilège que celle d'attenter au gouvernement représentatif dans ce siècle des lumières et de la liberté... Il n'y aurait qu'un fou qui voulût, de gaieté de cœur, faire perdre la gageure de la République contre la royauté de l'Europe, après l'avoir soutenue au milieu de quelque gloire et de tant de périls... A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous les ennemis de la République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage... Nous voulons la République, mais assise sur les bases de l'égalité, de la tolérance politique et de la liberté civile... Plus

de déportations !... Plus de factieux ! plus d'oppresseurs !... Cet état de choses ne peut durer... Avant trois ans il nous mènerait au despotisme... J'ai juré d'arracher la République aux mains des impuissants et des incapables qui la gouvernent. Je la sauverai... je le veux...

LE GÉNÉRAL MILHAUD. — Général, vous nous connaissez... Ordonnez et nous saurons obéir...

PLUSIEURS VOIX. — Vous pouvez compter sur nous.

BONAPARTE. — Que peuvent espérer des généraux avec un gouvernement d'avocats ?... Pour que des lieutenants se dévouent, il leur faut un chef capable de les apprécier, de les diriger, de les soutenir...

PLUSIEURS VOIX. — Soyez notre chef, général... nous marcherons avec vous.

BONAPARTE, *de plus en plus impatient.* — Ce messager des Anciens tarde bien à venir... (*Allant au-devant de Bernadotte qui vient d'entrer avec Joseph Bonaparte.*) Enfin, c'est vous, général Berdotte... Comment n'êtes-vous pas en uniforme ?

BERNADOTTE. — En uniforme !... Je ne suis pas de service.

BONAPARTE. — Vous y serez dans un moment... Joseph aurait dû vous dire... Venez, j'ai à vous parler...

Il entraîne Bernadotte dans une pièce voisine. Le salon, où l'on n'avait jusqu'ici entendu que les bruits du dehors, retentit maintenant des chuchotements, des conversations les plus animées.

Le général Morand, *au milieu d'un groupe d'officiers.* — Croyez-vous que Bonaparte soit sincère?... Sa renommée, sa considération, la juste confiance du soldat dans ses talents, et surtout ses talents eux-mêmes, peuvent lui donner le plus redoutable ascendant sur les destinées de la République. Mais lui-même ne sera-t-il pas entraîné plus loin qu'il ne veut aller?... La Constitution nous impose des lois...

Le général Milhaud. — Attendons... Nous verrons bien... Les lois sont comme les statues de ces divinités qu'on voile en certaines occasions.

Pendant quelques minutes on n'entend plus que les rumeurs du dehors, mêlées à celles des conversations confuses du salon. Puis Bonaparte reparaît avec Bernadotte, au moment où entrent le général Moreau et ses officiers.

Le général Moreau, *à Bonaparte.* — Général, je viens me placer sous vos ordres... et j'attends vos instructions pour agir.

Bonaparte, *après avoir serré la main de Moreau, à Bernadotte.* — Vous le voyez... tous les généraux viennent à moi... Réfléchissez, il est encore temps.

Bernadotte. — Je vous l'ai dit et je vous le répète... je ne suis pas venu ici pour seconder aucune entreprise...

Bonaparte. — Donnez-moi du moins votre parole d'honneur que vous n'entreprendrez rien contre moi.

Bernadotte. — Oui, comme citoyen, je vous la donne.

BONAPARTE. — Qu'entendez-vous par là ?

BERNADOTTE. — J'entends que je n'irai pas dans les casernes et les lieux publics pour travailler l'esprit des soldats et du peuple... Mais, si le Corps législatif ou le Directoire me donnent l'ordre de les défendre et me confient le commandement de leur garde...

BONAPARTE. — Oh !... de ce côté, je suis bien tranquille... (*Bas à Joseph.*) Ne le quitte pas, Joseph... et qu'il demeure ici jusqu'à ce que le décret des Anciens me soit parvenu. (*A Bourrienne qui arrive tout essoufflé, fendant la foule.*) Qu'y a-t-il, Bourrienne ?

Bourrienne parle bas à l'oreille de Bonaparte dont le front se rembrunit.

LE GÉNÉRAL MORAND, *aux autres officiers qui l'entourent.* — Bonaparte et Bernadotte n'ont pas l'air d'être d'accord, il me semble...

LE GÉNÉRAL MILHAUD. — Si Bernadotte allait se déclarer contre lui, ce serait grave.

On entend dans la rue et dans la cour, les cris de : « Vive le général Lefebvre !... Vive le gouverneur !... » Bonaparte quitte Bourrienne et se dirige vers la cheminée où il prend un sabre dont la poignée est enrichie de diamants... et s'avance vers la porte du salon... Le général Lefebvre, très entouré de tous, apparaît sur le seuil.

BONAPARTE. — C'est vous, Lefebvre ?... Je vous attendais... Laissez-moi vous offrir ce sabre que je portais à la bataille des Pyramides... Je vous le

donne, en présence de l'élite de l'armée, comme un gage de mon estime et de ma confiance.

Le général Lefebvre, *balbutiant.* — Général, c'est trop d'honneur... vous me voyez confus... Mais que fait Barras dans tout cela ?...

Bonaparte. — Barras est des nôtres... Mais vous, Lefebvre... l'un des soutiens de la République, voulez-vous la laisser périr dans les mains des avocats ?...

Lefebvre, *après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, comme pour consulter ses collègues, résolument.* — Non... non... vous avez raison... jetons les avocats à la rivière. (*Se tournant vers les autres personnes à qui il montre le sabre que vient de lui offrir Bonaparte.*) Comment résister à cet homme-là ?...

Une voix, *au dehors.* — Laissez passer la citoyenne Gohier !...

Il se fait un grand mouvement de curiosité et d'inquiétude dans le salon... Bonaparte, dont le visage s'est éclairé soudainement, quitte les personnes avec lesquelles il causait et va vers la porte du salon.

Bernadotte, *à Joseph.* — N'insiste pas, Joseph, je t'en supplie... Tout ce que tu me diras est inutile... Mon parti est pris... je me reproche d'avoir été trop longtemps le témoin de toutes ces bassesses...

Joseph. — Mais enfin... où vas-tu ?

Bernadotte. — Je vais ailleurs, où je suis peut-être destiné à vous sauver. Car vous ne réussirez

pas... Au pis aller, je sais que je trouverai toujours en toi un frère et un ami... Au revoir.

Il sort par une porte latérale, pendant que Joséphine et Bonaparte sont allés au-devant de madame Gohier.

JOSÉPHINE. — Enfin, c'est vous, ma bonne amie... Que vous êtes aimable d'avoir accepté mon invitation!... Nous avons, vous le savez, toutes sortes de choses à nous dire... et c'est pourquoi je vous ai fait prier par mon fils, hier soir... de venir déjeuner avec nous.

BONAPARTE. — Et quoi !... vous êtes seule, citoyenne ?... Le Président ne vous a pas accompagnée ?

MADAME GOHIER. — Non, général, vous l'excuserez... Mais il ne lui a pas été possible de quitter le Luxembourg !...

BONAPARTE. — Il faut absolument qu'il vienne... Je vais l'envoyer chercher... Écrivez-lui une lettre qu'on lui portera.

MADAME GOHIER. — Je consens à lui écrire... Mais je vous assure que ce sera peine perdue...

PLUSIEURS VOIX, *au dehors.* — Le messager du Conseil des Anciens !... C'est le citoyen Cornet... Vive le citoyen Cornet !...

BONAPARTE, *qui a laissé madame Gohier aux mains de Joséphine.* — Puisque Gohier n'est pas venu... tant pis pour lui... (*Se frayant un passage.*) Laissez-moi passer... (*Il sort par la grande porte du salon.*)

Le général Milhaud, à *Morand.* — C'est l'homme de la France, mon cher Morand... Nous devons tous nous rallier franchement à lui...

Le général Morand. — Le général peut faire maintenant tout ce qu'il voudra.

Tous se précipitent sur les pas de Bonaparte tandis que Joséphine, cherchant toujours à persuader madame Gohier, l'entraîne dans une pièce voisine.

LA RUE DE LA VICTOIRE

9 heures du matin.

La cour de l'hôtel de la rue de la Victoire... La cour regorge de monde... De la rue, on se presse pour voir et pour entendre... au milieu des cris et des plaisanteries de la foule que les dragons ont de la peine à contenir... Le général Bonaparte est debout sur le perron... entouré d'une foule de généraux entassés sur les marches. Le général Lefebvre est à sa droite Le citoyen Cornet, membre du Conseil des Anciens, vient de terminer la lecture du décret, qui est accueillie par des hurrah frénétiques... Des dragons de Sébastiani sont rangés en bataille devant la porte de l'hôtel. Dans la cour et dans la rue, de nombreux chevaux d'officiers tenus en main par des soldats-ordonnances.

Cornet, *dans son costume de représentant.* — ... Et maintenant, général, le Conseil des Anciens, qui m'a confié le suprême honneur de venir vous notifier le décret, vous attend à sa barre...

Cris divers. — Vive le Conseil des Anciens !...

Vive le général Bonaparte!... Vive la République!... Silence... Taisez-vous... Le général va parler !...

Le silence se rétablit.

Bonaparte. — Citoyens, vous avez entendu la lecture du décret des Anciens, qui ordonne la translation du Corps législatif à Saint-Cloud et me charge de le faire exécuter à la tête de mes troupes... Le Conseil use de ce droit, que lui donne la Constitution, pour enchaîner les factions qui prétendent subjuguer la représentation nationale... Il use de ce droit pour rendre au pays la paix intérieure et lui assurer la paix extérieure que vos longs sacrifices et l'humanité réclament... Le salut commun !... la prospérité commune, tel est le but de cette mesure constitutionnelle... Il sera rempli... Les résultats de cette journée feront bientôt voir que le Corps législatif est digne de préparer votre bonheur et que nous aurons, nous, la force d'accomplir le devoir patriotique qui nous est confié... Vive le peuple, par qui et en qui est la République !

Cris dans la foule que l'on entend se propager dans le lointain, semblables à des ondes sonores : *Vive la République! Vive le général Bonaparte!...* A ce moment Fouché a fendu la foule et s'est approché de Bonaparte.

Fouché. — Général, permettez-moi de vous apporter mes félicitations... C'est une belle journée qui se lève pour vous et pour la France.

Bonaparte, *indifférent.* — Sans doute, il fait beau temps... Monsieur Fouché... je suis heureux de vous voir auprès de moi.

Fouché. — Vous savez, général, que toujours vous pouvez compter sur mon dévouement... Je suis prêt à vous servir... En apprenant les événements, j'ai aussitôt donné l'ordre de fermer les barrières et de suspendre le départ des diligences et des courriers...

Bonaparte. — Pourquoi ces précautions ?... Nous marchons avec la nation et par sa seule force... Qu'aucun citoyen ne soit tourmenté et que le triomphe de l'opinion ne ressemble pas à celui d'une minorité factieuse.

A ce moment Augereau est descendu de cheval à la porte de l'hôtel... Reconnu par la foule, il est salué des cris de *Vive le général Augereau*... et, tout en jurant et pestant, il s'approche de Bonaparte.

Augereau. — Eh !... quoi ! général, vous faites un coup et vous n'appelez pas votre petit Augereau ?...

Bonaparte. — Je n'attendais pas moins de vous, général Augereau... Votre place était marquée au milieu de tous ces braves que j'ai troujours trouvés à mes côtés aux jours de bataille... Messieurs, je compte sur vous... Général Lefebvre, vous serez mon premier lieutenant. A cheval, messieurs ! on nous attend aux Tuileries.

Il descend les marches du perron aux acclamations de la foule, suivi de ses généraux. Tous se disposent à monter à cheval.

Le général Morand. — C'est que nous n'avons pas amené nos chevaux

Eugène de Beauharnais. — Qu'à cela ne tienne, mon général... J'ai des chevaux à votre disposition.

Le général Morand, *à Fouché.* — Et vous, citoyen ministre, que comptez-vous faire dans tout cela ?

Fouché, *très haut, de façon à être entendu de tous.* — Tout cela dépendra !... Pour le moment... si quelqu'un bouge, je le fais jeter à la rivière... Je réponds de Paris au général... C'est à lui de répondre de Saint-Cloud.

Sébastiani, *devant la porte de l'hôtel.* — Dragons !... Garde à vous !... En avant par quatre !... Défilé en colonne !... Marche !...

Le mouvement est exécuté... La troupe défile et à sa suite le cortège des généraux, à la tête desquels se trouve Bonaparte... Pendant un moment, on entend les cris mille fois répétés : *Vive le général Bonaparte !... Vive la République !... Vive la liberté !... Vive l'armée !...* La cour de l'hôtel est presque vide... Madame Gohier paraît sur le perron suivie de Joséphine et de Regnault de Saint-Jean-d'Angely, qui cherchent à la retenir.

Madame Gohier. — Non, ma chère amie, tout ce que vous pourrez dire est inutile. Je crois deviner ce qui se passe... et cette invitation n'était qu'un piège... Quant à Gohier, il ne viendra pas... sa présence est trop nécessaire au Directoire... Du reste, je lui ai écrit.

Joséphine. — Réfléchissez... Songez qu'il y va de l'avenir de votre mari... Bonaparte avait pensé à lui pour faire partie du nouveau gouvernement.

Regnault. — Sieyès et Roger-Ducos ont donné leur démission... Barras donnera la sienne... Car tous les moyens, même ceux de la force, seront employés contre lui, s'il s'y refusait... Il n'y a donc plus de Directoire.

Joséphine. — Vous le voyez, ma chère amie... toute résistance serait inutile. Dites-le bien à Gohier... Son intérêt est de se joindre à mon mari.

Madame Gohier, *montant en voiture.* — Son devoir est de défendre la République... Adieu, citoyenne Bonaparte... Cocher, au Luxembourg.

Regnault. — Madame, dans deux heures tout sera fini.

La voiture s'éloigne au grand trot dans la direction de la rue Montmartre... tandis que Joséphine et Regnault rentrent dans l'hôtel.

LE JARDIN DES TUILERIES

10 heures du matin.

Le jardin des Tuileries, dont les entrées sont gardées militairement. Dans l'intérieur du jardin, les troupes sont rangées en bataille, la cavalerie d'un côté, l'infanterie de l'autre, comme pour une revue. Les colonels et les officiers sous leurs ordres parcourent les rangs, haranguant familièrement les soldats qui écoutent silencieusement. Les troupes de la garde du Directoire sont massées sur la terrasse des Feuillants; Jubé est à leur tête. — Des

citoyens et des citoyennes circulent à travers le jardin, pourchassés par les patrouilles; — d'autres curieux se pressent aux entrées et aux grilles... Sur la place de la Révolution et dans les Champs-Élysées sont massées d'autres troupes et notamment de l'artillerie. Aréna et Maxime, ce dernier en grande tenue de colonel de chasseurs, pénètrent par la grille du côté de la place. .

ARÉNA. — Tu vois ce qui se passe, Maxime. Tu ne douteras plus, je l'espère, de ma clairvoyance ?

MAXIME. — Depuis ce matin, je n'en puis croire mes yeux. — Je ne puis ajouter foi à tout ce que j'entends.

ARÉNA. — Quand je te le disais que ton brigand de Bonaparte était l'ennemi de la liberté, l'adversaire juré de la République... Et, par ton imprévoyance, par ta négligence, tu nous as privés des seules armes qui nous eussent permis de le combattre et d'arrêter ses projets séditieux.

MAXIME. — Oh! ces papiers!... ces papiers!... je les retrouverai... il faut que je les retrouve... Je cours chez Fouché... Il m'a promis...

ARÉNA. — Fouché!... Il doit être aux pieds du dictateur... A quoi serviraient-ils à cette heure où le crime va être consommé... Tu as été la dupe de ton amour, mon pauvre Maxime... Certes, je ne voudrais pas, en ce moment où tu crois toucher au bonheur de toute ta vie, te troubler par des reproches et des accusations... Ce sont ces aristocrates, ces intrigants de royalistes qui t'ont perdu et nous perdent avec toi, nous, les défenseurs de la République et de la Liberté.

Maxime. — Aréna, je t'en supplie, ne parle pas ainsi... Non, je ne puis croire qu'Adrienne se soit faite la complice de cette infâme trahison. — Tu te trompes, te dis-je.

Aréna. — Qui avait intérêt à s'en emparer, sinon eux ?... Quand je te dis que tu as été trompé... Le jour même fixé pour ton mariage, et que Bonaparte avait arrêté d'avance pour le crime qu'il méditait, n'en est-il pas la preuve ?...

Maxime. — Tu m'ouvres les yeux, Aréna... Va... si j'ai commis une faute, je saurai la réparer... On m'écoutera... je ne laisserai pas porter atteinte à la liberté de mon pays... Adieu, Aréna...

Il s'éloigne.

Aréna. — Au revoir, Maxime... et sois heureux si tu le peux... (*A un colonel qui passe à cheval près de lui.*) Colonel, pouvez-vous me dire ce qui se passe au palais des Tuileries ?

Le colonel. — Le Conseil des Anciens est en séance, citoyen.

Aréna. — Le Conseil des Anciens !... Je suis représentant du peuple, citoyen officier, membre du Conseil des Cinq-Cents... Comment se fait-il que je n'aie pas été convoqué ?

Le colonel. — Tout ce que je puis vous dire, c'est que le Conseil des Cinq-Cents doit se réunir à onze heures... Mais excusez-moi, citoyen représentant... Voici le général en chef...

Le général Lannes. — Soldats... Garde à vous!... A vos rangs... Sabre au clair!

Le général Bonaparte paraît à la grille du côté de la place, escorté par un état-major de généraux et suivi par les dragons de Sébastiani. Il est monté sur un superbe cheval richement caparaçonné. Des hurrahs enthousiastes éclatent sur son passage. Il s'avance à travers le jardin, au milieu des acclamations des soldats. Le général Jubé, aussitôt qu'il l'a aperçu, descend au grand galop de son cheval de la Terrasse des Feuillants et s'approche de lui. Les cris de : *Vive le général Bonaparte!* ne cessent de se faire entendre pendant tout ce qui suit.

Jubé. — Vos ordres ont été exécutés, général, ainsi que vous l'aviez prescrit... Je vous ai amené les troupes de la garde du Directoire... Vous entendez leurs acclamations! Quant aux Directeurs Gohier et Moulins, j'ai pris la précaution de les enfermer dans leurs chambres... et j'ai mis les clefs dans ma poche.

Bonaparte. — Bien joué, Jubé!... Demeurez près de moi... Et Barras?...

Jubé. — L'amiral Bruix et le citoyen Talleyrand ont été introduits auprès de Barras au moment où j'ai quitté le Luxembourg avec ma troupe... Je ne sais ce qui s'est passé... le Directeur sortait de son bain, paraît-il, et on était en train de le raser.

Bonaparte, *au général Andréossy qui accourt vers lui ventre à terre, venant de la place de la Révolution, et s'arrête à la hauteur de son cheval.* — Quoi de nouveau aux Cinq-Cents, Andréossy?

ANDRÉOSSY. — Tout est tranquille, général... et les dispositions sont bien prises... Les représentants commencent seulement à arriver.

Pendant ce temps, Bonaparte est arrivé à la tête des troupes stationnées dans le jardin. Il s'arrête, tandis que de la droite à la gauche des colonnes les commandements sont répétés : *Garde à vous!... Portez vos armes!... Présentez vos armes!... Fixe!...* Le silence se rétablit graduellement. On voit arriver, tous deux à cheval, les directeurs Sieyès et Roger-Ducos, qui, après avoir salué le général, qui leur répond d'un léger signe de tête, prennent place au milieu de l'état-major.

BONAPARTE, *d'une voix forte.* — Soldats, le Conseil des Anciens m'a remis le commandement de la ville et de l'armée... Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va prendre et qui sont toutes en faveur du peuple... Depuis deux ans, la République est mal gouvernée... Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux... Vous l'avez célébré au milieu d'une union qui m'impose des obligations que je remplirai. Vous remplirez les vôtres et vous seconderez votre général, avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai admirées en vous... La liberté, la victoire, la paix replaceront la République française au rang qu'elle occupait en Europe et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire perdre... Vive la République !...

Les cris de : *Vive la République ! Vive le général Bonaparte !* » retentissent d'un bout à l'autre du jardin. Une voiture est entrée par la grille du bord de l'eau et s'est arrêtée à quelque distance du groupe à la tête duquel se trouve Bonaparte... L'amiral Bruix et le citoyen

Talleyrand en descendent avec Bottot et s'avancent vers le général, en même temps qu'un officier à cheval arrive au galop et questionne les officiers du cortège... Pendant le même moment la foule a forcé les grilles et s'est répandue dans le fardin... L'escorte de Bonaparte est entourée de curieux... Aréna, à la tête de quelques représentants qui l'entourent et qu'il excite, cherche à se rapprocher du général.

Talleyrand, *tendant un pli à Bonaparte.* — Général, je vous apporte la démission de Barras... Ça n'a pas été sans peine.

Bonaparte. — Nous la tenons... c'est le principal... (*Apercevant l'officier.*) Que veut cet officier ?

L'officier. — Mon général, je suis envoyé par le président du Directoire qui fait mander auprès de lui le général Lefebvre...

Jubé, *que Bonaparte interroge du regard.* — Il aura parlementé par la fenêtre.

Le général Lefebvre. — Allez dire au citoyen Gohier, capitaine, que le Conseil des Anciens m'a placé sous les ordres du général Bonaparte... J'y suis, j'y reste... et je n'ai plus d'ordres à recevoir que de lui.

Bonaparte. — Bien, Lefebvre !... Et d'ailleurs, où il n'y a plus de Directoire, il ne saurait y avoir de président.

Il appelle à lui le général Moreau et lui donne des instructions.

Aréna, *très exalté.* — Vous l'avez entendu, citoyens... On vous trompe. C'est le gouvernement

légal du pays que des factieux prétendent renverser... A moi ceux qui veulent sauver la République, la Constitution et le Directoire !

Sébastiani, qui n'a pas quitté Bonaparte, fait un mouvement comme pour se précipiter vers Aréna, que ses amis cherchent à entraîner. Le général l'arrête.

BONAPARTE, *d'une voix foudroyante.* — Le Directoire !... Qu'a-t-il fait de cette France que j'avais rendue si brillante ?... Je lui avais laissé des victoires et je n'ai trouvé que des revers. Je lui avais laissé les millions de l'Italie... j'ai retrouvé des lois spoliatrices et partout la misère... Que sont devenus les cent mille hommes qui ont disparu du sol français... mes compagnons d'armes ?...

ARÉNA. — Vous mentez impudemment... La République est partout triomphante.

BONAPARTE. — A vous entendre, nous serions les ennemis de la République, nous qui l'avons arrosée de notre sang... C'en est trop !... Nous ne voulons pas de gens qui se prétendent plus patriotes que ceux qui se sont fait mutiler au service de la République.

Aréna va protester... Ses amis parviennent à étouffer ses paroles. Un agent en civil, escorté de soldats, s'approche d'eux.

L'AGENT. — Comment vous nommez-vous, citoyen ?

ARÉNA, *que ses amis veulent empêcher de parler.* — Je m'appelle Joseph Aréna, et je suis représentant du peuple.

L'Agent. — Dispersez-vous, citoyens, sinon je me verrais dans l'obligation de vous faire arrêter.

Bottot, *qui se trouve près de Bonaparte et lui parle depuis un moment.* — Que répondrai-je à Barras, général ?

Bonaparte. — Vous direz à cet homme que je ne veux plus le voir... Le général Moreau lui notifiera ma décision.

Bottot se retire tout penaud... Le représentant Cornet s'avance vers Bonaparte, à la tête de plusieurs membres du Conseil des Anciens.

Cornet. — Général, le conseil des Anciens vous attend à sa barre.

Bonaparte. — Allez dire au Conseil, citoyen Cornet, que je me présenterai devant lui aussitôt après avoir passé en revue les troupes placées sous mon commandement.

Les musiques militaires jouent les airs nationaux, pendant que le général Bonaparte passe devant le front des troupes qui l'acclament avec la foule.

Un canonnier, *sur sa pièce.* — Si les Jacobins étaient là... comme nous les mitraillerions !

LES ANCIENS

11 heures du matin.

La salle des séances du conseil des Anciens, au palais des Tuileries. Les représentants sont à leurs bancs. On remarque quelques sièges inoccupés. Lemercier est assis au fauteuil présidentiel, entouré des membres du bureau et des inspecteurs... Les tribunes réservées au public regorgent de monde... Bonaparte est debout à la barre, entouré de ses généraux... Vis-à-vis la tribune du Conseil, un autel de forme antique, sur lequel est placé, tout ouvert, le livre de la Constitution de l'An III.

Lemercier, *au milieu du plus grand silence.* — Général, vous avez la parole.

Bonaparte. — Citoyens représentants, la République périssait. Votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre ! Je les arrêterai, aidé du général Lefebvre et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient entraver votre marche... Rien, dans l'histoire, ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle... Rien, dans la fin du dix-huitième siècle, ne ressemble au moment actuel... Votre sagesse a rendu le décret... Nos bras sauront le faire exécuter... Nous voulons la République honnête et forte... Nous l'aurons, je le jure... Je le jure en mon nom et en celui de mes frères d'armes !

Des applaudissements et des bravos éclatent dans les tribunes publiques.

Lemercier, *agitant la sonnette.* — Citoyens, je ne saurais tolérer aucune marque d'approbation ou d'improbation. A cette heure solennelle, le silence s'impose à tous.

Garat, *de sa place.* — Je demande la parole.

Lemercier, *debout, s'adressant au général Bonaparte.* — Général, le Conseil des Anciens reçoit vos serments. Il ne forme aucun doute sur votre sincérité et votre zèle à les remplir.... Celui qui ne promit jamais en vain des victoires à la République ne peut qu'exécuter avec dévouement ses nouveaux engagements de la servir et de lui rester fidèle.

Garat. — Citoyen président, j'ai demandé la parole.

Lemercier. — Je ferai observer au citoyen Garat qu'aux termes de la Constitution et après le décret que le Conseil vient de rendre, il ne peut plus y avoir de discussion ni à Paris ni ailleurs avant demain midi... Je mets aux voix l'adresse au Peuple français...

Rumeurs diverses.

Les huissiers. — Silence !... citoyens représentants !... Silence !

Lemercier. — Pour l'adoption ? (*La grande majorité des représentants se lève et se rasseoit au bout d'un instant.*) Contre ?... (*Quelques représentants seulement se lèvent.*) Le projet d'adresse est adopté... Le procès-verbal de la séance sera notifié

au Directoire et au Conseil des Cinq-Cents, par voie de message...

Un représentant. — Citoyen président... quel sera l'ordre du jour... demain, à Saint-Cloud?

Lemercier. — Le rapport du citoyen Lebrun sur les finances... (*Etonnement général. Les protestations se mêlent aux questions les plus diverses... Le président agite sa sonnette jusqu'au moment où le silence se fait dans l'assemblée.*) Citoyens représentants, la séance est levée.

Les cris de : *Vive la République!... Vive la Constitution!...* éclatent sur plusieurs bancs... pendant que la tribune et la salle sont évacuées et que le général Bonaparte et les autres généraux rejoignent le président et les inspecteurs.

LE MARIAGE

Midi.

Le grand salon de réception au rez-de-chaussée de l'hôtel de Résigny, rue de Lille. Une société très aristocratique y est réunie, attendant le moment du départ pour la mairie où doit être célébré le mariage civil d'Adrienne de Brillanne et du colonel Maxime Le Planté. Toutes les portes sont ouvertes, aussi bien les portes de communication avec les appartements que la grande et large porte vitrée s'ouvrant sur le jardin où l'on descend par les quelques marches d'un vaste perron... A la porte d'entrée, ouverte sur le vestibule, deux laquais se tiennent debout, en tenue de cérémonie... Sur les meubles sont disposés, au milieu de corbeilles et d'immenses gerbes de fleurs, les cadeaux de toutes sortes

adressés à la mariée, que quelques invités sont en train d'admirer, tandis que d'autres circulent librement à travers les appartements, vont et viennent du jardin au salon, du salon au jardin. Les invités, hommes, dames et enfants sont en grande toilette aux modes du temps. Quelques-uns ont conservé les traces des modes de l'ancien régime. Adrienne, dans sa toilette de mariée, cause au milieu d'un groupe de jeunes femmes et de jeunes filles à qui elle fait avec une joie enfantine l'énumération descriptive des cadeaux qu'elle a reçus. Elle paraît rayonnante. Le salon retentit sourdement des chuchotements, des conversations particulières. Tout le monde semble être dans l'attente.

La marquise, *à une vieille dame assise sur un canapé auprès d'elle.* — Que voulez-vous, ma pauvre duchesse... il n'a pas été possible de lui faire entendre raison... Quant à moi... je ne me consolerais pas de cette mésalliance, par ce temps d'impiété révolutionnaire, si le mariage de ma nièce ne devait pas être béni par l'Eglise... Il le sera... J'ai obtenu du colonel que quelques jours après la célébration du mariage civil, comme ils disent aujourd'hui, il emmènerait sa femme en Italie, où du moins les églises ne sont pas fermées au culte, et qu'ils y feraient consacrer leur union par la bénédiction d'un prêtre.

Hautecœur, *qui vient d'entrer.* — Il s'agit bien de mariage, ma tante... Ah çà!... vous n'êtes donc pas au courant de ce qui se passe?... Tout Paris est en révolution... Les municipalités sont dissoutes depuis ce matin... Il n'y a plus d'officiers de l'état civil... Le général Bonaparte a été nommé au commandement en chef des troupes de l'armée de Paris et appelé au Conseil des Anciens où il a établi son quartier général...

Sensations diverses dans tout le salon, où chacun s'empresse autour du groupe formé par la marquise, la duchesse et Hautecœur, qui s'est adossé à la cheminée.

La marquise. — Que nous apprenez-vous là, mon neveu?... Et voilà la raison d'un retard que je ne pouvais m'expliquer! — Nous n'attendions plus que le général et les citoyens Le Planté, père et fils, pour nous rendre à la mairie.

Hautecœur. — Tout est changé à l'heure qu'il est... Je sors du conseil des Cinq Cents où j'ai rencontré le citoyen Michel Le Planté, tonnant comme un furieux de n'avoir pas été convoqué à une séance qu'il n'avait pas pu prévoir et n'avait apprise qu'en se rendant chez vous... et, de rage, il en avait déchiré son jabot de dentelles qui sortait élégamment du revers de son habit bleu barbeau à boutons d'or.

Plusieurs voix. — Mais enfin... que s'est-il passé aux Cinq Cents?

Hautecœur. — Rien que de très simple... Le président Lucien Bonaparte n'avait pas plus tôt ouvert la séance, qu'en dépit des protestations qui s'élevaient de plusieurs bancs, le messager des Anciens fut introduit et donna connaissance à l'Assemblée de la décision prise ce matin aux Tuileries... Je vous laisse à penser l'agitation qui s'en suivit parmi ces forcenés..... Avec une fermeté qui fait son éloge, le président s'opposa à toute discussion, aux termes mêmes du Pacte social, et déclara la séance

ajournée à demain... à Saint-Cloud, où les deux Conseils sont convoqués pour midi. — Là-dessus, les représentants se sont séparés, mais non sans s'être donné la joie de pousser dans le vide les cris de : « Vive la République !... Vive la Liberté !... Vive la Constitution de l'an III ! »

Plusieurs voix. — Qu'est-ce que tout cela veut dire ?

Hautecœur. — Eh ! mon Dieu !... cela veut dire tout simplement que Bonaparte s'est enfin décidé à lever l'étendard de la révolte et qu'il s'apprête à renverser le Directoire.

La marquise. — Quelle étrange idée de choisir pour faire sa révolution précisément le jour où il a promis à ma nièce d'être le témoin de son mariage !

Hautecœur. — Que voulez-vous, ma bonne tante? il faut croire que Bonaparte n'aura pas été libre du choix de son moment... ou c'est alors qu'il nous a bien caché son jeu, ce que je crois plutôt.

Un vieux duc, *s'approchant de la marquise.* — Mais alors, ma bonne marquise, si M. de Buonaparte a, comme votre neveu vient de le dire, l'intention de renverser la République, ce ne peut être que pour nous ramener les Bourbons.

Un huissier, *annonçant.* — M. Regnault de Saint-Jean-d'Angely.

L'entrée de Regnault produit une sensation de curiosité dans tout le salon.

Regnault, *s'approchant de la marquise qu'il*

salue très respectueusement. — Le général Bonaparte m'a confié la mission de l'excuser auprès de vous, madame la marquise... (*Apercevant Adrienne.*) et près de vous principalement, madame... Des devoirs impérieux le retiennent aux Tuileries, près de la commission des Anciens... Il m'a chargé de le représenter à la cérémonie du mariage de votre charmante nièce... (*Murmures de désappointement dans tout le salon, où, pendant quelques instants, on n'entend que les réflexions suivantes :* « Quel contre-temps !... Conçoit-on cela !... Que va-t-il arriver ? »)

Le vieux duc, *d'une voix haute.* — Dites-moi, monsieur de Saint-Jean-d'Angely, nous allons donc pouvoir enfin crier : « Vive le Roi ! »

Ces mots sont répétés de bouche en bouche, accompagnés de réflexions diverses : *Sans doute, ma chère... Comment, vous ne saviez pas?...* Maxime est apparu sur le seuil de la porte du vestibule. Il est revêtu de la grande tenue de colonel de chasseurs... Tout le monde pousse un cri de surprise en l'apercevant... Adrienne s'est levée pour aller au-devant de lui... Elle est arrêtée par son air grave et solennel... Il entre dans le salon et s'avance vers le duc.

Maxime. — Qu'ai-je entendu... monsieur le duc ?... Vive le Roi !... Pas encore !... Tudieu ! vous êtes aussi trop pressé... Ah ! l'on conspire ici, à ce qu'il paraît... Je conçois les espérances qu'a pu faire naître dans vos âmes la conduite du général Bonaparte... Mais, s'il est vrai que ce soit pour restaurer la royauté qu'il s'apprête à commettre le plus lâche

attentat contre le gouvernement de son pays, je suis bien tranquille. Tout le peuple de France se lèverait en masse à la seule apparition de celui que vous appelez votre roi et que j'appelle, moi, un monarque déchu, le représentant d'un régime justement proscrit... Mais l'ambition de Bonaparte ne s'abaissera pas jusqu'à se faire la complice de vos espérances insensées... Si vous avez cru en lui, vous vous êtes trompé... son ambition va plus loin... Il n'a flatté, endormi, subjugué le Directoire que pour le mieux étouffer et asseoir son despotisme sur les ruines de la République... D'un côté comme de l'autre, il ne réussira pas dans son entreprise criminelle... Avant ce soir, les amis de la liberté seront debout, à la voix de Bernadotte et de Jourdan, et la justice du peuple aura réduit à néant la tentative d'un soldat factieux.

Une explosion de sourde irritation se manifeste de tous les points du salon.

La marquise. — Vous parlez un langage auquel j'étais loin de m'attendre, et qui nous stupéfie tous, vous le voyez, mon beau neveu... N'avez-vous pas pensé qu'il pouvait être une offense envers ceux de nos parents et de nos amis qui avaient consenti à se réunir autour de vous à l'occasion de votre mariage et qui s'honoreront toujours de leur fidélité aux vraies croyances, de leur attachement au roi?

Maxime. — Je ne suis pas votre neveu, madame la marquise... Aussi bien, j'ai hâte de m'arracher d'un

foyer où ma foi de républicain se heurte constamment à des sentiments, à des convictions qui n'ont plus leurs raisons d'être... Mais auparavant je demande à madame de Brillanne la faveur d'un entretien particulier... D'elle j'attends une explication que seule elle peut me donner et que je me crois en droit de lui réclamer.

La marquise va répondre. Adrienne l'en empêche et d'un geste engage chacun à se retirer. Les invités, tout en témoignant leur étonnement et se questionnant silencieusement entre eux, sortent, les uns pour aller dans le jardin, les autres dans les appartements.

Adrienne. — Et maintenant que nous sommes seuls, Maxime, comme vous l'avez désiré, c'est à moi de vous demander une explication au sujet de votre étrange conduite... Je l'attends... Songez seulement qu'il faut que je vous aime comme je vous aime, c'est-à-dire de toute mon âme, pour vous admettre à vous expliquer devant moi, après que vous m'avez blessée dans ma dignité de femme, dans les convictions ardentes de toute ma vie.

Maxime. — Je vous ai offensée, dites-vous, Adrienne?... C'est donc que vous avez compris toute la portée, toute la vérité de l'injure, c'est donc que vous m'attiriez dans un piège où devaient sombrer, sous mes pas, les choses les plus saintes... Ne niez pas... Comme vous m'avez trompé! et vous alliez peut-être me tromper tout à l'heure encore en prononçant le « oui » solennel qui devait nous engager l'un à l'autre... Oui, vous m'avez trompé... Vous avez

abusé de ma confiante crédulité comme un enfant d'un jouet qu'il brise pour satisfaire un caprice et tout cela pour asservir mes convictions de patriote à vos rêves de royaliste ambitieuse... Ne dites pas que vous m'avez jamais aimé... vous mentiriez... Si vous m'aviez aimé loyalement, vous vous seriez dit qu'au-dessus de son amour pour une femme, si digne soit-elle d'être aimée, un soldat place plus haut l'amour de son devoir, un républicain, l'amour de la liberté.

Adrienne. — Je ne vous comprends pas, Maxime.

Maxime. — Vous allez me comprendre... Je quitte mes amis, les Jacobins, comme vous les appelez dédaigneusement, vous autres... et que j'appelle, moi, les républicains, les patriotes... J'ai dû subir jusqu'au bout leurs outrages et leurs imprécations... Ils m'ont réclamé ces lettres que j'avais mission de remettre au Directoire... Que vouliez-vous que je leur dise?... J'avais beau crier avec des larmes de rage qu'elles m'avaient été volées... Ils ne m'ont pas cru... Ils m'ont appelé menteur, traître, renégat, vendu, que sais-je encore?... Et j'ai vu le moment où l'un d'eux me crachait au visage, en me traitant de Judas.

Adrienne. — En vérité, Maxime, je ne sais que vous répondre... Déjà, vous m'avez soupçonnée... je me suis défendue... Vous m'avez crue, alors... Pourquoi ne me croyez-vous plus et m'accusez-vous aujourd'hui?

Maxime. — Non... je ne vous crois plus... Oui, je vous accuse de m'avoir dérobé ces lettres... pour soustraire le général Bonaparte à la rigueur des justes lois... A qui ce vol devait-il profiter, sinon à vous autres royalistes ?... Qui pouvait pénétrer chez moi, acheter mes gens, sinon vous qui vous êtes faite la complice des ennemis de votre pays ?

Adrienne. — Mais c'est horrible !... Ecoutez-moi, Maxime... Eh bien ! oui... je vous dirai ce que je sais... ce que le hasard seul m'a fait connaître... Mais ce n'est pas moi... Oh ! non !... Je vous jure que ce n'est pas moi...

Maxime, *lui prenant les deux mains et la fixant dans les yeux.* — Vous avouez donc que vous saviez quelque chose... vous avouez que vous m'avez menti... N'avez-vous pas mesuré toute l'étendue des conséquences de votre mensonge ?... Vous n'êtes pas une enfant qu'on peut tromper, Adrienne... Vous saviez... vous deviez savoir le châtiment qui m'était réservé si ces lettres n'étaient pas retrouvées... et pire que le châtiment, l'opprobre et le déshonneur jetés sur le nom que vous alliez porter !

Adrienne. — Vous vous exagérez, Maxime, je vous assure... Mais je ne veux pas plus longtemps passer pour ce que vous dites et que j'ai honte d'entendre. Oui... je sais où se trouvent ces lettres... je sais qui vous les a dérobées... je vous le dirai... Il faudra bien qu'on me les livre... je vous les rendrai... Mais auparavant, jurez-moi de ne pas vous en servir

avant trois jours contre le général Bonaparte.

Maxime. — Et pourquoi avant trois jours ?... Je ne puis vous faire une semblable promesse... il serait trop tard... Je ne vous arracherai pas la vérité par un mensonge... Ces lettres sont à l'heure qu'il est l'unique garantie de mon honneur de soldat... Il me les faut... sinon, je proclamerai tout haut que c'est vous qui me les avez volées ; je crierai partout, sur les places et dans les lieux publics, que le général Bonaparte est un déserteur et un traître... (*On entend au dehors les mouvements d'une troupe en marche de fantassins et de cavaliers, accompagnés de musique militaire, de roulements de tambours, de sonneries de clairons... Maxime, interdit d'abord, va vers la fenêtre... regarde... puis revient vers Adrienne qu'il attire brutalement jusqu'à la fenêtre.*) Regardez... ce sont les troupes du général Moreau qui marchent, triomphantes, à l'assaut de la République... Elles vont occuper le Luxembourg et retenir prisonniers les Directeurs... C'est-à-dire, comprenez-vous ? que le pouvoir légal est enchaîné, que la liberté est étranglée... Vous pouvez arrêter ce flot de prétoriens qui n'ont plus l'énergie patriotique de résister à un vulgaire ambitieux... Vous pouvez m'aider à sauver la République... qui est avec vous l'idole de toute ma vie... Vous pouvez d'un mot l'arracher aux mains des conspirateurs et des traîtres... Pour la dernière fois... voulez-vous me faire rendre ces papiers ?

Adrienne, *se dégageant douloureusement de l'étreinte de Maxime.* — Vous me faites mal, Maxime… Eh bien ! non !… je ne céderai pas à de pareilles menaces.

Maxime. — Vous ne voulez pas du moins me dénoncer le misérable à qui je pourrai les réclamer ?

Adrienne, *avec force.* — Non !

Maxime. — C'est donc vous qui l'aurez voulu.

Adrienne. — Qu'allez-vous faire ?

Maxime, *allant de porte en porte.* — Entrez tous !… (*A la marquise de Résigny, après que tous les invités sont rentrés dans le salon tout en s'interrogeant au milieu d'un chuchotement général.*) Madame la marquise, vous m'avez accordé la main de votre nièce… elle, une aristocrate… à moi, un républicain… Mais vous ne saviez pas sans doute qu'un républicain pur ne pouvait mettre sa main que dans la main d'une honnête femme… et non d'une receleuse… Je vous rends votre parole… je reprends la mienne fièrement… Je n'ai plus rien à faire dans votre salon où vous ne tarderez pas à apprendre que la République est assez vaillante pour n'avoir pas à redouter les conspirateurs qui travaillent dans l'ombre à son anéantissement et à sa perte…

Il va pour sortir au milieu de la consternation générale.., l'huissier entre.

L'huissier, *annonçant.* — L'aide de camp du général Bonaparte.

Entre un officier qui, après avoir salué militairement

l'assistance, aperçoit Maxime, s'approche de lui et lui remet un pli cacheté.

L'officier. — Mon colonel... le général en chef m'a chargé de vous remettre ce pli...

Maxime, *lisant.* — « *Ordre au colonel Le Planté, aussitôt après la célébration de son mariage, de se rendre à Saint-Cloud où il se mettra à la disposition du général Murat.* » Est-ce une dérision ou une insulte?... (*A l'officier.*) Vous direz à celui qui vous envoie, citoyen, que je n'ai pas d'ordres à recevoir du général Bonaparte et que je briserai mon épée plutôt que de la mettre au service d'un révolté...

L'officier, stupéfait de cette réponse, s'incline et sort.. Maxime va le suivre... lorsqu'il est arrêté par Hautecœur.

Hautecœur. — Monsieur le colonel, je vois que nous ne comprenons pas, vous, républicain, et moi, royaliste, l'honneur de la même manière. Insulter une femme qui n'a personne pour la défendre est non seulement l'acte d'un sans-culotte, il est celui d'un lâche... (*Mouvement de Maxime.*) Un moment encore!... Ces papiers que vous réclamiez si fort à madame de Brillanne... ils sont entre mes mains. Je n'ai pas à vous apprendre comment... Tout ce que je puis vous affirmer, sur mon honneur de gentilhomme, c'est que ma cousine est étrangère au vol dont vous avez été la victime... Elle ne mentait donc pas... J'ajoute que, dussiez-vous me tuer, ce qui m'étonne-

rait, car j'espère avoir l'honneur de vous tuer, moi, monsieur, vous devez, vous, avant de mourir, et vos amis, faire votre deuil de ces papiers... que je détiens et que je garde.

Maxime, *hautement.* — C'est ce que nous verrons... En tous cas, monsieur, je suis à votre disposition.

Hautecœur. — Bien, colonel. Mes témoins attendront les vôtres, dès ce soir.

Maxime sort au milieu de la confusion générale pendant que les parents et les amis d'Adrienne s'empressent autour d'elle.

LA COMMISSION DES INSPECTEURS

2 heures de l'après-midi.

La salle de la Commission des Inspecteurs des Anciens, au premier étage du palais des Tuileries, ouverte sur une vaste pièce où travaillent des secrétaires et des scribes, et où entrent à chaque instant, pour en ressortir presque aussitôt, des officiers, des maréchaux des logis, des agents en bourgeois, à qui des ordres sont remis qu'ils emportent. Dans cette dernière pièce, le général Lannes, au milieu d'un groupe d'officiers de différents grades, achève de donner ses instructions pour le mouvement du lendemain. Dans la salle principale, sont réunis à Bonaparte, les inspecteurs, le président Lemercier, les frères du général, différents personnages politiques, des membres des deux Conseils et quelques généraux. Sieyès et Roger-Ducos sont installés l'un en face de l'autre, à un bureau. Bonaparte très nerveux, très agité, se promène à travers les deux pièces. La porte principale de la

salle des inspecteurs est toute grande ouverte sur le large escalier du Palais. Deux huissiers stationnent au dehors devant la porte, introduisant les personnes qui se présentent, sans les annoncer, après avoir pris soin seulement de s'assurer de leur identité. Une certaine fièvre règne parmi les assistants.

Bonaparte, *arrêté devant Sieyès.* — Non... vous dis-je... Tout est bien comme cela... J'ai fait le serment de protéger la représentation nationale, et je ne débuterai pas par l'arrestation de quelques représentants, si redoutables soient-ils à mes yeux.

Sieyès, *d'un air piqué.* — Vous verrez demain, à Saint-Cloud, général.

Bonaparte. — Tout se passera très bien à Saint-Cloud... citoyen Sieyès... Les deux Conseils se réuniront aux heures prescrites... Veillez seulement à ce que tout soit prêt... Cornudet prendra la parole aux Cinq-Cents et provoquera la lecture du rapport de la Commission que Boulay a eu le soin de préparer... Je m'en rapporte à eux et à mon frère Lucien pour tenir tête à cette assemblée de turbulents... Quant aux Anciens, ils nous sont acquis...

Cornet. — Ne vous y fiez pas trop, général... Courtois me contait tout à l'heure qu'une sorte d'incertitude semble s'être emparée depuis ce matin de quelques-uns de nos collègues de ce Conseil... Ils sont intimidés par les menées des Jacobins et des anarchistes... Ils ne se cachent pas pour regretter de s'être trop avancés et ne parlent rien moins que de rétrograder... Ils redoutent l'empiétement du

pouvoir militaire sur le pouvoir civil et s'effarouchent à l'idée d'une dictature.

Bonaparte. — Bah !... Ce sont des incertains et des peureux... Pensent-ils par hasard qu'il soit possible de faire une révolution sans le concours des baïonnettes ? Le déploiement de forces militaires devrait au contraire les rassurer... Du reste, il ne s'agit plus de reculer... La poire est mûre... il faut la cueillir... (*Voyant entrer le citoyen Lagarde, secrétaire général du Directoire, et allant à lui, tandis que tout autour d'eux les paroles du général sont accueillies par des réflexions diverses qui approuvent la résolution d'agir.*) Ah !... c'est vous, citoyen Lagarde ?... Que se passe-t-il au Luxembourg ?...

Lagarde. — Le Luxembourg n'a jamais été plus tranquille, général... Barras est parti pour sa terre de Grosbois, escorté par les dragons de Sébastiani. Les directeurs Moulins et Gohier réduits à eux-mêmes, consternés de ce qu'ils appellent la fuite et la défection de leurs trois collègues, dans l'impossibilité où ils se trouvaient de réunir le Directoire, ont fait d'inutiles efforts pour résister... En apprenant le refus du général Lefebvre, ils ont appelé à leur secours un bataillon de la garde nationale... Mais ce bataillon s'est retiré dès que les troupes de Moreau eurent occupé le Luxembourg, où personne ne peut plus pénétrer et où les Directeurs sont gardés à vue... Au moment où j'allais quitter le Luxem-

bourg, ils faisaient connaître au général leur intention de rejoindre leurs collègues à la Commission...

Bonaparte. — Qu'ils viennent et m'apportent leur démission... C'est ce qu'ils ont de mieux à faire... Croyez-vous qu'ils la donnent?

Lagarde. — J'en doute... Vous connaissez, général, l'entêtement de Moulins... et le superstitieux attachement de Gohier à sa chère Constitution de l'an III.

Bonaparte. — Une planche pourrie... un instrument détraqué que cette Constitution... mutilée, lacérée dans toutes ses pages, dont tous les partis ont joué au gré de leurs passions turbulentes ou ambitieuses... et qui n'offre plus aucune garantie, ni aux pouvoirs publics, ni aux citoyens... Comment Gohier ne le comprend-il pas?... Je le croyais plus avisé politique.

Fouché, *qui vient d'entrer*. — Général, les proclamations ont été, par mes soins, affichées sur tous les murs de Paris et paraissent produire le meilleur effet parmi la population.

Bonaparte. — Eh! parbleu!... monsieur Fouché, je savais bien que le peuple de Paris marcherait avec moi. Il n'en est pas moins vrai, citoyen ministre, qu'il faudra, toute cette nuit, surveiller de près les coryphées du Manège.

Andréossy, *entrant au même instant*. — Général, suivant vos ordres, la commune de Saint-Cloud a été occupée militairement, et des troupes sont échelonnées sur la route

BONAPARTE. — Bien!... (*Voyant entrer Regnault et Arnault.*) Citoyens, je vous attendais.

Il les prend à part l'un et l'autre et les entraîne dans la pièce voisine.

SIEYÈS, *qui s'est levé, s'approchant de Fouché.* — Et que dit-on dans Paris, citoyen ministre?... Nous faites-vous un peu traîner dans la boue?

FOUCHÉ. — Le citoyen Directeur aime la plaisanterie, à ce que je vois... Dans le faubourg Saint-Germain, les uns disent que le parti militaire vient d'arracher aux avocats les rênes du gouvernement; d'autres annoncent que le général Bonaparte va jouer le rôle de Monk... Dans les faubourgs populaires, les plus exaltés parlent d'usurpation, de dictature, de coup d'État... sans aucune velléité de résistance...

SIEYÈS. — Autrement dit, on nous place entre les convoitises des Bourbons et les fureurs des adeptes de Robespierre... Il faut sévir, citoyen ministre, contre les anarchistes d'abord, puis contre les royalistes, afin que l'opinion ne soit pas égarée... Tâchez de faire comprendre cela au général.

BONAPARTE, *reparaissant entre Regnault et Arnault.* — Tout cela n'est que de peu d'importance. Nous verrons plus tard à nous en occuper... Conçoit-on rien à une pareille équipée de la part de ce niais de colonel? (*A cet instant, on aperçoit, dans le vestibule, Gohier et Moulins qui parlementent avec les huissiers pour entrer. Un mouvement de*

surprise et de satisfaction se produit dans la salle, où tout le monde est debout... Moment de silence, après lequel les Directeurs pénètrent dans la salle, où Bonaparte les laisse venir à lui, non sans dissimuler un mouvement de joie triomphante.) Je vois avec plaisir, mon cher président, que vous vous rendez à nos vœux, à ceux de vos collègues...

GOHIER. — Nous nous rendons au vœu de la loi, général. La Constitution exige que le décret qui transfère les séances du Corps législatif soit proclamé sans délai... Moi seul, je détiens les sceaux de la République... et c'est pourquoi il est nécessaire que nous délibérions, mes collègues et moi.

BONAPARTE. — Mais, citoyen Gohier, il ne saurait être question de reprendre vos séances...

GOHIER, *visiblement inquiet.* — Que veut-on alors que nous fassions ?

BOULAY, *de la Meurthe.* — C'est votre démission qu'on vous demande, et vous pouvez aisément le comprendre. (*Montrant Sieyès et Roger-Ducos.*) Vos deux collègues l'ont déjà donnée...

MOULINS. — Détrompez-vous, citoyen Boulay ; un soldat n'abandonne pas son poste... Ce n'est pas à un général républicain qu'on peut offrir pour modèle la conduite de deux déserteurs...

SIEYÈS. — Hé ! là !... citoyen général... il ne peut y avoir de Directoire où il n'y a plus de majorité... Il faut que le Corps législatif y supplée...

Gohier, *d'un ton bonhomme.* — Si c'est pour cela, général, que vous vous êtes invité à dîner chez moi ce soir... je ne vous en fais pas mon compliment... (*Rire de Bonaparte et rires étouffés dans la salle.*) Quant à moi, je suis entré au Directoire entouré de l'estime publique, et j'en sortirai la tête haute, dussé-je en être chassé.

Chazal, *qui s'est assis à une table et a pris une plume, très tranquillement.* — Vous ne voulez pas donner votre démission, citoyens?... Il n'y aura donc que la rédaction du décret à changer. On remplacera le mot de démission par celui de destitution.

Gohier. — Et qui donc aurait le pouvoir de rendre ce décret?

Plusieurs officiers viennent de la pièce voisine et parlent bas à Bonaparte. L'un d'eux lui remet un billet, qu'il parcourt fiévreusement.

Bonaparte, *après avoir lu.* — Général Moulins, vous êtes le parent de Santerre... On me prévient qu'il cherche à soulever les habitants du faubourg Saint-Antoine... Informez-le que s'il parvenait à provoquer le moindre mouvement contre moi, je le ferais fusiller.

Moulins. — Santerre n'est point mon parent... mais je suis son ami. Il n'est pas un agitateur et ne marcherait qu'autant qu'il en aurait reçu l'ordre d'une autorité supérieure que vous-même, jusqu'à ce jour, n'aviez pas méconnue.

Bonaparte, *menaçant.* — Qu'est-ce à dire?...

Général Moulins, je ne vous conseille pas de lui donner cet ordre.

FOUCHÉ. — Général, je vous réponds de la tranquillité des faubourgs.

BONAPARTE. — Au surplus, de quoi vous plaignez-vous ?... Mes projets ne vous sont point hostiles... La République est en péril... je la sauverai... je le veux...

GOHIER. — Général, la République est partout triomphante... et vous qui prétendez vouloir la sauver, ne vous dissimulez pas la nullité du pouvoir dont vous êtes investi... Au Directoire seul appartient le droit de vous replacer à la tête des armées que vous avez commandées avec tant d'éclat...

BONAPARTE. — Il faut en finir... Pour la dernière fois, voulez-vous donner votre démission ?

GOHIER *et* MOULINS, *avec énergie.* — Non ! non !...

BONAPARTE, *à ses officiers.* — Que les citoyens Gohier et Moulins soient reconduits au Luxembourg où ils continueront à être gardés à vue... Qu'ils ne puissent communiquer avec personne... vous m'entendez ?...

GOHIER. — Vous avez déjà fait choix de votre geôlier, général, et je dois à la vérité de reconnaître qu'il s'acquitte de sa mission comme s'il avait un trousseau de clefs... suspendu à la place de son épée... Nous nous retirons... Mais sachez que les Directeurs, prisonniers en leur palais, protesteront à

la face des deux Conseils, à la face du pays tout entier, contre la violence qui leur est faite.

Ils sortent accompagnés de plusieurs officiers.

Bonaparte, *à l'un des derniers.* — Ne les quittez pas, colonel, et recommandez à Moreau d'intercepter toute correspondance.

Sieyès, *à Fouché et à quelques personnes qui l'entourent.* — Il parle déjà comme s'il était le maître... C'en est fait!... Le pouvoir est maintenant entre ses mains... et nous ne pourrons plus faire un pas sans sa dictature... Puissions-nous n'avoir pas à regretter bientôt de nous être livrés à lui !

Bonaparte. — Que marmottez-vous là, citoyen Sieyès ?... Bah ! après tout... ça ne me regarde pas.

Un aide de camp, *qui vient d'entrer.* — Général, la citoyenne Bonaparte et sa fille sont là qui désirent vous parler avant que vous ne partiez pour Saint-Cloud.

Bonaparte, *de mauvaise humeur.* — Que viennent-elles faire ici ?... Cette journée n'est pas une journée de femmes... Dites-leur que je ne peux les recevoir en ce moment et que j'irai ce soir souper avec elles...

Cambacérès, *venant du vestibule.* — Général, j'accours pour vous féliciter du succès de cette matinée... et vous souhaiter pour demain la victoire...

Bonaparte. — La victoire !... nous l'aurons, citoyen Cambacérès... De toutes manières, c'est la paix que nous venons de conquérir... Voilà ce qu'il faut

annoncer ce soir sur tous les théâtres, publier dans tous les journaux... et qu'il faut répéter en prose, en vers, et même en chansons... Et maintenant, messieurs, au travail... (*S'asseyant à une table, en face de Sieyès.*) Citoyen Sieyès, vous avez une liste de ministres à me proposer ?...

LA PLACE DES FÉDÉRÉS

4 heures de l'après midi.

La place des Fédérés, ci-devant place Royale, au faubourg Saint-Antoine. Des citoyens et des citoyennes vont et viennent sur la place, tous très affairés. Des enfants se livrent à leurs jeux. Çà et là, des rassemblements autour des affiches que des colleurs sont en train de placarder. Des camelots offrent des journaux du jour. Un forain a installé sa boutique en plein vent à l'enseigne du « Panorama National » et débite son boniment... Les agents Malortic et Cornette vont de groupe en groupe, observant la foule et prêtant l'oreille à ce qui se dit.

UN JEUNE CITOYEN, *cherchant à fendre la foule d'un rassemblement.* — Laissez-moi approcher, citoyens... je veux lire la proclamation du général Bonaparte...

UN OUVRIER. — Sais-tu lire seulement, garnement ? (*Lui montrant d'autres affiches devant lesquelles il n'y a personne.*) Tiens.... voilà celles de l'admi-

nistration centrale et du citoyen Fouché qui te feront prendre patience...

UN CAMELOT, *d'une voix enrouée.* — Demandez « l'Ami des lois », le journal du citoyen Poultier, qui vient de reparaître... les dernières nouvelles... deux sols !... la gazette du citoyen Poultier.

LE FORAIN. — Entrez, citoyens et citoyennes, entrez au Panorama National... Venez voir les admirables faits d'armes de l'armée d'Égypte... le siège de Saint-Jean-d'Acre... la glorieuse bataille d'Aboukir... le spectacle incomparable des Pyramides... Entrez. On ne paie qu'en sortant et si l'on est satisfait...

Les citoyens et les citoyennes se précipitent en foule dans la boutique.

MALORTIC, *rencontrant Cornette.* — Quelle est ta consigne, citoyen Cornette ?

CORNETTE. — Faire arrêter tous ceux qui crieront : « A bas le Directoire ! »

MALORTIC. — Et moi, ceux qui crieront : « Vive le Directoire !... » Autant arrêter tout le monde, alors !...

Ils s'adossent à un pilier en continuant de causer.

PREMIER BOURGEOIS. — Étiez-vous là, ce matin, citoyen, quand le général Santerre a parcouru à cheval tout le faubourg et a fait sonner le tocsin en appelant aux armes les citoyens ?

DEUXIÈME BOURGEOIS. — Santerre se croit encore en 93... Si les politiques veulent une révolution, laissons-les faire... Ça ne nous regarde pas...

Une citoyenne, *cherchant à arracher son mari d'un rassemblement.* — Holà!... mon homme... Ce n'est pas décadi aujourd'hui... Rentre à la maison... il y a de la besogne.

Le mari. — Laisse-moi, femme... Quand le général Bonaparte a entendu le vœu de tous les Français... la patrie est en fête.

La citoyenne. — La patrie... c'est possible... mais toi, tu as des enfants à nourrir... Tout ça, ce sont des prétextes pour aller te saouler au cabaret.

Deux représentants du peuple, Daubermesnil, commissaire, près de l'Administration centrale, et Marquézy, passent près du pilier auquel sont adossés les agents Malortic et Cornette.

Marquézy. — Non... je ne puis retenir mon indignation... Tout ce peuple est entraîné servilement vers Bonaparte... Nous nous sommes laissé surprendre... Que n'avons-nous pris plus tôt des mesures!... Nous ne nous trouverions pas dans l'embarras où nous voilà plongés...

Daubermesnil. — Peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi... Les Jacobins avaient depuis longtemps formé le projet d'anéantir la Constitution... Ils auraient employé, pour y parvenir, d'autres moyens que ceux de Bonaparte... Puisque la chose est faite... ou du moins à moitié faite... j'en suis enchanté pour ma part, d'autant plus que ceux qui vont se trouver demain à la tête des affaires ont, sans contredit, plus

de capacités et de talents que ceux que les Jacobins y auraient placés...

Cornette. — Tu as entendu?... (*Malortic fait signe que oui.*) Aveu précieux à enregistrer, citoyen Malortic.

Des citoyens et des citoyennes sortent de leur logis ou viennent des rues qui aboutissent à la place et questionnent autour d'eux, en manifestant le plus grand étonnement.

Un citoyen, *très en train.* — Comment! vous ne savez pas ce qui se passe?... Le général Bonaparte a jeté le Directoire dans la Seine... César a passé le Rubicon...

Manifestations diverses... Une musique de la garde nationale traverse la place en jouant la *Marseillaise.* Elle s'est arrêtée.

Un jeune homme. — Citoyens, je propose que nous nous rendions en masse aux Tuileries pour saluer le libérateur de la patrie... le sauveur de la République.

Voix nombreuses. — C'est cela!... Oui... Aux Tuileries!... Vive Bonaparte!

Une bande de jeune gens envahit la place en chantant la chanson du jour :

Notre système n'est pas neuf
Et l'heureux moment où nous sommes
Rappelle de quatre-vingt neuf
Et les principes et les hommes.
En lui laissant l'autorité,
Ne craignons pas d'avoir un maître;
Il défendra la liberté,
Puisqu'il sût la faire renaître!

Allons ! les virtuoses de la garde nationale ! la *Marseillaise !...*

La foule se forme en colonne... derrière les musiciens de la garde nationale qui jouent la *Marseillaise*, et, tout en chantant, gagne les boulevards par la rue Saint-Louis... Scènes populaires où les femmes cherchent à retenir leurs maris, et les mères de famille leurs enfants... Disputes, querelles, cris...

CORNETTE. — Nous n'avons plus rien à faire ici, citoyen Malortic... Le peuple chante !... Il ne bougera pas !... Au revoir... à demain... à Saint-Cloud !...

VINGT-HUITIÈME JOURNÉE

19 BRUMAIRE

LES JARDINS DE SAINT-CLOUD

---

9 heures du matin.

La cour et les jardins du château de Saint-Cloud, du côté du parc. Devant la porte d'entrée de l'Orangerie, stationne une grande voiture tapissière, de laquelle des ouvriers sont en train de retirer des chaises, des banquettes et des tables qu'ils transportent dans l'intérieur du bâtiment. Beaucoup de représentants du peuple, la plupart déjà revêtus de leur costume parlementaire, toge rouge et bonnet carré, se promènent dans la cour ou dans les allées du jardin, s'abordent, se questionnent, forment des groupes qui se disloquent pour se reformer plus loin, au milieu de la plus grande agitation. Quelques-uns manifestent de l'irritation, de l'exaltation que d'autres cherchent à calmer. Des officiers en uniforme circulent à travers les groupes, sans se mêler aux représentants. En dehors des représentants, des officiers et des personnages attachés au parti de Bonaparte, peu de monde. Grand mouvement de va-et-vient entre le château, la cour et les jardins. Des grenadiers sont placés, en sentinelle, à toutes les portes ; celles de l'Orangerie sont tout particulièrement occupées et gardées. De temps à autre des patrouilles de grenadiers circulent dans la cour, allant relever les sentinelles. Le député Fabry surveille l'installation de l'Orangerie.

Fabry, *au maître tapissier.* — Dépêchons !... dépêchons !... citoyen Maître... Nous sommes en retard. Jamais l'Orangerie ne sera prête à l'heure prescrite pour la réunion du Conseil des Cinq-Cents.

Barra, *sortant de l'Orangerie.* — Mieux vaudrait peut-être qu'ils n'eussent pas l'occasion de se réunir... mon cher collègue... Ce serait plus vite fait... Regardez-les aller et venir à travers les jardins. Vit-on jamais pareils possédés !... Ah !... ça n'ira pas tout seul.

Fabry. — Oui... ils se montent la tête... Pourquoi aussi Bonaparte n'a-t-il pas écouté Sieyès ?... Quarante des plus enragés de nos collègues envoyés au Temple ou à la Conciergerie... et le tour était joué.

Barra. — Il n'est peut-être pas trop tard pour bien faire.

Fargues, *arrivant du château au milieu d'un groupe de représentants qui lui adressent bruyamment des reproches.* — Je vous répète, citoyens collègues, que des avertissements ont été adressés, par les soins de la commission, à tous les représentants... Si quelques-uns d'entre vous ne les ont point reçus, la commission est exempte de tout reproche.

Voix diverses, *pendant que Fargues se dérobe et gagne le château.* — C'est une trahison !... — On a voulu nous exclure !... — Que signifie cette mesure extraordinaire ?... — Savez-vous quelque chose ?... — Non... et vous ?... — La République est-

elle donc en péril ?... — Ce n'est pas Bonaparte qui la sauvera... — Il l'étranglerait plutôt...

ARÉNA, *montrant à ses collègues un groupe de représentants du parti de Bonaparte.* — Je crois bien que si nous questionnions ces gens-là, ils seraient capables de nous dire d'où nous sommes partis... et où nous allons.

VOIX DIVERSES, *désignant des officiers qui passent en groupes.* — Mais alors, c'est un complot !... — Une conspiration !... — Une conspiration militaire !... (*Au moment où passe une patrouille de grenadiers.*) Les baïonnettes ne nous font pas peur !... — C'est à la Constitution de l'an III qu'on en veut !... — La Constitution ou la mort !... — Nous renouvellerons le serment de fidélité à la Constitution !... — Oui... oui... jurons... comme, il y a dix ans, au Jeu de Paume.

LE GÉNÉRAL DE SAHUGUET, *aux officiers qui se promènent à ses côtés, tout en riant.* — Vous avez beau jurer, mes bons amis, on va vous en donner du provisoire.

DE LA ROSERIE, *fredonnant* :

Ces serments-là ça ne tient pas ferme.

Connaissez-vous l'*Epreuve villageoise*, mon général ? Ce petit Grétry a bien du talent...

Hautecœur sort du château après avoir montré une carte au grenadier placé en faction, et se dirige vers le chef d'escadron de la Roserie, qui se détache du groupe et vient au-devant de lui.

HAUTECŒUR. — Dieu me pardonne !... La Roserie, on se croirait dans un camp retranché... La route, le village, le château, sont couverts de troupes... Quoi !... c'est là cette promenade favorite réservée, par décret, pour l'agrément des citoyens de Paris ?...

DE LA ROSERIE. — Et ce n'est pas tout !... Nous attendons encore deux régiments d'infanterie.

HAUTECŒUR. — Vive Dieu !... Bonaparte a bien pris ses précautions... Les représentants n'ont qu'à bien se tenir... Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit... Vous avez vu les témoins du colonel Le Planté !...

DE LA ROSERIE. — Tout est arrangé pour cinq heures... Vous vous battez au pistolet... à la lisière du bois.

HAUTECŒUR. — Singulière idée d'avoir choisi Saint-Cloud pour ce duel !... Il est vrai que votre service vous y appelait tous... C'est égal !... sans la carte que vous m'avez fait délivrer par la Commission des Inspecteurs, je ne sais pas comment je m'y serais pris pour arriver jusqu'à vous... (*Le prenant par le bras et s'éloignant.*) Et que pensez-vous que Bonaparte fera du pouvoir qu'il s'apprête à usurper ?...

Michel Le Planté aperçoit Fargues qui descend à ce moment les marches du perron, et s'avance vers lui.

LE PLANTÉ. — Ah !... mon ami, qu'est-ce que

vous avez fait... et qu'allez-vous faire encore?... Expliquez-moi comment, vous autres Anciens, vous n'avez pas reculé devant un acte aussi arbitraire.

Fargues. — Arbitraire!... Et pourquoi?... Ouvrez la Constitution, mon cher ami, c'est elle qui vous convaincra de votre erreur.

Le Planté. — Mais encore faut-il des motifs!... Encore faut-il qu'il y ait des troubles dans le lieu de résidence des Conseils... et Paris est tranquille.

Fargues. — La Constitution ne met aucune condition à l'exercice du droit de translation... Les Anciens n'ont d'autre motif, d'autre raison à donner, que la nécessité et l'utilité qu'ils prévoient et dont ils sont juges souverains.

Le Planté. — Comment fait-on intervenir la force armée et en vertu de quel droit les Anciens peuvent-ils en disposer?...

Fargues. — En vertu de la Constitution et du bon sens. Quand la Constitution donne aux Anciens le droit absolu de translation, elle leur donne implicitement les moyens nécessaires pour l'accomplissement de sa volonté... Qui veut la fin...

Le Planté. — Mais enfin, que veut-on faire?... J'entends parler de trois Consuls... Pourquoi pas un dictateur?

Fargues. — Ce qu'on veut faire, mon ami?... Cela vous inquiète?... N'étiez-vous donc pas alarmé de voir que rien ne se faisait? Ne voyez-vous donc pas que nous touchions au moment où rien n'aurait plus

été possible à faire, ni la paix, ni la guerre ; où rien n'aurait plus été possible à récupérer, ni la liberté, ni la propriété, ni par conséquent la Constitution républicaine ?

Le Planté. — Entre nous, cependant, mon ami... je crains l'intervention de Bonaparte... en cette affaire... Le sort de la liberté dépendrait-il de lui ?... Et s'il était un César ?... un Cromwell ?

Fargues. — Un César !... Un Cromwell !... Mauvais rôles... rôles usés, indignes d'un homme de sens comme d'un homme de bien !... indignes surtout de Bonaparte qui s'en est du reste expliqué avec nous en plusieurs circonstances... (*Ils se sont arrêtés et sont aussitôt rejoints et entourés par une foule de députés de toutes nuances.*) Croyez-moi, son refus de déférer au vœu du Conseil l'eût rendu plus suspect à nos yeux que son obéissance... et aurait fait de lui un juste sujet d'alarmes...

Plusieurs voix, *au milieu des murmures.* — Que ne se contentait-il d'une place au Directoire, au lieu de vouloir tout bouleverser ?... — Oui... oui... c'est cela !... — Nous sommes encore prêts à la lui offrir, malgré son âge. — Cette combinaison écarterait bien des dangers...

Fargues. — Qui vous dit que Bonaparte veuille du pouvoir ?... Je l'ai entendu maintes fois répéter qu'après avoir tiré l'épée pour la République, et l'avoir assise sur des bases solides et durables, il n'aurait plus d'autre ambition que de vivre en simple

citoyen, dans la retraite... ou de prendre le commandement d'une armée si la Patrie a besoin de son bras.

Explosion de dénégations et de protestations.

Le Planté. — Ou vous êtes d'une naïveté fallacieuse... ou vous voulez, mon cher Fargues, abuser de notre crédulité.

Fargues. — Et qui donc mérite plus notre confiance que le guerrier qui a signalé tant de fois son amour pour la liberté... qui nous a vengés, avec tant d'éclat, de tant d'ennemis, à qui elle doit sa conservation et qui, en revanche, lui doit la plus grande gloire où puissent atteindre la valeur et le génie ? (*On entend les musiques militaires qui jouent la « Marseillaise » sur la terrasse, de l'autre côté du château.*) Mais, excusez-moi, citoyens, je suis dans l'obligation de vous quitter... Les Conseils vont se réunir... Et cette Orangerie qui n'est pas prête...

Il se dirige vers l'Orangerie, tandis que, derrière lui, les députés se répandent en réflexions diverses. Quelques députés ne dissimulent pas leur mécontentement. D'autres cherchent à les apaiser. « Attendons, nous verrons bien ! »

Le Planté, *à Grandmaison qui vient au-devant de lui.* — En attendant, on nous a relégués, nous autres, les Cinq-Cents, dans cette Orangerie, tandis que les Anciens sont logés là-haut, sous les peintures de Mignard.

Grandmaison. — Tout cela ne nous dit pas pourquoi on nous a amenés ici... Qui nous instruira des

dangers qui nous menacent?... On parle de factieux, de conspirateurs... Il y a longtemps déjà que je les ai signalés et ils ne m'épouvantent pas plus que les baïonnettes que j'ai vues luire, sur la terrasse, à ce soleil de brumaire.

Delbrel, *accourant.* — Citoyens, on nous trompe... Dans les corridors et dans les cours, il n'est bruit que d'un attentat contre la représentation nationale...

Plusieurs voix. — Où sont Bernadotte, Augereau et Jourdan, à cette heure?... — Ils ne sont pas vendus, ceux-là!... — Qu'un orateur se présente!... Il ne faut qu'un mot pour ramener les troupes.

Aréna. — Eh bien, je le dirai, moi, ce mot... Je cours sur la terrasse... Que les soldats trompés se réunissent à nous... qu'ils sachent que Bonaparte est un traître... qu'il a abusé les Anciens... A la force des armes, opposons la force des lois... Je vais leur parler.

Il se dirige vers le château. Destrem l'arrête.

Destrem. — Du calme, Aréna, du calme ; je t'en supplie, mon ami, au nom de ton pays qu'un ambitieux veut asservir.

Aréna. — Ah! mon pauvre pays!...

Un officier à cheval pénètre dans la cour, au grand galop, et s'approche du groupe.

L'officier. — Pardon et excuse, citoyens... Pouvez-vous me dire où je trouverai le président du Directoire?...

Voix diverses. — Savons-nous seulement s'il existe encore un Directoire?... — Il devrait siéger en

cette commune !… —Pourquoi les Directeurs ne sont-ils pas ici ?… — On m'assure que Barras a donné sa démission. — Est-ce possible ?… — Qu'est-ce que cela veut dire ?… — Cette démission n'est pas légale !… — Ne la lui a-t-on pas arrachée par la violence ?… — Il faut remplacer Barras !… — Ne perdons pas de temps !… Dressons des listes… — Rien ne presse… Nous avons cinq jours !… — C'est assez pour donner de l'audace à la tyrannie !… — Où est le danger ?… Où est l'ennemi ?…

Les députés se dispersent, très exaltés… L'officier, ne pouvant obtenir de réponse, se dirige vers le perron du château. A ce moment, le député Fabry amène à Fargues le citoyen Turot, secrétaire général de la police.

Fabry. — Écoutez le citoyen Turot, mon cher Fargues… Il nous apporte du nouveau…

Turot. — J'arrive de Paris, citoyen représentant, et je ne saurais trop vous recommander de vous défier de Fouché… Il a eu, ce matin, une longue conférence avec Bernadotte et Jourdan… J'étais là quand un jeune colonel, le fils du citoyen Le Planté, je crois, s'est présenté, amené par le Directeur Moulins, qui avait réussi à s'échapper du Luxembourg… Il avait, disait-il, en l'absence du chef de brigade, la disposition du mouvement des troupes… il a proposé de placer ce soir les siennes au débouché de la rue Chantereine et de tuer Bonaparte quand il se présenterait au retour de Saint-Cloud…

FARGUES. — Est-ce possible?... Et qu'a répondu Fouché?

TUROT. — Le ministre paraissait dans le plus grand embarras... Il ne m'a envoyé à Saint-Cloud que pour être le témoin de ce qui se passerait et lui en rendre compte d'heure en heure... Je le connais et je sais que ses dispositions sont prises pour vous faire tous arrêter avec le général Bonaparte, au cas où l'entreprise n'aurait pas un succès complet... Au moment où je quittais la capitale, on m'a assuré que la révolte avait éclaté aux faubourgs Saint-Marcel et Saint-Antoine et que le peuple se disposait à marcher sur Saint-Cloud.

FARGUES. — Diable!... diable!... il importe d'en informer sans retard le général Bonaparte... Venez avec nous, citoyen Turot.

Ils entrent dans le château. On entend la *Marseillaise* exécutée par les musiques militaires.

UN HUISSIER, *apparaissant sur le perron.* — Citoyens représentants, le Conseil des Anciens va entrer en séance.

Beaucoup de députés, membres des Anciens, se précipitent vers le château où ils cherchent à pénétrer... Les membres du Conseil des Cinq-Cents se présentent à la porte d'entrée de l'Orangerie, dont les grenadiers leur barrent le passage... Le député Barras paraît.

BARRAS. — Un peu de patience, citoyens... La salle n'est pas encore prête.

VOIX DIVERSES. — Qu'est-ce que cela veut dire?... Qui trompe-t-on!... C'est une indignité...

ARÉNA, *à plusieurs de ses collègues qui l'entourent, leur montrant un poignard qu'il dissimule sous sa toge.* — Mon parti est pris... et si Bonaparte ose violer la loi... je l'immole sur l'autel de la patrie.

LE SALON DE MARS

2 heures de l'après-midi.

Le salon de Mars, communiquant par deux larges portes encadrant une haute cheminée, avec la galerie d'Apollon, où tient séance le Conseil des Anciens présidé par Lemercier... Par les deux portes ouvertes, les bruits de la séance arrivent dans la galerie plus ou moins distinctement suivant que les tapisseries dont elles sont ornées sont tombées ou relevées. Une autre porte également toute grande ouverte, au milieu du salon, donne accès au grand escalier d'honneur.

Dans le salon, la partie avoisinant la galerie est seulement occupée... Autour d'une table ronde, placée en face de la cheminée, des hommes politiques sont assis parmi lesquels Sieyès, Roger-Ducos, Lagarde, secrétaire général du Directoire, et Bourrienne. Plusieurs généraux et d'autres officiers vont et viennent dans le salon ou stationnent près des fenêtres... Deux grenadiers en armes sont debout à chaque porte ouverte sur la galerie, chacun en face d'un huissier, deux autres des deux côtés de la porte d'entrée. D'autres grenadiers et l'officier qui les commande se tiennent dans le vestibule où les faisceaux sont formés. Bonaparte se promène à travers le salon, allant de l'un à l'autre, ne dissimulant pas son impatience, tout en prêtant l'oreille à la voix des orateurs de la galerie.

SIEYÈS. — Vous les entendez, général? ils parlent quand ils devraient agir. Les corps délibérants ne valent rien dans les moments de crise. Ils ne con-

naissent ni la valeur du temps, ni le prix de l'occasion.

Le silence s'est fait dans la galerie. Courtois paraît à l'une des portes et fait signe à Bonaparte qui accourt vers lui.

COURTOIS. — Général, le Président me charge de vous informer que le moment est venu de vous montrer.

SIEYÈS. — Allez donc, général, et ne prenez conseil que de votre génie et de la position de la patrie.

BONAPARTE. — Enfin!... Venez, Bourrienne... et vous aussi, Berthier.

Bonaparte pénètre dans la galerie suivi par Bourrienne et par Berthier. Au même moment, quelques murmures mêlés à des applaudissements se font entendre et se prolongent pendant ce qui suit.

SIEYÈS, *à lui-même.* — Pourvu qu'il n'aille pas trahir ma confiance!... (*Allant vers la porte d'entrée où a paru son valet de chambre.*) Eh bien! Dominique, la chaise de poste?...

DOMINIQUE. — La chaise de poste est aux ordres du citoyen Directeur, à l'entrée de la grille... les chevaux s'impatientent et le cocher a de la peine à les retenir.

SIEYÈS. — Tant mieux!... ils fileront plus vite, si tout vient à manquer...

Il revient près de la cheminée, tout en se frottant les mains.

LA VOIX DE LEMERCIER, *dans la galerie.* — Le général Bonaparte a la parole.

Agitations diverses dans la galerie... Les personnes présentes dans le salon se pressent aux portes.

SIEYÈS. — Silence!... écoutez...

LA VOIX DE BONAPARTE, *dans la galerie.* — Représentants du peuple, vous n'êtes point dans des circonstances ordinaires... Vous êtes sur un volcan... Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat, avec la franchise d'un citoyen zélé pour le bien de son pays et suspendez votre jugement jusqu'au moment où je vous aurai dit toute ma pensée...

Sur des réclamations qui se manifestent de la galerie, les huissiers laissent retomber les portières. La voix de Bonaparte ne parvient plus que confusément dans le salon... Entre Maret... Sieyès va au-devant de lui et l'amène près de la cheminée.

SIEYÈS. — Qu'y a-t-il, citoyen Maret?...

MARET. — C'est un message que le Conseil des Cinq-Cents adresse au Directoire.

SIEYÈS. — Se moquent-ils de nous?... (*A Lagarde.*) Voilà qui est votre affaire, citoyen Lagarde... Écrivez au Conseil que le message envoyé au Directoire exécutif n'a pu être reçu par cette autorité, attendu que quatre membres du Directoire ayant donné leur démission et le cinquième ayant été mis en surveillance par le général Bonaparte, il ne se trouve plus de Directoire.

LAGARDE. — Mais, citoyen Sieyès, vous savez bien que ni Gohier, ni Moulins n'ont donné leur démission.

SIEYÈS. — Écrivez, vous dis-je... (*A lui-même pendant que Lagarde s'installe pour écrire.*) Un

bon tour que je vais leur jouer là !... (*A Maret.*) Et comment vont les affaires aux Cinq-Cents ?

MARET. — La séance est fort agitée... Les membres du Conseil ont décidé de renouveler le serment de fidélité à la Constitution, par appel nominal.

SIEYÈS. — A toute la Constitution ?... C'est trop... A une partie passe encore.

UNE VOIX TRÈS FORTE, *dans la galerie.* — Vous oubliez la Constitution !...

Sieyès et d'autres personnes se rapprochent des portes dont ils soulèvent discrètement les portières... La voix de Bonaparte se fait entendre. — Le général paraît très ému... il balbutie des mots... des phrases... sans suite... au milieu d'une agitation confuse...

LA VOIX DE BONAPARTE, *très entrecoupée.* — La Constitution !... Écoutez-moi... citoyens représentants... je parlerai.... il le faut... La Constitution !... Vous l'avez violée... au 18 fructidor... au 22 floréal... au 30 prairial... Elle est invoquée... par toutes les factions... elle a été violée par toutes... elle est méprisée par tous... Elle ne peut être pour nous un moyen de salut... parce qu'elle n'inspire plus le respect de personne... Mes intentions sont pures... on m'abreuve de calomnies... on m'accuse de scélératesse...

A partir de ce moment on ne distingue plus au milieu des rumeurs de la galerie que des phrases incohérentes... des mots sans suite au milieu des interruptions les plus diverses : « Hypocrites !... Intrigants !... Je ne le suis pas !... J'abdiquerai le pouvoir aussitôt que le danger qui menace la République sera passé... »

SIEYÈS. — Le malheureux!... mais il s'embrouille horriblement.

Entrent Arnault, Talleyrand et plusieurs autres... donnant des signes du plus profond désespoir.

ARNAULT. — Où est le général Bonaparte ?

SIEYÈS. — Taisez-vous donc, citoyen Arnault! vous m'empêchez d'entendre le général...

Il laisse retomber la tapisserie.

TALLEYRAND. — Citoyen Sieyès, la situation est des plus critiques... Aux cinq cents le président est débordé... Nous sommes perdus si le général ne prend le parti d'agir.

SIEYÈS. — Comment?... Que se passe-t-il donc à l'Orangerie ?

ARNAULT, *avec volubilité.* — Gaudin n'était pas plutôt descendu de la tribune que la tempête a éclaté dans toute la salle. Pendant quelques minutes, on n'entendait plus de tous les points que les cris : « A bas la dictature !... Pas de dictature !... Vive la Constitution!... » Il n'était plus question ni de Commission, ni du rapport que Boullay tenait tout préparé... La lecture de la lettre de démission de Barras a jeté la consternation dans l'Assemblée... qui, revenant bientôt d'un moment de surprise et de trouble, s'est tout à coup ressaisie et ne s'en est montrée que plus déchaînée. Lucien a essayé de rappeler à l'ordre les perturbateurs. Il n'a pas été écouté... Il a menacé d'abandonner le fauteuil... on l'a couvert de huées et de sarcasmes. — Bref, le président

estime que seule la présence du général peut en imposer à tous ces agités.

SIEYÈS. — Ah!... bien oui !... Si vous comptez sur lui... Il est complètement démoralisé... Ecoutez plutôt...

A ce moment les huissiers relèvent les portières pour livrer passage à des personnes qui sortent de la galerie en manifestant, par gestes, leur découragement. La voix de Bonaparte se fait entendre de nouveau plus suivie et plus raffermie.

LA VOIX DE BONAPARTE. — ... Je dirai que les Directeurs Barras et Moulins m'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti tendant à renverser les citoyens à idées libérales... Je dirai que des hommes réunis par les comités révolutionnaires organisent, au moment même où je vous parle, un mouvement populaire pour arriver à relever les échafauds de la hideuse Terreur.

Explosion d'indignation dans la galerie ; cris divers : « Nommez-les... Nommez les conspirateurs ! » Maxime paraît à la porte de la galerie... pénètre dans le salon... Murat va au-devant de lui.

MURAT. — Que venez-vous faire ici, colonel ?

MAXIME. — Je désire parler au général Bonaparte... (*On lui fait signe de garder le silence, en lui désignant la galerie où la voix du général continue à se faire entendre.*) C'est bien, j'attendrai.

LA VOIX DE BONAPARTE. — Que ces projets criminels ne vous effraient pas... C'est en vain qu'on cherche à me représenter comme un ennemi de la li-

berté... Si quelque orateur, payé par l'étranger, parlait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à vous, mes braves compagnons d'armes, que j'ai tant de fois menés à la victoire ; à vous, braves défenseurs de la République avec qui j'ai partagé tant de périls... pour affermir la liberté et l'égalité...

Sieyès. — A la bonne heure... sacrebleu... Voilà comme il faut parler.

Maxime, *se précipitant vers la porte de la galerie.* — Et je vous crie, moi, que cet homme a menti... qu'il vous trompe...

La stupéfaction est générale dans le salon... Ceux qui se tenaient près des portes laissent tomber les portières... La voix du genéral s'éteint derrière les tapisseries.

Le général Thiébaud. — Que faites-vous, colonel ?... Malheureux, vous vous perdez.

Maxime, *se débattant au milieu des grenadiers qui l'ont entouré.* — Laissez-moi, mon général, je veux lui jeter à la face toute ma haine et tout mon mépris.

Des applaudissements éclatent dans la galerie, dont les portières sont relevées... Après quelques instants... on sort en foule de la galerie... Bonaparte paraît... Sieyès s'avance et lui parle bas en lui désignant Maxime.

Bonaparte, *sévèrement.* Vous ici, monsieur... Je vous avais fait assigner un poste. Pourquoi ne vous y êtes-vous pas rendu ? De la rébellion ! Toujours... Je n'en veux pas... Je ne veux plus de factieux. Il n'y a d'ordres ici que les miens. Qu'on arrête cet

homme et qu'on le mène en prison... Vous, La Roserie, vous me répondez sur votre tête du colonel Le Planté.

Quatre grenadiers se jettent sur Maxime qui se défend, le désarment et l'entraînent.

MAXIME. — Je ne te dis pas adieu... Bonaparte... Nous nous reverrons.

Les personnes présentes manifestent leur indignation. Quelques-unes seulement ont l'air de protester en faveur de Maxime.

LE GÉNÉRAL THIÉBAUD. — Quelle brutalité !... Et c'est pour être témoins de pareils actes qu'on nous a amenés ici ?...

LE GÉNÉRAL BERTHIER. — Général Thiébaud, vous vous oubliez.

Sortie du général Thiébaud... Pendant ce qui précède, Bonaparte est entouré... Les uns cherchent à le persuader qu'il ne doit pas se présenter aux Cinq Cents... où il peut y avoir du danger... Les autres, les militaires principalement, font des efforts pour l'y entraîner.

SIEYÈS. — Croyez-moi, général, vous n'avez pas l'expérience des assemblées... Ne tentez pas de les convaincre... Vous avez d'autres arguments à leur servir.

PLUSIEURS VOIX. — Il faut brusquer les choses !... On essaie de vous enlacer dans des délais... Il n'y a pas de temps à perdre...

BONAPARTE, *tranquillement.* — Il n'y a pas de temps perdu... Tout s'arrangera... Non, vous dis-je... tous ces braillards ne me font pas peur... Je vais aux Cinq Cents... A moi, soldats, aux armes !...

(*Aux officiers.*) Suivez-moi, messieurs, et souvenez-vous que je marche accompagné du Dieu de la Fortune et du Dieu de la Guerre !...

Il sort suivi de ses officiers... Le silence se rétablit dans le salon.

LA VOIX DE LEMERCIER, *dans la galerie.* — Citoyens représentants... la séance est reprise... Un message du Conseil des Cinq-Cents vous informe qu'il est réuni en majorité dans la commune de Saint-Cloud.

Les cris de : Vive Bonaparte ! au dehors couvrent la voix du Président... On se précipite aux fenêtres.

SIEYÈS, *à lui-même, d'humeur inquiète.* — Mauvaise journée !...

L'ORANGERIE

3 heures de l'après-midi.

L'intérieur de l'Orangerie, disposée pour servir de lieu de séance au Conseil des Cinq-Cents. Sur une estrade adossée aux fenêtres, au milieu de la salle, est installé le bureau, et, en avant, la tribune... Des banquettes et des chaises sont disposées en fer à cheval tout autour de cette estrade. A l'une des extrémités de la salle, la porte donnant sur la terrasse est fermée par un tambour... En avant de cette porte, des balustrades circonscrivent l'emplacement réservé au public. Lucien Bonaparte préside la séance.

La plus grande effervescence règne dans l'assemblée... Les députés, les uns debout, les autres montés sur leurs bancs, interpellent de

tous côtés le président qui essaie de tenir tête à l'orage ; il agite violemment la sonnette, tandis que les huissiers font de vains efforts pour obtenir le silence.

Lucien. — Citoyens représentants, vous écouterez mon frère. Il vous donnera l'explication de sa conduite et vous rendra compte de la mission que lui a confiée le Conseil des Anciens.

Voix nombreuses. — Non... non... Nous ne voulons rien entendre. Faites d'abord retirer les soldats... La discussion n'est pas libre... Nous ne voulons pas de dictature... A bas le dictateur !... A mort le tyran !

Lucien, *au milieu du bruit.* — Quoi !... Oublieriez-vous en un instant tous les services rendus à la patrie ?...

Voix nombreuses. — On ne les oubliera pas !... Que Bonaparte se démette de son commandement... Sa nomination est inconstitutionnelle.

Aréna, *de sa place.* — Pourquoi Bernadotte et Jourdan ne sont-ils pas parmi nous ?

Destrem. — Patience ! Ils vont arriver à la tête de la brave population de Paris... Ils nous délivreront de l'oppression d'un tyran...

Grandmaison. — Citoyen président, je réclame qu'il soit déclaré que les six mille hommes qui nous entourent font partie de la garde de la représentation nationale.

Cette proposition est accueillie par des cris : « Oui... oui... C'est cela ! Aux voix... » La porte de l'Orangerie

s'ouvre... Bonaparte paraît... suivi de quatre grenadiers en armes... Un grand mouvement se manifeste dans l'assemblée qui en un instant est debout, menaçante, indignée de ce spectacle... Tous les regards sont dirigés sur Bonaparte qui s'avance vers la tribune... D'autres soldats, des officiers, des généraux occupent l'entrée de l'Orangerie... Lucien semble stupéfait.

VOIX NOMBREUSES, *pendant que Bonaparte s'avance au milieu de l'assemblée.* — Qu'est cela?... Des hommes armés, ici!... — Arrière le dictateur!... — Hors la loi, Bonaparte!... — A mort, le tyran!... — Tue... Tue!... — Il nous brave!...

Quelques députés se précipitent au-devant du général... on le presse,.. on l'apostrophe... On le repousse quelques pas en arrière... La tribune est envahie... Bonaparte, impassible, fait des gestes désespérés pour obtenir le silence et indique qu'il veut parler.

DESTREM, *s'approchant du général.* — Est-ce pour cela, Bonaparte, que tu as vaincu?...

SHERLOCK. — Bonaparte!... tes lauriers sont flétris...

BIGONNET, *le saisissant par le bras.* — Retirez-vous, téméraire; vous violez le sanctuaire des lois...

Aréna se dirige vers Bonaparte, un poignard dans la main droite.

ARÉNA. — Ah!... il veut être un César... Eh bien... il faut que cela se décide...

Il est bousculé et repoussé par les grenadiers. Lutte. Devant l'impassibilité de Bonaparte, les injonctions du président finissent par obtenir un peu de silence.

BONAPARTE, *cherchant à se faire entendre au*

milieu des cris. — Citoyens représentants, vous m'écouterez...

Le général Lefebvre paraît au fond de la salle... suivi d'autres soldats en armes... A cette vue l'assemblée est exaspérée.

VOIX NOMBREUSES. — Non... non... pas d'explications... La représentation nationale a été violée. Hors la loi, le dictateur... Que Bonaparte et ses complices soient mis hors la loi.

DELBREL, *à Lucien.* — Marche... Président, mets aux voix la proposition de hors la loi.

Les cris de : « hors la loi ! » continuent à se faire entendre... plus nourris et plus violents.

LUCIEN, *indigné.* — Qu'osez-vous me proposer, misérables ?... Mettre hors la loi mon frère, le sauveur de la patrie !... Je déposerais plutôt sur cette tribune les insignes de la magistrature populaire.

PLUSIEURS VOIX. — Il nous a traités de misérables !... — Vous l'avez entendu ?... — Retire-toi, président... — C'est nous qui le mettons hors la loi... — A mort le tyran... Tue !... tue !...

Bonaparte est entouré, bousculé... Les quatre grenadiers lui font un rempart de leur corps et cherchent à l'entraîner... Quelques députés, dont Aréna, le menacent de loin de leurs poignards... L'un d'eux essaie de braquer sur lui un pistolet...

LE GÉNÉRAL LEFEBVRE, *du fond de la salle.* — A moi, grenadiers ! sauvez votre général...

Lefebvre s'élance vers la tribune, l'épée à la main... Les grenadiers le suivent et parviennent auprès de Bona-

parte qu'ils entraînent vers la porte... Des députés le suivent, toujours menaçants.

Bonaparte, *à Lefebvre, sur le pas de la porte.* — Lefebvre... retournez auprès de mon frère et arrachez-le des mains de ces brigands... Ils le tueraient.

Bonaparte est sorti... suivi de quelques députés qui rentrent presque aussitôt.

Plusieurs voix. — Les circonstances ne nous permettent plus de rester ici. Il faut retourner à Paris... — Oui... oui... à Paris.

D'autres voix. — Non... non... nous n'abandonnerons pas notre président.

Destrem, *rentrant.* — Il a eu raison de se retirer... Nous l'avons crossé à coups de pied... et si l'on n'eût pas détourné le coup, je lui brûlais la cervelle.

Sherlock. — On a bien fait de le soustraire à mes coups... je l'aurais tué.

Lucien, *après que le silence s'est rétabli.* — Quand le calme sera rétabli dans cette enceinte, citoyens, vous rendrez justice à qui elle est due, dans le silence des passions.

Protestations diverses... La séance continue dans le plus grand désordre, jusqu'au moment où le général Lefebvre rentre dans la salle, suivi d'un piquet de grenadiers, et, par ordre de Bonaparte, entraîne le président hors la salle, au milieu de la confusion générale.

LA TERRASSE DE SAINT-CLOUD

4 heures de l'après-midi.

La terrasse du château. Les troupes d'infanterie sont rangées en bataille, face aux bâtiments. Les avenues sont gardées par des piquets de cavalerie... Plusieurs généraux, à cheval, circulent devant le front des troupes... Devant l'entrée principale du château, Bonaparte tient conseil au milieu de ses officiers.

LE GÉNÉRAL SERRURIER, *passant et repassant devant les rangs.* — Les misérables !... Ils ont voulu tuer le général Bonaparte !... le mettre hors la loi, lui, que les rois de l'Europe n'ont jamais pu y mettre... Ne bougez pas, soldats... restez tranquilles... attendez qu'on vous donne des ordres...

Des murmures, exprimant des sentiments divers..., circulent de rang en rang... Quelques députés, venant de l'Orangerie, cherchent à se rapprocher de la troupe et à la haranguer.

LECLERC, *désignant à Murat Bonaparte qui se promène très agité.* — Regarde donc le général, il est pâle comme la mort !

MURAT, *s'approchant de Bonaparte.* — Remettez-vous, général... Il n'est pas raisonnable que celui qui triompha de tant d'ennemis puissants redoute des bavards... Du courage... et la victoire est à nous.

Bonaparte. — Dis tout de suite que j'ai eu peur, Murat.

Il les entraîne tous deux et leur parle fiévreusement tout en faisant de grands gestes, et en agitant la jambe droite dans le vide, comme s'il donnait des coups de pied à quelqu'un... Murat lui montre le général Jourdan que quelques députés cherchent à entraîner. A cette vue, Bonaparte hausse les épaules.

Aréna, *pendant ce qui précède.* — Soldats de la liberté... on vous trompe, on vous abuse... Marchez avec nous... Restez fidèles à la représentation nationale.

Le général Serrurier, *fondant sur eux et les dispersant.* — Retirez-vous, canailles que vous êtes... sinon je vous fais sabrer par mes hommes.

Les députés s'éloignent précipitamment... et regagnent l'Orangerie en criant : *Hors la loi !... Hors la loi !...* De nouveaux murmures se font entendre parmi les soldats : *Ce sont les représentants du peuple !*

Le général Serrurier. — Silence dans les rangs !...

Bonaparte s'est avancé pour s'enquérir de ce qui se passe... Il rencontre Augereau.

Augereau. — Vous voilà dans une jolie situation.

Bonaparte. — Souviens-toi d'Arcole, Augereau, où les affaires étaient plus désespérées... Sois tranquille, dans une heure tout sera changé...

Le tumulte continue dans l'Orangerie, d'où les cris de : *Hors la loi!* parviennent jusqu'à la terrasse.

Sieyès, *s'approchant de Bonaparte.* — Ils veu-

lent vous mettre hors la loi, général; mettez-les hors la salle!...

A ce moment les Inspecteurs Fargues et Courtois sortent du château et arrivent jusqu'à Bonaparte, qui, après leur avoir fait, d'assez haute voix pour être entendu des soldats, le récit de l'attentat dont il a été l'objet et nommé Aréna, les prie de se rendre aux Anciens, pour en informer le Conseil... Pendant que Fargues et Courtois regagnent le château, Lucien Bonaparte arrive de l'Orangerie au milieu des grenadiers de Lefebvre et d'une grande foule de députés... Il s'avance vers son frère et parlemente un moment avec lui et les autres généraux. Discussion très vive où l'on entend : *Il n'y a pas d'autres moyens d'en finir!... Chassons-les de l'Orangerie. Les Anciens sont avec nous!...* et à la suite de laquelle les généraux rejoignent leurs troupes.

BONAPARTE, *qui est remonté à cheval, à Leclerc et à Murat.* — Général Leclerc... général Murat... demeurez auprès de moi.

Lucien Bonaparte est monté sur un cheval qu'on lui a amené et fait face aux troupes. Grande anxiété parmi les soldats.

LUCIEN. — Soldats, des audacieux, des criminels n'ont pas craint de lever leurs poignards sur mon frère, sur votre général, lui, le libérateur de la Patrie, le protecteur de la République, le sauveur de la liberté... Moi-même, je n'ai réussi à me soustraire à leurs coups que grâce au courage de ces braves grenadiers, vos camarades. Soldats, voulez-vous nous laisser périr... et avec nous, voulez-vous laisser périr la République? (*Un long frémissement d'indi-*

gnation s'empare de la troupe qui pousse aussitôt les cris : « Non, non... Vive Bonaparte !... Vive notre général !... Lucien continue en s'adressant à Bonaparte qui a poussé son cheval à la hauteur de celui de son frère, puis aux soldats et aux députés rangés autour d'eux.) Général... et vous, soldats... et vous aussi, citoyens, vous ne reconnaîtrez pour législateurs que ceux qui sont venus se ranger à mes côtés... Quant à ceux qui sont demeurés dans l'Orangerie... ce sont des factieux... des assassins... Que la force les expulse... Ils ne sont plus les représentants du peuple... ils sont les représentants du poignard. (*A Bonaparte.*) Allez, général, obéissez à la loi dont je suis le représentant. (*Réunissant toutes ses forces.*) Vive la République !... (*Prenant une épée qu'il dirige sur Bonaparte.*) Je jure de percer le sein de mon frère, si jamais il porte atteinte à la liberté des Français !... (*Les cris de « Vive la République !... Vive le général Bonaparte !... Vive le Président !... » éclatent dans tous les rangs de la troupe qui est décidément gagnée.*)

Bonaparte, *à son frère.* — Président, vos ordres seront exécutés !... Vive la République !... Lefebvre, Murat, Leclerc... à moi !...

Un officier, *s'approchant de Bonaparte.* — Général, autorisez-moi seulement à prendre cinquante hommes... et quand ces cannibales sortiront, je les fusillerai comme des lapins...

Bonaparte feint de n'avoir pas entendu, et pousse son

cheval en avant, non sans dissimuler l'horreur que lui inspire cette proposition.

MURAT. — Grenadiers, en avant!... A la baïonnette!...

Sur un signe de Bonaparte, les tambours battent la charge... Un bataillon de grenadiers, conduit par Murat et Leclerc, se dirige vers l'Orangerie et l'envahit. Les députés, surpris et poussant des cris, cherchent des issues de tous les côtés, sautent par les croisées, s'échappent par les portes, accueillis partout par des huées. Quelques-uns arrivent en courant sur la terrasse... En apercevant la masse des fantassins et des cavaliers qui s'avancent pour cerner la salle, ils font volte-face et se sauvent à toutes jambes dans la direction des bois, après s'être dépouillés de leurs costumes et les avoir rejetés loin d'eux.

BONAPARTE, *observant de loin le mouvement des troupes, à Sieyès qui est près de lui, très anxieux.* — Partie gagnée!... monsieur Sieyès. Vous pouvez décommander votre chaise de poste!

DUEL A MORT

5 heures de l'après-midi.

Une clairière oblongue, dans les bois de Saint-Cloud... Deux bancs de chaque côté... Maxime Le Planté et Georges de Hautecœur sont placés en face l'un de l'autre, à vingt-cinq pas, au milieu de la clairière, un pistolet élevé dans la main droite... Ils sont l'un et l'autre assistés de deux témoins et d'un chirurgien...

La Roserie est chargé de la direction du combat, dont les dernières dispositions viennent d'être prises. — Un profond silence règne dans la clairière où parviennent, à travers les arbres, les dernières clameurs du château.

La Roserie, *très solennel.* — Attention !... Messieurs, êtes-vous prêts ?

Maxime *et* Georges, *d'une voix ferme.* — Oui...

La Roserie. — Une... deux... !

Les deux combattants font feu presque en même temps... La fumée les masque un moment aux regards de leurs témoins... Quand elle s'est dissipée, on aperçoit Maxime, qui, atteint dans la région du cœur, chancelle, tourne sur lui-même... et tombe raide à terre... Le chirurgien et les témoins se précipitent vers lui, tandis que Hautecœur, fixe et immobile, contemple indifféremment ce qui se passe... Au même moment, des cris, qui se sont fait entendre dans le lointain, se rapprochent... Des hommes revêtus de robes rouges, qu'ils retroussent, paraissent, à la lisière de la clairière, s'arrêtent un moment au spectacle de Maxime étendu sur le gazon, puis en poussant les cris de : « *Trahison !... Assassins !...* » poursuivent leur route à travers bois... Michel Le Planté, dans son costume de représentant, apparaît à son tour, regarde comme pour s'assurer qu'il ne s'est pas trompé, et s'avance, pendant que les chirurgiens transportent Maxime et l'étendent sur l'un des bancs.

Michel Le Planté. — C'est bien ici !... Citoyens, que se passe-t-il ?... On vient seulement de me prévenir... (*Reconnaissant son fils que les chirurgiens démasquent.*)... Mon fils... Maxime... Mort ?... Ah !... C'en est trop !... Les brigands !... Ils me l'ont tué !...

Il va se précipiter, menaçant, sur Hautecœur. On l'arrête... Adrienne, échevelée, arrive par le chemin qui conduit à la clairière.

ADRIENNE. — Ce coup de feu !... Non... je ne me suis pas trompée !... Ah !... pourvu qu'il ne soit pas trop tard... (*Apercevant le groupe d'hommes qui se pressent autour de Maxime.*) Lui... C'est lui... blessé... mort ! peut-être. (*Écartant les témoins et les chirurgiens.*)... Laissez-moi passer. Je veux le voir... (*A genoux devant le banc et tout en sanglotant.*) Ah ! Maxime... Maxime... pardon !... grâce !...

Maxime rouvre les yeux... il regarde autour de lui... porte la main à sa blessure... s'essuie le front... aperçoit Adrienne... qu'il repousse avec l'expression d'un sentiment de haine...

MAXIME, *douloureusement, mais énergiquement.* — Non, je ne puis pas... (*Apercevant son père.*) Mon père !... Ah ! mon père... C'est vous... Je suis heureux de vous voir... Est-ce que je vais mourir ?... Ah ! dites-moi du moins que tout n'est pas perdu... que la République triomphe... que la liberté est sauvée... que Bonaparte est vaincu !... (*Les cris de : Vive le général Bonaparte ! poussés dans les environs du château, arrivent distinctement jusque dans la clairière*)... Non !... il est victorieux... Ah ! damnation !... mon père, vengez-moi... vengez la Rép...

Il ne peut achever... Les spasmes le saisissent... Il tombe à terre comme foudroyé, en poussant un rugissement de rage... Les chirurgiens s'agenouillent... L'un d'eux

applique son oreille sur la poitrine de Maxime, et se relève presque aussitôt.

Le chirurgien. — Mort!...

Michel Le Planté. — Mort!... Ah! mon fils... je le jure... je te vengerai...

Hautecœur s'est approché d'Adrienne tout interdite... et va lui offrir son bras.

Adrienne, *le repoussant.* — Horreur!... Non... pas vous... Oh! non, pas vous.

Elle se sauve comme une folle à travers le taillis... tandis que Michel Le Planté est tombé assis sur un banc, abîmé dans sa douleur; les témoins et les chirurgiens se concertent, et prennent leurs dispositions pour faire transporter le corps de Maxime.

SÉANCE NOCTURNE

11 heures du soir.

La galerie d'Apollon, dans la soirée. — Le Conseil des Anciens est réuni, sous la présidence de Lemercier. — Les membres du Conseil des Cinq-Cents qui n'avaient pas quitté Saint-Cloud, et qu'on a pu rassembler, sont venus, après leur séance, se réunir aux Anciens. — Le général Bonaparte, les citoyens Sieyès et Roger-Ducos sont debout, en face du président. — La galerie n'est éclairée que par des lampes fumeuses, placées un peu partout sur les meubles. — En arrière des représentants, des hommes politiques étrangers aux deux Conseils, des généraux, se promènent dans la galerie, dont toutes les issues sont gardées par des grenadiers armés.

LEMERCIER, *debout au fauteuil présidentiel.* — ... Citoyens représentants, cette journée demeurera ineffaçable dans les fastes du peuple français... Elle marquera le triomphe de la liberté sur la démagogie, la victoire du droit sur l'arbitraire... la force des talents sur l'impuissance et l'incapacité... Je déclare, au nom de l'assemblée, que le général Bonaparte, les officiers généraux et les soldats qui l'ont secondé dans cette tâche, ont bien mérité de la patrie... (*Applaudissements de tous les points de la galerie.*) La majorité des Cinq-Cents s'est réunie à nous, dans un sentiment unanime de patriotisme, pour construire le nouvel édifice politique que le pays réclame, sur les bases de l'égalité, de la liberté et de la fraternité... (*Avec force.*) Le Directoire est aboli!... (*Applaudissements.*) Une commission provisoire exécutive, composée de trois Consuls, est instituée... Les citoyens Sieyès, Roger-Ducos et le général Bonaparte sont désignés pour en faire partie... (*Applaudissements, bravos, cris de : Vivent les Consuls !...*) Les Conseils sont ajournés au premier ventôse... Une Commission législative de cinquante membres, pris dans l'un et l'autre Conseil, est chargée de préparer un travail sur la nouvelle Constitution de l'État...

VOIX NOMBREUSES. — Vivent les Consuls!... Vive la République!...

LEMERCIER, *aux Consuls.* — Approchez, citoyens Consuls, et, au moment où le pouvoir suprême est

remis entre vos mains, répétez au milieu de nous le serment sacré de fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française une et indivisible, à la liberté, à l'égalité, au système représentatif.

BONAPARTE, *d'une voix forte, précipitamment, comme s'il voulait devancer ses collègues.* — Je le jure !

SIEYÈS *et* ROGER-DUCOS, *répétant après lui.* — Je le jure !

LEMERCIER, *solennellement.* — Citoyens Consuls, le plus grand peuple de la terre vous confie ses destinées... Le bonheur de trente millions d'hommes, tel est le mandat que la Patrie remet entre vos mains... Vous saurez le remplir... Vive la République !...

TOUS. — Vive la République !... Vivent les Consuls !... Vive le général Bonaparte !...

LEMERCIER. — Citoyens représentants, les Conseils sont ajournés au premier ventôse. — La séance est levée...

L'assemblée tout entière est debout... Les représentants se forment par groupes et commentent, en sens divers, les événements de la journée.

CROCHON, *prenant Fargues à part.* — Mais enfin, mon cher ami, tout cela est moins que régulier... Nous n'étions pas plus de vingt-cinq ou trente au Conseil des Cinq-Cents... C'est tout ce qu'il avait été possible de réunir au dernier moment...

FARGUES. — Rassurez-vous... demain, le *Moniteur* vous apprendra que vous étiez, ce soir, en majorité au Conseil des Cinq-Cents.

FOUCHÉ, *s'approchant de Bonaparte.* — Général, permettez-moi de vous adresser mes félicitations, et de vous demander de reconnaître que je vous ai servi sans réserve.

BONAPARTE, *l'interrompant brusquement.* — Je le sais, monsieur Fouché... (*Il s'éloigne un moment pour revenir aussitôt au même point.*)

TUROT, *s'avançant à son tour et s'adressant à Bonaparte, qui ne l'écoute pas.* — Général, en l'absence du ministre... j'ai expédié, de Saint-Cloud, des hommes sûrs aux barrières pour empêcher les Jacobins de rentrer dans Paris.

FOUCHÉ. — De quoi vous mêliez-vous ?... Qui vous dit que toutes mes précautions n'étaient pas prises ?... Trop de zèle, citoyen Turot... trop de zèle... (*Entraînant Bonaparte à l'une des fenêtres, d'où l'on aperçoit des lueurs s'élevant au-dessus de Paris, qu'elles semblent embraser.*) Voyez, général, Paris est dans l'ivresse de votre triomphe. La grande ville a illuminé ce soir en apprenant le succès de cette journée... C'est l'aurore de votre gloire nouvelle qui s'élève du sein d'une population enthousiaste et satisfaite.

BONAPARTE, *semblant réfléchir.* — Paris !... Avant cinq ans, je serai le maître du monde, et je ferai de Paris la capitale de l'Europe... (*Prenant*

Fouché par le bras et l'entraînant.) C'est que, voyez-vous, citoyen Fouché, j'aime le pouvoir... Mais c'est en artiste que je l'aime... Je l'aime comme un musicien aime son violon ; je l'aime pour en tirer des sons, des accords, des harmonies... (*Arrêtant Bourrienne, qui passe près de lui.*) Ah ! c'est vous, enfin, monsieur de Bourrienne... Où courez-vous si vite ?...

Bourrienne. — Général, je n'ai rien pris depuis ce matin, et l'amiral Bruix m'attend à souper avec quelques officiers à l'hôtel de la *Tête-Noire*.

Bonaparte, *sévèrement.* — Vous souperez plus tard... Est-ce que je soupe, moi ? (*Lui désignant une table.*) Mettez-vous là et écrivez. Il faut, dès ce soir, que j'adresse une proclamation aux habitants de Paris... Je vais vous la dicter... Demain, à mon réveil, j'occuperai toute la capitale.

Sieyès, *qui a entendu, à Roger-Ducos.* — Me tromperait-il ?... Contre qui s'est livrée cette bataille ?... Quel remords si j'avais contribué à renverser la liberté !... (*Écoutant les roulements des tambours qui, dans la nuit, battent le rassemblement.*) C'est la voix du despotisme !... La liberté est morte !... Le règne des soldats commence !...

FIN DE LA QUATRIÈME PARTIE

CINQUIÈME PARTIE

LES CONSULS

DU 20 AU 25 BRUMAIRE

CINQUIÈME PARTIE

LES CONSULS

DU 20 AU 25 BRUMAIRE

VINGT-NEUVIÈME JOURNÉE

LE LENDEMAIN DE LA VICTOIRE

---

20 brumaire. — Décadi.

Le salon de la marquise de Résigny. Georges Le Sergent de Hautecœur se promène dans le salon, dans l'attitude d'un visiteur qui attend.

PIERRE, *sortant des appartements.* — Madame la marquise fait prier monsieur le comte de vouloir bien patienter encore quelques instants... Elle est auprès de sa nièce et ne tardera pas à descendre au salon.

Hautecœur. — C'est bien, mon brave Pierre, j'attendrai... Mais dis-moi, qu'est-il advenu ici depuis hier?... Est-il vrai, comme me l'a affirmé tout à l'heure le suisse, que j'ai rencontré à la porte de l'hôtel, que ma cousine soit dangereusement malade?

Pierre. — Ce n'est que trop vrai, monsieur le comte... Madame de Brillanne avait promis à la citoyenne Bonaparte de passer la journée d'hier auprès d'elle... A huit heures du soir, inquiète de ne pas la voir, madame la marquise s'est fait conduire rue de la Victoire où aucune nouvelle n'était encore parvenue, et où elle apprit que sa nièce, aussitôt après le déjeuner, était partie pour Saint-Cloud, malgré les efforts de la citoyenne pour la retenir... Madame la marquise n'est rentrée que très tard à l'hôtel et c'est seulement dans le milieu de la nuit que madame de Brillanne est revenue... ou plutôt qu'elle a été ramenée. Ma pauvre maîtresse faisait peine à voir... elle paraissait comme folle et le médecin, mandé aussitôt, a constaté les symptômes d'une fièvre cérébrale.

Hautecœur. — Je comprends!... — Pauvre Adrienne!... Mais, des événements de Saint-Cloud, qu'avez-vous appris?...

Pierre. — Rien, jusqu'à ce matin... Madame la marquise venait de se mettre à table, lorsqu'un piqueur, dépêché par la citoyenne Bonaparte, l'a informée que le général était rentré de Saint-Cloud

seulement à la pointe du jour... qu'il était très satisfait de sa journée et avait été nommé consul avec les citoyens Sieyès et Roger-Ducos... Le guide de l'escorte, chargé de lui apporter un billet de la part de son mari, avait fait une chute de cheval et s'était cassé la jambe, — ce qui était la cause qu'elle n'en avait pas été avertie plus tôt... La citoyenne faisait prendre en même temps des nouvelles de son amie, madame de Brillanne... (*La marquise paraît à la porte du salon*) Mais, voici madame la marquise...

Il sort.

LA MARQUISE. — Ah ! mon neveu, vous enfin !... Que d'événements ! et qui aurait pu s'attendre...

HAUTECŒUR. — Veuillez m'excuser, ma tante, de ne m'être pas présenté dès hier à l'hôtel, pour prendre de vos nouvelles et de celles de ma cousine... Mais, çà n'a pas été ma faute... Dites-moi bien vite que vous n'avez plus d'inquiétudes au sujet de la santé d'Adrienne... Pourrai-je la voir ?

LA MARQUISE. — Je ne vous le conseille pas... La pauvre enfant est plus calme... mais je ne dois pas vous cacher, Georges, que le médecin et moi, nous avons craint un moment pour sa raison... Elle a déliré jusqu'au matin — et, dans son délire, elle semblait ne prononcer qu'avec horreur votre nom et celui de Bonaparte. Qu'est-ce que tout cela signifie ?... Et vous-même, qu'êtes-vous devenu après ce malheureux duel ?

HAUTECŒUR. — Il ne m'a pas été possible de ren-

trer à Paris dont les barrières étaient gardées militairement et où une consigne sévère ne laissait pénétrer personne… J'ai dû errer une partie de la nuit, par une pluie battante… J'ai fini par trouver à me réfugier dans une auberge du Point-du-Jour, où des députés jacobins s'étaient réunis et où je vous donne à penser s'ils juraient et tonnaient contre Bonaparte… Ils ne parlaient de rien moins que de s'assembler à Versailles ou à Tours, de proclamer la Convention, de faire fusiller le général et guillotiner, avec deux membres du Directoire, les inspecteurs des deux Conseils, de nommer Jourdan au commandement de l'armée de Paris et Santerre commandant des gardes nationales, et de chasser des Conseils ceux qu'ils appellent les aristocrates.

La marquise. — Que m'apprenez-vous là ?… Sommes-nous donc menacés d'une nouvelle Terreur ?

Hautecœur. — Rassurez-vous, ma tante… Ils ne sont pas à craindre. Plus de soixante députés des deux Conseils sont proscrits ou vont être déportés… La résolution en a été prise hier et proclamée à Saint-Cloud… Bonaparte ne les laissera pas échapper.

la marquise. — Voilà qui me tranquillise… Mais vous, mon neveu, que comptez-vous faire ?

Hautecœur. — Je ne sais pas encore… Pour le moment, je crois que l'air de Paris ne m'est pas bon… Ce matin, en rentrant chez moi, j'ai constaté que les

agents de Fouché avaient profité de mon absence pour pratiquer une perquisition, et, de toutes les paperasses qu'ils ont saisies et emportées, les lettres d'Égypte ne sont pas celles que je regrette le moins... Je comptais si bien m'en servir contre Bonaparte pour lui demander son concours... Ah ! ce Bonaparte a toutes les chances de son côté... La Fortune s'est déclarée pour lui. Il se laisse conduire par son étoile, comme il le dit lui-même.

La marquise. — Mais ces lettres ?... Vous ne nous avez jamais dit comment vous aviez réussi à vous les procurer.

Hautecœur. — Rien n'est plus simple... J'avais appris par Adrienne que le mameluck du colonel les avait soustraites à son maître... Il ne m'a pas été difficile de démontrer à ce mahométan, entre deux verres de vin qu'il a joyeusement absorbés en dépit de la défense du Prophète, qu'elles seraient plus en sûreté entre mes mains que dans les siennes, et que, du reste, je n'avais pas d'autre dessein que de les remettre au général Bonaparte à qui lui-même les destinait.

La marquise. — Je comprends !... Mais ce duel ?... Comment ce duel s'est-il passé ?

Hautecœur. — Il a failli ne pas avoir lieu. Le colonel Le Planté n'avait-il pas commis la maladresse d'aller insulter, braver au milieu de ses séïdes, Bonaparte qui l'a fait arrêter, comme bien vous pensez et, sans La Roserie, un de mes témoins, chargé de

sa garde, qui lui a fait donner sa parole d'honneur de revenir se constituer prisonnier aussitôt après le combat, je serais encore à l'attendre et je n'aurais pas eu la satisfaction de lui envoyer une balle en plein cœur.

La marquise. — Fi donc !... mon neveu vous êtes féroce. Après tout, d'une manière comme de l'autre, pour lui, c'était la mort. Bonaparte ne lui eût pas fait grâce de ses insultes et il vous saura gré de lui avoir épargné cette besogne.

Hautecœur. — Puissiez-vous dire vrai, ma tante, quoique, entre nous, je n'attende rien de bon du vainqueur de Saint-Cloud.

La marquise. — Que voulez-vous dire ?

Hautecœur. — Je veux dire, ma tante, que je crains bien qu'il ne nous faille reconnaître avant peu que Bonaparte nous a tous joués, royalistes et jacobins... Il ne nous a caressés et endormis que pour mieux nous surprendre. Je l'ai vu, hier soir, un peu avant la séance des deux Conseils... Il a passé devant moi et m'a lancé un regard de défi où j'ai lu tout le triomphe de son ambition et la domination qui en sera la conséquence fatale.

La marquise. — Vous pourriez penser que le général ne tiendra pas ses engagements envers le roi ?... Il avait pourtant bien promis à Adrienne...

Hautecœur. — Eh !... de quels engagements voulez-vous parler ?... Quelles promesses faites à une femme... Je vous répète, ma tante, que nous ne de-

vons plus compter sur Bonaparte... Il ne s'est pas exposé au danger d'être fusillé, s'il n'avait pas réussi, pour servir les espérances d'un parti où son orgueil ne se contenterait pas du second rang... C'est pour lui seul qu'il a fait cette révolution... Certes, j'ai vu le moment où sa fortune a failli sombrer... Je ne sais en vérité ce qui serait arrivé si le président des Cinq-Cents, qui a été le véritable triomphateur de cette néfaste journée, et Dieu sait au prix de quels mensonges et de quelles calomnies, si, Lucien, voyant le général se retirer, eût dit seulement : *Grenadiers, que personne ne sorte !*... J'ai la conviction que la proposition de mise hors la loi eût été impérieusement réclamée et si Lucien s'était refusé à la mettre aux voix, il eût été jeté à bas de son fauteuil, un plus audacieux parmi les Jacobins s'en fût emparé, qui n'aurait pas eu les mêmes scrupules de fraternité et, au lieu de coucher ce soir au Luxembourg, Bonaparte eût fini son rôle place de la Révolution, tout comme le sinistre Robespierre.

La marquise. — A vous entendre, nous ne devons retirer aucun avantage de la Révolution accomplie ?

Hautecœur. — Rien de bon pour nous, non, ma tante... Elle est le triomphe de la force aveugle sur la raison, du militaire sur le civil, de l'ambition d'un seul homme sur la faiblesse et la division des partis... Et dans quelles conditions de lâcheté, de bassesse et de mensonges s'est-elle accomplie, cette révolution ?... Quel spectacle que cette séance nocturne

des Cinq-Cents qui a précédé celle des Anciens, dans la salle même de l'Orangerie qui venait d'être polluée !... Tant que je vivrai, j'aurai devant les yeux cette comédie infâme jouée par quelques représentants bâillonnés... Une longue et large grange remplie de banquettes bouleversées... une chaire adossée contre un mur nu... Sous la chaire, un peu en avant, une table et deux chaises... Sur cette table, deux chandelles fumeuses... Autant sur la chaire... point de lustres... point de lampes... nulle autre clarté sous les voûtes de cette longue enceinte... Je vois encore la figure pâle de Lucien lisant la nouvelle Constitution... et devant la table, deux députés verbalisant, pour la forme... Çà et là, les représentants indifférents à tout ce qu'on leur débitait... la plupart couchés sur les banquettes... parmi eux, pêle-mêle, de simples particuliers... et derrière, quelques laquais, poussés par le froid, venus pour chercher un abri et qui dormaient en attendant leurs maîtres... Tel est l'étrange aréopage qui a donné hier un nouveau gouvernement à la France...

La marquise. — Mais, vous me consternez, mon neveu ; j'étais loin de connaître tous ces détails.

Hautecœur. — Quel dommage qu'il nous ait surpris, devancés de quelques jours !... Tout était si bien préparé pour le 24... Le général Hédouville se rapprochait de Paris à la tête de son corps d'armée... nos chouans le suivaient. Nous pouvions compter sur Masséna que des émissaires du Prétendant

avaient vu en Suisse. Barras était pour nous, et ce Bonaparte, que je croyais si bien tenir, eût été le diable, si je ne l'avais pas décidé à marcher... Tout est changé ! Les rôles sont intervertis !... Les factieux d'hier son devenus les maîtres du pouvoir, et leur victoire a rejeté Royalistes et Jacobins dans le fossé où ne gisent plus que les cadavres des vaincus. Pour ceux-ci, c'est la liberté qu'un usurpateur a enchaînée, — pour nous autres, ce sont nos espérances indéfiniment ajournées. — Ça a été une fatalité... Et dire que tout cela se fait au nom de la Liberté !

Depuis un moment des chants se sont fait entendre dans le lointain, qui se rapprochent peu à peu et finissent par éclater sous les fenêtres qui donnent sur la rue, puis ils s'éloignent.

La marquise. — Silence... Ecoutez...

Voix, *au dehors*. —

On eut cinq maîtres autrefois ;
Mais le bonheur nous accompagne :
Nos consuls qui ne sont que trois
Nous font jouer à qui perd gagne.
A leurs soins nous devons la paix,
Et, sans peine, chacun devine
Qu'en pareil cas, pour les Français,
Le terne vaut mieux que le quine.

Vive le général Bonaparte !... Vivent les Consuls !... Vive la République !...

Hautecœur. —Vous les entendez !... Ce peuple n'épargne pas plus ses louanges aux vainqueurs que ses outrages aux vaincus... Il est mûr pour la servitude... Bonaparte est désormais le maître de la France...

La marquise. — Ah! mon Dieu !... Il ne va pas, au moins, se faire proclamer roi !

Hautecœur. — Qui sait ?... Jusqu'où n'ira-t-il pas ?... Il a déjà rallié l'opinion à lui en proscrivant les lois impopulaires des otages et de l'emprunt forcé... Il n'épargnera rien pour la domestiquer et l'asservir... Pour moi, je n'ai plus rien à faire ici. Ce soir, j'aurai quitté Paris où je ne suis plus en sûreté... Je retourne en Bretagne auprès de M. de Frotté... et si nos chouans, terrorisés à leur tour par l'avènement d'un général qui va chercher à les gagner ou à les réduire, je le redoute, renoncent à la lutte, je sortirai de France pour aller rejoindre le roi... et j'attendrai, dans l'exil, les événements que la Providence lassée ne tardera pas à susciter sous les pas de ce soldat parvenu... Adieu, ma tante, et si vous ne me revoyez pas, soyez assurée que votre neveu sera tombé au premier rang de ceux qui ne cesseront de crier : Vive le roi !...

Cris, *au dehors, accompagnés de chants.* — Vive la République !... Vivent les Consuls !...

Nos soldats, sans verser de sang,
Font bientôt maison nette.
Le poignard devient impuissant
Contre la baïonnette !...

Hautecœur prend respectueusement la main de sa tante, qu'il embrasse.

Les voix se perdent dans le lointain.

TRENTIÈME JOURNÉE

LE GÉNÉRAL

---

23 brumaire.

Le cabinet de travail de Bonaparte, Consul, à l'hôtel du Petit-Luxembourg.

Maret, secrétaire général du Consulat; Lagarde, secrétaire-adjoint, et Bourrienne, secrétaire particulier du général, sont installés chacun devant un bureau et poursuivent leur besogne, tandis que Bonaparte se promène à grands pas à travers la pièce, allant de l'un à l'autre. Bourrienne a devant lui, sur la table, un monceau de journaux, de brochures et de lettres qu'il est en train de dépouiller.

LAGARDE, *achevant de relire à Bonaparte la lettre que celui-ci vient de lui dicter.* — « ... La France veut quelque chose de grand et de durable... L'instabilité a failli la perdre, c'est la fixité qu'elle invoque... Elle ne veut pas de la royauté... elle l'a proscrite... Elle veut de l'unité dans l'action du pouvoir qui exercera les lois. Elle veut un Corps législatif indépen-

dant des factions et libre de toute entrave... Mais, elle ne le veut pas, possédé de l'esprit de jalousie et d'usurpation. Elle veut que ses représentants la protègent et non qu'ils l'agitent. Elle veut qu'ils soient conservateurs paisibles et non novateurs turbulents. Elle veut enfin, par la liberté et par la paix, recueillir le fruit de dix ans de sacrifice... Nous ferons tout ce qu'il faudra pour lui assurer cette liberté et cette paix... C'est la seule gloire que nous ambitionnions au cours de notre carrière... »

BONAPARTE. — Très bien !... Vous ferez faire de cette lettre autant de copies qu'il sera nécessaire pour qu'elle soit expédiée sans retard à nos agents à l'étranger... (*Venant à Bourrienne.*) Que disent les gazettes, ce matin, Bourrienne ?

BOURRIENNE. — Toujours la même chose depuis trois jours, général. Les changements qui viennent d'avoir lieu contentent tout le monde, excepté les Jacobins. Les négociants surtout y applaudissent... La confiance renaît... La circulation se rétablit... et la trésorerie reçoit beaucoup d'argent... (*Lisant un journal, tout en parlant.*) Ah !... cependant, des brigands viennent encore d'arrêter une diligence... près du Mans.

BONAPARTE. — On y mettra bon ordre... (*Venant à Maret.*) Avez-vous préparé un rapport sur la réorganisation de la Banque de France ?... Gaudin m'a-t-il envoyé son travail sur l'état des finances de la République ?... Faites-lui savoir que je l'attends... Il faudra songer aussi au projet de création de préfectures

et de sous-préfectures dont je vous ai parlé... (*Revenant à Lagarde.*) A propos, Lagarde, écrivez au ministre de la guerre qu'il se préoccupe de réunir en une seule les deux armées du Rhin et du Danube... sous le commandement de Moreau... Je ne désire pas que ce général demeure à Paris... L'air de la capitale ne vaut rien à son esprit versatile... (*Apercevant Bourrienne qui cherche à dissimuler un sourire.*) Qu'est-ce qui vous fait rire, Bourrienne ?

BOURRIENNE. — Excusez-moi, général; je n'ai pu m'en empêcher en me rappelant l'indignation de Gohier lorsqu'il a quitté le Luxembourg, avant-hier... Comme Moreau venait lui annoncer qu'il était libre de se retirer, le petit homme a toisé le général des pieds à la tête et fixant les yeux sur le pommeau de son épée, lui a dit : « Ce n'est pas la place d'une arme d'honneur... Désormais, c'est un trousseau de clefs qui doit être pendu à votre ceinture... » C'est le général qui n'était pas content.

BONAPARTE. — Qu'a-t-il répondu ?...

BOURRIENNE. — Il s'est redressé de toute sa hauteur, a balbutié quelques mots... et, après avoir essayé de donner à entendre à l'ex-Directeur qu'il n'avait accepté cette mission que pour mieux les protéger contre la déportation dont ils étaient menacés, lui et Moulins, il a ajouté : « Si j'ai fait une grande faute, je saurai la réparer... »

Bonaparte hausse les épaules, en riant, et se dirige vers Maret.

Bonaparte. — N'oubliez pas non plus, Maret, ce projet de lettre au roi d'Angleterre... Nous songerons aussi au moyen de détacher le tzar Paul Ier de l'alliance de cette nation... S'ils ne veulent pas accepter la paix honorable que je leur propose, après leurs défaites... et bien, nous ferons la guerre... Allons d'abord au plus pressé... qui est de reconquérir l'Italie... Le général Thiébaud a-t-il envoyé le plan de campagne que je lui avais demandé ?

Lagarde fait un signe affirmatif et cherche le plan au milieu d'autres papiers.

Bourrienne. — Quoi !... général, vous songeriez à vous éloigner ?... Cela n'est pas prudent... Les Parisiens sont comme les malades... ils n'aiment pas à voir s'éloigner leur médecin... Ils s'effraieront pour eux-mêmes des dangers que vous allez courir.

Bonaparte. — Bah !... Il ne faut pas, dans les circonstances actuelles, envisager les risques, ni les dangers de la guerre... Elle est inévitable... Nous ne devons pas nous le dissimuler... Je devrais alors aller commander l'armée... et il faut bien se persuader qu'à la place où je me trouve, si je comptais la vie pour quelque chose, je n'y tiendrais pas longtemps !... (*A Lagarde, qui n'a pas cessé de chercher le plan et ne le trouve pas...*) Vous ne retrouvez pas ce plan de campagne ?... Nous sommes trop à l'étroit ici... Ce n'est pas en ce palais relégué sur la rive gauche de la Seine, que doit siéger le gouvernement... Paris n'est pas dans ce quartier obscur...

Sans compter que pour gagner la grande salle des délibérations, il me faut constamment traverser cette cour froide du Petit Luxembourg... en ce moment où il fait un très mauvais temps... Je ne veux plus habiter ici... Lagarde, vous préparerez un projet d'installation du Gouvernement au Palais des Tuileries... Nous le soumettrons aux deux commissions intermédiaires qui ne demanderont pas mieux que d'y adhérer... Qu'est-ce encore ?

On a frappé à l'une des portes du cabinet. Joséphine paraît.

Joséphine. — Peut-on entrer!... Je ne vous dérange pas au moins ?... Je te rappelle, Bonaparte, que nous avons ce matin à déjeuner la citoyenne de Staël... Elle a désiré te parler..., et je n'ai pu m'y refuser, de la part d'une de ses amies, la duchesse de Guiche, qui se propose de venir à Paris et de solliciter une audience du général Bonaparte.

Bonaparte. — De quoi te mêles-tu, ma bonne amie, d'attirer jusqu'ici toutes ces émigrées... Contente-toi de me les ménager... mais ne me les jette pas dans les jambes... Qu'espèrent-elles du reste ? Me croient-elles disposé à jouer le rôle de Monck ?... Qu'elles ne s'y fient pas !... Tant que je gouvernerai, les Bourbons ne rentreront pas en France... Ils ont brûlé leurs dernières cartouches avec Barras... et si, le 18, j'avais su l'affaire des lettres patentes de Barras, je les lui aurais fait placer sur la poitrine et l'aurais fait fusiller ; aujourd'hui, il est trop tard..

Joséphine. — Fusiller Barras !... Que vous a-t-il fait ?... Vous montrerez-vous aussi intraitable pour mon pauvre Gohier ?...

Bonaparte. — Que veux-tu, ma bonne amie, ce n'est pourtant pas ma faute... Pourquoi n'a-t-il pas voulu ?... C'est un brave homme, sans doute, mais un niais qui n'a pas su me comprendre... Je devrais le faire déporter... (*Geste d'indignation de Joséphine...*) Certainement... Ne s'est-il pas avisé d'écrire contre moi au Conseil des Anciens... Mais, j'ai sa lettre et le Conseil n'en a rien su... Le pauvre homme !... Quand je pense qu'il m'attendait à dîner, le 18... Et cela se croit un homme d'État... N'en parlons plus... tu me feras plaisir...

Joséphine. — Vous êtes injuste, Bonaparte... Vous mériteriez que je vous tinsse rigueur.

Bonaparte. — Ne vous mêlez plus de ce qui ne vous regarde pas... Allez vous occuper du déjeuner... et surtout que la citoyenne de Staël ne me parle pas de politique... Ce n'est pas l'affaire des femmes.

Bourrienne, *à Maret et à Lagarde, tandis que Bonaparte reconduit Joséphine.* — Il y a des moments où il parle comme un Dieu... d'autres où il s'exprime de la façon la plus vulgaire.

Bonaparte, *revenant au bureau de Maret, où il fouille parmi les papiers qui se trouvent sur la table.* — Oh !... les femmes !... et celle-là, surtout !... Elles sont l'âme de toutes les intrigues... On devrait les reléguer dans leurs ménages... Les salons

du Gouvernement devraient leur être fermés... On devrait leur défendre de paraître en public autrement qu'avec le *Mezzaro*, comme à Gênes et à Venise... Maret, il faudra expédier à Kléber un courrier, pour informer l'armée d'Orient des événements de ces jours derniers... (*Riant*.) Je serais curieux de voir la figure qu'il fera à cette nouvelle. (*Tout en parlant, il parcourt un papier qu'il a retrouvé au milieu des autres.*) Qu'est-ce que cela ?...

Maret, *embarrassé*. — Des papiers sans importance, général, trouvés dans le secrétaire du président du Directoire.

Bonaparte. — Comment cela, sans importance ?.. Un rapport de la main de Fouché... et qui tend à établir que Joubert aurait été frappé à Novi... par des assassins aux gages de la famille Bonaparte... L'imbécile !... Ah ! ah ! monsieur Fouché, c'est bon à savoir ; nous aurons des comptes à régler... Et cet autre... Ordre de mettre le général Bonaparte en état d'arrestation... et contresigné : Fouché !...

Les trois secrétaires paraissent tous consternés, lorsque la porte s'ouvre et l'huissier introduit Sieyès et Roger-Ducos qui entrent tout en se disputant.

Roger-Ducos. — Vous me permettrez du moins, mon cher Sieyès, de faire notre jeune collègue juge du différend. (*A Bonaparte.*) Général, il s'agit des huit cent mille francs, trouvés dans la caisse du Directoire, — qui nous appartiennent et que vous nous avez autorisés à nous partager. Sur ces huit

cent mille francs, Sieyès prétend ne m'en remettre que deux cent mille et conserver le reste... Est-ce juste ?

Sieyès. — Vous ne savez pas ce que vous dites... N'étais-je pas au Directoire avant vous ?... A qui devez-vous d'y être entré ?...

Bonaparte. — Je vous répète que je ne veux rien connaître de cette affaire... Arrangez-vous entre vous... mais si le bruit devait en venir jusqu'à moi, il vous faudrait abandonner le tout et retourner la somme au trésor public.

Sieyès, à *Roger-Ducos*. — Vous voyez bien... Qu'y gagneriez-vous ?... Taisez-vous donc... (*Plus bas*...) Vous êtes d'une platitude avec votre Bonaparte... Vous ne jurez plus que par lui. Mais... patience, j'aurai ma revanche.

Bonaparte, *lisant des lettres que vient de lui remettre Bourrienne*. — Toujours ces chouans !... Ils ne désarmeront donc pas. Ecrivez, Bourrienne, que les communes composant l'arrondissement de l'armée d'Angleterre qui n'auront pas déposé les armes avant un mois, seront traitées sur le pied de rébellion...

Sieyès. — Ah !... vous êtes heureux, vous, général, vous commandez à tous, — ordonnez tout... et nous n'avons, nous, qu'à nous croiser les bras... Tout l'honneur de cette immense journée vous sera rapporté... Je vois déjà les statues que la Nation vous élèvera, tandis que mes concitoyens seront peut-être assez injustes pour me faire un crime de la

part que j'y ai prise, si un acte de la reconnaissance nationale ne prévient leur jugement.

Bonaparte. — Et bien mais, rien n'est plus facile que de vous donner cette satisfaction, citoyen Sieyès... Je réunirai les commissions consulaires pour proclamer que vous avez bien mérité de la Patrie.

Sieyès, *faisant la grimace.* — Hum !... Ce n'est pas précisément ce que je voulais dire...

Bonaparte. — Cette déclaration ne vous suffit pas... Dites donc franchement alors ce que vous voulez.

Sieyès, *feignant l'embarras.* — Croyez-vous par exemple qu'un domaine quelconque, monument de la munificence nationale, ne serait pas plus digne d'être offert à celui qui a coopéré à vos grands desseins et qui a l'honneur d'être votre collègue ?

Bonaparte. — Je vous comprends... voulez-vous que j'en parle à Ducos ?

Sieyès. — Ducos !... Ducos !... Il en voudra tout de suite autant pour lui.

Bonaparte, *riant.* — C'est bien... Nous verrons cela, monsieur Sieyès... (*Venant aux autres personnes, tandis que Sieyès se rapproche de Roger-Ducos.*) Quel Cassandre, que ce Sieyès... Il semble qu'il ait toujours écrit sur sa figure : « Donnez-moi de l'argent. » Cela le rend facile à manier... Il abandonnera facilement ses rêves de Constitution pour une somme ronde... Le pauvre homme !...

Sieyès, à *Roger-Ducos, en se frottant les mains.* — Au moins, avec une bonne voiture, je ne serai plus exposé à être coudoyé et insulté par les aristocrates, — en les rencontrant dans la rue. C'est maintenant mon tour de les éclabousser.

Bonaparte, *à lui-même.* — Je monterai sur ses épaules pour mieux l'enfoncer dans la boue. (*Voyant Sieyès qui revient à lui.*) Qu'est-ce encore, monsieur Sieyès ?...

Sieyès. — Je désirerais vous entretenir, général, de la nécessité de remanier le Ministère de la police et d'y placer un autre homme que ce Fouché — qui, s'il ne nous a pas trahis le 18, était tout prêt à nous faire arrêter en cas d'échec... Vous en avez eu la preuve... Alquier me paraît tout indiqué pour ce poste.

Bonaparte. — Non, vous dis-je... Je ne veux pas plus d'Alquier à la Police... que de votre Wetsphalien de Reinhardt aux Relations extérieures... J'ai mon plan... Quel est le révolutionnaire qui n'aura pas confiance dans un ordre de choses où Fouché sera ministre ? Quel est le gentilhomme, s'il est resté Français, qui n'espèrera pas trouver à vivre dans un pays où un Périgord, l'ancien évêque d'Autun, sera au pouvoir... L'un garde ma gauche et l'autre ma droite.

Sieyès. — Il me semble pourtant que je pourrais être consulté.

Bonaparte. — Qu'est-ce à dire, monsieur Sieyès...

Songeriez-vous à vous révolter ?... Vous ne savez donc pas que je vous tiens. (*Geste d'étonnement de Sieyès...*) Certainement !... Avez-vous oublié par hasard ce rapport au roi de Prusse, rédigé tout entier et signé de votre main... Que pensez-vous que diraient les Français, si je le leur donnais à lire demain dans *le Moniteur* ?

Sieyès, *stupéfait.* — Comment, général, vous ne l'ayez pas envoyé à Berlin ?... C'est une trahison !...

Bonaparte. — De quelle trahison voulez-vous parler ?... La mienne ou la vôtre ?... Allons, monsieur Sieyès, ne faites plus le méchant... Vous n'êtes pas de taille à lutter avec moi... Je ne vous retiens plus... Nous nous reverrons aux Conseils... pièces en main, si vous m'y obligez.

L'huissier, *annonçant.* — Le citoyen ministre de la police.

Entre Fouché... qui aborde Bonaparte, tandis que Sieyès, tout décontenancé, entraîne Roger-Ducos dans le groupe formé par les secrétaires.

Fouché. — Général, je suis heureux de pouvoir enfin remettre entre vos mains les lettres adressées par le général Kléber et par Tallien au Directoire.

Bonaparte regarde sévèrement Fouché, prend les lettres et les jette indifféremment sur le bureau de Maret.

Bonaparte. — Vous pouviez me les remettre plus tôt, citoyen ministre. Elles sont maintenant sans objet... Mais, dites-moi : êtes-vous sûr de vos agents ?...

Fouché. — Tout ce qu'il y a de plus sûr, Général Consul !

Bonaparte. — Comment se fait-il alors que j'aie appris par un agent à moi... que Jourdan était caché chez Lefebvre et que Bernadotte avait trouvé un asile dans la propre maison de mon frère Joseph... Ce qui n'a pas empêché ces deux généraux d'assister hier soir à une réunion de Jacobins... où il a été décidé que l'on profiterait des funérailles du colonel Le Planté... retardées je ne sais pourquoi... pour transporter de force ses restes au Panthéon... Et cette manœuvre, qui ne saurait aboutir, n'a d'autre but que de faire passer le cadavre du colonel sous les fenêtres mêmes du gouvernement que des audacieux, qui se nomment des patriotes, prétendent ainsi braver.

Fouché, *qui a laissé parler le général, se remettant de sa surprise.* — C'est ce dont je venais précisément vous entretenir, citoyen Consul, et je comptais en même temps vous demander quelles mesures vous m'autoriseriez à prendre.

Bonaparte. — Est-ce à moi de vous indiquer ces mesures ?... C'est votre affaire et non la mienne, citoyen ministre. Faut-il que je descende encore dans les détails de la police, quand j'ai tant d'autres affaires sur les bras.

Fouché. — Il me suffit que vous m'autorisiez à agir pour que j'y emploie tout mon zèle... Je désire seulement savoir si je puis au besoin requérir le concours de la force armée.

BONAPARTE. — Pourquoi non ?... C'est surtout dans le début qu'un nouveau gouvernement doit montrer de la force. — Les Jacobins vous font la partie belle... ils vous offrent l'occasion de les prendre en un seul coup de filet... Ne la laissez pas échapper.

UN MAITRE D'HOTEL, *entrant.* — Le général est servi...

BONAPARTE. — Je vous quitte, messieurs, la citoyenne de Staël nous attend !...

Il fait signe aux secrétaires de le suivre, et sort avec eux, tandis que Fouché, Sieyès et Roger-Ducos se regardent stupéfaits.

SIEYÈS, à *Roger-Ducos.* — Comment !... Il ne nous retient même pas à déjeuner. Ah !... bien, si c'est pour cela que je l'ai aidé à faire le 18 brumaire... (*Entraînant Ducos.*) Allons, Ducos, décidément, c'est un ingrat... Venez... C'est moi qui vous offrirai à déjeuner chez le traiteur de la rue de Tournon.

Ils sortent.

FOUCHÉ, *demeuré seul.* — La citoyenne de Staël !... Que vient-elle faire ici ?... Serait-ce un premier pas vers le Royalisme et chercherait-il vraiment à l'amorcer ?...

TRENTE ET UNIÈME JOURNÉE

LE PREMIER CONSUL

---

25 brumaire.

Une grande salle, au palais du Luxembourg. Autour d'une longue table, recouverte d'un tapis vert, sont réunis, sous la présidence du citoyen Lebrun, les membres des deux Commissions intermédiaires : Lucien Bonaparte, Daunou, Boulay de la Meurthe, Chazal, Chénier, Chabot, Cabanis, membres du Conseil des Cinq Cents ; Garat, Laussat, Lemercier, Regnier, Lenoir-Laroche, membres du Conseil des Anciens. Sieyès est assis à la droite du Président, Roger-Ducos à la gauche. Maret et Lagarde, en qualité de secrétaires, sont installés aux deux extrémités de la table. Le fauteuil placé en face de celui du Président est vide. C'est le fauteuil réservé à Bonaparte, en grand uniforme de général, qui arpente la salle, en faisant sonner ses éperons. Quant il veut parler, il s'adosse à la haute cheminée où flambe un grand feu de bois, et les mains derrière le dos, tout en se chauffant les pieds, il s'adresse aux membres des Commissions. Bourrienne, son secrétaire, est assis à un bureau placé en avant de la cheminée. Cambacérès est assis près de lui.

Bonaparte. — ... Non, citoyen Sieyès, il ne faut que deux pouvoirs, l'un qui agisse et l'autre qui

surveille. Tout le reste n'est qu'un tas de niaiseries métaphysiques. Vous prenez l'ombre pour le corps, l'abus pour le principe. Il ne peut y avoir dans le Gouvernement aucun pouvoir d'action, sans une indépendance puisée et définie dans la prérogative.

Daunou. — Mais ne pensez-vous pas, général, qu'en investissant, des pouvoirs suprêmes, un premier Consul, ayant le droit de nomination et de révocation à tous les emplois, tandis que les deux autres Consuls n'auraient que voix consultative, la Constitution se trouvera pour ainsi dire à la discrétion d'un maître absolu.

Chénier. — Sans doute... et si le général Bonaparte, sans élection préalable, s'emparait de la dignité de magistrat suprême, de ce titre de premier Consul auquel il paraît attacher tant de prix, ne craint-il pas de montrer l'ambition d'un usurpateur et de justifier l'opinion de ceux qui prétendent qu'il n'a fait la journée du 18 brumaire qu'à son profit.

Bonaparte. — C'est absurde !... Que nous importe l'opinion... et d'ailleurs, l'opinion publique est tout entière avec moi.

Daunou. — Elle est changeante... prenez-y garde, général.

Chazal. — Voyons, général, il me semble, et il semble aussi à beaucoup de nos collègues qu'il y a moyen de s'entendre... A côté du premier magistrat qui exercerait le pouvoir civil, que n'acceptez-vous la dignité de généralissime... de connétable, avec le pouvoir de faire la guerre ou la paix, de traiter

avec les puissances étrangères. N'est-ce pas votre avis, citoyen Sieyès ?

SIEYÈS. — Oh !... moi... je ne dis plus rien... Ma Constitution est en miettes...

BONAPARTE. — Je vous ai démontré mathématiquement qu'elle ne tenait pas debout... (*Venant derrière le fauteuil de Chazal, pendant que les partisans de Sieyès font entendre de sourdes récriminations.*) Et c'est vous, Chazal, qui voulez m'éloigner de Paris... Je vous déclare que je veux rester à Paris... Je suis consul, que diable !... Et, d'ailleurs, par le fait même que vous acceptiez le principe d'un grand électeur, nommé à vie, ne consacriez-vous pas celui d'une volonté unique. La France ne vient-elle pas de faire à ses dépens l'expérience d'un pouvoir divisé entre cinq directeurs... Il ne s'agit pas ici de premier Consul ou de Consuls nommés à vie, mais pour dix ans... Nous n'avons qu'à bien faire et la France ne demandera pas mieux que de nous réélire toujours.

CHÉNIER. — Cependant, général, au nom de la liberté et de l'égalité qui sont les grands principes, les conquêtes immortelles de la Révolution, et dans l'intérêt même de la Révolution, et dans l'intérêt même de la République, il est nécessaire de mettre un frein au pouvoir exécutif, si absolu soit-il... Et ce frein, cette garantie, je les vois dans le partage égal du pouvoir entre les trois consuls.

BONAPARTE, *éclatant et frappant du pied le par-*

quet. — Cela ne sera pas... vous dis-je... il y aura plutôt du sang jusqu'aux genoux... Il faut un premier consul... un seul maître. Je vous ai exposé mes raisons, adoptez-les; sinon, je vous donne ma parole de général républicain que j'en appelle de votre décision à mes soldats.

A ces mots qui changent en drame une délibération jusqu'alors mesurée, chacun demeure interdit. Bonaparte, irrité et menaçant, fait le tour de la table en promenant sur tous les membres de la réunion un regard de défi.

LEBRUN. — C'est donc la majorité qui décidera... Citoyens, je mets aux voix la proposition d'un premier Consul, nommé pour dix ans, rééligible, promulguant les lois, nommant et révoquant à volonté tous les agents de la puissance exécutive, faisant la paix ou la guerre, assisté d'un deuxième et d'un troisième Consul, n'ayant que voix consultative... C'est bien ainsi que vous l'entendez, général?...

BONAPARTE. — Parfaitement... allez aux voix, citoyen Président.

Scène muette pendant laquelle on procède au scrutin... Maret et Lagarde recueillent les votes dans un type modèle de décalitre, qu'on a choisi pour urne dès le début de la séance.

LEMERCIER, *pendant qu'il est procédé au vote.* — Que pensez-vous de tout cela, Lucien?... Vous n'avez rien dit pendant tout le temps qu'a duré cette discussion.

LUCIEN. — Que voulez-vous que je dise?... Je suis épouvanté de la tournure que prennent les événe-

ments… Et il n'y a plus à reculer… Il nous faut aller jusqu'au bout de la dictature avouée de mon frère, sous peine de voir notre œuvre compromise… Il absorbe peu à peu les libertés publiques dans les rayons de sa gloire militaire… et nous devons avoir la force et la justice de l'avouer… elles lui étaient immolées d'avance par nous-mêmes qui devions en être les gardiens et les défenseurs.

Le scrutin est dépouillé… Le président agite sa sonnette pour obtenir l'attention… Le silence de la salle n'a du reste été troublé que par les chuchotements des conversations particulières.

Lebrun. — Citoyens, la proposition est adoptée à la majorité de neuf voix contre sept.

Bonaparte triomphe… Du coin de la cheminée où il s'est réfugié, il promène ses regards curieux sur tous les visages, comme s'il cherchait à lire sur chacun d'eux.

Bonaparte. — Et maintenant, que nous sommes d'accord sur la constitution du pouvoir exécutif… (*S'adressant à Sieyès qui murmure entre ses dents sans répondre.*)… car, nous sommes d'accord, n'est-il pas vrai, citoyen Sieyès ?… il ne s'agit plus que de désigner les noms des trois citoyens qui feront partie de la Commission consulaire exécutive.

Lebrun. — Nous allons procéder au vote… Citoyens, préparez vos bulletins… un seul nom d'abord… celui du citoyen que vous désignerez pour la dignité de premier consul.

Bonaparte s'est approché comme s'il voulait intervenir… puis voyant que Maret fait circuler l'urne autour de

la table, il se retire, désappointé, vers la cheminée. A ce moment, Maret dépose devant le président l'urne chargée des bulletins de vote.

Lebrun, *s'adressant à Bonaparte.* — Vous n'avez pas voté, général?...

Moment d'hésitation... Tous les yeux sont dirigés sur Bonaparte qui, sans mot dire, s'approche du fauteuil du Président, s'empare de l'urne et va jeter dans le feu les bulletins qu'elle contient. Puis, tranquillement, il revient replacer l'urne devant Lebrun... La stupéfaction est à son comble. Personne ne bouge de sa place.

Lebrun, *balbutiant, excité par Sieyès qui le gourmande.* — Qu'avez-vous fait, général?

Bonaparte. — Vous le voyez, citoyen Président, j'ai livré à la flamme tous vos petits papiers... (*Nouveau silence. Tous les membres de la commission demeurent interdits*). Ne comprenez-vous donc pas que tout cela est inutile : Je ne veux pas de surprise... pas de trahison... C'est au grand jour, non dans le secret de l'urne, qu'il convient que les noms des trois consuls soient proposés et choisis... Nous avons ici le citoyen Sieyès... C'est l'homme de France qui connaît le mieux la Révolution... qui est le mieux en état d'apprécier avec justesse les hommes et les choses. C'est un témoignage qui lui est rendu par toute l'Europe, et qui sera confirmé par la postérité... c'est à lui de nous indiquer les hommes qui conviennent pour la dignité du consul et celle de président du Sénat...

Allons, citoyen Sieyès, dites-nous qui nous devons nommer premier consul.

Sieyès, *se rebiffant.* — Général, une pareille responsabilité ne saurait être endossée par un seul. Vous ne pouvez trouver mauvais que je m'y refuse.

Bonaparte, *sur un ton de persiflage.* — Allons donc, citoyen Sieyès, ce que vous dites là ne signifie rien... Cette modestie de la part d'un homme tel que vous, qui ne peut pas ignorer ce qu'il vaut, est un enfantillage... Personne ne saurait aussi bien que vous faire le choix qui convient... (*Avec une intention de menace...*) Vos relations avec la cour de Prusse ne sont-elles pas la première garantie de votre clairvoyance... Eh ! mon Dieu, finissons-en. Qui sera premier consul ?... Est-ce vous ?...

Sieyès, *très embarrassé, se levant et observant Bonaparte.* — Dieu me garde, général, d'aspirer à la première magistrature de l'Etat... Elle serait un trop pesant fardeau pour mes faibles épaules. Toute mon ambition de patriote se borne à éclairer la République de mes lumières, de mon expérience... de ma connaissance des hommes et des choses... Mais de là à franchir... la distance qui me sépare, moi si humble, si peu ambitieux, du pouvoir suprême !...

Bonaparte. — Cela ne s'appelle pas répondre... Ce sont des phrases creuses, qui ne nous donnent pas les noms que nous attendons de votre haute sagesse.

Beaucoup de membres se sont levés et pressent Sieyès de se rendre au désir exprimé par Bonaparte, tout en paraissant lui indiquer le général.

SIEYÈS. — Eh bien, puisque l'on veut absolument que je me prononce, en est-il besoin d'ailleurs ?... (*Après avoir consulté l'assemblée du regard.*) Tout le monde sait bien, ici, que c'est le général Bonaparte qui doit être premier Consul.

Murmures d'adhésion, les uns enthousiastes, appuyés par des réflexions dans un sens favorable, les autres contraints et dissimulant mal l'oppression subie.

BONAPARTE. — Allons donc !... Citoyens, vous reconnaîtrez, du moins, que j'avais offert à Sieyès le premier rang dans la République, et qu'il s'est modestement récusé.

Rires étouffés dans l'assistance.

SIEYÈS. — Permettez, général... (*A lui-même.*) Ah ça !... décidément, il se moque de moi.... je suis joué.

BONAPARTE. — Vous vous êtes prononcé et nos collègues ont approuvé... Je ne vous en demanderai pas davantage... (*A Daunou.*) Daunou, vous inscrirez mon nom, en tête, dans le projet de Constitution... Quant au second Consul, vous conviendrez qu'il faut, pour ce poste, un homme versé dans la science des lois... (*Tout en parlant, il regarde Cambacérès.*) Et cet homme, ses talents vous l'ont déjà désigné, n'est-il pas vrai, monsieur Sieyès ?...

SIEYÈS, *cherchant à échapper au regard de Bona-*

parte. — J'avoue... que notre assemblée ne pourrait faire un meilleur choix...

Bonaparte, *revenant à Daunou.* — Inscrivez donc le nom de Cambacérès à la suite du mien... Reste le troisième Consul... (*A Sieyès.*) Certes, la place vous conviendrait parfaitement... Mais elle n'est pas digne de vous. Il vous faut le premier rang, monsieur Sieyès, où vous seriez vraiment à votre place... Mais, puisque le choix de nos collègues en a décidé autrement, il n'y a plus à y revenir... Je lis sur vos lèvres le nom de l'administrateur habile et consommé dans les finances, qui nous est indispensable... Et cet homme, nous l'avons tous nommé... C'est notre cher collègue Lebrun... je vous en fais juge, monsieur Sieyès.

Applaudissements.

Sieyès. — Beaucoup pourraient aspirer à cette dignité qui ne réuniraient pas, en effet, tous les talents de notre vertueux collègue... et je rends hommage, citoyen général, à votre clairvoyance patriotique.

Les membres de la Commission se sont levés et s'empressent autour de Cambacérès et de Lebrun, pendant que Bonaparte cause avec Sieyès.

Bonaparte. — Je n'attendais pas moins de vous, mon cher monsieur Sieyès... Quant à la récompense nationale qui vous est due pour prix de vos signalés services... vous pouvez compter sur moi... Je me charge de vous la faire décerner. Pour le moment,

vous serez le président de notre Sénat conservateur... (*Quittant Sieyès et s'adressant à plusieurs députés qui s'approchent de lui.*) Quand je vous disais que ce prêtre n'avait d'autre objectif que l'argent...

On entend, dans la cour du palais, *la Marseillaise*, jouée par la musique militaire... Les huissiers ouvrent la porte du fond, qui donne sur la grande galerie du rez-de-chaussée, où l'on aperçoit une foule d'officiers généraux et supérieurs en uniforme, et rangés en cercle tout autour de la galerie.

Citoyens, permettez que je vous laisse à vos travaux... C'est ma première audience, n'oubliez pas que nous avons promis de soumettre la nouvelle Constitution, avant un mois, à la sanction du peuple français.

Il sort... L'huissier annonce à haute voix dans la galerie : *le général Bonaparte!...* Les portes sont refermées... Les députés ont repris leurs places autour de la table.

Lebrun, *se rasseyant.* — Citoyens, c'est ce qui s'appelle enlever une Constitution à la pointe de l'épée !...

Sieyès. — Le mot est sans doute très joli, citoyen président !... Mais, nous ne pouvons plus nous le dissimuler, nous nous sommes donné un maître.

Murmures dans l'assistance.

FIN DE LA CINQUIÈME PARTIE

ÉPILOGUE

LES PATRIOTES

26 BRUMAIRE

ÉPILOGUE

LES PATRIOTES

TRENTE-DEUXIÈME JOURNÉE

LES FUNÉRAILLES DE LA LIBERTÉ

---

26 brumaire.

La rue de la Loi, à la hauteur de l'hôtel habité par le citoyen Michel Le Planté, représentant du peuple. La porte cochère et les murs sont tendus de draperies noires frangées d'argent. L'intérieur de la cour est disposé en chapelle ardente. Sous un dais, le cercueil, contenant la dépouille mortelle du colonel Maxime Le Planté, est exposé au milieu de la cour, sur une estrade à laquelle on accède par trois marches. Le cercueil est recouvert d'un drap noir duquel se détache un drapeau tricolore tombant en pointe jusqu'à terre. Sur le drap, est étendue la grande tenue de colonel de chasseurs à cheval, avec l'épée. Quatre hauts lampadaires, où brûlent des flammes vertes, sont placés aux quatre coins du monument funéraire. Tout autour de la cour, sur les murs, des écussons noirs avec les initiales des noms du défunt. Le sol est jonché de cou-

ronnes, de bouquets, de gerbes de fleurs naturelles, qui s'élèvent en monceau, jusqu'au cercueil. Une immense couronne de lauriers est suspendue à un mât, planté en tête de la chapelle et au haut duquel flotte le pavillon national cravaté d'un crêpe. Des femmes, vêtues de noir, dans une attitude de recueillement, entourent le monument et versent d'abondantes larmes. Une tribune, enveloppée de noir, est établie en face. Sur le mur du fond, on peut lire une inscription en grosses lettres : « Il est mort, assassiné par les Royalistes !... Nous le vengerons ! » Le cœur de Maxime, déposé dans une urne en vermeil, est placé en face du cercueil.

A l'extérieur, dans la rue, beaucoup de monde. Quelques boutiques sont closes et sur les volets est placé un écriteau : « Fermé pour cause de deuil public ! » Les citoyens et les citoyennes vont et viennent, beaucoup avec des immortelles rouges à la boutonnière et au corsage. Ils causent tout bas entre eux, bousculés et surveillés de près par les agents de police, qui tout en s'efforçant de maintenir la circulation, observent la foule et prêtent l'oreille à ses propos. Des enfants des deux sexes, sans souci pour ces apprêts funéraires, jouent au milieu de la chaussée, s'engagent dans la cour, font le tour du cercueil et ressortent en riant et en chantant. Pas de recueillement, mais de l'agitation dans cette foule, déshabituée du respect imposé par la majesté de la mort. — Dans le lointain, du côté des rues qui conduisent à la Seine, aux débouchés sur la rue Honoré, on aperçoit des troupes massées, les fantassins l'arme au pied, les cavaliers pied à terre, à la tête de leurs chevaux. Les voitures du cortège arrivent les unes après les autres et se rangent en enfilade le long des maisons. La foule grossit de minute en minute jusqu'au moment où, sur un signe du maître des cérémonies, les crieurs ou porteurs pénètrent dans la cour, enlèvent le cercueil et le transportent dans le char qui doit le conduire au lieu de sépulture.

Premier bourgeois, *débouchant avec plusieurs autres de la rue du Hazard.* — Que de monde !... Je viens des Petits-Champs et je ne pourrai jamais arriver au quai des Orfèvres où je suis attendu !

Deuxième bourgeois. — Oui... il y a beaux jours qu'on n'en avait vu autant à un enterrement...

Troisième bourgeois. — Depuis que la guillotine nous a familiarisés avec la mort, les funérailles ont

perdu de leur solennité d'autrefois... Le Directoire n'a rien fait pour rappeler la société au respect de la déesse Libitine... On se débarrasse tous les jours des restes d'un citoyen comme de la dépouille d'un animal.

Deuxième bourgeois. — Et qui enterre-t-on?... Savez-vous?... Ce doit être un officier, si j'en juge par le déploiement de forces militaires que j'aperçois là-bas.

Quatrième bourgeois, *les rejoignant à la hauteur de la maison mortuaire.* — Comment, vous ignorez?... C'est ce jeune colonel, le fils d'un représentant du peuple, revenu d'Égypte l'autre décade, et qui a été tué en duel par un infâme royaliste... Lisez plutôt l'inscription.

Premier bourgeois. — « Assassiné par un royaliste!... » Il y a donc encore de ces gens-là à Paris?... Moi qui croyais qu'on les avait tous expulsés au 18 fructidor!...

Quatrième bourgeois. — Le bruit court que les Jacobins... les patriotes enfin, ont juré de transporter le corps du colonel au Panthéon... pour faire une bonne farce à Bonaparte... Aussi, tous les agents de Fouché sont sur pied... Méfiez-vous, citoyens, si vous ne voulez pas être inquiétés, ne parlez pas trop haut du Consulat et des Consuls...

Premier bourgeois. — Au revoir, citoyens, je cours à mes affaires.

Un camelot. — Demandez le « *Journal des Hommes Libres...* » La relation des événements qui

se sont passés à Saint-Cloud... dans la mémorable journée du 19 brumaire, le récit de la tentative d'assassinat dont a failli être victime le général Bonaparte... dix centimes... deux sols !... (*A un citoyen qui lui prend une feuille.*) — Ce que vous voudrez, citoyen !

UNE BOUQUETIÈRE. — Achetez les immortelles rouges, citoyens, emblèmes du deuil civique... Donne qui veut !...

DEUXIÈME BOURGEOIS. — Est-ce que vous croyez vraiment, vous, voisin, que le député Aréna a voulu tuer Bonaparte ?

TROISIÈME BOURGEOIS. — La preuve, c'est que la citoyenne Joséphine a offert à son sauveur, au brave grenadier Thomé, un diamant estimé six mille francs, et qu'elle l'a embrassé sur les deux joues.

QUATRIÈME BOURGEOIS. — Votre preuve... ne prouve rien, citoyen. Tout ce que je sais, c'est qu'Aréna a démenti la chose dans les gazettes... (*Montrant Aréna qui se dirige vers la maison mortuaire accompagné de plusieurs autres jeunes gens.*) Tenez... le voici précisément qui arrive... avec le sculpteur Cerrachi et le peintre Topino-Lebrun...

PREMIER BOURGEOIS, *revenant tout essoufflé.* — Impossible de passer... Toutes les rues sont barrées, c'est pire qu'en thermidor !... et en vendémiaire !

DEUXIÈME BOURGEOIS. — Il y a plus de dix mille hommes sous les armes !... Tout cela pour tenir tête à soixante députés patriotes !...

Un citoyen, *criant*. — Laissez passer les citoyens représentants... Vivent les patriotes !...

On voit successivement arriver les députés jacobins, que l'on se montre dans la foule en les désignant par leurs noms... Le général Jourdan, entouré de quelques amis, est reconnu et acclamé par le peuple... Ils pénètrent dans la cour de la maison mortuaire.

Le général Jourdan, *du seuil de la porte*. — Du calme, citoyens ; cette journée est une journée de deuil pour la Capitale !...

Deuxième bourgeois. — Le citoyen général a raison... Les reconnaître, cela revient à les dénoncer. Ne sont-ils pas proscrits ?

Troisième bourgeois. — Il paraît qu'ils ont reçu l'ordre de se rendre les uns à La Rochelle, les autres à Rochefort, pour être déportés dans la Guyane française.

Deuxième bourgeois. — Depuis le 19, ils se cachent tous dans Paris... et ils ne sont sortis aujourd'hui de leur retraite que pour tenter un coup désespéré contre le tyran.

Premier bourgeois. — Ah ! mon Dieu !... est-ce qu'il va encore y avoir des troubles ?... Et mon épouse qui prétendait ce matin que l'avénement de Bonaparte, c'était la fin de la Révolution, la fin de la guerre étrangère !

Troisième bourgeois. — Votre femme est une sotte, voisin... qui se laisse dominer par l'influence magique qu'exerce le seul nom de Bonaparte sur les imaginations.

Deuxième bourgeois. — La fin de la guerre étrangère !... Ne nous réjouissons pas trop vite, citoyens... L'avénement de Bonaparte au pouvoir, c'est peut-être, comme vous le dites, la fin de la Révolution... mais ce n'est pas, à coup sûr, la fin de la guerre... et la guerre, c'est notre ruine à nous autres marchands... Le pouvoir de Bonaparte ne tient qu'à sa gloire... et sa gloire, aux victoires qu'il a remportées... Sa puissance, sa popularité tomberont, s'il ne les alimente pas par de nouvelles conquêtes... La conquête l'a fait ce qu'il est... La conquête seule peut le maintenir.

Premier bourgeois. — Va-t-il au moins nous donner une Constitution ?

Un vieillard, *qui s'est avancé et a écouté la conversation.* — Une Constitution !... Pourquoi faire ?... Nous n'en avons que trop vu depuis dix ans... La véritable Constitution est écrite dans son cœur de patriote, et cela doit nous suffire. Bonaparte ne peut avoir d'autre ambition que de devenir toujours plus grand et de faire du peuple français le plus grand peuple entre toutes les nations.

La voiture du ministre de la Police, venant de la rue Honoré, s'arrête sur la place, devant le Théâtre-Français. Fouché en descend, en compagnie de son secrétaire Turot, et aborde les officiers réunis en groupes.

Destrem, *député, intervenant.* — Que vous connaissez mal la grandeur à laquelle Bonaparte aspire, citoyen !... Sans doute, il serait le plus grand des hommes s'il ne recélait dans son cœur que la noble

ambition de consolider les destinées d'un peuple libre... de ne commander aux nations que l'admiration et le respect... mais c'est à les enchaîner qu'il est résolu à prostituer sa gloire. .

VOIX DIVERSES. — Le représentant a raison... Bonaparte ne sera qu'un tyran... Méfiez-vous... voilà des mouchards... silence... Écoutez!

Pendant ce qui précède, les portes de l'hôtel ont été fermées... et la voix des orateurs, qui ont pris la parole dans la cour, devant le cercueil, a été jusqu'ici perdue dans le tumulte de la rue... A ce moment, une voix plus puissante domine le tumulte... C'est alors que le silence est réclamé impérieusement et que la voix d'Aréna parvient aux oreilles de la foule, de plus en plus distincte au fur et à mesure que le silence se rétablit.

LA VOIX D'ARÉNA, *dans la cour*. — ... Et quels sont les forfaits de ces représentants du peuple dont Bonaparte a demandé la proscription au nom du salut public?... Je vais vous les dire... C'est d'avoir voulu demeurer fidèles à la Constitution de l'an III... d'avoir refusé de reconnaître le commandement irrégulier dont le décret de translation investissait Bonaparte... d'avoir protesté contre la tyrannie du sabre... de n'avoir cessé jusqu'au dernier moment de crier sous les coups des épées et des baïonnettes : « Vive la Liberté!... » Honorables et glorieux proscrits, félicitons-nous de cette proscription injustifiée qui, en nous séparant d'indignes collègues, ne permet pas que le soupçon d'avoir été un seul instant leurs com-

plices puisse jamais planer sur nous. Mais, de même que le soleil dissipe les ténèbres de la nuit et fait éclater la lumière, de l'obscur guet-apens du 19 brumaire sortira la vérité !... et la postérité, qu'on ne peut jamais impunément tromper, apprendra à nos arrière-neveux que, fidèles jusqu'au dernier moment à notre mandat de représentant du peuple... nous n'avons cessé de nous élever contre le despotisme, et son inexorable justice fera un jour regretter aux proscripteurs le sort des Proscrits : « ... Vive la République !... Vive la liberté !... Au Panthéon !... »

Ces cris de : « Vive la République !... Au Panthéon !... » sont répétés dans la cour, puis dans la rue, où une grande agitation se produit parmi la foule... Les portes de l'hôtel ont été ouvertes... le cercueil est transporté dans le char funèbre... Derrière le cercueil apparaît Michel Le Planté, grave et solennel, en grand deuil, entouré de ses parents, de ses amis et de ses serviteurs... Les députés jacobins emplissent la cour. Au moment où Michel Le Planté va se placer derrière le char, un officier de police, ayant un crêpe au chapeau, s'avance vers lui.

L'officier de police. — — Citoyen représentant, j'ai l'honneur de vous informer, au nom du ministre de la Police, que le convoi devra suivre, pour se rendre au lieu de sépulture, l'itinéraire qui lui a été tracé, sous peine d'y être contraint par la force armée.

Aréna, *s'approchant de l'officier.* — Nous ne reconnaissons pas les ordres d'un gouvernement usurpateur... Le citoyen Maxime Le Planté est tombé victime de son amour pour la liberté... C'est au Pan-

théon qu'il doit reposer à côté de Voltaire et de Jean Jacques... N'est-il pas vrai, citoyens ?

Voix dans la foule. — Oui... oui... au Panthéon !... Vive la Liberté !

L'officier de police. — Qu'iriez-vous faire au Panthéon ?... Les portes en sont fermées...

Aréna. — Nous les briserons.

L'officier de police. — Les abords en sont gardés... et, du reste, vous ne pourrez pas traverser la Seine.

Aréna. — Nous disperserons les sectaires, au nom de la Liberté.

Voix dans la foule. — Ce corps nous appartient !... — Il nous le faut !... — Nous l'aurons !... — Vengeance !... Le sang du colonel Le Planté a fait déborder la coupe déjà pleine !... Nous le vengerons !... Il faut qu'on nous le livre, ou nous mettons le feu à tout le quartier !...

Le général Jourdan. — Citoyens, notre malheureux ami a été assassiné... Il était jeune, il était bon, il était brave... et plein de cœur... Il a été trompé et il est tombé sous la balle d'un ennemi de la République... Ses mânes crient : vengeance !...

Cris dans la foule. — Vengeance !... vengeance !...

Michel le Planté, *à l'officier de police qui cherche à parlementer avec lui.* — C'est à vous de vous faire obéir, citoyen... Vous le voyez, moi je n'y puis rien.

Aréna, *à l'officier.* — Citoyen, vous voyez ce que c'est qu'un peuple qui revendique ses droits... Retirez-vous, si vous ne voulez pas à votre tour être victime de sa colère.

L'officier de police. — Qui êtes-vous donc pour me parler ainsi ?

Aréna. — Je me nomme Aréna et je suis représentant du peuple.

L'officier. — Vous n'êtes plus représentant du peuple... Au nom de la loi, je vous somme de vous retirer.

Aréna va pour protester. Il s'ensuit une bagarre indescriptible. Un officier à cheval s'est avancé jusqu'à la maison mortuaire pour se rendre compte de ce qui se passait et est immédiatement retourné vers la rue Honoré. Presque aussitôt, on entend le roulement des tambours et on aperçoit les troupes qui se mettent en mouvement pour fermer les passages.

Aréna. — A la force armée qui s'opposerait au passage de la Liberté, nous opposerons la force du droit et de la justice... Quel est l'homme assez audacieux, quand un chef de parti a parlé, pour s'opposer à sa volonté?... En marche, citoyens, au Panthéon !...

Des roulements de tambour dans la direction des boulevards annoncent qu'une troupe armée arrive de ce côté. Effarement général dans la foule, prise entre deux feux.

Michel le Planté. — Citoyens !... la famille n'a pas refusé de laisser porter le corps de mon fils

au Panthéon... Son cadavre ne nous appartient plus... Il appartient à la République... Mais, je viens de consulter mes amis... Il ne faut pas faire, de ce pauvre corps mutilé, un drapeau... Le véritable drapeau, c'est le souvenir de mon malheureux enfant, que nous porterons haut et ferme... Je tiens à le proclamer devant vous tous... si nous n'allons pas au Panthéon, c'est que nous ne voulons pas exposer ce cadavre aux mitrailles et aux balles de Bonaparte et de ses complices... Aujourd'hui, soyons tout au regret... et demain à la vengeance... Vive la République !...

Les cris de : « Vive la République !... » éclatent dans la foule... Sur un signe de l'officier de police, le cortège se met en marche. Peu à peu le recueillement succède au tumulte, et le peuple, en suivant le cortège, qui tourne à gauche dans la rue Honoré, entonne le chœur des Girondins : « Mourir pour la patrie ! »

FOUCHÉ, *à Turot.* — Turot... vous accompagnerez le convoi jusqu'au cimetière... Le général Morand mettra des troupes à votre disposition pour qu'aussitôt après l'inhumation, les députés jacobins soient arrêtés et conduits au Temple où ils prendront la place des ôtages... Ordre de Bonaparte !...

Adrienne de Brillanne, les vêtements en désordre, les yeux égarés, est parvenue à se frayer un passage à travers la foule. Elle contemple d'un regard hébété le cortège qui à ce moment entre dans la rue Honoré. Elle aperçoit dans le cortège le général Jourdan, se précipite vers lui et l'arrête.

Adrienne. — Général !... c'est vous !... Où est Maxime ?... Je veux le revoir... lui donner le baiser d'adieu... Conduisez-moi vers lui, je vous en prie... Vous ne répondez pas ?... Ah !... je lis sur votre visage... ces funérailles... c'est lui... lui qu'on enterre ! Ah !... Maxime !... Maxime.

Le général Jourdan, *très solennel.* — Inclinez-vous, citoyenne... Laissez passer les funérailles de la Liberté !... (*Le cortège continue de défiler.*)

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE

LE DIRECTOIRE

PREMIÈRE PARTIE

LE RETOUR D'ÉGYPTE

DEUXIÈME PARTIE

LES POURRIS

TROISIÈME PARTIE

LES CONSPIRATIONS

QUATRIÈME PARTIE

LES DEUX JOURNÉES

CINQUIÈME PARTIE

LES CONSULS

ÉPILOGUE

LES PATRIOTES

EMILE COLIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

CE

